MAI 1975 Nº 254

Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix: 5 F

Marce: 5,00 dir. Ecy.-Uni: 33 p. Suisse: 3 F.S. Tuniste: 500 mil. Algérie : 5,00 DA Canada : 1,25 8 c.

> Publication measurelle (vinet-deuxième aunée) éditée par

> > Le Monde

ments : voir tarif page 21.

LE MONDE diplomatique

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

5, rue des Italiens, Paris-IXº

... Directeur : Jacques Fauvet

Lire pages 20 à 24 :

L'IRAN, RENAISSANCE D'UN EMPIRE

Reportage de Marcel Barang

pages 2 à 4 :

AUTOPORTRAIT DE M. KISSINGER

Egbal Ahmod

Servilité

Par CLAUDE JULIEN

UANT eux tortures et eutres otrocites, je peux su aminmer que ene n'existent pos et que toute affirmation controllre ne peut être que le falt d'une presse servile. » Ainsi s'exprimait, à l'accasion de l'auverture de l'eanée judicioire, M. Enrique Urrutia Manzano, qui présidait encore la Cour suprême du Chili avant d'être nommé ambassadeur de la controlle de la course UANT eux tortures et eutres otrocités, je peux ici offirmer qu'elles jante à Paris. De tels propos ne sourcient être pris à le lègère : lorsque M. Urrutia Manzeno porle de drait, il est orfèvre ; quant à la « servilité » de l'accusateur ou de l'accusé, leurs corrières respectives sont la pour en

Il n'est certes pas d'usage de salver l'arrivée d'un nouvel ambassadeur par des commentaires qui, sait-on jamais, popuraient lui déplaire. Mais il a'est pas non plus d'usage qu'un haut magistrat ebuse de ses fonctions pour parer d'une trompeuse légalité an régime d'usurpateurs.

DEU connu en Europe, M. Enrique Urratie Manzano présidait déjà la Cour suprême lorsque Salvador Allanda était au pouvoir. Colui-ci respecte serapuleusement des droits dont les putschistes ne s'embarrassent geère depais deux ens et demi. Pourtant, M. Urrutia Manzana déclarait e lors avec supe Le pouvoir judicieire est indépendant de toute autre autorité. » Puis, ma brin matamore, il ajoutait : « Si, pour défendre la loi, nous devons sacrifier les bonnes relations que nous avons avec un autre pouveir [l'exécutif] nous ferons ce sacrifice, si penible qu'il puisse nous être ».

C'est bien einsi que deivent parler les gardiens da droit, M. Unratio Manzano sut tenir ce fier langage. C'était, héles I lorsqu'il a'y avoit ni prétezte, ai risque... Mais, au leudemain da patsch, c'est le même personnage qui, avant de lui passer l'écharpe présidentielle, reçut du général Pinochet le serment de fidélité à la Coastitution : « La Cour suprême que j'el l'honneur de présider voit ovec satisfaction et optimisme votre arrivée eu pouvoir ; elle tient en très heute estime le portée historique et juridique de votre geste. » Le pouvoir executif avait été brutalement renversé, le pouvair législatif était suspenda : seul le pouvoir judiciaire avait survécu, et c'est son plus haut représentant qui, dans ane sinistre paradie constitutionnelle, préeait sur lui de « légitimer »

Ce n'était là ga'un premier pos, et ce n'est pas toajaurs celui qui coûte plus. M. Urrutia Manzano dut ensuite boire la coape jusqu'à la lie. Il le fit apparemment sans haut-le-cour. « Les tribunaux et les garantles consti-tutionnelles sont pleinement respectés dans les limites que le régime d'état de siège e définies », affirmait-il voilà deux mois.

Mais la Constitution stipale que l'état de siège ne peut être voté que par le Parlement, et il est arbitragement imposé; que le président de la République doit être élu, ce qui n'est pas le cas du général Pinochet; que l'«habeas corpus» est au droit inaliénable, et il est refusé à des dizaines de millers de prisonniers pelitiques. Ferfaiture? M. Urratia Manzono a fidèlement servi an pouvoir établi et maintenu par d'innombrables violations de drait. C'est une situation que peuvent comprendre des Français auxquets au livre et un film rappellent comment, sous Vichy, le ministre de la justice, professeur de drait, et des magistrats firent fonctionner la « section spéciale ».

I L existe à Santiogo an grand juriste, encien doyen de la foculté de droit de l'aniversité da Chili : M. Eugania Velasco, qui fut un adversoire polidor Allende. C'était son droit. Or voici qu'avec d'autre jurisconsultes, dans ane lettre à l'ardre des avocats, il a dénoncé les violations constitutionnelles commises por le junte et par les tribungux à sa botte. C'étalt son devoir. Da coap, le gouvernement chillen a envisagé de l'inculper d'atteinte à la securité intérieure de l'Etat. Saules des considérations pelitiques l'ent finalement dissuadé de faire de M. Eugenio Velosco un béros à l'intérieur et de fournir un argument supplémentaire à la « propagande étrangère ».

Corrièrisme? Servilité? Peur? Fidélité aux intérêts d'ane caste privilégiée ? Soumissino au pouvoir qui saît, à défaut de droit, montrer sa force ? Déshanorant lear éminente fanction, les magistrats chiliens, dans leur presane totalité, continuent d'accomplir la basse besogne qui consiste à couvrir ass sinats et tortures du manteau de la loi. Leur plus haut représentant vient de toucher sa récompense : une ambassade à Paris. La junte ne pouvait vraiment faira un meilleur choiz. Mais rien n'abligeait le gauvernement françois à donner son agrément à un personnoge dont le comportement contredit les principes républicoins desquels la junte, abusivement, prétend se réclamer.

LE VIETNAM « VIETNAMISÉ »

La politique dite de « vietnamisation » devait permettre aux Etats-Unis de retirer leurs propres troupes tout en assurant la victoire de leur protègé, abondamment ravitaille en armes américaines. En fait, la « vietnamisation » de la défaite n'a pu innocenter l'Amérique, bien que, pour l'honneur de leur pays, des Américains aient contribue à ce dénouement.

La vartie n'est cependant terminée ni pour les Vietnamiens, ni pour les Américains. Les premiers, après la libération du territoire national, affrontent la transformation progressive mais radicale de la eociété. Pour les seconds, la tragédie n'aura pas été inutile s'ils acceptent, comme de nombreuses voix le leur demandent au Congrès et dans la presse, de rectifier en diverses régions du monde une politique irréaliste qui fut au Vietnam portée à ses plus choquantes

Les leçons qui se dégagent de l'épreuve ne concernent pas seulement les Etats-Unis. La France, pour sa part, ne saurait oublier ses lourdes responsabilités dans le déclenchement du conflit. Or, au fond de tous les affrontements coloniaux et de leurs sequelles, il y a, essentiellement, un problème éthique qui se retrouve au cœur de toutes les formes du néo-colonialisme : avec des moyens plus modestes ou moins voyants, l'Occident continue de soutenir un peu partout des régimes qui, comme l'était celui de Nguyen Van Thieu, sont incompatibles avec les principes de la démocratie et lui rendent les plus mauvais services.

Les raisons d'une

E commentaire le plus încisif sur la débâcie sud-vietnamienne revient peut-être - involontairement d'ailleurs - à Ken Healy, pilote américain chevronné qui avait jadis évacué les restes de l'armée du Kouomintang de Tientsin, de Nankin et de Moukden, et qui a eu la chance d'être aux commandes du dernier avion qui a pu quitter Da-Nang. « C'est du déjà ou », remarquait-il à propos des soldats sud-vietnamiens pris de panique qui tiralent sur les civils et plétinaient femmes et enfants pour s'enfuir de la ville « Je me souviens m'être dit, alors que l'on était encore à Da-Nang, en poyant la

pagaille parmi les soldats, que c'était

Par NAYAN R. CHANDA

la réplique exacte de ce qui s'était passé en Chine. » La comparaison s'impose en fait bien an-delà des apparences. Comme le régime fasciste et corrompu de Tchiang Kai-chek, celui de Nguyen Van Thieu, avec sa machine de guerre forte de 1 100 900 hommes, n'était plus qu'une carcasse entièrement dévorée de l'intérieur par les termites. Il e suffi que les forces révolutionnaires frappent dans les Hauts-Plateaux du Vletnam du Centre pour qu'elle s'effondre, de façon encore plus brutale que le Kouomintang en 1949.

Un arrêt de mort

C'EST aux premières heures de la matinée, le 10 mars dernier, que des forces régionales du F.N.L. composées d'éléments des minorités longtemps primées des Hauts-Plateaux, entrèrent dans Ban-Me-Thuot, la capitale de la province de Darlac, et s'emparérent, presque sans avoir tiré un coup de feu, des principales installations militaires. Une fois sur le petit aérodrome que fréquentaient des avions d'observatien et des hélicoptères, les révolutionnaires ont même réussi à persuader deux pilotes de rejoindre en hélicoptère les zones libérées tandis qu'ils faisaient sauter les autres appareils. Quelque quatre mille défenseurs sud-vietnamiens, littéralement surpris en plein sommeil, e'enfuirent en désordre sous

l'attaque. Le commandant provincial, qui demanda des bombardements aériens contre les révolutionnaires, semble avoir péri sous les bombes. Les de descendre en-dessous de 4 000 metres, car ils risquersient d'être abattus par des missiles SA-7 à tête chercheuse, lancerent per erreur leurs bombes sur le quartier général du commandant provincial.

Les éléments de la 23° division sudvietnamienne, qui était déployés autour de Pleiku, reçurent l'ordre de se porter au gecours de Ban-Me-Thuot. Mais ils furent interceptés par les ferces du F.N.L. qui les taillèrent en plèces, tandis que d'autres forces du F.N.L. faisaient monvement vers Pleiku. Thieu se rendit compte tout à coup que les capitales provinciales de Pleiku et de Kontum qui étaient depuis longtemps des avant-postes quasiment isolés dans la zone contrôlée par le G.R.P., étaient extremement vulnérables. La route nationale 14 vers le sud et la route nationale 19 vers la côte étant coupées et les forces révolutionnaires se massant autour de ces villes, la seule facon, estima Thieu, d'éviter que ses

troupes ne soient décimées était de les faire bettre en retraite vers les zones côtières, relativement plus sûres. On suppose aussi que Thieu a pris cette décision également dans le but de contraindre le Congrès américain à ouvrir les yeux sur la gravité de la situation afin qu'il vote l'aide militaire supplémentaire demandée par le président Ford.

Quel que soit son calcul, l'erdre qu'il donna le 14 mars au commandant de la seconde région militaire, le général Pham Van Phu de faire évacuer Pleiku et Kentum en sept heures, sera assurément considere, par les futurs historiens, comme son propre arrêt de mort. Comme il n'y avait pas encore de pression militaire évidente sur ces deux capitales provinciales, les commandants de régiments furent intrigués par cet ordre inexplique puis commencerent à s'affoler à l'idée d'être exposés à une menace inconnue. On ne prévint même pas les soldats qu'ils étaient en train d'abandonner Pleiku et Kontum.

(Lire la suite page 13.)

Lire pages 9 à 14 :

- T.D. ALLMAN : Bonqueroute morale et bonne conscience oméricaines.
- NGO VINH LONG : Les 4 foucons » de Woshingten.
- NGUYEN KHAC VIEN : L'irrésistible chute du président Thieu. G. BOUDAREL, P. BROCHEUX et D. HEMERY : Communisme
- nationale. - ALEX KNOPP ; La lengue lutte

chantage ou bluff?

des militants de la paix. - DAVID SCHNEIDERMAN : 10 neo-Isolationnisme eméricein,

vietnemien et réconciliotion

LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE AU TCHAD

Les causes de la rébellion subsistent

UX premières heures du dimenche A 13 evril 1975, un coup de ferce milltaire renversalt un des demiers chefs d'Etat mie en place par le France lers de la vague des indépendances africaines. La libération rapide du général Félix Malleum, reconnu par tous comme le neuvel » homme fort » du régime, et le ralliement du M.D.R.T. (Meuvement démocratique de rénovation du Tchad) et de diverses personnalités réfuglées en Europe leissent penser qu'il s'egit d'une réédition du coup d'Etat manqué d'août 1973 qui s'était soldé par l'arrestation du généra Félix Malleum à N'Djemena et l'assassinat à Paris du Dr Outel Bono.

Si te politique menée depuie l'indépendance par le régime tohadien e déterminé une dégradation constante de in eltuation pelitique et économique, ce sont plutôt les excès auxquals s'est livré le président Tombalbaye durant les trois demières années qui ont provoqué sa chute. Les premières décisions prises par les nouveaux dirigeants laissent présager l'abandon des aspects les plus controversés de le politique de l'ancien président. Cependant te mort de ce deroler n'e pas fait disparaître les problèmes de fond. Les militaires n'ont en effet d'autre alternative : soit réaliser un changement radical d'orientatien qui permettreit d'ébaucher une solution aux difficultés du pays, soit continuer la même politique que teur

Par PIERRE BELL *

aspects irritants pour le geuvernement français et subir à plus ou moins brève échéance le même sort que Tembalbaye. En effet, c'est contre cei néo-coloniale, qui n'e cessé de dégrader les conditions de vie des masses tchadiennes, que e'est développée depuis près de dix ane une lutte armée sous le directien du FROLINAT (Front de libération netienale du Tchad). Celle-ci e contraint la France à Intervenir militairement en août 1968 pour maintenir un régime alors au bord de la déroute. Officiellement terminèe il y a trois ans (départ du général Cortadellas la 1^{er} septembre 1972), cette rvention s'est en fait poursulvie tant sur le plan edministratif que militaire.

En aoûi 1969, una Mission de réforme administrative (M.R.A.), dirigée per un encien edministrateur colonial du Tchad, Pierre Lami (1), a été mise en place. « Netre erreur e élé de vouloir relever trop rapidement l'administration coloniale par des cadres tchadiens sans expérience ». déclarait l'ancien président. La France, grâce è ses enciens administrateurs, a repris en main, en liaison avec le corps péditiennaire, tout l'appareil d'Etat. La M.R.A. a retabil quatre-vingl-cing postes administratifs dont les titulaires evaient été chassés per la lutte ermée - elle e

* Membre du Comité information Sabel.

rétabil les prérogatives coutumières (per-captien de l'impôt et justice) des principeux féodeux dans le Baguirmi, le Kanem, le Ouaddai. Sulvani le modèle de toute politique enti-guerilla, le M.R.A. e tenté de réaliser des regroupements de populations grace aux considérables mo mis è sa disposition par le FAC (Fends d'aide et de coopération), comptabl de ce fait au titre de l' - alde - de la France aux pays sous-déveleppés. La forage de neuveaux puits pour le cheptel des pasteurs nomades et la construction d'écoles et de dispensaires ont eu pour corollaire l'ampoleennement ou l'ensable-ment de puits situés dans les zones dont l'administratien de N'Djamene avait perdu toul contrôle

Cas actions sont indissociables de la présence de l'armée française. Après quatre années d'Intervention ouverte, pendant lesquelles les militaires françaie ont assume les tâches de maintien de l'ordre tout en organisant une armée tchadienne adeptée à la répression anti-guérilla, la France a mis officiellement fin e son Intervention, la « tchadisation » étant réalisée. Le maintien d'un nembre considérable de militaires français à N'Djamene est présenté comme nermel eu égard eux nécessités du dispositif militaire français en Afrique centrale.

(Lire la sutte page 24.)

(I) Puis par MM. Paillard et Claustre.



156, rue de Rivoli * Métro LOUVRE

blir, préserver, agresser : lels sont les buts de cette airatégie. L'orientation fondamentale de la politique étrangère eméricaine demeure Inchengée. Mels la crise de le puissance américaine et les détis qu'elle e eu é affronter dans les ennées 60 ont rendu nécessaire une révision des opilons siratégiques et tactiques. Déjé perceptible au cours des deux demiéres ennées de gouvernement Johnson, le chengement d'orientation est devenu manifeste au cours de le présidence de M. Richard Nixon, Il porte l'empraînte raconneiesable des prélèrences stratégiques et tectiques de

L'Union enviélique étant bien près d'acquent le partié dans les systèmes d'armements straiégiques, le Japon et l'Europe occidentale eyant émergé en tant qu'unités économiques concurren-tielles eu sein du bloc capitaliste, le querre du Vietnem mellant en question l'efficacité de le puissance eméricaine einsi que la doctrine des - guerres limitées « sur laquelle avaient été fondées deux décennies d'interventions contrarévolutionneires (une tous les dix-huit moie

Détente Est-Ouest

et collaboration

antagonique

De l'art de jouer des contradictions et du bon usage de la force brute

Par EQBAL AHMAD *

soue le pression du Vietnam, le consensue de le « guerre froide « s'étant brisé, il falleit lorger de nouveeux mythes et de nouveaux moyens pour vendre le vieil impérialisme à l'électoret emériceirs. La M. Kissinger cherche à resleurer la puissance falblissante des Etals-Unis, non à transformer les reletione internetioneles

Trois spectres ont longlemps hanté M. Henry Kissinger dene sa recherche d'un système Internetional sous hégè-monie eméricaine : l'Union soviétique, les laveur d'une politique étrangère interventionniste. Avec le temps, ees appréheneione concernant l'Union soviétique n'ont guère diminué; par rapport aux mouvements de libération, elles se sont eccrues, el le risque d'une rupture de consensus e quetrième problème : celui du renforcemant de moyane de pression désormele insuffisants sur l'Europe occidentale et

Das concepts tels que « junior partnership » (essociation mineure) ou - concertation des auperpuissances -ne traduisent pas exectement la neture et l'ampleur de la détente, ni des motivations complexes qui l'ont euscitée. La croyance prolondément encrée que l'Union soviétique est le eeul rivel potentiel de la suprématie mondiale des Etats-Unis continue de guider la diplometie et la plenilication elrelègique eméricaines. Les lacteure geopolitiques, si déterminants dans la tradition de Resipolitik, dont se recommende M. Klesinger, vont dene le même cone. Seule parmi les grandes puissances, l'Union soviétique diepose d'étendues terrestres et de côtes (cheveuchent l'Asie et l'Europe) d'un taux démograptique, de ressources et d'une technologie capables de concurrencer les Etets-Unis.

Plus que fout autre homme d'Etet eméricein, M. Henry Klasinger est obsédé per le défi soviétique. Tecticien hebite et plein de ressources, c'est on stratège rigide. Sa vision atralègique s'est construits à pertir de quelques concepts londamentaux auxquele il edhère depuis vingt ans evec une parsistance dogmatique.

entre « puissance insulaire « et « puisplus vaste, la plus riche et, politique ment, la mieux Intégrée de l' « Eurasie «. l'U.R.S.S. est le principele « pulsaance continentale ». A ce titre, elle est l'enne mie naturelle et une menace cermanente pour les Etats-Unis, principale « puissance insuleire «, selon M. Kissinger, c'est-à-dire une puissance eux ressources injérieures et qui e donc besoin d'eccéder é celles de l'Eurasie. D'où sa croyence que, vis-àvie de l'Union soviàtique, les Etats-Unis soni « confrontés au problème traditionne! d'une pulssance insulaire - de Carthece envers l'Italie, de la Grande-Bretagne par rapport eu conlinent... SI l'Eurasie tombeil sous le contrôle d'une eaule puissance hostile ou d'un groupe de puissances hostiles disposant de suffisamment de temps pour exploiter ses ressources, nous devrione laire lece é una meneca insurmontable « (1). Cette vision géopolitique de le malencontreuse position de. Etats-Unie explique eussi le souci de M. Kissinger d'empêcher l'émergence de l'Europe accidentale en tant que centre

Toutefois, per repport eux ennées 50, le vision américaine de l'Union soviétique est eujourd'hul plus rationnelle et plus considérait l'U.R.S.S. comme une menace non seulement en fermes décoolitiques mels en termes idéologiq soviátique commo le Chine étalent, salon lui. des « puissances révolutionnaires » qui « n'eccapten) pas le cadre de l'ordre internetional ni la structure domestique des autres Etats, ni les deux à la lois «. comme des puissances patendellement tsvorables eu statu quo, c'est-à-dire des

P

Por dor

inst

ľeg.

U

prese

tion

vietni

faisoi

* Auteur d'un livre qui serz prochaine-ment publié sur Riais-Duis sons le tière : Time Bombs: Citizen's Guide to U.S. Foreign Policy in the 1970s.

L'un de ces concepts est la dietinction ter le « oadre de l'ordre internationel « et é leisser la police du ... « désordre « aux Etats-Unie et à leurs alliés. De ce fait, le eoviétique se définit plue justement comm une politique de collaboration antagonique. Elle combine des éléments de concertadon et de compensadons sélectation et de « containment « dans d'eutres.

> Les Soviétiques es voient incliés de diverses manières à accroître leur participation eu maintien de l'« ordre » international : per une emélioration des relations économiques avec les Etals-Unis, par le eigneture d'accords de limitation des ermements, l'abandon à Washington de la rhétorique des « positions de repli « de l'époque Dulles et de ses corolleires, le reconnaissance de le sphére d'Influence soviétique en Europe orientale et la tolédans des zones d'iniérêt stretégique négligeeble pour les Etats-Unis. Mals, quend des questions d'importance vitale sont en ieu, par exemple dans les régions bordant le Méditerranée et l'océan indien. le politique américaine envers l'U.R.S.S.

> Si les éléments de la politique de concertation avec l'Union soviétique sont blen connus, il n'en va pas tout à fait do même des mesures plue agressives qu tondent à la confrontation et dont relevent ent le passage capital, dene te planification nucléaira américaine, du concept de lorce de dissueelon à la créadon à terme d'une capacité de « lires strike counterforce -; l'étude et la mise en place d'un eystème d'armement entrainant un déploisment effectif d'armes nucléaires tactiques; les projets d'expan-sion et de modernisadon accélérées de ssance navale américelne, einsi que tes démonstrations de force : manœuvres da le VIº flotte pendani les combete de Jordanie en 1971, envoi de navires de querre conduits per le porte-avions Enter-

pries dans la bale du Bengale pendant le guerre indo-pakistanaise de décembre 197°, blocus et bombardemeni à outrance de Henoî et de Heiphong Justa evant le visite de M. Nixon à Moscou, alerte générele Ordonnée lore de la guarre leraeloerabe d'octobre 1973...

Assurément, toutes ces mesures ne relèvent pas exclusivement de la poli-tique de dissuesion envers l'Union soviétique. Les têtes nucléaires tactiques et le marine de guerre, par exemple, sont destinées également é servir d'instru-ments de coercitlon et de contre-l*n*surraction dans le tiers-monde. De même les démonstrations de force en Proche-Orient, en Asie du Sud et eu Vietnam visalent à effirmer le souvereineté des Etats-Unis en tant que super Super-Grand et, plus spécifiquement, é « démontrer les limites de le puissence et les atouts des Soviétiques = (2). Efles étalent, comme M. Kiseinger le préconisalt depuis 1954, - les équivalsals eu vingtièms siécie du Showing the fleg britennique -: manilestallone, en d'autres lermes, d'une « capacité et d'une volonté de faire sentir notre pulssance de leçon rapide et concluente, non seulement pour dissuader les Soviétiques d'interventr mais eusst pour impressignner les pays neutres par notre capa-

d'antagonisme, il faut se rappeler que M. Kissinger est très ettaché è la notion les vues de Washington sur les llene entre confrontations et collaboration, entre guerre et négocietions et, surfout, entre démonstration de force et rélention de le puissance. Pour M. Kissinger, toutes les crises internationales ont cecl en commun que leur solution est déterminés en demière enelyse par l'équilibre des torces entre lee Etats-Unis et l'Union soviétique, de sorte que te solution d'une crise en faveur des Etats-Unie dépend moins des points merqués sur plece

Une démonstration de force dens un cacteur, de souplesse dans un autre, doit contribuer é un résultat favoreble dans un troisième. Volci comment M. Kissinger décrivait; en 1970, le rapport entre se objectifs en Proche-Orieni et l'invaeion américaine au Cambodge : « Il est bien entendu absurde de dire que nous en Proche-Orient. Mais noue devons assurèment garder à l'esprit que LES RUSSES TION CONT NOUS FERONS PREUVE DANS L'ENSEMBLE DE NOS INTERVEN-TICNS. Ce qu'ils font en Proche-Orient, é long terma les pires menaces pour l'Europe occidentate et le Japon et, par voie de conséquence, pour les Etate-Unis. - (4). (C'est nous qui soulignons.) Ouelques mois plus tard, à la suita de la démonstration de force, lors de le

guerre civile jordanlenne, M. Kissinger déclarait : « Nous croyons que l'ection au Cambodge (...) a renforcé la crédibilité de l'ection (du président) en Jordanie. « Entre-temps, le président Nixon avait dejà fait conneître le prix des conces mineures que les Etats-Unis étaient prêts é faire en faveur de le détente. Dans une conlérence de presse, il indiquait qu'en

échange d'un progrès des négociations SALT 1 il attendait de l'Union sovié-tique qu'elle coopére au Vietnam et en Proche-Orient: « Ce que le veux, c'ast m'essurer que nous eyons les discussions sur les ermements airatégiques d'une manière et è un moment qui permettront, si possible, de progresser sur d'eutres le problème du Proche-Orient et aur d'autres problèmes en suspens dans lesquels l'Union soviétique et les Etats-Unis, agissant de concert, peuvent servir le ceuse de la paix. « (5).

Accorder une piece primordiale é la stimulation et à l'exploitation du conflit sino-soviétique : M. Kissinger En 1955, quand il commença é plaider en taveur de petites guerres « ou de « guerres limitées « (avec, si nécessaire, la manace d'un recoure, ou le recours, à des armes nucléaires tactiques), il falsait valoir gu'une talle etratégie contribueralt é « notre tâche primordiale qui consiste à divisar l'U.R.S.S. et la Chine ..

A l'époque, il se falsait eussi l'evocat de la préparation de plans militaires « contingents « en liaison avec sino-soviétique le diplomatie. Il ne s'agissait pas seulement de « vaincre « le Chine mais d' « obliger les divergences de vues à apparaître eu grand jour ». Selon le scenario

de M. Kissinger, les Etats-Unis auraient dû : a) Etre déterminés à se servir d'ermes nucléaires de façon limitée contre le Chine pendant le guerre de Corés ; b) Faire conneitre cette intention é l'ennemi ; c) Appuyer cette menace d'une « proposidon politique de conciliation é Pékin «, offrant ainsi à « l'eutre côlé une Issue eutre que la reddition totale ou le guerre totale « (6).

M. Kissinger envisageant le résultei sui-

Exploiter

le conflit

« Nous eurions mis l'U.R.S.S. devant le dilamme de devoir tenter le tout pour le tout pour renforcer la puissance de te Chine: et. si noue avions fait eulyra natre victoire d'une proposition politique de conciliebon à Pékin, nous aus l'entrainer é se demander al le bonne volonté américaine ne représentait pas une mellieure protection que le parsévérance aveugle dans la voie soviétique. Mais, même si nous avions échoué dens notre têche primitive de séparer l'U.R.S.S. de le Chine, nous aurions grandement améliore notre position vis-à-vie de nos affiés et même plus encore à l'égard des nations non alignées d'Asie. (...) L'indochine nous a lourni une accasion sembtable, dene des circonstances, certes, moins favorables, quoique le problèn indochinole n'aurait vraisemblablement pas atteint see dimensions ectuelles si la Chine avait subl un revers décieif fors de son premier affrontement militaire evec

En 1972-1973, en dépit de l'énorme diftérence des eltuations, M. Kissinger devait

pération = du conffit sino-soviétique pour tique ee reflète également dans les récents dépiolements des forces. « Un changement, qui est pessé quasiment inaperçu dans i politique des Eleis-Unis «, rapporte le New York Times, oblige les « Russes à taire deventage attention au Pecilique ». Il a'egit de « la décision de la marine de fique ses douze eous-marins Trideni munis de leurs missiles nucléaires à longue portée. Cela obligera les Soviétiques è augmenter leur flotte du Pecifique, qui est jusqu'à présent le plus faible de leurs quatre flottes principales, et à renforcer leurs forces aériennes basées eu eel. - (8).

après le retralt des troupes américaines du Vietnem porte témoignage de sa moti-vation politique plutôt que militaire. En outre, il est facile d'imaginer la réaction des Chinois à une expansion de la pré-sence militaire soviétique dans le Paci-En second lleu, l'eméligration des rela-

sion. Un rapprochement avec la Chine, juges-t-il, entraînerait une exacerbation du conflit eino-soviétique. Dans une confé-

rence de presse officieuse, près de deux ans avant le voyage de M. Nixon en Chine. M. Kissinger expliquait : « Le conflit Inter-national le plus grave aujourd'hul dans

le monde n'effecte pas les Etats-Unis et l'Union soviétique, mais l'Union soviétique

et le Chine communiste, C'est pourquoi

tion actualle est que, quelles que soient les intentions fondamentales des dirigeants

soviétiques, confrontés é le perspective

d'une Chine qui accroît sa torce sans réquire son hostilité, ils voudront une

période da détente à l'Ouest (__) parce

qu'ils ne souhaitent pas être dens une position où ils auraient à affronter des

crises maleures d'une durée indétinie des

La politique d'aggravation et de « récu-

détente avec l'Union soviétique visent à promouvoir une « génération de paix », dans laquelle les grandes puissances leisseront dans une lerge mesure aux superpuissances la responsabilité de résoudre - par une combinaison d'agressions et de négociatione — les « patites guarres « du tiers-monde. L'objectit, expliquait le president Nixon, dans son second massage au Congrès eur l'état du monde, était d'amener le Chine é des « relations constructives avec le communauté mon-

tions sino-américaines tout comme la

diele «, parce qu'un « ordre international ne peut être assuré si une des principales puissances en demeure à l'écart et y demeure hostile « (9).

Les forces révolutionnaires et nationaçant l'hégémonie eméricaine, un objectif fondemental, au-delà de le détente, est de couper les mouvements révolutionnaires du souden des puissances socialistes. L'augmentation spectaculeire (37 %) des bombardements en Indochine luste evant le voyage de M. Nixon à Pékin n'avait guère de justification militaire - pour ne pas dire eucune, - non plus que le minage de Hanoî et de Heiphong avant la visite de M. Nixon en URSS Les cibles étaient psychologiques et poliliques. Il s'agissait d'établir un lien entre la détente (reconnaissance de le légitimité du pouvoir révolutionnaire) et la contre-révolution (violent déni de cette égitimité eux mouvements révolutionnaires); de réaffirmer la eouveraineté américaine présumée, qui concède à la superpuissance le droit d'intervenir contre les révolutions sociales, quel que soit le degrà de berbarie d'une telle intervention.

ques variantes près — ce qui montre bien qu'il e de la suite dans les idées. Une fole comue le rupture entre Moscou et Pékin, M. Kissinger y vit une occa-

appliquer ce scánarlo su Vietnem, é quel-

L'homme d'Etat rationnel

le révolutionnaire " prénewtonien "

Washington continue de considérer les forces de libération dans le bers-monde comme une manace primordiale, le moins contrôlable - donc le plus grave — pour les intérêts américains. Et pour cause : tous les mouvements révolutionnaires (et, dans une certaine mesure, tous les mouvements nationalistes progressistes) cherchent à renverser le système existent de pouvoir, de production et de distribution. lle défient la tégitimité et menacent l'existence des trois éléments fondamenteux et interdépendents qui soutiennent et perpétuent la structure de l'impérialieme : les sociétés itinationales, les bourgeolaies indigènes pro-occidentales et pro-capitalistes, et l'eppareil étatique de coercition et de contrôle.

L'accession d'un mouvement révolutionnaire au pouvoir (Chine, Vietnam du Nord, Cuba) met fin à l'eccès exclusif et au contrôle monopoliste (par une puissance ou un nces) dee rassources des nations du ders-monde. Les matières pramières mondiales se raréfient et, le conourrence pour se les approprier ne cessant de croître, les Elata-Unis ont un intérêt grandissant é empêcher de tels développements. Leur position de géant économique dépend du maintien de teur eccès privilégié eux sources de metiteres premières. En outre, la permanence du contrôle américain sur les fournitures de denrées essentielles telles que le pétrole, le culvre ou la beuxite est devenue leur principal atout pour maintenir dans le rang leurs alliés de plus en plue eudscieux.

Blen entendu, les exigences des relations publiques obligent M. Kissinger à formuler la proposition quelque peu diftéremment, en termes abstralts et ambigus. Pour lui, le maintien de la - stabiillé du système international « est l'objectif premier de toute politique étrangère. Tous les autres besoine et aspirations de l'humanité lui com subordomés. Cana son esprit, le peix ne doit pas être la but de la politique, car elle perturbe le stabilité. Elle ne peut être obtenue que comme un sous-produit de l'ordre. « Ce n'était pas ironie de sa part, note son ami et biographe Slephan Graubard. que d'entamer son fivre an taisant obser-

ve- que « cas époques qui, rétrospective-» n'étalent pas à la recherche de la

(1) Henry Klesinger, « Defense of the "Grey Areas" 3, Foreign Affaire, avr. 1953.

(2) fold.
(3) Henry Kissinger. Nuclear Weapons and Foreign Policy, Harper & Row, New-York, 1957, page 264. Edition spregge, The Norton Library, N.-Y. 1969, pages 230-221. 230-221.

(4) Contérence de presse officieuse,
San Clamente. 28 juin 1970.

(5) New-York Times, 28 janvier 1989.

(6) * Defense of " Grey Areas" s. op. cit.

(7) Contérence de presse officieuse,
San Clemente, 28 juin 1970.

(8) 18 mars 1974.

(9) Richard Nixon, U.S. Foreign Policy for 1970's : Building for Peace,
25 février 1971, pages 108, 108.

DU COURS MOYEN (8°-7°) AUX BACCALAURÉATS A.B.C.D GROSPIRON Pour les études en France de votre fils, un établissement catholique du second degré ossocié par contrat à l'enseignement public: L'ÉCOLE de SORÈZE

INTERNAT DE PLEIN TEMPS - WEEK-END COMPRIS

ouvert aux enfants francophones, scolairement aptes à l'enseignement secondaire français. GRAND PARC - ESCRIME - JUDO - EQUITATION

PERES DOMINICAINS - ECOLE DE SOREZE rue Locordaire, SOREZE - 81110 DOURGNE Téléphone: (63) 50-10-11 et (63) 50-10-72 RAOULT GROSPIRON SUC **DEMENAGEMENTS** EMBALLAGE GARDE-MEUBLES EXPÉDITIONS 49, Rue de la Fédération XV' 734-02-66

SINGER érialisme

» paix. » (10). La meme observetion vaut pour la justice. Tout comme il n'a aucune objection à l'existence de la paix, M. Kissinger n'est pas opposé é des réformes destinées è assurer un progrès social et economique. Mela, comme l'evènement de le peix doit être le « produit de l'ordre et non de la volonté », ces rétormes doi-vent « assurer l'universalité de la loi contre

La stabilité internationale repose, selon M. Kissinger, sur l'existence d'une « légi-timité généralement ecceptée », qu'il définit comme un consensus international « aur les buts et les méthodes admis en politique étrangère (...), l'acceptation du cadre de l'ordre international per toutes les principales puissances. - Les révolutionnaires ne se soumetient pas sux dictats de la diplomatie parce que, dit-il, « c'est l'essence du pouvoir révolutionnaire que de pessader le courage de ses

Cette distinction entre pouvoirs et styles « légitimes » et « révolutionnaires », dont il fait le clivage fondamental en politique internetionale, donne le trame de ses analyses et de ses recommandations poll-tiques. Dans ees premiers écrits, il associalt généralement le « pouvoir révolutionneire » eux deux principaux Etate socia-listes (l'U.R.S.S. et le Chine) et il considéreit les - mouvements révolutionnaires comme de simples extensions des Etats révolutionnaires. Toutefois, dans ses travaux plus récents, M. Kissinger suggère que tent l'Union soviétique que le Chine cont désormais des systèmes « mixtes » en ceci que l'un et l'eutre ont acquis un national. L'une et l'autre sont donc eusceptibles de répondre de façon positive peut faire pression eur toutes les deux pour les conduire é limiter leur soutien

Les exemples de Cuba, du Vietnem et du Laos ont également sidé Washington é se débarrasser de le croyance que les mouvements révolutionneires sont de simples appendices de Moscou et de Pékin. Si blen que, dans ses plus récentes formulations de la polarisation fondamentale de le politique internationale, M. Kiseinger eitue l'expression de le volonté révolutionnaire — c'est-à-dire de le plus lorie menace pour la « stabilité » et l' - équilibre - mternationaux - dans les mouvements de libération et dans certains gouvernements progressistes du tiers-

- Le problème le plue greve de l'ordre internetional contemporain, écrit-il dans con plus récent ouvrage (12), est peut-être que le plupart des débets qui lont les gros litres des quotidiene sont extérieurs eux divisions tondamenteles décrites dans cet essai. Le clivage n'est pas entre arrangements politiques particuliers (sinon elyles de politique el deux perspectives philosophiques. - Il ajoute : « On peu définir les deux styles comme l'opposition entre une approche politique et une approche révolutionnaire de l'ordre, ou, au niveau des personnalités, comme le distinction entre l'homme d'Etat el le

« L'homme d'Etat manipule la réalité. (...) Pour lui, le gradualisme est l'essance de le stabilité. (...) Par contraste, lo pro-

"Légitimer

la répression

sociale"

phète se soucle moins de manipuler la réalité que de la créer. Ce qui est poasible l'intéresse moins que ce qui est juste. (...) Se démarche est hors du temps et ne dépend pas des circonstances. (....)

Les mouvements et les dirigeants révolutionnairee des cultures « prénewto-niennes » telles que celles du Vietnam ou de Cuba Jouissent, selon les termes de M. Kissinger, d'avantages peu communs par rapport sux hommes d'Elat du monde occidental. Le » monde réel » leur étant « presque complètement interne », ils peuvent être insensibles eux réalités « empiriques » en commençani une révo-lution et immunisés contre les stimuli « externes » (tals que bombardements de exturation ou programmes de pacification accélérée) qui pourraient y mettre un

- Pour les révolutionneires, écril M. Kissinger, le réalité significative est le monde qu'ils s'efforcent de teire naitre, non le monde qu'ils veulent renverser en se trattant. - Cele leur permet de « passer outre aux conditions qui avalent esmblé si Irrémédiablement hostiles » (13).

définitions Imprécises ou implicites : it euggere notamment qu'institutionnalisation égale légitimité, qu'un système est légitime quend it est soutenu par des « normes légales - 81 des - structures politiques -.. Et le plupart du temps, la légitimité est simplement Identifiée à la stebilité, et

La tendance à éviter un problème pourtant fondamental est nécessaire à la recherche de solutione pratiques. L'effet cumulatil des références discursives de M. Kissinger est logique : ei la stabililé est le but de la politique, et si elle est eurtout menecée par la révolution, alors Il feut contenir celle-ci, l'affronter et le détruire - ce qui, note-t-il, exige le reconnaissance internationale d'un « principe qui légitime le répression

sociale - (21). La guerre du Vietnam e mie en pièce le - principe de répression sociele - (la doctrine américaine unilatérale des guerres limitées -) euquel tout le monde avait souscrit pendant deux décennies d'interventions militaires dans le tiersmonde. « Chaque guerre dans laquelle

tion », comme II sa plaisait é le souligner, - M. Kissinger comprenaît le signification du conflit. - Quel que soit le résultat de le guerre au Vietnam, écriveil-il juste evani d'eccèdet eu pouvoir, il est clair qu'elle e grandement diminué la volonté des Etats-Unie d'âtre à nouveau impliqués dans cette forme de guerre. C'EST POUR-OUO! SON UTILITE EN TANT QUE PRE-CEDENT EST TRES RESTREINTE. . (23). Devenu conseiller spéciel du président

Nixon, il déclarali aux journelistes que - ce que noue faisons au Vietnam doit être mesuré en termes plus grande que le Vielnam Iui-mame » (24). Pendani ses quatre premières ennées é la Melson Blanche, M. Kissinger e mis le meilleur de son - talent - é infliger des soul-Irences Indicibles aux peuples indochinois, è equie fin de sauver, eu niveau psychologique et symbolique, ce que les Etats-Unis avaient manifestement perdu tent politiquement que militairement.

Le rôle essentiel des sociétés

multinationales

Toute optique non interventionniste reste donc héré-tique à Washington, où sa moindre expression est taxée de néo-isolellonnisme. Les « leçons » du Vietnem ont conduit non à la supprassion male seulement à le relormulation du rôle des Etats-Unis en tent que gardien du capitalisme transnational. La stratégie du « profil bas -, du - moindre coût - des années 70 cherche à surmonter les contreintes imposées par l'opposition domestique à l'interventionnisme et, parallètement, à exploiter les richesses croissantes des alliés et des cliente des Erats-Unie. Ette entreine le promotion de constellations régionales de pouvoirs dans les zones du monde qui ont une importance stratégique et le réorganisation des torces eméses américaines pour en faire, selon le formule de l'amirei Zumwalt, des «services à heute technologie et font apport financier

(capital Intensive) (...) pour le soutien des ermées des elliés locaux manecées ». M. Kissinger prone depuis 1955 la création d'un réseau militaire régional qui serait

Dene un article intituté » Politique militaire at défense des » zones grises », il recommandeil le - créstion de réserves stratégiques -, de - noyaux de forces de défense dans les trois pays critiques ». l'Iran, le Pakistan et l'Indochine. Par le suite, son éveluatico des - pays critiques devalt changer. Mais il n'abandonna pes le concept, le reprit evec des nuances el, en 1988, peu evant qu'il n'entre eu service du président Nixon, il avait ces formules: « Les Etats-Unis ne sont plue

(10) Stephen Graubard, Hissinger, cità page 17. Il fait référence à Kissinger, A World Restored. Europe after Napoleon: The Politics of Conservatism in a Revolutionary Age. The Universal Library, N.-Y., 1964. Dans l'eosemble de l'ouvre de Kissinger, on trouve des variations sur le thème sulvant: a Chaque lois que la paix (conçue comme la prépention de la guerre) fut l'objectif fondamental d'une puissance ou d'un groupe de puissances. le système international se trouvait de la meral du membre le plus déterminé de la communauté internationale. Chade la communauté internationale. Chaque fois que l'ordre international recom-nut que l'on ne sauroit transiger sur certains principes, même au prix de la paix, la stabilité londés sur un équilibre des forces fut au moins concevable. » (P. I.)

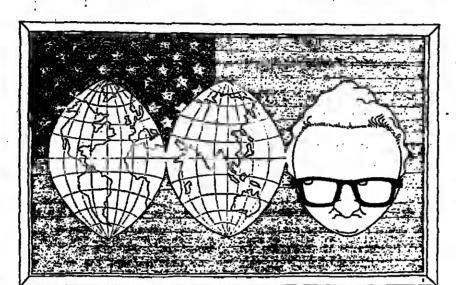
A World Bestored, op. cit., 1, 3. (11) Henry Kissinger, American Fo-Policy. W.W. Norton, New-York, pages 47, 48. (13) Ibid. (14) Ibid.

(15) Conférence de presse officieuse, mai 1970, après l'invasion américaine u Cambodge. (16) Volr, notamment, American Foquer des programmes au niveau global; ile doivent les encourager. (...) Nous sommes physiquement une superpulssance. mais nos buts ne peuvent evoir de sens teire. (...) Des regroupements régionaux soutenus par les Eleta-Unis devront assumer la responsabilité de leur zone immé-distement avoisinante, les Etats-Unie a'occupant du cedre d'ensemble plutôt que de la gestion de chaque entreprise locale. . (25).

(Lire la suite page 4)

reign Policy, pages 80, 81, 84, 85, c Les problèmes d'équilibre les plus graves ne sont pas physiques mais paychologiques on monaux. L'avent etra déterminé en dernière instance par des relations qui pont bien an-deid de l'équilibre physiques des formes. > (Page 80.) (17) Ibid, page 85.
(18) Ibid, page 104.
(18) Ibid, page 104.
(19) Ibid, page 104.
(20) Voir American Foreign Policy, pages 80, 85.
(21) La formule apparait dans A World Restored, page 318. La phrasa complète est la suivante : c La fin de l'unité de l'Europe ne fut pas due d'évidence de son caractère indiuctable, comme l'imaginait Cauliercaph, mais à un usuge cynique de la machine de la conférence ajus de définir un principe qui légitims la répression sociale : non à la bonne foi de Castlercaph, mais à la montpulation de Metternich. >
(22) Nuclear Weapons and Foreign Policy, pages 128, 137.
(23) Henry Kissinger, « Central Issues of American Foreign Policy », in Agenda for a Nation, Brookings Institution, Washington, D.C., 1969.
(24) Contérence de presse officieuse, 26 juin 1970.

26 Juin 1970.
(25) Agenda for a Nation, pages 612, 614.



(Dessin de PLANTU.)

sphère occidental tut una guerre limi-

tée « (22), écrivait M. Kissinger, qui la

qualifieli en outre de » productive ». Nui

ne se risquerall à en dire autant du

conflit Indochinols. Ce qui était censé

élre une « guerre ilmitée » elleit teire

plus d'un quart de millions de victimes

amèricaines et coûter quelque 200 mil-

lierde de dollars. Pierre de Jouche des

révolutions contemporsines, celle du Viet-nam e mis en échec les présomptione

collectives de la technologie moderne et

mie en question l'invulnérabilité de le

Epigone de la « guerre limitée » -

« conquête » mais de « conserva-

Dulasance américaine

D'où le seconde caractéristique inquiétente des mouvements et dirigeanis révolu-tionneires : é le différence des puissances socialistes etablies, ils foni preuve d'une indifférence obsilnée à l'égard des incitations matérielles. - Les révolutionnaires sont rarement motivés par des conditions matérialles, note M. Kissinger, bien que l'illusion persiste en Occident qu'ils le sont. Si MM. Cestro ou Soeksmo s'alaient intéresses principalement à l'éco-nomie, leurs talents leur auraient garanti une brillante cerrière dans les sociétés qu'ils ont renversées: » (14). Les « Incitations matérialles » peuvent prendre la forme de la violence. Ainei, é l'époque où Il ordonna une des plus sauvages ettaques de l'histoire contre les indochinois, il philosophalt en ces termes: « Il est tout simplement Impossible que les Nord-Vietnamiens soient le premier peuple dans l'histoire qui se montre imperméable à toute espèce de considération matérielle. » (15).

M. Klasinger percoit-les mouvements de libération du tiera-monde comme one menace envera ? « équillbre psychologique des forces » que, dans un eutre de ses guos analytiques fondamentaux, il considère comme égal, sinon supérieur en importance, à l' « équillbre phy-eique des forces » (16). Le fait que le monde réel est externe . à l'Occidental oitra au premier une « plue grande flexibilité » pour « modifier la réalité en influencant le point de vue de l'observateur — processus que nous sommes grandement incapables de meltriser ou même de percevoir. » C'est ainsi que les révolution-naires sont capables de subvertir non seulement leurs propres sociétés, mais aussi la métropole américaine.

« Déjà, se plaint M. Klasinger, certains mouvements de contestation ont leit des diri-geants des nouveaux régimes régressifs des héros. L'ebaurdité de fonder toute prétention é le liberté sur des protegonistes de l'Etat totalitaire - tels que « Che » Guevara, Ho Chi Minh ou Meo Tse-loung — souligne l'Impect du labour des nouvelles netions sur des eoclétée plus vieilles. « (17). De même. dans les guerres révolutionnaires, les insurgée jouissent de l'avantage psychologique d'une inversion du critère du succès : » Le maquisant gagne e'il ne perd pas ; l'armée conventionnelle perd si elle ne gagne pas » (18).

Enfin, dans la mesure où les forces révolutionnaires remettent en question le justesse de le structure actuelle du pouvoir, elles accentuent le problème délà critique de le « légitimité ». Or, comme le répète fort justement M. Kissinger dans l'ensembla de ses écrits, sans légitimité, pas de etabilité, pas de changement possible dans l'ordre. Peu de temps avant son arrivée eu pouvoir il écrivait dans ce contexte, à propos du tiers-monde : «Le problème de la légitimité politique est le clé de la stabilité politique dans ces régions qui comprennent les deux tiera de la population mondiale. Un système domesique stable dans les nouvelles natinna ne produire pas automatique un ordre international, mais celui-ci est impossible sane celui-là. Nous ne pouvons pas ne pas tenir compte de ce que nous satendons par légitimité politique, » (19). Tribut é sa vocation de fonctionnaire universitaire au eervice d'un Etat contrerévolutionneire, le professeur Kiseinger ne soulève le question fondame pour la contourner. Ses écrits toisonnent de références à le « tégitimité ». Pourtant, nulle part ne figure une indication sur ce qu'il considère comme le problème central en politique. Pas même quand il intitule toute une partie d'un essai « Les nouvalles natione et le légitimité politique » (20). Il dispense des banalités ronflantes - à savoir par exemple que le légitîmité suppose le construction d'un consensus moral qui peut rendre crésteur, plutôt que destructeur, un monde - ou encore una série de

COURS PRIVÉ MINERVA

Château de l'Epine, 36 CIRON. - Tél. : 7 Dans la plus belle campagne de France ÉTUDES - SPORTS - LOISIRS Reçoit des élèves toute l'onnée: sixième à terminales

COURS et VACANCES | 50 heures de MATH

du ler au 30 août de l'entrée en sixième à l'entrée en terminale

du ler au 12 septembre

Les relations internationales, d'une part, entre Etats africains et, d'antre part, entre Etats africains et le reste Afrique SECRETATION OF STROMOTOR PLOMATIQUE Les activités de quelque 77 organisa-tions internationales gouvernementales abicaines et mondiales et de quelque 1800 organisations internationales non entales en Airique et au gonvernemental Moyen-Orient. caines et mondiales, de caractère diistes et chercheurs, africains on non. aborderont les grands problèmes de l'Afrique dans les relations internationales et les grands thèmes de l'actua-Un magazine diplomatique dans lequel le lecteur trouvers les monvements diplomatiques, les échanges des mis-sions diplomatiques, les carnets des Alimentation mondiale: un plan peut demain **Afrique** DIPLOMATIQUI BULLETIN DE SOUSCRIPTION à compléter et à retourner à AFRIQUE DIPLOMATIQUE Avenne do Lignon / Case postale 313 1219 LB LIGNON Avenue du Lignon 1219 LE LIGNON Profession on fonction: GENEVE / SUISSE Case postale 313 Téléphone: (022) 96 95 21 Adresse exicte Tex: CH 28 708 EDIS Cable : Edisafric Genève CCP: Genève 12-21174 désire un abcumement à AFRIQUE DIPLOMATIQUE Prix de l'abonnement annuel dition anglaise Dar eviou par voie ordinaire: ditico française par voie ordinaire ☐ 2 ams Canada: Fr. s. 50 .--Afrique: nous consulter Marquer d'une eroix la case qui convient

La plupart des pays choisis comme gendarmes - régioneux sont eussi ceux dans lesquela les sociétés multinationales Investissent massivement. Certains, tels ic Brésil, l'Iran, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, sont deià les principeles pieques tournantes des exportations du tiersmonde. D'autres, comme l'Egypte, le Zaire et le Nigéria, cont presesntle pour ce rôle. Leur attrait pour les sociatés et pour les

gouvernants eméricaine est compréhenelble. Leur situation strategique, leurs ressources neturelles, leurs régimes dictatoriaux désireux de céduire le capital étranger en se montrant particulièrement hospitalier è son endroit, le déni de jus-tice distributive per lequel de tels régimes essureni un fort taux de profit eux invessents, et, enlin, leurs classes dirigeantes, coupées des messes et les redou-tent, qui convoltent le soutien extérieur ; vollà des elliés sûre.

La majorité des sociétés transnationeles cont basées oux Etats-Unis, mais elles ont fort à protéger à l'étranger. Les colosses les plus connus - I.B.M., Uni-royal, Squibb, Coce-Cola, Mobil, Gillette. Reynolds, Pfizer, atc. — tirant plus de 50 % de leurs profits de l'étranger. Et, e le montre une étude de Business International Co., les profits à l'étranger croissent à un rythme plus rapide qu'eux Etais-Unie. MM. Richerd Barnet et Ronald Muller rapportent que « Singer (mechines à coudre), une des plus anciennes sociétés internationales, a. ces dernières ennées, réduit les effectifs de se principale usine américaine du New-Jersey de dix mille à deux mille employés. General Instruments e récemment diminué de trois milla ouvriers ses effectits en NouvelleAngleterra, tout en las augmentant de près de cina mille à Taiwan. Les exemples abondent. = (26).

Les encouragements étant énormes, les sociétés américaines ont transféré leurs biens à l'étranger, généralement au dâtrimeni de la communauté américaine. Salon les euteurs dejà cités, près du tiers de l'ensemble des avoirs de l'Industrie chimique 40 % de ceux de l'industrie de consommation et 75 % de ceux de l'industrie électrique ont ful les Etats-Unis. M. Hugh Stephenson, un analyste financier britannique, estime que « dans les années qui viennent 90 % des exportations des sociétés basées aux Etats-Unis seront manufacturées à l'étranger par des fillales contrôlées et détenues par les Américains ». En choisissant les implantations nouvelles de filiales, on accorde une ettention particulière aux paye sous-déve loppás.

Il est compréhensible que le monde de affaires acciame la naissance d'une ère de globalisme des sociétés, Les plus grands parmi les géants capitalistes eon! présentés et se présentent comme les réformeteurs du monde, les nouveaux Internationalistes, L'Etat-nation est pour eux un enachronisme. Un rapport de Businese Internetional avertissait en 1967

ses clients : «L'Etat-nation devien! dépasé : demain (...) Il sora moribond de même qu'une torme qui demeurerait essentiellement nationale. - M. Jacques Maisonrouge, le président d'I.B.M. World Trade Co., eime à souligner que le siegan tières i » est aussi celui de sa firme. M. Aurelio Peccei, de Flat, annonce que les sociétés sont « l'egent le plus pulssant d'internationalisation de la société humaine -. M. Courtney Brown, qui dirige te Business School de l'université Columbla, volt en elles « l'ouverture d'une nouvelle symphonie mondiale ». Et M. Roy Ash, directeur du budget sous M. Nixon. affirma que la firme mondiale représente « l'unité transcendantale ».

Un peu comme les professions de foi pacifistes de M. Kissinger, le discours Internationaliste des magnats des affaires n'est qu'une supercherie. Une réalité plus tangible trahit leurs prétentions à l'inter-nationalisme et à la tranecendance : le big business a beaucoup à protéger à travers le monde, en particuller contre les forces de libération netionele, mais peu de movens d'y parvenir, sinon en recourant aux capacités de coercition de certaine Etats. Aucune société multinationale ne possède d'armée, d'aviation ou de marine da guerre. Cependant, trois siècles d'expérience enseignent que ces torces cont finalement nécessaires pour protégar les investissements et permettre l'exploitation des peuples et de leurs ressources. Rien n'e modifié cette réalité fondamentale qui, depuis l'avenement de l'impérialisme moderne, définit le symbiose entre capitalisme monopoliste et Etats ImpéK.S.S.

of commun mais

Le réduction du pouvoir qu'ont les Etats-Unis de policer le globe préoccupe tortement les sociétés multinationales, de même que la montée de le volonté d'émancipation dans les pays eous-développés. Si bien qu'elles ont concédé à leurs alliés indigênes une pari des pouvoirs et des profits plus grande qu'auparavant et qu'elles ont accorde beaucoup d'attention à la .mise au point d'une stratégie qui permettralt aux Etats-Unis de continuer à assurer on ordre mondial stable. La doctrine Nixon repond aux besoins et aux préférences des géants multinationaux. Tous ses éléments tondamentaux sont contenus dans un rapport du Fonde des frères Rockefeller. L'auteur de ce rapport était délà Henry Kissinger.

(26) Richard Barnet & Ronald Muller. Global Reach, Simon & Schuster, New-York, & paratre en 1975.

A L'AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE

Débat sur la fonction et les formes de la francophonie

E 21 mars 1970, les représentants de vingt et un Etats franco-phones signalent à Niamey une convention portant création de l'Agence de coopération culturelle et technique (Agécop) pour « promouvoir et diffuser les cultures » des pays signataires et « intensifier la coopération » entre

Près de cinq ans plus tard, malgré l'adhésion de nouveaux membres — vingt-six désormais 11, — malgré ses cent vingt fonctionnaires et un budget annuel qui est passé de 10 millions de francs environ en 1971 è 34 millions de francs pour l'exercice 1975, malgré le mise en ceurs d'une dissing de la mise en œuvre d'une dizaine de programmes notatores 12), l'Agence l'a pas tenu ses promesses, à en croire son nouveau secrétaire général, M. Dankoulodo Dan Dicko. Cet ancien ministre nigérien de l'éducation nationale écrit en effet, dans l'éditorial d'un numéro spécial du bulletin d'information d'un descrit de l'Agence. numero special du billetin d'informa-tion de l'Agence, Agécop-Liaison, publié en février dernier: « L'expé-rience lancée à Niamey n'a pas été très féconde. (...) Une comparaison objective entre les buts qu'assigne (à l'Agence) sa charte et ses réalisations (...) peut laisser supposer qu'une distorsion est apparus entra ceux-ci et celles-là, et que cette distorsion peut faire naître un réel malaise dont la cause tiendrait aux institutions mêmes de l'Agence. »

Sous le titre général « Les francophonies en question », l'ensemble du numéro est un surprenant exercice

d'eutocritique, dont la franchise, voire d'eutocritaque, dont la franchise, voire la sévérité, sont d'autant plus louables qu'on n'a guère coutume d'en attendre de la direction même d'une institution internationale. « Un bilan d'eusemble des programmes, peut-on lire notamment, suffit à démontrer que la plupart des activités de l'Agence se sont constituéres. caractérisées par leur mefficactté, tandis que les priorités staient méconnues, o Ou encore : a L'Agence, telle nues. » On encore: a L'Agence, telle qu'elle existe actuellement, est, au mieux, condamnée à régéter: elle se présente en ejfet comme une construction artificielle dont le ruyannement est très faible. » Ses membres pourraient être « amenés à s'interroger sur son utilité et à supprimer un cadre de confermice sur levuel tant d'arroger sur levuel tant d'arroger sur levuel tant d'arroger. de coopération sur lequel tant d'espoirs avaient été fondés ». De fait, deux Etats d'Afrique noire envisageraient de quitter l'Agence, ce qui pourrait entraîner d'autres départs.

fondement ressentie. La volce de bois vert que s'inflige l'Agence répond sans doute à la volonté du nouveau secrédoute à la volonté du nouveau secré-tariat de eusciter une réflexion appro-fondie au moment où diverses com-missions s'apprêtent à se réunir pour préparer la prochaine réunion de l'instance suprême de l'Agente, la conférence générale, qui doit se tenir en octobre prochain e l'île Maurice. La precedente qui s'est déroulée conjointement è Bruxelles et à Liège en octobre 1973, a marqué un tournant dans l'histoire de l'Agence. En sera-t-il de même cette fois?

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899,

de réputation international». cette École vous opporte la sécurité pour l'instruction et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

A création de l'Agence repondait à un besoin — doter d'une structure officielle la francophonie à un mo-ment où la langue française était de plus en plus battue en brêche sur la scème internationale — et à des inté-rèts certes convergents mais aussi partiellement contradictoires. D'où une ambiguité foncière, source de frictions et de sonbresauts tout au long de la jeune histoire de l'Ageace.

Cadre international pour la politique de prestige de certains dirigeants africains ; organisme utile permettant eux pays de tiers-monde d'expression française de resserrer leurs liens de coopération sans dépendre trop exclucoopération sans dépendre trop exclusivement de la France du fait d'une forte participation canadienne et belge; tribune pour le combat des minorités francophones plus ou moine nationalistes du Québec, de la Wallonie, voire de la Suisse romande, du Val d'Aoste ou de Louisiane, pour qui le français n'est pas seulement un instrument précis de communication à l'usage des diplomates et des spécialistes internationaux mais aussi une listes internationaux mais aussi une arme politique; moyen pour les gou-vernements canadien et belge de trouver un exutoire sans danger aux aspirations de leur minorité franco-

à PARIS, 33, bd Lonnes

AUTOBUS - METRO :

Porte Dauphine ou Pompe

Du fordin d'enfants

OUX BACCALAUREATS

Sports et plein gir

ea bois de Boulogne,

ratoire. Week-ends organises

La crise est donc bien réelle et pro-

phone, l'Agence, « auberge espagnole » de la francophonie, pozvait-elle être tout cela à la fois comme le promettaient ses promoteurs? En fait, les milieux français qui furent à l'origine mineux trançais qui rurent à l'origne de sa création pouvaient difficilement éviter le soupçon d'impérialisme cultu-rei qui s'attache à ce geure d'entre-prises. Sans doute, en sus de considé-rations relevant de leur politique régionale, ce fut une raison supplémen-taire pour certains pays francophones de refuser de s'associer au projet. L'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, le Zaîre, le Congo-Brassaville, n'out pes

Au denœurant, il est apparu bien vite à une majorité de participants que l'instrument de promotion des que l'instrument de promotion des cultures des divers paye membres ten-dait à n'assurer dans l'ensemble que le rayonnement de la seule culture française. Ceux qui voient dans l'Agé-cop une entreprise néo-coloniale à oop une entreprise néo-coloniale à peine déguisée notent que le siège de i'Agence est à Paris — est-ce un hasard?, — que la France assure le plus gros du financement et qu'elle dispose, par le biais des aides bilaté-rales, d'importants moyens de pression sur certains Etats membres.

à MORZINE (Haute-Savoie)

74110. - Tál.: 187

S.N.C.F.: Thoron AEROPORT : Genèva

Du lordin d'enfants

à la classe de Tralsième (B.E.P.C.)

Sports l'été - Ski l'hiver.

Via soine à la montagne.

Surveillance médicale.

L'Etat français finance en effet 46 % L'Etat français finance en erret 40 % du budget de l'Agence, alors que la part du Canada est de 35 % — dont 3 % fournis directement par le gouvernement du Québec (3) — et celle de la Belgique de 12 % environ. Le reste (7 %) est réparti entre les autres membres. Toutefois, tous les membres de l'Agence disposent en principe de de l'Agence disposent en principe de droits égaux au sein des différentes instances. L'hégémonie financière des " trois Grands » peut être sensible lorsqu'il s'agit d'augmenter le volume de la contribution annuelle au badget de l'Agence, et prêter alors à des marchandages, mais on convient, au siège de l'Agence, que « cela n'est peut-être pas le plus significatif ». Il est d'autres moyens de pression.

La précédente conférence générale, en 1973, a clairement défini les responsabilités: « Les structures et le fonctionnement du secrétariat d'abord; la personnalité des hommes qui composaient le secrétariat ensuite. » En posaient le secrétariat ensuite. » En posaient le secrétariat ensuite. posatent le secretariat ensuité. » En clair, la majorité des participants ont entrepris de réduire l'influence des zélateurs de la culture française « impériale », de ce que leurs adversaires appellent — et c'est un comble pour des français

Le secrétaire général de l'Agence, M. Jean-Marc Lèger, a démissionné ; le mandat de ses deux adjoints n's pas été renouvelé ; le nombre de ceux-ci est passé de deux à quatre (actuellemeat un Français, un Canadien, un Belge et un Tunisien) et, au lieu de la direction collégiale triangulaire jusque-là en vigueur, le secrétaire général a désormais autorité sur ses adjoints

En même temps, l'Agence s'est efforcée de redéfinir ses rapports avec les diverses associations internationales concernées par la francophonie qui etalent parties prenantes à la nais-sance et au développement de l'Agence : l'Association internationale des parlementaires de langue française (ALPLF), l'Association des univer-(ALPLE), l'Association des univer-sités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELE) (4), etc. Toutes associations qui se retrou-vent, eux côtés de personnalités invitées individuellement, en sein d'un conseil consultatif fort actif dans la définition des orientations de l'Agecop.

« Les fondateurs de l'Agence, explique le numéro spécial d'Agécop-Liaison, partageaient (...) Popinion que l'organisation pourrait s'appuyer sur un très large réseau d'institutions internationales à curactère prisé qui démultiplieraient son action. L'erreur commise reposait sur une confusion entre la capacité d'influencer (...) et la capacité d'entreprendre. (...) Ces associations (...) ont considéré que l'Agence apait une dette à leur égard. » Suit un bilan particulièrement sèvère: «
confiits internes » et « abus au profit d'intèrêts pricés ». « cloisonnement » appauvrissant, « l'exécution des programmes devient ane fin en soi », « aucun effort de recherche et de prévision ».

Une volonté politique

A UTANT de rigueur n'est pas du A gout de tous. Ainsi, M. Kavier Deniau, l'actuel secrétaire général parlementaire de l'ALPILF., y voit l'expression du « masochisme intellecl'expression di a masochisme intellec-tuel » d'une a minorité ». « Je pense, prècise-t-il, qu'ils lles rédacteurs du bulletin] ont eu tort : l'autocritique n'est intéressante que dans la mesure où c'est un moment de la réflexion hégélienne vers une synthèse des élé-ments négatifs et positifs. »

La précédente convention entre l'ALPLE et l'Agence de coopération ayant été abrogée, une nouvelle doit être ratifiée à la conférence générale de l'île Maurice. Elle est « plus vigoureuse par le style at plus vague sur le jond », note M. Deniau, en insistant sur le fait qu'il n'y a pas de conflit entre l'Agence et l'Association: « Il n'y en a par, mais il faut qu'on prenne conscience qu'il n'y en a pas », ajoutet-il, tout en paraissant regretter qu'on ait remplacé au secrétariat de l'Agence at rempiace an secretariat de l'Agence a des multants de la francophonie par des gens qui se veulent des adminis-trateurs ». Pour M. Deniau Iqui pour-rait diriger la délégation gouverne-mentale française à l'île Maurice si le ministre français des affaires étran-gères ne s'y rend pas en personne), les interventions de l'Agence vont se limiter de plus en plus à des secteurs spécialisés, en complément des aides bilatérales que les pays membres « sont libres d'accroître non seule-ment avec la France mais avec le Canada ou la Belgique ».

Ce n'est pourtant pas en ce sens que semble s'orienter le secrétariat général de l'Agence. Ces « administrateurs » constatent que, d'une part, l'e institutionnalisation de conférences l'ainstitutionnalisation de conférences de ministres des pays d'expression française auxquelles l'Agence n'est pas partie prenante » et, d'autre part, la fréquentation de la conférence générale par des ministres « techniques » ne disposant pas de pouvoirs de décision politique suffisants entraînent une parcellisation des activités et un démembrement des activités et un démembrement des attributions de l'Agence. « Il y a un vide politique à la direction de l'Agence. » Aussi mi proposent-ils de se doter d'un « élément d'orientation politique », par la participation à la conférence générale des chefs d'Etat ou de gouvernement traitant « dans un esprit de « club » des chefs d'Etat ou de gouvernement traitant « dans un esprit de « club » les grands problèmes d'intérêt commum et (fixant) les principales orientations de la coopération entre pays membres »: la voionté de faire de l'Agence le Commonwealth de la francophonie est explicite. Cette référence à une institution vieillissante et fortement marquée au com du colonialisme est sans doute maladroite, sinon présomptueuse, mais peut-être contriprésomptueuse, mais peut-être contri-buera-t-elle à entraîner l'adhésion des gouvernements concernés. La plupert d'entre eux, en effet, ne se sunt engagés jusqu'à présent que très mo-dérément dans les activités de l'Agence, soit qu'ils alent d'autres préoccupa-tions plus urgentes, soit qu'ils jugent leurs structures insuffisantes, soit encore qu'ils craignent de compro-mettre leurs relations bilatérales avec

Le secrétarist actuel fait le compte des absents de la francophonia offi-cielle : pour convaincre ces derniers de rallier le projet, encore faut-il que l'Agence finisse de se déponiller d'une certaine image de marque, celle d'un instrument de domination culturelle. Encore faut-il aussi qu'elle fasse ses

preuves. Le pari des dirigeants est qo'elle le peut à condition de seule-ment le vouloir : « Que les Etats se compromettent », disent-ils.

Tel est donc, à leur avis, l'enjeu de Tel est donc, à leur avis, l'enjeu de la prochaine conférence générale; on bien se contenter des miettes de la francophonie et vivoter dans des actions parcellaires et orientées; oa bien se doter, puisque la réforme des structures a fait disparaître certains écueils, d'un pouvoir de décision politique. La fréquentation même de ce sommet » permettra de savoir si ce pari est gagné.

« La francophonie sera finalement politique ou elle ne sera pas. » Ce n'est pas sans malice que le secrétariat n'est pas sans malice que le secrétariat actuel rappelle ce propos d'un ancien ministre français, M. Jean de Broglie. Et il souligne que contribuer an développement indépendant de l'Agence va dans le sens des intérêts hien compris de la France à long terme. « La mise en œuvre d'une solidarité naturelle par les peuples intéressés quand ils l'ont constatée » — pour reprendre la définition que donne M. Deniau de la francophonie — n'implique-t-elle pas la nécessité d'aller an-delà de la satisfaction des exigences et des appètits faction des exigences et des appetits immédiats de quelques-uns?

(1) Belgique, Burundi, Cameroun, Canada, Côte-d'Ivoire, Dahomey, France, Gabon, Haute-Votts, Linsembourg, Madagascar, Mail, Ile Maurice, Monaco, Miger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisle, République du Vistmam, Hall; le Liban et la République Centrafricaine oni adhérè par la suite. Un Etat associé: le Laco. Un gouvernment participant: le

Laos. Un gouvernement participant: le Québec.

(2) Ces programmes portent notamment sur l'éducation (École de gestion de Bordesux pour le perfectionnement de cadres africains et l'information de coopéraois), sur la culture (financement d'éditions, bourses à de jeunes cinéastes, etc.], sur la développement de l'artisanat, du tourisme, etc.

(3) Le Québec contribuant pour 25 % aux impôts fédéraux canadiens, sa contribution réelle au budget de l'Agence est nottement plus élevée.

(4) Le scorétaire général de l'AUP.EL.P. est M. Jean-Marc Légar depuis sa démission du seurétariat général de l'Agence de coopération.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

CHILI

(14 avril 1875)

Président de la République : général
Pinochet; ministre de l'intérieur : général
Prado;
détense : général Herman Brady; économis : M. Sergio de Castro; coordination
le : M. Sergio de Castro; innances :
M. Jorge Casas : éducation nationale :
contre-aniral Hugo Castro; innances :
M. Higuel Schweitzer ; travaux publics :
M. Higuel Schweitzer ; travaux publics :
M. Eugo Leon Puchus; agriculture : général
Nicasor Dias ; santé : général Prancisco
Herrera ; terres : général Mario M.C. Kay ;
mines : général Agustin Toro : logement :
M. Carlos Granijo ; transports : général
Enrique Garin ; secrétaire général du
gouvernement : général Hernan Bejares.

EGYPTE

ECYPTE

Premier ministre : M. Mamdouh Salem; vice-premier ministre et ministre de l'enseignement supérieur : M. Hajez Ghanem; vice-premier ministre et ministre de l'enseignement supérieur : M. Hajez Ghanem; vice-premier ministre et ministre de la guerre : général Gamassi; vice-premier ministre et ministre de la guerre : M. Ismail Pahmi; ministre du travail : M. Abdel Latif Baltique : diectricité : M. Abmed Soltane; tourisme : M. Ibrahim Nepuib; affaires sociaises : Mme Aicha Rade); agriculture et raistions avec le Soudan : M. Osman Badrone : information : M. Kamal About Magd; production militaire : général Ahmed Kaml El-Badri; culture : M. Youssel Elsebai; santé : M. Fouad Mohieddine; pétrole : M. Ahmed Hilai; ministre d'Etat pour les affaires du consell des ministres : M. Abdel Fattah Abdellah; ministre d'Etat pour les affaires du Parlement : M. Abdel Fattah Abdellah; ministre d'Etat pour les affaires du Parlement : M. Abdel Fattah : éducation : M. Monan Ahmed Osman; sarurances : M. Mohamed Abdel Fattah : éducation : M. Monan Ahmed Caman; sarurances : M. Mohamed Caman; sarurances : M. Mohamed Abdel Fattah : éducation : M. Houstale Earnal Helmi; administration locale : M. Mohamed Helmi; hadel Rahmme ; intérieur : M. Sayed Fahmi; commerce : M. Zakareya Teojik Abdel Pattah ; irrigation : M. Abdel Azim Aboul Ata; industrie : M. Bohamed Falmi; recherche scientifique : M. Mohamed Elsepunding : M. Mohamed Zaki Chalei; tèlécommunications : M. Mohamed Bassandin; wakis (biens religieux) : M. Mo-

hamed El-Dahabi : transports : M. Ga-mal Eddine Scalki ; aéronautique : M. Hamdi Abou Zeld.

(23 avril 1975)

Président de la République : colonel Juan Melgar Castro : ministre de l'inté-rieur et de la justice : colonel Alonso Flores Guerra : détense et sécurité pu-blique : colonel Mario Chinchilla : ecobliqus : colonel Mario Chinchilla; éco-nomie et commerce : capitaine Armando Saz Martin : finance et crédit : M. Por-fério Zavola; affeires étrangères : M. Virgülo Galvez; éducatioo : Mme Ly-dia Arias de Williams; santé publique et sécurité aociale : Dr Enrique Aguilar Paz; ressources naturalles : M. Fer-nando Montes Madamoros; travail et affaires sociales : M. Enrique Flores Va-leriano; planification économique : M. Arturo Corletto.

REPUBLIQUE DU VIETNAM (14 avril 1975)

Premiar ministre : M. Nguyen Ba Can; vice-premiers ministres : genéral Tran Van Don (chargé de l'inspection et ministre de la défense), M. Nguyen Van Hao (chargé du développement et ministre de l'agriculture et de l'industriel, M. Duong Kich Nhuong (chargé des programmes de secours et de la réinstallation des rétugiés).

Ministres d'Estat : MM. Le Trong Quot (sans portefeuille). Nguyen Vai Ai (sans portefeuille) et M. Nguyen Xun Phong (chergé des négociations et chef de la mission de la République du Vietnam aux pourpariers de paix).

(chergé des négociations et chef de la mission de la République du Vietnam aux pourpariers de paix).

Ministre des affaires étrangères :

M. Vuong Van Bac ; justice : M. Ngo Khac Tinh; intérieur : M. Buu Vien; culture. éducation et jeunesse : M. Ngugen Dug Auan ; finances : M. Le Quang Truong : commerce et raviteillement : M. Nguyen Von Diep : plan : M. Nguyen Truong : commerce et raviteillement : M. Nguyen Tien Hung : travaux publics et communications : M. Nguyen Xnan Duc ; anciens combattants : M. Hygnh Duc Buu; informetion et ralliement : général Phan Hoa Hiep; santé : M. Ton That Niem; travail : M. Vn Gong; action sociale : M. Tran Van Mai; minorités ethniques : M. Nay Lueft ; relations avec l'assemblée nationale : M. Pham Anh; présidence du Conseil : M. Nguyen Long Chau.

[Ce gouvernement s'est dissous à la suite de l'accession du général Duong Van Minh à la présidence de dédidée par un vote ununte du Pariement le 26 april.]

insl rest ľėg gou tion Tous term sous ment Poris

مكذامن ريامل

L'U.R.S.S. ET LA GUERRE MONDIALE

C'est en Union soviétique que les cérémonies prévues pour le trentième anniversaire de la seconde guerre mondiale revêtiront le plus d'ampleur et toucheront le plus profondément la sensibilité populaire. Avec vingt millions de morts et la destruction d'une importante partie de son potentiel économique. PURSS. a en effet subi le poids principal de la guerre, et c'est également elle qui a infligé aux forces nazies les défaites décisives.

Trente ans plus tard, les Soviétiques se gardent bien d'oublier cette immense épreuve dont le souvenir contribue puissamment à influencer leur politique extérieure. C'est pourquoi nous avons demandé à deux personnalités soviétiques de dégager ici les leçons que l'on peut en tirer à Moscou.

Agrégé de seiences militaires, le major-général Nikolai Chekhovtsov analyse la participation soviètique à l'effort commun et dit ce que fut la coopération

entre alliés. Docteur ès sciences historiques, Grigori Deborine évoque la naissonce de la « guerre froide » et les conditions actuelles d'un renforcement de la vaix internationale. Les deux auteurs se rejoignent sur un point essentiel : après comme pendant les hostilités, des pays à régimes sociaux et politiques différents ont un même intérêt à unir leurs initiatives pour asseoir la paix sur des bases stables et pour résoudre les problèmes nouveaux qui se posent à l'humanité.

Un effort commun mais très inégal

Tueries et destructions :

le poids principol des

hostilités a porté

sur le front oriental

A deuxième guerre mondiale fuit la plus destructrice et la plus féroce de l'histoire de l'humanité. Préparée et déclenchée par les milieux les plus réactionnaires et les plus agressifs de l'impérialisme, elle constitua le plus grand des crimes devant la conscience et la raison des peuples. La guerre dura six ans sans discontinuer. Les opérations militaires se déroulèrent sur le territoire de quarante Etats. Le nombre total des pays belligérants fut de soixante et un, et leur population s'alevait à 1,7 milliard d'habitants. Plus de 50 millions de personnes périrent. La victoire des forces pacifiques contribus à accélèrer le processus irréversible de la libération nationale et sociale des peuples, à instaurer un nouveau régime social dans de nombreux pays du monde.

La grande guerre patriotique du peuple soviétique fut une partie essentielle de la deuxième guerre mondiale. Dans la lutte qui lui fut imposée, le peuple soviétique ne se fixa pas senlement pour tâche de sauvegarder as liberté et de défendre les grandes conquêtes de la révolution d'Octobre, mais aussi de libérer les peuples d'Europe asservis par les occupants, de détruire le fascisme.

A VANT de se lancer contre l'Union soviétique,
A le régime hittérian avait récusi par la
force à mettre à son service l'économie des
pays d'Europe qu'il occupait, à ntiliser dans
une large mesure les armements, le matériel
technique, les forces sériennes et navales des
pays conquis. L'absence
d'un front actif à
l'ouest permettait à
l'Allemagne fassiste et
à ses alliès de jeter
contre l'Union soviétique l'essentiel de ses
forces : 190 division,
plus de 4000 chars,
près de 5000 avions,
47 380 canons et mortiers.

ficile et acharnée, le peuple soviétique et son armée n'ont pas seulement barré la route à l'agression fasciste, mais, au cours même des combats dé-fensits, ont détruit les

fensifs, ont défauit les forces vives de l'ennemi et une partie importante de son
matériel de guerre. Livrant combat pendant
trois a u n é e a consécutives, pratiquement
seules comtre l'émorme machine de guerre de
l'Allemagne hitlérienne, en 1944, les forces
armées soviétiques avaient chassé les envahisseurs des territoires de l'Union soviétique
colle compresent L'austriume du second front qo'ils occupaient. L'ouverture du second front ec Europe, le 6 juin 1944, par le débarquement allié en Normandie, constitus un événament

important. L'armée soviétique ne resta pas sur ses fronavec une force croissante. Au cours du deuxième semestra 1944, elle assena successivement ses coups en Pologne orientale, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie et en Hongrie. En janvier 1945, les années sovié-tiques développaient une nouvelle offensive de en Hungrie. En janvier 1945, les armées sovietiques développaient une nouvelle offensive de
la mer Baltique au Danube, offensive qui devait
ètre la plus grande de la deuxième guerre
mondiale. Les opérations de Berlin et de Prague
furent des événements décisifs au cours desquels le coup final fut porté à la Wehrmacht.

En une période relativement brève, les forces
armées soviétiques avaient défait les plus
importants groupements d'armées de la Wehrmacht et délivré de l'occupation hitlérienne
les peuples de Pologne, de Tenécoslovaquie, de
Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie. Elles
avaient contribué à la libération de la Yougoslavie, de l'Albanie, de l'Autriche, de la
Norvège, du Danemark. L'armée soviétique
avait aussi apporté la liberté au peuple allemand. La victoire sur l'Allemagne hitlérienne
avait décidé de l'issue de la deuxième guerre
mondiale. Après avoir écrasé par une attaque
foudroyante l'armée du Kouantoung du Japon
militariste de concert avec les unités mongoles,
les forces armées soviétiques libérèrent la Corée
du Nord et les régions nord-est de la Chine.

L à victoire sur le bloc fasciste a été rem-portée grâce aux efforts de nombreux peuples alliés dans la lutte commune. Les Soviétiques apprécient comme ils le méritent l'héroïsme et le courage des combattants de Sovereduces appreciant comme is in internet. Therofisme et le courage des combattants de la résistance dans les pays occupés par les troupes de la coalition hitlérienne. Les patriotes de France, qui avaient organisé un actif mouvement de résistance à l'occupant, ont apporté une grande contributiou à la victoire commune. Le peuple soviétique n'oublie pas l'importance que revêtit la coopération au sein de la coalition anti-hitlérienne pour la victoire. Les soldets des Etats-Unis, d'Angleterre, de France unt fait preuve d'un hérofisme incontestable; la fermeté et l'aide des peuples de tous les Etats aillies de l'URSS, pendant la guerre ne sont pas un plus oubliées.

Cépendant, la verité historique montre que le poids de la guerre ne reposa pas d'une façon egale sur les participants de la coalition anti-hitlérienne. Le 19 septembre 1969, à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale de l'ONU, A.A. Gromyko, ministre des affaires étrangères de l'URSS, déclarait : « Si grands qu'aient été les ejjoris des autres peuples, aucun

ctrangères de l'URSS, déclarait : « Si grands qu'aient été les efforis des autres peuples, aucun d'eux n'a commi l'envergure et la profondeur de la mobilisation de toutes les ressources que réalisa notre peuple au nom de la victoire sur l'ennemi, aucun d'eux ne fit autant de sacrifices que les Sovictiques pendant la guerre. Nous ne disons pas cela pour justifier, par les jaits de l'histoire. Foctroi de droits particuliers. En rappelant le grand exploit des Soviétiques, nous ne voulons que soulignes une chose, l'attachement de notre pays à la cause de la puix qui nous a coûté tant de sucrifices. »

Les dirigeants des pays alliés ont recomm et apprécié comme il le méritait le rôle décisif joué par les forces armées soviétiques. Mais me apprene comme u le meriust le rule cellani joué par les forces armées soviétiques. Mais une a révision des valeurs » s'est produite peu apres la fin de la deuxième guerre mondiale et en particulier pendant la « guerre froide ». Cer-

tains se sont mis à nier le rôle décisif de l'Union soviétique dans l'issue victoriense de la guerre. Malgré le « réchauffement » du climat dans le monde, les forces hostiles à la détente n'ont pas encore déposé les armes.

Les faits de l'histoire montrent que tout an long de la guerre, la plus grande partie des troupes de terre de l'Allemagne et de ses satellites ont opéré sur le front soviéto-ellemand. Durant quatre ans, des opérations d'une ampleur considérable se déroulèrent sur ce front.

Jusqu'au milieu de 1944, de 153 à 201 divisions allemandes opérèrent contre l'armée soviétique. Durant la même période, de 2 à 20 divisions livrérent combat contre les armées américaines et anglales. Et, lusqu'à la sortie de l'Italie de la guerre, c'est-à-dire jusqu'en automne 1943, ce combre ne fut que de deux à huit divisions seulement. Par conséquent, pendant les trois premières années de la guerre, les forces armées soviétiques livrérent une lutte très difficile, pratiquement seules contre toute l'armée germano-fasciste et ses alliés.

Aurès l'ouverture du serond front en Europe.

alliés.

Après l'ouverture du second front en Europe, en juin 1944, les effectifs des troupes de terre allemandes sur le front ouest et sur le front italien augmentèrent quelque peu. Et cela en raison esseutiellement de la participation aux combats des divisions stationnées auparavant dans les pays occupés. Cependant, même pendant cette période, la plupart des forces de l'Allemagne et de ses alliés opérèrent coutre l'armée soviétique. L'ouverture du

tique. L'ouverture du second front en Europe apporta des change-ments dans le rapport des divisions opérant sur les divers fronts, mais elle per modific maie elle ne modifia pas l'importance du front sovieto-allemand qui resta le front principal de la guerre. principal de la guerra.

Avant la campagne
finale d'Europe, les

17 m é e s soviétiques
avaient contre elles
179 divisions allemandes et 185 divisions hongroises, et
les armées américaines
et angléses 105 diviet angléses 105 diviet anglaises 106 divi-sions allemandes. Tout

un transfert intensif de divisions stationnées dans les pays de l'Europe occidentals vers le front soviéto-allemand eut lieu. C'est ainsi qu'au total 268 divisions furent transférées pendant la guerre.

P AR leur intensité et leur acharnement, les P combats du front soviéto-allemand dépas-sèrent ceux des autres fronts. Les armées soviétiques combattirent l'ennemi pendant 1418 fours sur un front d'une longueur de 3000 à 6200 kilomètres de l'est à l'ouest. Quant elle ue dépassait pas 200 à 350 kilomètres et celle du front ouest-européen 800 kilomètres. Sur le front d'Afrique du Nord, les opérations militaires actives durèrent 309 jours, sur le front italien 492 jours et sur le front ouest-

front italien 492 jours et sur le front ouest-européen, 293 jours seulement.

Au total, sur le front soviéto-allemand, il fut détruit, défait ou capturé 607 divisions des pays du bloc fasciste, alors que les armées améri-caines et anglaises défirent et capturèrent 176 divisions de l'Allemagne et de ses alliés. Les pertes totales des armées germano-fascistes en tués, blessés et prisonniers se sont chiffrées à 13,6 millions d'hommes, dont 10 millions sur le front soviéto-allemand. Les armées sovié-tiques ont également détruit la plus grande partie din matériel de guerre de l'emnemi : 167 000 canons, 48 000 chars, 7 700 avions. Il ne faut pas oublier la portée morsie parti-

Il ne faut pas oublier la portée morale parti-culière des efforts de l'armée soviétique. Les succès de la Wehrmacht en Europe avaient créé le mythe de l'invincibilité de l'agresseur, gree le myine de l'invincibilité de l'agresseur, suscité le découragement, non seulement chez les peuples asservis, mais aussi en Angleterre et en Amèrique. Ce u'est que quand l'Union soviétique ent commencé à infliger de sévères défaites aux troupes hitlériennes que les peuples du monde entièr reprirent confiance en la victoire. Les succès de l'armée soviétique ont suscité un essor extraordinaire du mouvement de résistance dans les pays occupés. Les suscité un essor extraordinaire du mouvement de résistance dans les pays occupés. Les soviétiques faits prisonniers ou déportés s'en-gageaient dans la lutte contre les occupants après s'être évadés. Plus de quarante mille choyens soviétiques ent participé au mouve-ment de résistance hors des frontières de l'U.R.S.S.

Dans ce gigantesque conflit, le peuple sovié-tique a subi des pertes humaines et matérielles innombrables. Sur le territoire de l'Union soviétique jusqu'à Léningrad, Moscou, la Volga idque a subi des pertes humaines et matérielles innomhrables. Sur le territoire de l'Union soviétique jusqu'à Léningrad, Moscou, la Volga et jusqu'an Caucase, la guerre e'est déchaînée deux fois, une première fois quand les armées soviétiques étalent sur la défensive, une deuxième fois quand elles chassèrent les fascistes de leur terre. Un préjudice immense fut porté à l'économie nationale dans la zone des opérations militaires. Les envahisseurs germanofascistes ent transformé en ruines 1710 villes et cirés de type urbain, plus de 70 000 villages et hameaux, dynamité et incendié 22 000 entreprises industrielles. L'Union soviétique a perdo 30 % de sa richesse nationale. Le peuple soviétique a également supporté les plus grandes pertes en vies humaines. Plus de 20 millions de personnée ent péri sur les champs de bataille, sous les bombardements, fusillées en territoire occupé, exterminées dans les camps de concentration, olors que l'Angleterre a en 264 400 tués, les Elats-Unis 273 800.

La défaite des agresseurs fascistes a constitué un avertissement pour tous ceux qui ne veulent pas tenir comptie des leçons de l'histoire. En même temps, l'expérience de la guerre prouva qu'une coopération bienfaisante de pays à régmes sociaux différents a pu être réalisée. Ceia signifie que exte coopération peut également de pays. Il ne faut

Cela signifie que cette coopération peut égale-ment être réalisée en temps de paix. Il ne faut pas tolérer que l'humanité revive une tragédie encore plus épouvantable.

NIKOLAI CHEKHOYTSOY.

Conquérir la paix de haute lutte

Une vaste coopération

pour barrer la route

au retour

de la « guerre froide »

possibilité d'une colleboration politique et mili-taire efficace entre des Etats à systèmes sociaux différents. Il est maintenant clair pour tous que, si une telte collaboration evalt existé avant la guarre. ou bien cette guerre n'aurait pas été déclenchée per les agresseure fascistes, ou bien ceux-ci aurelent été battus dès le début.

Une question se pose naturellement. Qu'est-ce qui e empêché, avant le guerre, la création d'un front uni des Etats et des peuples épris de paix et de liberté ? Il ne peut y evoir qu'une réponse : le front des edversaires de l'agression a été brisé par le potitique adoptée à Munich par les gouve de l'époque de le Grande-Bretagne et de la France soutanus également par celul des Etate-Unis. Au fleu de résister é l'egression fasciste, on lul accordait une side de fait. L'Espagne, l'Autriche, la Tchécealevaquie, la Pologne furent livrées à l'Allemagne. La Mandchourie, puls toute la Chine furent livrées au Japon. L'Ethiopie fut livrées à l'Italie.

La raison fondamentale de la politique munichoise a été le haine des réactionneires contre l'Union soviétique et leure calculs à courte vue selon lesquele l'agression lasciste seratt dirigée (« canalisés -, comme disait Pierre Lavell contre l'U.R.S.S. et ne toucherait pes leure propres pays. Le prix d'un tal raisonnement a été très lourd. Mais mêma cette expérience n'e rien appris eux réactionnaires. C'est pourquoi les gou-

Unie et de Grende-Bretagne n'ont ouvert le . second front qu'en juin 1944, toraque l'issue de la deuxième guerre mon-diale evait déjà été décidée per les victoires

La fourniture d'un a elde é l'Union soviétique par tes Etats-Unie, te Grande-Bretegne et le Canade a eu une certaine importance pour is victolra sur le fascisme. en particulier en four-

niture de véhicules eutomobiles et de prodults pétroliars (401 400 véhicules, 2 599 000 tonnes de produlta pétroliers). L'Union soviétique a reçu des Etats-Unis et de le Grende-Bretagne 9 800 pièces d'artillerie, 18 700 evions et 10 800 chars d'assaut. Sa propre production au cours de le guerre s été la sulvante : 488 800 pièces d'artillerie, 136 800 evions et 102 500 chare d'assaut et engine eutotractés.

I L y a trente ane, une page nouvelle s'ouvrit dans t'histoire mondiale. M. Brejnev e déclaré en 1974 : La libération du monde de la peste brune e marqué une nouvelle élape dans l'histoire mondiale. Nous sommes liers du fait qua la rôle décisif dans cette grande victoire a été joué par notre magnifique, notre glorieuse armée soviétique, par notre puissance

It semblait que tes leçons de la deuxième guerre mondiele ne seraient pas oubliées, que le collabo-retion entre les États de la coalition anti-hitiérienne continuereit de jouer son rôle positif. Ces espois furent décus, la collaboration entre les pays de le coalition anti-hitlorienno fut rompue.

Qui est responsable de cette « quarre froide » cause de tant de mai é l'humenité ? Effaçons-nous devant les faits et les documents. L'annonclateur de la guerre froide a été Churchill. Dès octobre 1942, dans un mémoire secret adressé aux membres du cabinet de guerra britannique, il proposait de commencer à préparer le création, contre l'U.R.S.S., d'une all'ance militaire appelés « Europe unie » avec ticipation da l'Allemegne. Deux semaines e près le fin des opérations en Europe, des organismes militaires britanniques reçurent l'ordre de préparer des plans opérationnels - contre la Russia -. Il en résulta un rapport qui fut envoyé au chef de l'étatmajor de l'Empire, Alanbrocke. Au cours des derniers jours de le guerre en Europe, Churchill envoya un télégramme eu général Montgomery, commandant les armées britanniques, où il lui ordonnaît de e récupérer avec soin les ermes allemandes at de les rassembler pour qu'on puisse fecilement les redistribuer aux soldats ellemands avec qui nous

Le gouvernement des Etats-Unis, violant l'eccou soviéto-américain sur le prêt-bail, interrompit soudain et sans préavis toutes ses fournitures é l'Union soviétique, alors que le guerre n'était pas encora terminés. Même la décision da tancer la bombe atomique eur les villes japoneises de Hiroshima et de Nagasaki a été prisa, de l'aveu du secrétaire d'Etat de l'époque, J. Byrnes, moins comme une action militaire contre le Japon que pour « randre le Russie plus eccommodante en Europe ». La professeur britannique Bleckett a pu très justement dire que l'explosion des bombes atomiques au Jepon 8 ôté - non pas la dernière opération da la deuxième guerre mondiala, mais la première de la guerre iroide diplomatique contre la Russie ». On brisa sciemmant la politique de copération internationale qui suppose des occords et des compromutuels. Dans une lettre adressée é Byrnes le 5 jenvier 1948, le président Truman exigeait : « En ce qui concerne les Russes, il feut leur brandir un

La « guerre froide » a été décienchée parce que les milieux les plus réactionneires des Etats-Units et de la Grande-Bretagne ont été déçus per les résultats de le deuxième guerre mondiale, dont lis

La menaca que la « guerre froide » a fait pese contre la paix provient de groupes sociaux, d'orga-nisations et de gens bien précis. Le sociologue américain Richard Barnet écrit : - ... Les racines de la guarre sont lifes à différents éléments da la aoclété américaine : l'Etat, différents processus éco-nomiques et politiques. « Le président Elsenhower définissait ces éléments comme un « complexe mill-

une lutte entre les partisans et les edversaires de la - guerre frolde -, é une lutte pour la paix. Cette lutte ne s'est pas limitée aux initiatives des gouvernements. Elle englobe des forces sociales immenses et qui ne font que grandir, exerçant une action qui se conjugue avec les initietives des Etats épris de

'ASSAINISSEMENT du climat internationel en Europe a commencé dans la deuxième moitié des années 80. Le fait que le détente se solt produite précisément dans ce continent est particullé-rement important, car c'est an Europe qu'ont commencé les deux guerres mondiales, et c'est sur ce continent que tes forces internationales de le réaction ont lancé leurs principeux elogans sur le refus des réalités nouvelles du monde d'aprècquerre. Il ne faut pas oubiler non plus l'existence,

en Europe, des princi-pales forces armées des deux bloca multaires

Le premier meliton de la chaine d'événements qui ont commence à transformer l'Europe des conflits en une Europe de paix e été le déve relations soviéto - francalses. Les principales voies de ce développement ont été définies par le déclaration soviéto-française eignée à

la détente ont été la conclusion de traités entre l'Union soviétique et le R.F.A., le Pologne et le R.F.A., le R.D.A. et le R.F.A., le Tchécoslovaquie et te R.F.A. et l'eccord quadripartite sur Serlin. Ces documents ont confirmé l'inviolebilité des frontières d'Etat existent en Europe, ont consolidé les régultets socieux et politiques de le deuxléme guerre

La normalisation des relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis a été le suite de cette réaction politique en chaîne qui e commence en Europe. Union soviétique et les Etats-Unis qui disposen de le puiesance économique et militaire la plus grande, ont une responsabilité particulière pour faire échec à le guerre. L'assainissement du citmet poiltique en Europe e exercé une influence positiva sur les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Mais cela ne signifie pas que la tandance é le détente, qui est la tendance principale, soit la seule qui marque le vie internationale. Il en existe une eutre, celle de le renelsaence de l'esprit de le guerre troide, du rentorcement de l'anticommunisme d'une repries de la course aux armements, de l'intervention dans les offaires intérieures d'eutres

ORSQUE ta «guerre froide» e commencé, des pessimietes ont assuré qu'il était impossible de surmonter les forces qu'elle avait fait naître, ils ont une grande part de responsabilité dans le fait que le «guerre froide» à duré el longtemps, qu'elle à créé une atmosphère d'incentitude, de peur, de psychose militaire, qui ont laissé des traces profondes dans le conscience et la psychologie grand nombre de gens. A l'heure actuelle, il exista eussi des pessimistes

qui affirment que le mondo retourne eu temps de le « guerre froide ». Mais II existe aussi des opties qui estiment qu'un tel retour esi impossible. Les Soviétiques font partie des optimistes, mais de

Quela sont les fecteura qui jouent un rôle important en faveur d'une évolution positive dans la monde? 1) Dena les milieux dirigeants de tous les Etats. on voit se renforcer ta conception réaliste selor laquelle, dans le monde moderne, evec le rapport des forces et le technologie militaire existent actuel-

lemant, le guerre ne peut pas être un moyen de résoudre les problèmes internationaux.

2) La puissance morale et matérielle des Etats de la communauté socialiste qui prennent, en commun, des mesures pacifiques d'une importance fondamentale, est au service de la paix.

3) Ce ne sont pas soulement les pays d'Europa et d'Amérique du Nord qui ont intérêt é un monde Juste et démocratique, mais evesi ceux d'Asle, d'Afrique et d'Amérique letine. La politique excéet qui le devient toujoure devantage.

4) La force vive représentée par les travailleurs épris de paix, qui constituent l'Immonse majorité des habitants de notre plenète, est un facteur accial important pour la préservation de la pab.

5) La nécessité de la délente internationale cet

dictée par l'urgence de résoudre de grands problèmes qui appellent une ccopération Inlematio protection de l'environnement, elimentation de la population du monde, organisation des transports internationaux, prophylaxie et fiquidation des male-dies les plus dangereuses, étude et conquête du

Les leçons de le deuxième guerre mondiela nous enseignent que le paix ne se demande pas, elle es

Dr GRIGOR! DEBORINE.

Cette sérénità n'empêche pas les obsarvateure de se livrer é des enalyses diffi-ciles pour percer les secrets du sarail. Deux facteura extàrieurs, également intervenus su mois do mera, compliquelent l'eppréciation de la situation saoudienne : nent Irano-irakien et l'échec do la mission Kissingar.

Les déclerations officielles ont mis l'accent sur la continuité do le politique extérieure tant é l'écard de l'Occident que du monde islamique et arabe. Le roi Khaled et le prince héritier Fahd Ben Abdel Aziz, qui est le premior vice-président du conseil, om annoncé qu'ils - suivraient à la letire la politique claire léguée par le roi Favcal . Ils reprennant à leur compte les flambeaux de la délense de l'Islam et de t'arabisme tout on privilégiant le premier. Même le rêve do Feyçal d'aller prier à Jérusalem, qu'il évoquait inlassablement devent tous ses visiteurs, est essumé par les nouveaux dirigeonts. Toutes les revendications tarritoriales prennent leurs racines dens une foi affirmés heut et fort par les tenants les plus déterminés de l'Islem, el cette référence religiouse permet de dapasser les contradictions Idéologiques avec cartaine peys arabes progressistes en prônant le rentorcament de l'unité des rangs contre l'ennemi commun : israel et, plus génàralement, le

Le nouveau pouvoir e mêmo, pour canaliser certaines ardeurs jugées aventu-reuses, auscité à Ryed une réunion entre les . frères ennemis . : Assad, le président syrien, et Sadate, l'Egyptien. La politique des - petits pas - do M. Klssinger oveit en effet creuse le fosse qui separeit déjà les deux lesders. Le président Sadate semblait avoir succombé eux sirenes américaines au point d'envisager un accord intérimairo st séparé avec Israél. La rigidité du gouvernement israallen talsait echouer un plan qui eurait introduit un

facteur important de division dans le monde arabs. La roi Khaled et le prince Fahd ont mis très vite à profit le désenchentement égyptien qui a suivi l'échec de M. Kissinger. Un échec qu'espéralt le roi Favcal, malgré son amitié pour les Etats-Unis, et qu'il a vraisemblablement eidé à provoquer. De le mêmo façon que ta monarchia ssoudienne avalt œuvré eu rapprochement americano-égyptien eprès guerre d'octobre 1973, elle avait cette foie temparé les emballoments de M. Sadete à l'àgard du secrétaira d'Etat américein jugés, é Ryad, contratres aux intérêts des Arabes.

Le roi Khaled e réussi é dissiper tous les maleniendus entre l'Egypte et le Syrio. eu point d'amener les dirigeants des deux pays à définir une stratégie commune contre laroël pouvant déboucher eur une unification totale de leur ection politique L'Arabie Saoudite apportera le ciment de ca nouval essal d'intégration — que Nasser evari rèvé puie réalisé et dont, enfin, il avalt constaté l'éclatement - en mettent l'arme du pătrole et sa pulssance finencière eu service de le cause eraba. Ryad echâtere des armes - notamment des Mirege - pour la compte de l'Egypte, et assistera financièrament les deux pays en espérent dégager le Syrie de l'influonce soviétique, estimée trop

I ARABIE Saoudite se retrouve einsi dans une contradiction dans laquelle se débattait depuie longtempe le rol Fayçal. La peur viscérele du communis l'oblige à se ranger délibérément el complétement dans le camp occidental dont lee loadere reconnus et estimés sont les Elots-Unis, les plus fidéles soutiens d'Israal. Le meintlen d'une atructure sociale, héritée d'un système tribal entretenu per le conservetiame religia l'argent, est à ce prix. Favcal n'était pas perilsan d'une ouverture trop rapide sur le monde moderne. Le roi Kheled no sera pas davantage le promoteur d'une évolution rapide qui risqueralt do faire éclaler une société féodale ; il pourrait se heurter sur ca point eu prince Fehd, aoutenu par les jeunes, plus ouvert aux valoure extérisures .. Comme son prédécesseur. le roi Khaled ne voudrait pas evoir à choisir entre une emilié evec les Etats-Unis, qu'il souhaite dureble et étroite, et son rôle naturel do lesder arebe. Il compte basucoup sur lo reconnaissance des . Intérêts bien compnia . des Amari-

Par PIERRE PEAN

cains dans le Proche-Orlent, eu premier plan desquele figurent évidemment le 150 millierds de dollars en cinq ans (montant du prochain plan).

Le prince Fahd, qui a été l'artisan du grand eccord économique, financier et militaire de juin 1974 entra l'Arabie et les Elats-Linis, continuera à être l'homme-clà des rapports avec Washington. La marge de manœuvre saoudienne est étroite. Toute menace contre les intérêts économiques et stratégiques des Etate-Unis pourrait être lourde de conséquences : l'Arable n'est pes le Vietnam. Pour l'Instant, les dirigeants sacudiens àtudient les conditione de la nationalisation de l'Aremco, meis leisseront sûrement eux pétroliere leur demandent déjà d'augmenter considérablement le capacité de production. M. Yameni, ministre du pétrole confirmà dans ses fonctione, e'intarroge sur les vues des Amàricaine on metiére do prix. maie serelt prêt, quani é lui, é proposer du pátrole à un prix felble (inférieur eu coure mondial) contre un effort d'Industrialisation du pays.

Cette ettitude favoreble traduit mal l'inquistude réelle de cortains membres do la famille royale eu eujat des vérilebles Intentions de Washington dans la région et du rôle dévolu à l'Arable dane cotte stretègie. Un certain clivage se menifeste à Ryad entre ceux qu'on appelle les - pro-Américains -, représent tiollement par les princes Fahd et Sultan (ce demier est ministre de le défense), et les autres, plus netionalistes - sans pour cele rejeter l'emitià américaine dont les chefs de file sont la rol lui-même et le prince Abdullah, chef de la garde nationale et deuxième vice-president du Conseil.

Ce - maleiso - s'est cristallisé eur deux problémes : l'enquête sur la mort du roi et le rôle de l'Arabie dane le golfe Arabo-

SI l'assassin - un das Innombrables noveux du roi - est connu depuie l'évenement, les conditions qui ont entouré le crime le sont moins. Après avoir été catalogue comme - déséquilibré -, l'auteur du coup do revolver a été repidement reconnu sain d'esprit et promis à un jugement rapide. Cinq semaines après, l'enquâte

continuait et les bruits les plus divers circulaient dans le capitale saoudienne. Parmi eux, l'hypothèse d'une manœuvre américaine a la via dure malgré le démenti formel de Washington dès le 31 mars, é la suite des insinuatione de la presse soviétique. Certains milieux saoudiens pousseni très loin le souci du détail :

- Trois jours avant le mort du roi, la sœur du criminel aurait prévenu le ministre de la défense des intantions de son frère. Le prince Sultan eurait alors prévenu le

- Depuie quelques moie, des membres da l'entourege avalent la certitude que - quelque chose se tramait contre la persome du roi ». Certaine milieux d'affaires arabes liés à le C.t.A. seraient Impliqués

Les raisone avancées à Ryad pour expliquer une tella eventure américaine présentent les apparences de le logique : Feyçal était devenu génent, car il s'opposait à le signature d'un pacte de défense avec le chah d'tren et à un accord séparé entre l'Egypte et Israél.

Ces rumeure incontrôlables traduisent une animosité entre différents clans de le famille royale sur le délicat sujet des relations avec l'Amérique. Pour compléter le tableau, on fail état de « fuites » importantes sur le défense nationale é destination de grands pays occidentaux, et même d'Isreèl. Ces altaques révèlem également une lutte pour le pouvoir. Qui commande véritablement lo royaume : le roi Khaled. présenté comme pur et honnête, ou le prince Fehd, I' - homme fort - dont le grande presse a étalé certaines activités mondaines à Cannes, Monte-Carlo et Divonne-les-Belns, ou les deux, conjointement et solldalrement ? Une cortitude : le roi, présenté comme un homme tatiqué et malade, est beaucoup plus présent au nouvoir. C'est lui qui a menà te reporochement entre les présidents Assed et Sedele. C'est lul aussi qui a dirigé les recents entratiens evec le chah d'Iran.

L'empereur persan, evec sa passion hégémonique dans la Golfo, était une obsession croissante du roi Faycal. L'accord du 6 mere entre l'Irak et l'Iran. signà à Alger sous les auspices du président Boumediène, n'avait feit quo l'exacerber. Limité dans un premier temps au problème kurde et eux revendications frontaliéres sur le Shett-el-Arab, ce rapprodépassé largement ca cadre. Et l'Irak qui, hier, vilipendoit la « clique réactionnaire de Téhéran -, les - valets de l'impérialisme américain envisaga de hâtir avec le chah des • structures de paix - dans le Golfe. Vu de Ryad, c'est l'alliance du diable irakien avec l'ogre persan. Et cerlains y voient encore le main américaine. Ils citeni le dégegement manifecte de Bagded à l'égard de Moscou qui se double d'un intérêt croissant des trakiens pour la technologie américaine et d'un début de diversification dans l'approvisionnement en ermements.

L ES Saoudiens ont le sentiment d'être sacrifiés pour des raisons stratégiques : - l'Arabia n'est plus reconnue par Washington comma une puissance du Go L'Iran non arabe est consacré comme puissance impérialiste avec la complicità des Arabes irakiens. C'est une grave défaite pour le monde arabe. - Dans cette dynamique, ils interprétent le subit intérêt du chah pour le président Sedate et le monde erabe comme une votonté delibe de neutraliser l'Egypte et d'isoler l'Arabie Saoudite. D'où la réponse saoudienne consistant à rentorcer l'unité syro-égyptienne qui devrait être complétée rap ment par une tentative de concilier les points de vue palestino-jordaniens.

Sa peur de l'Iran et de l'Irak conduit le royaume eaoudien à se rapprocher du principal adversaire des têtes couronnées. le colonel Kadhafi, qui a pris le releie des Irakiens pour lancer des diatribes violentes contre le chah au nom de la cause erabe. Une telle attitude - contre neture . sans doute provisoire, traduit un puissant réflexe de défense. Prisonntère da la protection amoricaine, l'Arabio essaie de faire feu de tout bois pour ne cae devenir un simple - satellite - ballottà au olr son assise aur l'échiquier mondial et atre respectée, elle continuera é renforcer l'unité arabe. Une carte qu'elle peut jouer grêce à sa puissance financière, sans pour eutant aller trop loin. Une personnalité exoudienne nous disait récampas d'autre alternative, nous nous ropprocherons de l'Union soviétique. - Boutede. pour exorciser les démons ? Mais l'attitude de Washington à l'égard de l'Arabie Saoudite comme celle des différents clans saoudiens à l'égerd des États-Unis seroni lourdes de conséquences sur l'évolution du régime de Ryad et sur l'équilibre pré-

L'intégration des Bédouins au secteur moderne de l'économie

IMPRECISION des statistiques disponibles pour caractériser l'économie de l'Arable Saoudite est en elle-même évocabrice. Dans les années 50, les experts hésitaient à chiffrer la population du pays, les estimations varient entre 5 et 7 ou 5 millions d'habitants. En effet, la partie nomade de cette population se déplace constamment à travers les frontières. Les migrations des nomades à l'intérieur de la bande désertique qui ve de l'onest de l' à l'intérieur de la bande désertique qui va de l'onest de l'Iran jusqu'au Sénégal ne sont pes seulement saisonnières. Les ethnologues citent le cas d'uno tribu partie do la péninsule arabique vers le milieu du XIX's siècle et qui est arrivée an Sénégal peu après la seconde guerre mondiale. Un recensement sérieux est donc difficilo dans ces conditions.

Fondées (on non) sur de meilleurs renseignements, les statistiques de l'ONU attribuent à l'Arable Saoudite une population do 7.6 millions d'habitants (mi-1972), en accroissement de 1,7 % par an, taux très faible pour la région. On estime que 50 % de cette population sont nomades, les résidents urbains (25 %) et les agriculteurs sépopulation sont nomades, les residents urbains (25 %) et les agriculteurs sédentaires (25 %) se partageant le reste. La moitió de le population du pays vit donc de ce que l'on a appelé « l'économie chamelère ». La tribu, parfois forte de 5 000 à 6 000 tentes,

déplace de pâturage en pâturage ses chameaux (des troupeaux de 100 000 à 120 000 têtes ont été recensée done chameaux (des troupeaux de 100 000 à 120 000 têtes ont été recensès dans les années 50), ses chèvres et ses moutons. Le chameau est surtout un moyen de transport, mais il fournit également le lait. la viande, lo cuir ot la matière première textile. L'économie nomade n'est pas entièrement fermée sur elle-même. Les « rezzou » ipiliage), les caravanes (notamment pour le trafic des armes et des esclaves, encore vivace dans les années 20, si l'on en croit Henry de Monfreld), le commerce des produits d'élevage, la location par les Bédouins de certaines terres à des agriculteurs sédentaires, entretiennent ou entretenaient naguère des liens actifs evec les villes ot les agriculteurs sédentaires, secteurs marginaux de l'économie par rapport su nomadisme. Aujourd'hui encore, Ryad, capitale et ville la pius peuplée du pays, ne compte que 300 000 habitants.

Cohérente, adaptée aux conditions geographiques, porteuse do la tradition culturelle du pays, l'économie bédouine n'offre qu'une subsistanco précaire à ceux qui en vivent. Si l'on rotient le taux de la mortalité infantile (152 pour 1000), l'espérance de vie (quarante-deux ansi et la ration alimentairo moyenne par habitant ot par jour (entre 2000 et 2100 calories)

Par FRÉDÉRIC LANGER

comme éléments de comparaison, les habitants de l'Arabie Saoudite ont un a niveau de vio a inférieur à celui des a niveau de vio a inférieur à celui des Boliviens. La foi coranique des Wahabites n'a pas permis de faire descendre le taux d'anaiphabétismo en dessous de 85 %. D'un côté, donc, une économie de subsistance, essentiellement non mo-nétaire, assurant une vie matérielle précaire à l'intérieur de rapports so-cieux portéquieux l'esclayars n'a été

netare, assirant une vie materielle précaire à l'intérieur de rapports sociaux particuliers il'esclavage n'a été officiellement eboli qu'en 19621, do l'autre, une économie hypermonétaire, basée sur le pétrolo et ne concernant qu'uno faible partie de la population. Mêmo avant octobre 1973, l'Arablo Saoudite avait plus d'argent qu'elle ne pouvait en dépenser. En 1973, les exportations (7,8 milliards de dollars) atteignaient quatre fois lo niveau des importations (1,8 milliard). Maigré les enormes transferts de bénéfices à l'étranger, effectués par les compagnies pétrollères (2 milliards de dollars en 1972), la balance des paiements du pays dégageait un excédent suffisamment important pour alimenter des réserves officielles considérables,

L'augmentation de la capacité productive du pays n'a pas suivi cello des

ressources monétaires. De 1967 à 1972, alors quo la production intérieure brute (P.I.B.) s'accroissait à rieure brute (P.I.B.) s'accroissait à prix courants en moyenne de 16,4 % par au, le taux annuel de la progression de la formation brute do capital fixe n'était que de 7,7 % leclui do la consommation privée attolgnant 16,8 %). La part do l'investissement dens la P.I.B. a donc décru régulièroment, do 17,6 % en 1967 à 12 % en 1972. L'augmentation récente des revenus pétrollers (4,9 millierds de dollars en 1973, 29 milliards en 1974) ne peut que creuser l'écart entre les possibilités d'investissements et les fonds disponibles. Des rapports récents indiquent, en effet, un ralentissement de la croissaoce des prêts bencaires.

E TANT données les deux économies en présence, « chamelière » et « pétrolière », on pourrait imaginer que les ressources de la seconde soiont utilisées pour « secourir » la première, puisque, eujourd'hui, l'Arabio Saoudite pourrait se passer do chameaux. C'est « grosso modo » ce qui s'est passe au Koweit (800.000 habitants). Physicurs factours rendent cette so-

Plusieurs facteurs rendent cette solution problématique. En premier lieu, l'économie pétrolière détruit l'économie traditionnelle beaucoup plus vite que la prudence no l'imposerait. Plusieur milliers de kilomètres d'autoroutes sont construits chaque année et le point critaque é partir duquel le chameau ne sera plus utilisé comme moyen de transport est peut-être déjé atteint. En outre, la structure de la demande locale de produits alimentaires évolue en faveur des produits importés, si blen que les débouches offerts aux produits de l'élevage bédouin diminuent. Deuxième point : la transformation des Bédouins en agriculteurs sédentaires, solution retenue dans les autres pays arabes, est limitransformation des Bédouins en agriculteurs sédentaires, solution retenue
dans les autres pays arabes, est l'imitée par le manque d'eau. L'Arabie
Saoudite ne possède pratiquoment pas
de cours d'eau permanents, L'accès à
l'emploi industries est également hypothétique. En 1971, les 10 000 ouvriers
que comptait l'industrie non pétrolière en Arabie Saoudite étaient pour
moitié des étrangers (Palestiniens,
Soudanais, Pakistanais). L'industrio
d'un pays étant l'argemont sous influence étrangère (en 1971, les entreprises non pétrolières sous contrôlo
étranger détenalent 33 % du cepital
total de l'industrie), le gouvernement
aura du mel à exiger des employeurs
qu'ils embauchent en priorité une
main-d'œuvre locale qui ne manifeste,
par ailleurs, aucun goût pour ce genre
d'occupation. An reste, lo gouvernement se bonne, pour l'instant, à exiger
que le pourcentage d'étrangers
employés dans une entreprise ne dépasse pas 75 %.

Enfin, la famille Saoud a constam-ment su recours, dans le passé, aux Bédouins pour maintenir l'ordre dans le pays. En 1955, c'est aux milices inquan, composées de bédouins fana-tiques, qu'il a été fait eppel pour

mater la révolte des ouvriers de la compagnio petrolière Aramco. Soutien politiquo essentiel du régimo, les Bédouins risquent de marchander aprement leur prolétarisation éventuello Les victimes do ce marchandage risquent d'étre ceux, parmi les Bédouins qui — au niveau de chaque tribu, on au niveau du pays — n'ont pas voix au chapitre. Aux cheiks of oux membres des familles régnants à divers échelons, les postes dans l'administration et dans l'ermée — aux simples sujeta, les emplois non qualifiés nistration et dans l'ermée — aux sim-ples sujets, les emplois non qualifiés dans l'industrie et les services. L'écla-tement à la base de la société bé-douine, que cette solution implique, pourrait alors se conjuguer evec la dissolution de l'idéologie au sommot (dissolution dont le prince Fahd est nn exemple) pour créer une instabi-lité politique suffisante pour servir de prétexte à une intervention étrangère.

Ac Monde... de l'éducation

Le numéro de mai est paru AU SOMMAIRE:

- L'EGLISE ET L'ECOLE : une interview de Mgr Pailler.
- FORMER LES MAITRES per Bertrand SCHWARTZ.
- LES COMORES: un ves-
- tige de l'école coloniale. ■ LE RAMASSAGE SCO-
- LAIRE.
- L'ORDINATEUR AU LYCEE. LES LYCEENS TRAN-
- QUILLES DE CHANTILLY. L'«UNIVERSITE PILOTE»
- DE COMPIEGNE. NOUVELLES DE L'ETRAN-GER: Suède, Belgique, Autriche, Grande - Bre-

tagne, Québec, Maroc.

Le numéro : 5 F. Abonnement | 11 numéros par eo). France : 59 F. Stranger (voie normale) : 68 F.

automobiles PEUGEOT Bistributeur officiei pour la vente aux Membros du Corps Diplomatique et des Organisations Internationale • aux Chents sir rendant un France Exclusivement immatriculations speciales CO et TICAMBACERES ● 75362 PARIS CEDEX 08 ● 2 265.21.50 ● Telex Penioxa 28.426

4

ins: rest

foisoi

Non Hanger

Divergences we

Les pays socialistes s'intéressent aussi aux pétrodollars

ORS d'un colloque scientifique des pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMÉ-CON, ou CARM.), à L'eningrad en septembre 1974, l'économiste hongrois Ivan Viesel exprimait une idée hàrdle : si déclarait-il, le rouble transferable (monnaie collective de la communauté socialiste) devait être rendu convertible et, de ce fait, dévenir un instrument de paiements internationaux, on pourrait s'attendre que des capitaux des pays producteurs de pétrole viennent se placer dans les pays du COMÉCON. Cela, ajoutait-il, serait bien entendu à l'avantage des pays membres de l'organisation et conduirait au renforcement du prestige du système mondial socialiste (1).

système mondial socialiste (1).

En somme, Ivan Viesel s'est fait le porte-parole de ceux qui croient que les institutions financieres internationales des pays de l'Est — la Banque internationale de coopération économique et la Banque internationale d'investissements — pourraient à leur tour jouer le rôle de collecteur des pérodollars. Ces deux établissements ne gèrent-ils pas déjà les réserves en devises convertibles des pays membres? Pourquoi ne seraient-ils pas en mesure d'accueillir les disponibilités de pays tiens? Dans le clanat d'inflation et d'incertitude monétaires dans le monde, le rouble reste relativement le monde, le rouble reste relativement stable et pourrait par conséquent offrir une certaine garantie de change, offrir une certaine garantie de change.

Ce raisonnement sédutant est de plus en plus fréquent depuis que le problème du recyclage des pétrodollars est à l'ordre du jour dans les capitales occidentales. C'est que les pays socialistes ont également des problèmes de balances de paiements. En effet, l'U.R.S.S. vient de plus que doubler le prix de ses livraisons de pétrole aux démocraties populaires. A partir du 1^{es} janvier 1975, le prix du brut soviétique est passé rétroactivement de 15 à 38 roubles la tonne (2). A cette augmentation, intervenue un ment de 15 à 38 roubles la tonne (2). A cette augmentation, intervenue un an plus tôt qu'on ne le prévoyait (3), s'ajoute un autre revirement; dorénavant les pays européens du COMECON ne devront plus escompter pouvoir couvrir presque entièrement leurs besoins en carburant par des importations en provenance de l'U.R.S.S (cf. tableau).

sables de Moscou ont à maintes reprises attiré l'attention sur la necessité de modifier la structure de
leurs exportations, dans lesquelles les
matières premières entrent pour plus
d'un tiers du total. On connaît les
arguments : intensité du capital dans
l'industrie extractive beaucoup plus
forte que dans l'industrie mécanique
et les industries de transformation ;
rémunération insuffisante des exportations de matières premières.

tations de matières premières.

Et pourtant, si le monde n'avait pas comm l'actrelle crise de l'énergie, les Soviétiques auraient voulu, au fond, couvrir, dans la mesure de leurs capacités, les besoins en pétrole des pays européens du COMECON. Cela ne les aurait pas génés outre mesure puisque les cours des matières premières à l'intérieur de la communanté étalent en général supérieurs à ceux du marché mondial. Mais les données se sont fondamentalement modifiées l'armée dernière, quand le prix du carionnant à quadruplé sur le marché capitaliste. Il est vite devenu évident que l'URSE, ne pouvait pas ne pas se saisir de l'occasion pour augmenter ses exportations de pétrole vers les pays industrialisés occidentaux.

D'ailleurs, avec le renchérissemeut de l'énergie, l'acheminement de quan-tités de plus en plus grandes de

DES que la nouvelle attuation s'est produite sur le marché des produits énergétiques, les pays européens du COMECON ont entrepris, sans doute avec l'accord de Moscon, une véritable offensive de charme à l'égard des pays de l'OPEP. Sans vouloir en dresser une liste exhaustive, mentionnons qualques manifestations de cette politique :

— Au mois d'octobre 1974, visite de M. Bela Szaisi, vice-ministre hongrois du commerce extérisur, à Bagdad. Au centre des conversations, les relations économiques entre les deux pays. A son retour, M. Szaisi déclare: « L'Irak est notre partenaire numéro 1 parmi

IMPORTATION DE PETROLE BRUT ET DE PRODUITS PETROLIERS DES PAYS EUROPEENS DU COMECON (1972-1975) (en millions de tonnes)

Année	Source	Bulgarie	Hongrin	Pologna	Ron- manie	R.D.A.	Tcheco- slovaquie
1972	U.R.S.S. Autres	7,94 1,91	5,52	11,06	2,72	11,48	12,90 60,66
1973	U.R.S.S. Autres	9,32	6,29 9,78	12,33	4,16	12,98	14,30 1,13
1974 (estima- tions)	U.R.S.S. Autres	2,50 1,00	5,70 6,78	12,50-13,00	6,60	11,50	14,00 1,50
1975 (estima- tions)	U.R.S.S. Autres	2,50	6,88 1,50	12,00	7	14,50	15,46

SOURCES: Annuaire du commerce extérieur de FURS.S., 1973.

Diverses informations publiées dans la presse écrite et parlée des pays du COMECON, pour les données relatives aux années 1974 et 1975.

Les Soviétiques n'ont jamais été très enchantés de jouer le rôle de principal fournisseur de matières premières pour la région. Les respon-

r i wonome

4 4:20-

les pays en voie de développement.... Cette année-ci, l'article le plus im-portant sur la liste de nos importa-tions en provenance de ce pays est le

Par NICOLAS FAKIROFF*

pétrole vers l'Europe centrale et orientale devenait difficile pour des raisons de pratiques commerciales. En verta d'une coutume hien établie dans le COMECON, les partenaires commerciaux cherchent en effet à obtenir un certain équilibre entre la nature des biens échangés: les biens édurs » (ceux qui sont susceptibles d'être à la rigueur réexportés) s'échangent contre des biens de même nature. Or en fait de biens a durs », les démocraties populaires ne sont pas très richement pourvies. Certaines d'entre élles se voient même obligées de maintenir des productions non rentables à seule fin d'avoir une monnaie d'échange dans les transactions rentables à seule fin d'avoir une mon-naie d'échange dans les transactions mutuelles. A cet égard, on évoque très souvent le cas de la Bulgarie, qui développe son industrie de métaux non ferreux bien que l'abandon de cette branche se iraduirati piniôt; par des gains pour le pays. Le pétrole, hien «dur» par excellence, ne pour-rait s'échanger, par exemple, que contre des équipements d'un haut niveau technologique. Mais, d'une manière générale, les produits de l'industrie mécanique des partenaires de l'URSS, sont loin de répondre à cette condition.

pétrole ; nous allons en acheter envi-ron 600 000 tonnes. » — Création d'une compagnie maritime arabo-hongroise de transport. Son capital social de 2 millions de dollars sera fommi à parts égales par la firme hongroise de transport maritime Mahart et la société Eurabia.

ritime Mahart et la société Eurabia.

— Du côté de la Tchécoslovaquie, une délégation dirigée par le ministre du commerce extérieur, M. Andrei Barcak, se rend pour trois jours au Mexique au mois de novembre 1974. A la suite de cette visite, on annonce que la Tchécoslovaquie fournira au Mexique de l'équipement industriel, des machines et de la technologie, en échange de pétrole. Ainsi le Mexique devient le septième pays, en dehors du camp socialiste, avec lequel la Tchécoslovaquie a signé des contrats de livraison de pétrole, les autres étant l'Tran, l'Algérie, l'Irak, l'Egypte, le Nigéria et la Libye.

— Les Polonais ne sont pas en

le Nigéria et la Libye.

— Les Polonais ne sont pas en reste : le chef du gouvernement. M. Piotr Jaroszewicz, arrive en Iran en novembre 1974 pour une visite de cinq jours. Déjà en 1973, la Pologne avait acheté 900 000 tonnes de pétrole brut à l'Iran. Elle doit en outre recevoir chaque année, jusqu'en 1980, des quantités croissantes de pétrole libyen — dont le volume exact n'a pas été révélé — dans le cadre du nouvel accord de coopération économique et scientifique entre les deux pays signé à Varsovie au début de 1974.

— Les Bulgares se manifestent sux

Les Bulgares se manifestent eux aussi au Proche-Orient en la personne de leur chef d'Etat et de parti, M. Todor Jivaov, à l'occasion d'une visite d'amitié en Iran au mois de novembre dernier.

* Docteur ès sciences économiques,

— Quant à la R.D.A., elle recevra du pétrole nigérian en échange d'équipements pour les industries mécanique et chimique ainsi que pour les télécommunications. Elle semble avoir étabil également de bonnes relations au Proche-Orient puisque des spécialistes est-allemands doivent procéder, à partir d'octobre 1975, à des travaux de prospection dans les gisements pétrollers irakiens de Ru-mallah et Subalha.

- Enfin le support logistique pour

les livraisons de pétrole à partir du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord — l'oléoduc de l'Adriatique — ne rencontre plus d'obstacles pour sa réalisation. Par cetta voie, le pétrole sera acheminé vers la Hongrie, la Tohécoalovaquie et la Yougoslavie. Une fois achevé (vers la fin de 1977), l'oléoduc de l'Adriatique aura une capacité de transport annuel de 36 millions de tonnes. Tout récemment, la Hongrie a repu un crédit de 40 millions de dollars du Kowelt pour ce projet. ce projet.

Pas de "City" à Moscou

L'A convertibilité monetaire à l'in-térieur du COMECON est un problème à l'ordre du jour depuis fort longtamps. L'ambition de faire du rouble transférable une monale de réserve au même titre que les autres liquidités internationales est inscrite dans le Programme complexe d'inté-gration économique socialiste (adopté au mois de juillet 1971 à Bucarest par au mois de juillet 1971 à Bucarest par la vingt-cinquième session du conseil du COMECON): « La monnaie col-lective (rouble transférable), dans la mesure où son rôle s'affirmera, pourra servir aux transactions des pays de C.A.E.M. avec des pays tiers et occuper, par rapport aux devises utilisées dans les règlements interna-tionaux, la place qui lui revient en fonction du rôle et de l'importance des pays membres du C.A.E.M. dans l'économie mondiale » (4).

des pays memores au C.A.E.m. aans l'économie mondiale » (4).

Cependant, les spécialistes de la région s'aperçoivent avec amertume que le problème de la convertibilité est quasiment insoinble, chaque fois qu'ils s'y trouvent confrontés. Si la réalisation du Programme complexe marque le pas, c'est bien dans le domaine monétaire que le retard est le plus accusé. L'économiste hongrois Sandor Aush, qui fut longtemps conseiller auprès du COMECON, a ainsi constaté l'absence de progrès dans cette voie, bien que la littérature sur le problème de la convertibilité parue dans la région puisse largement remplir les rayons d'une petite bibliothèque. Les raisons en sont bien simples : les pays socialistes n'ont pas su poser encore les préalables à toute convertibilité monétaire :

— Raccordement des prix internes

- Raccordement des prix internes aux prix des échanges internationaux; - Etablissement de taux de change réalistes correspondant au pouvoir d'achat des monnaies nationales ;

- Possibilité d'utilisation des balances roubles transférables pour effectuer des achate au gré des dé-tenteurs de ces balances.

tenieurs de ces balances.

Certains auteurs se demandent même si la convertibilité monétaire n'est pas tout simplement incompatible avec le caractère planifié de l'économie et du commerce extérieur des pays socialistes. Ainsi, s'agissant de l'UR.S.S., Sandor Aush écrit : e S'appuyant sur son vaste pouvoir économique et ses réserves en or, l'U.R.S.S. préférera probablement dans ses relations avec les pays capitalistes, même dans l'avenir, le système des échanges bilatèraux contrôlés centralement, estimant que de cette manière ses propres décisions économiques et sa politique monétaire servait moins sujettes à des influences venant de l'extérieur (5). »

En fait de convertibilité, tout ce qui a été fait jusqu'à présent est la décision prise lors de la soirante-dixième session du comité exécutif du COMECON à Moscou, du 21 au 23 janvier 1975, de rendre le rouble transférable convertible dans les monnales nationales des pays membres mais uniquement pour les opérations non commerciales. En d'autres termes, cela veut dire que les pays qui auront accumulé des soldes en roubles transférables pourront dorenavant se montrer plus généreux à l'égard de leurs ressoritissants qui désirent effectuer des voyages touristiques dans les pays frères, en augmentant les allocations en devises socialistes.

Si donc Moscou n'a aucune chance

cations en devises socialistes.

Si donc Moscou n'a aucune chance dans l'immédiat de devenir une place financière internationale, la seule possibilité qui s'offre aux pays socialistes de se procurer des pétrodollars c'est d'essayer d'intensifier leurs échanges commerciaux avec les pays producteurs de pétrole. Cela ne pourra se faire qu'au prix d'une âpre concurrence avec les pays socialistes industrialisés. Les pays socialistes estiment que pour certains teuipementa, par exemple de forage, et pour certains travaux d'ingénierie ils peuvent se présenter en bonne position. On devrait s'attendre également que dans la lutte pour la signature de contrats les pratiques de dumping prendront de l'extension.

Une dernière remarque s'impose:

Une dernière remarque s'impose : dans les préparatifs tripartites pour trouver une solution au problème de l'énergie, on semble ne pas tenir compte de l'attitude des pays européens du COMECON. Certes, pour l'instant, leur importance en tant qu'importateurs de pétrole non soviétique est uégligeable. Mais il reste que, par des actions concertées, ces pays pourraient êtare en mesure de pays pourraient être en mesure de compromettre tout arrangement inter-national qui serait contraire à leurs intérêts.

 Alster L.: Inflation et commerce extérieur, Budé Prayo, 3 décembre 1974. (2) 1 rouble = 1.37 dollar des Etate-

(3) Cf. L'Europe de l'Est et la crise de l'énergie : un plan d'action concertés, dans le Monde diplomatique de décembre 1974.

(4) Titre exact de ce document : c Programme global d'artension et de perfectionnement de la noopération et du développement de l'intégration socialiste économique des pays membres du CARM, s. Cf. Decumentation française, Problèmes politiques et socieux, n° 69, 105 et 108, 1971.

(5) Sundor Aush: Theory and Practice of C.M.E.A. Cooperation, Budspest, 1972.

Le plan, le congrès et le départ de M. Chelepine

Divergences au sommet et tensions dans la société

ES explications données au début du mois d'avril aux socialistes français pour justifier un nouvel ajournement du voyage de M. Mitter-rand à Moscou laissèrent sceptiques la rand à Moscou laisserent sceptiques la plupart des commentateurs et les intéresses eux-mêmes. Les dirigeants du Kremlin ne pouvaient recevoir à la dete prévue l'ancien candidat à l'élection présidentielle parce qu'ils étaient trop occupés par la préparation du prochain plan quinquennal (1976-1980). Un pen plus tard, lorsque fut amoncé le résultat d'une session du comité central qui avait, entre autres choses, accepté la « démission » de M. Chelepine, il fut admis que les Soviétiques n'avaient pas voulu humilier les socialistes français mais que, accaparés par un réglement de comptes dont ils ne listes français mais que, accapanés par un réglement de comptes dont ils ne pouvaient faire état, ils avaient inventé un prétexte honorable. Les Occiden-taux ont en effet quelque peine à imaginer que la mise au point d'un programme économique, dont le calen-drier devait être finé depuis longtemps, oblige les membres du bureau politique à modifier au dernier moment leur agenda.

Cette fois, cependant, la raison donnée par les Soviétiques paraît exacte même si elle est un peu simplifiée. Pour mieux comprendre ce qui s'est passé, il fant rappeler la place que tient le plan non seniement dans l'économie mais dans la politique de ce pays. Jadis, le congrès du parti, qui est en principe l'organisme souverain, était convoqué une fois l'an. La règle tombs en désnétude du temps de Staline qui se souciait peu de la légalité. Il y eut même un intervalle de troize ans entre les dix-huitième et dix-neuvième congrès. En 1952, il fut toutefois décidé d'adapter les textes à la réalité. Désormaix, les congrès se réunivaient une fois tous les quatre réuniraient une fois tous les quatre ans. Les successeurs du dictateur essayèrent de respecter le nouveau statut.

Mais à quoi pourrait correspondre le terme de quatre années dans la société soviétique ? Si, comme le souhaitaient les fondateurs du parti, le congrès est veritablement souverain, si doit se reunir beaucoup plus frequenment, au moins une fois chaque année et même aussi souvent que la situation exige

une décision importante. Encore faut-il une décision importante. Encore faut-il que la procédure de convocation soit souple. En fait, le comité central est investi des responsabilités qui, à l'origine, étalent celles du congrés. Et puis les dirigeants constatérent que l'échéance de quatre années n'était pas très réaliste : en règle générale, ils durent retarder de quelques mois le terme normal.

Puisqu'il ne règle pas à chaud les problèmes politiques, le congrès doit au moins ratifier les grandes orientations. Ces orientations sont notamment consignées dans le plan dont l'organisme souverain approuve les directives. L'Union soviétique vivant an rythme quinquennal, il est logique que la réunion du congrès coincide avec la dernière mise au point de ces directives. Il fut donc décidé, en avril 1971, que les congrès suraient lieu tous les cinq ans.

CETTE logique prend, il est vrai, quelques accommodements avec le concret. Le vingt-cinquième congrès se réunira le 34 février 1976. Le comité central qui en a décidé ainsi a parfaitement respecté la lettre des statuts; il a même convoqué l'organisme souverain deux mois avant l'échéance ultime. On peut néanmoins se demander à quoi servira ce congrès : il devra apprécier un programme qui aura déjà été mis en application depuis le l'ejanvier de la même année. Que se passerait-il si, par hasard, les délégués voulaient en rejeter les crientations majeures ?

Le travail qui revient normalement au congrès est déjà très avancé. C'est ainsi que prend sa signification le cas Chelepine ». Le document appelé généralement « lignes directrices du plan quinquemats » est un texte fastidieux, rempli de chiffres et de formules rituelles. Mais, avant de le rédiger, il fauit avoir conclu un certain nombre de débats politiques. Pendant des décennies, il y eut la tension entre les champions de la priorité absolue à l'industrie lourde et ceux qui souhaitaient faire enfin un effort en haitaient faire enfin un effort en faveur de l'industrie légère. Cette dis-cussion a perdu beaucoup de son acutté pour deux raisons. L'U.R.S.S. a tout

Par BERNARD FERON

de même édifié les fondements de l'industrialisation, donc il n'est plus nécessaire de tout sacrifier à cette tâche. D'autre part, les dirigeants doivent compter avec une population plus exigeante que naguère; le pouvoir essaie de satisfaire les revendications des consommateurs, ce qui lui permet d'étouffer plus alsément la voix de ceux ou revendicuent la liberté et l'inceux qui revendiquent la liberté et l'in-tégralité des droits de l'homme.

Un autre débat se déroule maintenant: avec quels moyens et à quel
rythme faut-il poursuivre le développement du pays? Les uns estiment que
l'U.R.S.S. a suffisamment de ressources
pour n'avoir pas à tabler sur autrui.
Les autres, notamment M. Brejnev,
pensent que la coopération avec les
pays les plus riches du monde capitaliste permettra de brûler des étapes.
Toutefois, cette coopération exige de la
part de l'Union soviétique des camesstores. Est-il besoin de rappeler à ce
propos l'histoire de l'emigration des
juiis? La préparation du programme
économique ne peut être emireprise que
si le pouvoir a déjà fait ses choix en
politique intérieure et plus encore
eirangère.

Les choir faits ou appurouvés par Un autre débat se déroule mainte-

Les choir faits on approuvés par M. Brejnev semblaient être remis en cause l'hiver dernier en raison de la maladie du secrétaire général mais aussi parce que l'Union soviétique n'avait pas regu d'avantages évidents — économiques ou politiques — de sa coopération avec les Etais-Unis. Les difficultés des Americains au Proche-Orient et an Asie ont par la suite montré que, sans avoir à prendre beaucoup de risques, l'URSS, pouvait ther profit d'une politique de coexistence. M. Kissinger a semé, dans le tence. M. Kissinger a semé, dans le tintamarre, des moissons que l'obstiné M. Gromyko s'emploie à ramasser.

L'autonne et l'hiver derniers la situation était moins claire. Des membres du bureau politique n'ont-lispas alors tiré argument des échecs appareits du secrétaire général, d'alleurs affaibil par la maiadie, pour mettre en question le bien-fondé de sa politique? De nombreux indices donnent à penser que M. Chelepine chem-

chait à miner la position de l'actuel numéro un du régime, et qu'il se pla-çait pour la succession. En acceptant sa « démission », le comité central a

Après avoir approuvé le plan, un congrès ordinaire choisit un nouveau comité central qui, à son tour, élit le bureau politique et le secretariat. Dans les mois qui précèdent le congrès, les organisations du parti — de la cellule à la République, — choisissent leurs représentants. Au bout du compte sont ainsi désignés les délégués au congrès. La théorie est limpide : la pratique est plus complexe. Les dirigeants en place exarcent une influence souvent déterminante, si bien que le congrès apparaît comme une juxtaposition de clientèles. A ce jeu sont favorisés les chefs dont les amis ou protégés se recrutent parmi les membres de l'appa-Après avoir approuvé le plan, un recrutent parmi les membres de l'appa-

Les modifications, quand il y en a, sont rarement apparentes dans l'immédiat. Depuis une quinzaine d'années, les changements à la direction suprême ont été décidés en debors des congrès. Mais, évidemment, la plupart des dirigeants s'emploient à avoir dans le nouveau comité central le plus de soutiens possible on le plus grand nombre possible de délégués qui, le cas échéant, s'opposeraient à leur limogeage. M. Chelepine, lui, a été éliminé avant, que na s'engage cette partie subtile qui sera concine en février 1976.

R ESTE à savoir s'il incarnait véritahlement une orientation très différente de celle de M. Brejnev. Si même
il se préparait à faire mettre à la
retraite le plus tôt possible l'actuel
secrétaire genéral ou s'il n'était pas
surtout en conflit avec d'autres candidats à la succession. Les jugements
d'order politique que l'em peut porter dats à la succession. Les jugements d'ordre politique que l'on peut porter sur tel ou tel dirigeant soviétique sont souvent sujets à révision. L'histoire du régime invite d'afficurs à la prudence. Après avoir réduit à l'impuissance les partisans de la collectivisation agraire, Staline s'empressa de reprendre à son compte une bonne partie de leur programme. M. Khrouchtchev obtint la rétrogradation de M. Malenkov, alors chef du gouvernement, sous prétexte que ce dernier détruisait le dogme de la priorité absolue à l'industrie lourde et qu'il redoutait les conséquences d'une guerre nucléaire. Or, quand il fui débarrassé de son rival. M. « K. » précha le « communisme du goulash »

et fit campagne contre la guerre nu-M. Brejnev hil-même déçut les espoirs de beaucoup de membres de l'appareil du parti qui l'avaient porté au pouvoir pour mener une politique rude dans tous les domaines. Ce que dit ou laisse entendre en U.R.S.S. un candidat au poste suprême u'a donc candidat au poste suprême u'a donc pas me importance majeure et les distinctions entre « durs » et « mous », que l'on fait ici et là, n'ont guêre de sens. M. Chelepine, alors qu'il était encore en piste, pouvait aussi bien passer pour un champion de l'intransigeance que du « liberalisme ». Mais, en étudiant le comportement des hommes qui exercent ou aspirent à exercer les plus hautes responsabilités, on décèle les tensions de la société soviétique.

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC>

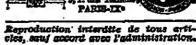
26, rue Gazzo (Pare Montsouris) 538-38-52

Salle pour banquets, 10 à 40 couverts

molté par la SARI, le Monde. Gérants :

Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Santagnet.





LE PORTUGAL A L'HEURE DE LA CONSTITUANTE

Les élections du 25 ovril ont eu le mérite de dissiper beaucoup d'illesions de sujet de véritable rapport de forces au Portugal. Mais cette clarification n'élimine pas, tant s'oo faut, les difficultès de passage à une démocratie dont les modolités ne sont pes encore orrêtées.

moins prouvé que la démacratie avait bel et bien reconquis droit de cité ou Portugal. Quelle démocratie? Pour y voir plus clair, il faut évidemment attendre la convocation de l'Assemblée constituents. L'orientation de ses travaux et le rôle que se réservera alors le Mouvement des forces armées fourniront des indications capitales

pour l'oppréciation du nouveae coors politique ce Portugat,

. Les différends entre communistes et socialistes, einsi que les tendonces qui se font jour au sein da M.F.A. oc seront pas les seules soorces d'aventuelles tensions que certains servient tentés d'exploiter. Le problème majeur réside sans doute,

oo ne sourait l'oublier, dans le lourd héritage léque par la dictature : con seulement des structures économiques archaïques, mais aussi et surtout des mentalités qui o'évoluemnt que très lentement. C'est cet aspect da problème que tente d'éclairer Alain-Marie Carron, qui est allé enquéter dans une région rurole.

LA GRANDE CONFUSION DES CAMPAGNES

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

E cure de Penatva-do-Castelo, petit bourg campagnard à quelque 300 kilomètres au nord de Lisbonne, dans la province de Viaeu. n'est al une exception ai un symbole Il est simplement curé, depuis trentedeux ans, dans la même paroisse, dans une région de petites et moyennes propriétés où l'Eglise est très puissante et où les communistes, selon l'expres-eion de M. Alvaro Cunhal lui-même. le secrétairo du parti communiste portugaie (P.C.P.), as considérent comme que toue les Portugeis que nous avons rencontres à travers le peys, il - collo groupe social. Loin de la capitale et loin des grandes villes, dans un pays qui, cinquante ens durant, e àté dalibérément tenu à l'écart du monde, le ou sans éducetion du lout est moine eusceptiblo qu'ellleure de relléter la fantaisie, l'a-normatité d'un individu. Plus que le détail de ses propes, ca soni les thèmes et les connotations qu'ila présentent qui devraient permettre do prendre le poula du Portugel de

Dans un patit salon où trône eur la teble l'album do photos des générations de premiers communiants, le curé, rondelet, lo crâne dégarni, nous regarde derrière d'épaisses lunettes, evec une bonto professionnello qui ne chercho pourtant pes à cacher une prudenca evant mame que nous eyons le temps de la lui demander, que nous aurons isme ici. Les extrémistes ne peuvent pas résoudre les problèmes du Portugal. Ce qu'il nous faudrait c'est un gouvernement du centre. D'alfleure, no vous y trompez pas. Je ne crois pas qu'il y elt plus de cinq ao six communistes dans le bourg. Vous verrez : ceux qui, aujourd'hut, laissent dire qu'ile sont communistes, une fois dans l'isoloir, voleront différemment. Pourtant, il n'est pas du tout exclu que

(:

U

prese

Tous

sous

ment Paris.

Parce qu'il y e des contradictions au sein du Mouvemant des torces ermées, et it pourrait éclatar Beaucoup de ces jeunes militaires que vous evez peutdisent rien. Male ils na sont pas d'accord. Il y a encore beeucoup de

Il est très dur à l'égard du M.F.A. et do la campagne de - dynamisation culturelle - qua celui-ci mena dana la region. En ellant voir les paysane chez eux, les militaires ont ontreprie de les . déconditionner . après quarante-Cette moliance à l'égard de la polltique, inculquée au peuple, n'est pas un mythe. Dana un petit villege du Nord, un groups de militaires - pourtant euréclés dans lout lo Portugel de la gioire du 25 avril - a été accueilii à coups de pierres. Dans un autre, cù le M.F.A. organisali uno réunion dans une école, un lour de classe, il a fallu beaucoup de petience pour convaincre taires n'ellaient pas lui revir son fils Le M.F.A. se veut, dane loute cetta mpagne, - apertideire -, comme on dit là-bas. Il cherche seulement en principe à faire comprendre eux paysans que les pertie politiques ne sont pas l'œuvre du dieble et qu'il tanis et se faire aneulte es propro Idée. . C'est faux, affirmo lo curé, cette campagne est un moyen de promouvoi tendence personnelle. »

Sur le putsch manqué du 11 mara, il o aussi les idéas claires. » // z àlé monté de toutes plèces. Les roquettes tirées sur le caserne du RAL 1 n'ételent pas chargées. Les vitres cassées que l'on e montrées eu public àtalent dàlà brisées avant l'attaque. Les trects qui ont été distribués pour pretester contre le putsch l'oni été une demi-heure après celui-ci, dala Imprimes, vous vous

Les promesses des militaires

UN petit camion militaire sur un mèires de là. Assis our leur banc, dos à dos quatre soldate fatiqués C'est le fin do l'après-midi. Sur le panneau errière du véhicule pend une affiche à demi déchirée - MFA-POVO, POVO-MFA . (Peuple-Mouvement des forces armées) montrant un militaire et un paysan côte à côte, chacun vêtu d'une partio de l' = uniforme = de l'eutre. On ne peut pas faire au M.F.A. le grief de n'être pes dans les cempagnes comme un poisson dans l'sau », Il nous a fallu une heure et demle pour retrouver ce petit groupe de » dynami et de poussière blanche, le camlor s'errête à la hautaur d'un vieux paysan nuscule silhouette noire au-dessue de laquelle se tendont les bras maigres de deux bâches entrecroisées Le vieil homme explique qu'il e dû vendre as terre il y a près de trenta ans et travalile dopuis sur celle des autres Heureux du chancement survenu après le 25 avril, il na salt pes très bian e'il peut espérer ou demander quelque chose. On semble lui avoir dépeint les malheurs qui attendant le Portugel nouveau. - Mensonges -, effirmo le sousler qui est descendu lui parlor, et prêts ou d'engrais. Il n'aure qu'à eller l'icl quelques semeines à la préfecture. Visau, les damander. Du côté do l'uniforme, la dialogue est restà vielblement prudent, sans doute à ceuse de notre nce. Mais le représentant du M.F.A. e fait une promesse qui, à grande échelle, est lourde de conséquances. A quoi l'armée a'engage-t-elle pertout où elle passe ?

Un jeune lleutenant da l'armée do terre nous l'expliquo dans uno salta du châtesu voisin, en présence du majordomo du domaine. « Pour ce qui même, your venez trop tard, nous dit-il. il y e déjè quinze jours que noue rencontré à peu près tout le monde. Nous faisons maintenant un travail plue élaboré d'assistance technique. Nous átione accompagnée dans toutes nos tournées d'un ingénieur agricole el d'un ingenieur militaire. Portout nous svons censé les besoins des gens : électricité, eau courante, routes, assistance médicale, éducation. Les petits travaux quo nous pouvons feire, nous les feil'ingénieur ea mat en relation avec les administrations concernées. Car, si nous voulons apporter le concours de

du travail à qui que ce soft. Il edmet que, jusqu'à présent, aucun de ces grande projats - tracé d'une blissement d'une tigne électrique n'a été commence. Il cherche nour lo ment à obtenir, oi c'est le but do sa vieite au château, l'ouverture d'une école de garçons, à côté de l'àcole da filles créée par le châtelein, membre d'una très pulssanto et très ancianne tamille qui e de grandes propriétés dans plusisurs provinces. Le ministère de l'éducation formira un professeur. Un grand propriétsire qui crée uno école pour les filles de ses employés mais rien pour leurs garçons, maind'œuvre do l'avenir ? Combien do genéretions d'illattrès s-t-il laisses grandir ainsi, avec la complicité de l'Etat ? Sur des actiona ponctuolles do cet ordre, le M.F.A. est sana doute d'une grande efficecité, mais la retionalisation des engagements pris supposera, dans les semaines à venir, une généralisation de la planification.

Dane un autre villago. Neies, à une ine do kilomàtres de là, un de nos hôtes est surtout inquiet do l'inexpérience des militaires en metiére do - lo mot n'est pas dil male c'est de cale qu'il e'egit - » révolution culturelio ». » L'action du M.F.A. n'est pas ment préparée pour être clairement comprise at dissipar to confusion qui règno dene les saprits. D'autent qu'eu moindre faux pas la confiance des gens e'àvanouit. Il y o dens la région beaucoup de maisons inhabitées Taires sont venus et ont dit : • Le peuple va occupar lelle et lelle maison. Ca, c'est une laute. Ici, personna n'a jameis pris ce qui ne lui eppertenait pas. Proposer cela ici, c'est montrer qu'on ne connaît pas le pays

o! caux qui l'habitent. »

Qui parlo ainsi ? Quelqu'un qui » e du bien », eans doute. Et peut-àtre sa aituation do « bourgsols de campagne - l'incite-t-elle à exagé rer le respect de la propriété, comme il exalte l'attachament du paysan à sa terre. Mais du moins connaît-il éminemment cette cempagne que, visiblement. Il alme par-dessus tout. Et Il dolt évaluor assez justement les résis-

veaux dirigeants no peuvent se perminée où grille sur la braise le lapin du d'iner, ce colosse barbu d'une cinnous ayons rencontrées qui se soit exprimée sans aucune hésitation at. dans son cas, avec une voix à percer les murailles. • Les gens de ca pays ? lis ont pear. Cette peur, c'est le resie n'e cessé de les abêtir Quand l'allais, moi, à l'écola primaire, la scolarité obligatoire était de cinq ans. Puis elle est passée à quatre et ensuite é trois i Et je puis vous diro que si Marcelo Caetano était revenu pour les éloctions li aurait eu 80 % des voix, leilement on les e lous abusés et élevés dans la crainte. Mêmo eujourd'hul, dehors. dans cette rue, quand les gans parient ils regardent par-dessus leur épaule pour s'assurer qu'on ne les àcouto pas i n'intéressent pas la population. Elle ne croit qu'aux hommes. Et ceux en qui qu'event le 25 avril. C'est vers eux au'elle se tourne pour demender consail! Dites-vous bien que les gens

tive. Ils ne savent pes vouloir. » "C'est pour cela, ejoute-t-il, quo l'Impréparation du M.F.A. présente un risque Parce qu'il laut dire aux gens ce qu'il taut faire st le situation se détérioro, et elle est pour le moment oxclu qu'un parti finisse par eppa-raître comme le sauveur, le seul capabla d'empécher le chaos. Et cesera peut-être le parti communiste. Que ce solt ici ou en Afrique, il n'y a que deux camps, de quelque taçon qua voue les nommiez : le contre-capitalisme et le capitalisme. Ce sora l'un ou l'autre. »

Encore un peu plus loin, le soir, un

ree. il fait frold et le public, silencieux. n'applaudit quo rarement. Quelques lemmes vétues de noir. Les orateurs prendre la parolo est lo responsablo local, qui a milité longtemps dans la clandestinité. Plus à l'eise, plus habile, Il déclenche plusieurs fois de vraie applaudissements. Son thème : le social'Eglise. Et de citar : » Il est plus lacile de faire passer un chameau par d'ontrer dans la royaume des cleux • Son morceau de bravoura est l'encytexte de es poche, en III do nombreux passages, merteleni le nom du pape Jean XXIII. II se bat bien, et termina ltberté : - Le libertà, c'est de rester à l'écart des deux impérialismes, amé-P.S., oe voter à gouche du P.S., c'est voter contre l'indépendance du Portugal. . Il est applaud à tout rompre. Merlo, jeuno militaire pris on stop quelque part dans cette région du Nord qui ressomble, avec ses affleurements de granit et ses sapins, à une Bre-

est l'équivalent d'un chef-lieu de can-ton. Dans la salta de cinéma mat éclai-

Ses parents habitent dans un tout petit village qui n'est pas porté sur la certe. Sa première réflexion est pour dire : Si les communistes premient fa pouvoir, toutes les vieilles do chez mol - La situation ? Il y a quand même

un mieux, de toute façon cela ne peut être pire qu'avant, quand il y avait la PIDE-DGS (police politique). Mels la vie est devenua très chère. L'avenir? Jo n'en si pas le moindre idée. » Toul est trouble dans sa tête, et les mots

Manger une fois par jour

S UR la côta atlantique, evec les pécheurs, l' » incommunicabilité » etteint son maximum. A Nazaré, déjà parcouru de touristes, nous avons Interrogé trois pêcheurs sano succès avant qu'un quatrième accepte - il était seul - de nous parler. . Nous ne savons rien. Nous ne savons pas lire. Comment pouvons-nous Imaginor ce qui esi bon pour noue? Nous ne pouvone Il hesite, il n'ose pas trop perler, malo il ne veut pas donner l'Impression qu'il n'ose pas parlor. Se femme arrive alors et lo tire par la manche après avoir écouté quelques Instants la conversation. Mals, piquée eu vit par



uno question qui la met directement en cause, elle explose : « Ce que nous voulons, c'est pouvoir pêcher, et manger une fois par jour. Jo ne demando pas à manger cinq tole par jour, comme certains, eaulement uno fois. » Et puls, prudence ou conviction, elle lâche, avant d'entraîner derechef son mari : · Nous youlons to M.F.A. »

A la « Malson des pêcheurs » de Nazaré, on perio davantaga, maia tout eussi prudemment. On pense, parmi les employée qui nous ont recu, que beaucoup do pêcheure auront voté P.S., pour ne pas voter communisto tout en ayant lo sentiment do «faire quolque chose ». Une attitude que nous avone rencontrés très souvent dans lo Nord. Un syndicat, créé dopulo la 25 avril, comptersit une centaine d'adherents sur les sept cents pacheure do Nazaré. Mais plusiours d'entre eux, rencontrés près de leur bateau ou do leure filets, n'ent même pas voulu nous dire qu'il existelt. Un de ses responsables c'est adressé à nous dans un excellent français, eppris au cours des nombreuses années do travall en France, Membre du FEC (Front électoral des communistes, marxiste-ióni-niste). Il nous fait tout de suite

comprendre qu'il n'est pas dupe et que nous travaillons pour un journal patit-bourgeols. Mais il est pris entre l'envie de discuter de la stratégie du « social-impérialisme » : l'Union soviétique et les partis qui lui sont affillés. Nous nous quittone eu bout de quelques minutes d'un dialogue malaisé. Se présence confirme une observation plus variées : du lait du retour de certaine travailleurs migrants, de très petites agglomérations abritant des militants politiques très actifs, souvent d'extrême gauche. lle joueront un rôle certain dane l'avenir et poseroni en particullar des problèmes ou P.C.P. Car si l'apparell central de celui-ci est olithique, Il dolt compter, dans l'intérieur, avec une base reneuvelée

Une ville d'Alentejo, la province méridionale où les propriétés cont immenses et le parti communiste très bien implanté, est une chose difficilo à imaginer : une médina européenne. blanche et massive, repliée sur elle même et su*r* ses ruelles pavées. La soir, quand la vent froid les soufflettent. les passants vétus d'una longue cape qui bat des alles se hâtent sous les ercades pour retrouver des amis, car on se couche tard. Dans le minuscule ouberge d'un petit bourg, on est content de voir arriver des étrangers en un lieu aussi écarté. Le matin, la patronne, forte femme d'une solxantaina d'années, parle d'abondance tout

depuia le 25 avril, et moins contrôlable.

«Qui nous commande?»

E N attendani, les gena d'Alentejo houspillent leurs curés. Celul du villege d'Angsio nous a reçu en prole é l'angoisse. « Mais il n'y a pas de mement, plus d'autorité. Où est Fautorité, qui nous commande ? - e'est exclama ce petil homme maigre et tendu. « Nous sommes, nous chrétiona, dans une situation de persécution. Les gene oni peur les uns des autres. Le PIDE-D.G.S. a disparu, mais les méthodes restant tos mêmes. Nous n'evons aucun moyen d'être informés, Toue les moyens da communication aont aux mains da l'Etat. Ce matin, è la mesea. evec mes chrétiens, nous nous demandions comment faire connaitre au mondo de qui se passe vralment ici, a Voilà un voru exauce... De fait, des « perturbateure » ont troublé plusieurs offices religioux au moment des grandes fêtes. Sur les murs da l'église e'étale largement une inscription à la peinture rouge : - Dehors, ouré voieur »; do mouvais pialsants ont tail lours besoins devant les portes de l'église et du presbytère. Ils accusent le prêtre de s'être enricht avec les dons en nourriture ou en argent destinés aux

La - confusion - des cempagnes se nomme sans doute » complexité du jeu politiqua » dans las villes. Ce qui

en servant dans le cuisine le fromaga caille et le café au leit. Elle semble protondément émue de voir que c'est parler. Le matheur de es vie, c'est de ne pas savoir ilre, comme plus de 30 % des Portugais, Ello est pathétique dans ce sentiment d'intériorité : . Je voudrais bien choisir ce qui est regardez, je ne suis même pes capable de lire ce qu'il y a sur les affiches qu'on a collées sur le mur, ou le calendrier, même pas les plus grosses lettres. Mon mari non plus ne seit pas lire. Nous ne sommes pas capables politiques, ni rien. » Elle parle des évenements avec son fils, qui travaille à Le situation lui paraît meilleure aujourd'hul, même si la vie est plus chère. - car maintenant on peut parler -. - Ce que nous voulons, c'est avoir de quoi manger, or is paix. Surtout qu'il n'y ait pas do guerra civile... J'aimerais

Le paysage d'Alentejo est comme le visago de ess villes, inattendu, étrange, - surréaliste - disent des Portugais. Les ondulations modèrées du relief sont aménagées commo un grand jardin. Rien n'errête les cultures, les oliveraies à perte de vue ou la mer verte du blà en herbe. Mals on n'y trouve qui surgit presque toujours dens les la terre à leur volonté, l'Alentejo est aussi un fover do résistance des zao, célèbre pour sa « martyre », Euphemia, une jeuno femme qui fut tuée par la garda civilo au cours d'une manufestation en 1954, la droite ou même minuscule de l'unique café, on se retrouvo le soir après le travait. On boit besucoup, dobout, car il n'y a pas de table. Personne ne doutait que lo P.C.P. arriversit ici en tête aux élections, mais des partis d'extrême gauche comme le MES (Mouvement da la gauche socialisto) ou l'U.D.P. (Union démocratique populaire) sont fortement implantés.

Où se réfugieront tes modérés, les inquiets ? Au P.S. probablement, comme ils vont vere le P.P.D. dans le Nord. La lutte politique se joue icl entre le P.C.P. et sa gauche. Les gautanées des paysans, occupations de maisons, de propriétés, mobilisation d'hommes en armes ou lendemain du 11 mare pour arrêter d'éventuels leurs qui tenteraient de passer la fronbare. Dans un petit village, nous evons rencontré Angelo, ex-membre du M.R.P. (Mouvement pour la réorganisation du prolétariat), de tendence maoîste, qu'il a quitté à la suite do querelles internes. Lui eussi e sejourne an France, et il est rentré ohez lu après une année passée à Liabonno. Le jour où nous l'avono vu, il venail de ronéotyper des tracts émanant du RAL 1, le » régiment rougs », celul qui fut attaqua le 11 mare, qui demandalant non seulament la constitution da tribunsux populaires mais aussi l'exécution capitale, dans les plus brefs délais, des comploteurs. A l'inverse du militant du FEC, il est, aur lo plan électoral, partisan de - faire voler » pour le P.C.P. Non qu'il ettende quoi que ce soit du « social-fascisme ». Mais il espère que les gens de son village. qui font confianca au P.C., e'apercevrent, una fois calui-ci eu pouvoir, do sa nature » contre-révolutionnaire ».

frappe dane ce Portugal qui est entré en révolution mais ae demande encors s'il faut être révolutionnaire, c'est le silence presque total de la droite ou des partis qui cont supposés le représenter. Hore de Lisbonne, les sigles P.P.D.-C.D.S. sont peu nombreux dana le Nord, esuf dans les villes, et invisibles dans le Sud. Les tenants d'un Portugal nouveau ont un argument do poide : lia associent, et on peut difficilement les contredire, cepi cinquante ans de dictature. L'espoir est donc placé dans lo socialisme, assimilà au changement. Lo parti communiste a à la fole une maitrise du lau politiquo et ono doctrino pre Le parti socialiste n'e ni l'une ni l'autre. Il est devenu une valeur refuge, un espoir de := changement sens risque ». Les extrêmes gauches a'ectivent et certains groupes rejoindront peut-être un parti suscité par le M.F.A. et qui se voudrait plus - revolutionnaire - que le P.C.P., netionaliste, mais pas irréalista. Le M.F.A. domine encore ces luttes d'influence. Male on ne salt pas très bien qui domine le M.F.A. Le Portugal de l'intérieur est inquiet mais désireux d'agir, prêt à faire conflance Une confiance prise en charge, méritée ou manipulés, commo on voudra ou comme les àvénements cheque jour, à Lisbonne.

EVIETA

nouvelle defii salisme politic





HENRY KISSINGER a-t-il vraiment été surpris, camme il l'u dit le 29 avril, par lu rapide victoire des forces rèvulutionnaires au Victnam? Il devait pautant bien saveir qu'en 1965, en 1968 et an 1972 seule la puissance militaire des Etuts-Unis avait épargné à l'armée soigannaise de sévères défaites : u'était-ce pas la justification de l'interventiou? Mais il était ulurs de bon tou de saluer la combotivité des unités d'élite sud-vietnumiennes, en négligeant la foit que leur camportement un feu dépendait du soutien de l'aviation américaine. Or un tel suutien était impossible depuis que, la 15 coût 1973, le Congrès avait interdit toute activité militaire américaine en Indochine.

Une nouvelle définition du réalisme politique

u partir de ce mument-là, Washington u'eit pas cheugé de politique. Les Etats-Unis uvoient en principe souscrit à un tel changement de cap en signant en janvier 1973 les accords de Paris, qui nt substituer une compétition palitique à l'affrontement militaire. Ils unt refusé, et encouragé Saigun à refuser, de jouer cette carte. Mais, au plus tord le 15 noût 1973, le seul espoir, pour Weshington, de limiter les dégâts étuit d'inviter le président Thien û se retiter let ou soit combieu parfois de telles invitations pauvent être pressantes...) paur laisser la place à une équipa qui accepterait de négocier la formation d'un gouvernement « à trois compo-sontes ». Passé ce délai, chaque semaine, chaque mois, aunonçuit une plus nette prépondérauce des forces révolutionnoires. Mais Washington se cramponunit ne président Thien, luissoit en pri-son ou en exil les roembres de la « troisième composante ». Pourquoi ? Et pourquoi M. Kissinger a-t-il dit le 29 avril que, jusqu'un dernier moment, il avait cre è cette « solution politique » qu'il e sons cesse sobotés, alors qu'elle était prévue par les uccords de janvier 1973 et qu'elle restait la seule possible up le vote du Congrès le 15 coût 1973?

E FFONDREMENT complet — militaire nt pelitique — des régimes que les Etats-Unis ent soutenus à Phuom-Penh nt à Saigon, affoiblissement relatif de leurs partisans en Loos (1), stupéfiantes réactions des hommes un pouvoir è Washington, soulogement exprimé par

une partie de l'upiniou uméricaine :
d'aneiens laudateurs du secrétaire
d'Etut n'ant pas bésité û ujouter à ce
sombre tubleau quelques tauches apocalyptiques en exagérant l'ampleur des
« échecs » et des « graves revers » de
la diplomatie américaine. Ce pessimisme, il faut le répêter (2), est à la
mesure des illusions savamment entreteures à propos des « tolents » de
M. Kissinger. La réalité est beaucoap
plus sobre : d'une part, lu paissance des
Etuts-Unis, fondée sur lear prépondéronce économique, monétaire et militaire, restant intacte, il serait absurde
de porler de « faillite » diplomatique ;
d'untre part, la « perte » du Vietnam
du Sud par les Américains est, pour eux,
sons canséquence objective grave, car
la volauté de mointenir Saigon sous
influence occidentale n'était pas, contrairement à ce qu'un proclamait à Washington, conforme unx veritables intèrêts des Etuts-Unis. C'est bien cette
erreur d'appréciation qui rendait cettu
longue guerre d'untunt plus criminelle.

Plusieurs gouvernements uméricains se sont trampés eu faisant du Vietnam un phiactif agrentiel de leur strategie. et le prix éleve qu'ils unt paye ne pouvuit en nocum cas accroître l'impartunce réelle de l'objectif, lis se sont nussi trompés en eroyant qu'ils pauvaient, justement en payant le prix, atteindre leur but. Dauble illusion que dénouçaient les adversaires de lu guerre et qui four-nit la substauce de leur double échec. Mais cet échec e'euroit una grande portou que si le muintien du Vietnom du Sud duns l'urbite uméricaine avait été essentiel à la stratégie glabule des États-Unis. Or il n'es était rien. Seul l'échee d'une politique tuuchant les inté-rêts vitaux de l'Amérique acroit pu canstituer pour ulle une catastrophe. L'échec dans la poursuite d'une pali-tique illusoire est sons doete ene épreuve d'amour-propre mais a'affaiblit en rien la puissance réella de l'Amérique. Il peut même la renforcer si elle sait un tirer les enseignements qui s'imposeut. Avec un tragique cortège de murts,

d'estropiés à vie, de tortures, de ruines, de pourritures moroles, l'Amèrique a engagé des centaines de miliards de dellars duns une guerre dont un est tenté de dire, umère dérision, qu'ella était ubeolument « gratuite » : cette guerre u'u pas payé les dividences attendus et promis. Elle ne les u pas payés parce que si, selan le rhérorique officielle, il s'agissait de défendre la liberté dans une rooitéé du Vietnam, les dictatures de Diem puis de Thiee ee pouvient constituer des moyens udéquots. On l'a souvent dit, et il faut la répéter, comme pour exonérer partiellement

M. Henry Kissinger d'une responsabilité qui lui est bien antérieure. Le reprochu que l'un peut adresser au secrétoire d'Etat n'en est pas roains grave. En effet, camme Anthuny Lewis l'écrit justement: « Nous avons erré parce que nous rous sommes écartés de l'auverture d'esprit, du réalisme, du sens humain. » (3). Et, faut-il ajouter, de l'intelligence. Les crimes cantro l'esprit sont toujours les plus lourds.

'OUTIL diplomatique américain sort mais il est candamué à terme si les erreurs commises au Victoam ne sont pas rectifiées. Or il ne semble pas que Washington ait conscience de l'argence d'un redressement rodical ; le soutien accordé un peu partout à d'autres dictetures relève de même « réalisme » à courte vue ; la confionce placée en une palitique de force própare d'autres désastres ; le refus de respecter les aspirations des peuples dominés an d'autres conflits ; la priorité accordée à des objectifs secondaires préfigure d'autres catastrophes. Exemple grossier de cette fousse hièrarchie des urgences les cautaines de milliurds de dallers anglautis en Vietnaro unt fait défaut pour résorber les taudis et gbettos noirs, assurer l'indépendence énergètique, lut-ter ceutre lu fomine, Muis les ghettos, la politique énergétique et la famine elle-même sont sources de profits pour des proprietaires immobiliers, pour des compaguies petrolières et pour l'« ugrobusiness », dent les intérêts ne peuvent eertes pas s'identifier à ceux d'une grande nation saliduire, ban grà mal grè, des pauples du munde.

L'Amérique peut paurtant darmir tranquille. Même si elle ne rodresse pas sa palitique, elle u'uuro pas à uifronter d'« eutres Vietnams»; quel people est disposé à payer le prix consenti par les Vietnamiens? Mais elle se beurtero, sous d'autres formes, à des résistances qui minerant la caufiance et la respect sons lesquels il n'est pas de palitique mondiale digne des ubjectifs affichés par la démecratie uméricaine. Et elle se beurtero uussi à l'ébrenlement du consensus sans lequel elle s'affaiblit.

M. Henry Kissinger e additionné deux erreurs mojeures : d'one part, ulars qu'il respecte des udversaires puissants (Moscou, Pékin), il s'est cra dispensé de respecter des adversaires (Vietnamiens) qu'il croyait foibles, muis ce sont eux, avec l'aide des deux grondes puissonces sociolistes, qui l'unt teuu eu échec; d'uutre part, il n'eccorde pas plus de respect à ses propres partenaires lorsqu'il se croit sur de sa propre puissonce. Début avril, il demandait à le

Communusté earapéenne de se solidariser avec les États-Unis pour condamner l' « ogression des communistes vietnamiens »; par leur refus, les Européens montrolent qu'ils u'avoient pas le sens des « responsabilités ». Deux semaines plus tard, juste avant l'effondrement de Soigon, il insistait sur « la nécessité d'une coopération et de consultations étroites entre les Étos-Unis et la C.E.E. uu sujet des principales régions d'intérêt ». Languge dérisoire chex un homme qui u tuajuars cançu coopération et cunsultations camme uu simple acquies-cament aux eonceptiuns du plus fort...

E peuple vietnomien a payé d'ua prix très élevé cette abstination des dirigeants américains. Les objectifs militoires de Hanoï at da G.R.P. sont mointenant atteints, mois les tuches qui les attendent sont extrêmement lourdes. L'unification notionale, qui aaroit pu, uprès 1954, se réaliser pacifiquement, u été acquise par la force des armes. Mois un profond fossé — psychologique, politique, économique et social — sèpare les deux moitiès du Victnam, M. Pham Vun Dung nons eu marquait sa préoccu-pation lors d'un catretien à Hanoï en mui 1972. Pour se prondre qu'un exempla, la réforme agroire — réalisée un Nord, simple projet un Sud — ereuse un écort de deux décennies entre ce: muitiés d'un seul et unique pays. Il faudro du temps et des sacrifices peur surmonter dons divers domnines des obstacles de cette nature.

L'uboutissement de l'effort révolutiunnuire à l'intérieur soppose unjourd'bui que soit maintenue la sourcilleuse volonté d'indépandence qui a morqui l'effort de guerre. Au milieu des plus grondes difficultés, Honoï et le G.R.P. se sont bieu gardés de prendre parti dans la querelle sinu-soviétique, en même temps qu'ils cultivaient leurs relations uvec certains pays européens at nuu ulignés. Le nouveau régime cambodgieu, uinsi que le GRUNK en u uunoncé l'intention, vent se joindro un groupe des mon-alignés (4). Les révulutiunnoires vietnamiens sont, sux uussi, attirés dans cette direction. Les prochains mois indiqueront leur intention à cet égurd. Tronte uns de gaerre pour en erriver

C. J.

(1) Voir l'article de Daniel Leconte, le Monde diplomatique, evril 1975.
(2) Cf. le Monde diplomatique, avril 1975, p. 1.
(3) International Herald Tribune, 29 avril 1975.
(4) Rappelons que le seul article publié en Occident par un membre du GRUNK est calui de M. Khieu Samphan, vice-premier ministre et ministre de la défense, dans le Monde diplomatique de novembre 1974.

Banqueroute morale et bonne conscience américaines

DES avions américains qui décollent de Saigon chargés d'enfants, après y avoir débarqué leurs cargaisons de munitions. La guerre qui se perpétue, tandis que des déplacements massifs de population encouragés par la politique de Washington accumulent les complications politiques et humaines pour des années : l'histoire de l'intervention américaine

en Indochine se répète.

Vollà exactement vingt ans, en effet, le colonel de la C.I.A. Edward G. Lansdale pratiquait la même méthode à Hanol. On entassait les enfants dans des avions pour être sûrs que leurs parents prendraient le vol suivant. Avant d'évacuer les réfuglés qui, affolés par la campagne de rumeurs orchestrée par la mission militaire spéciale de Lansdale, s'étaient agglutinés à Haïphong, les hateaux de la «flottille de la miséricorde» américaine avaient déchargé

des stocks d'armes dans le delta du Tonkin.

Les efforts américains en vue de convertir la « zone de regroupement temporaire » établie par les accords de Genève de 1954 en « ce valeureux partenatre du monde libre », comme John Foster Dulles qualifiait le régime de Salgon mis en place par les Etats-Unis, out toujours reposé sur la création systématique et délibérée de réfugies. Depuis que feu Thomas A. Dooley a donné la version de la C.I.A. de l'opération « Exodus » de 1954 sous la forme du best-seller Deliver us from Evil (« Délivrez-nous du mai »). la politique américaine a toujours consisté à arracher des millions de personnes à leurs villages napalmés, à leurs rixières défoliées et aux tombes profanées de leurs ancêtres — tout cela au nom de motivations humanitaires.

La stratégie consistait à assécher l'eau dans

laquelle se meut le poisson des maquis, en concentrant la population d'Indochine dans de vastes bidonvilles urbains ou dans des « hameaux stratégiques » qui sont des camps de concentration à peine déguisés.

« Les réjugiés jont des citoyens sûrs », expli-

quait un prospectus de l'Agence pour le développement international (U.S.A.I.D.). Les conséquences humaines de la « politique des réfugiés » des Etats-Unis n'ont jamais troublé la conscience de toute une génération de militaires, de diplomates, d'hommes politiques, d'universitaires et d'« experts du développement » américains. Au début de la guerre américaine, le général William C. Westmoreland, qu'il commandalt le corps expéditionnaire américain, justifiait ses opérations de ratissage en une formule : « Je m'attends à un accroissement formidable du nombre de réfugiés. » La même stratègle fut exposée, dans le jargon de la C.I.A., par

l'ambassadeur Robert Komer, qui fut le respon-

de maux tels que la cécité uocturne, inconnus auparavant en Indochine. Ces rapports furent accueillis favorablement par les stratèges américains, qui y voyaient des signes de « progrès ». C'est le dépeuplement des campagnes et non pas la progression militaire ou, moins encore, les tentatives des Etats-Unis d' « édifier une nation » qui a nourri les statistiques américaines, si souvent brandies pour tenter de démontrer que la population du Vietnam était de plus en plus « amicale » et « à l'abri».

amicale » et « à l'abri ». Si les Américains restaieut insensibles au coût

Par T.D. ALLMAN *

sable du programme Phoenix de « contre-terrorisme » qui aboutit à la liquidation de quarante mille Vietnamiens : « Si nous pouvons rogner la base populaire du Vielcong, expliquait-il, nous accélérerons le processus de dégradation du V.C.» En l'occurrence, huit millions de Vietnamiens du Sud et la moitié des trois millions de Leotiens devinrent des réfugiés à un moment ou à un autre, et souvent des dizaines de fois, tandis que l'invasion du Cambodge décidée par MM. Nixon et Kissinger faisait deux millions de réfugiés supplémentaires en trois mols. Des enquêtes officielles menées par les ambassades américaines en Indochine révèlent que les réfu-giés ne fuyaient pas le communisme mais les bombes américaines, qui avaient détruit non seument leurs demeures mais aussi les économies et les sociétés dans lesquelles ils s'inséraient. D'autres enquêtes montrent que la puissance de feu américaine ne faisait pas de distinction dans ses victimes - si un maquisard du Pathet-Lao. un combattant du Vietcong ou un Khme ronge était tué, ce n'était pas à cause d'un tir precis, mais en fonction de la loi du nombre. Des rapports officiels, dont certains émanent de la sous-commission des réfugiés du sépateur Edward Kennedy, démontrent que la guerre américaine a tué deux fois plus d'enfants de moins de treize ans que de soldats réguliers armés; que les enfants réfugiés sont atteints

humain d'une telle stratégie, ses résultats les impressionnaient favorablement. A en croire Samuel Huntington, expert en contre-insurrection de Harvard et ancien collègue de M. Henry Kissinger, l'Amérique avait trouvé dans le Vietnam « la réponse oux " guerres de libération nationale" ». S'exprimant dans la respectable revue trimestrielle américaine Foreign Affairs (que dirige à présent William P. Bundy, un des principaux architectes de la guerre amérien Indochine), Huntington falseit valoir que le « succès » américain tenait non à une « victoire militaire conventionnelle », mais au démantèlement d'un « mouvement révolutionnaire rural » par une «urbanisation forcée et planifiée». L'Amérique serait mieux avisée de contrôler en totalité 60 % de la population plutôt que de chercher à « contrôler à 60 % la totalité du territoire», devait écrire quelque temps plus tard M. Henry Kissinger dans la même revue (dans un article dont on estime généralement qu'il lui valut d'être nommé par M. Nixon conseiller spécial). Par la suite, pour expliquer les mouvements massifs de réfugiés qu'avaient suscités sou programme de vietnamisation. l'invasion du Cambodge et le bombardement du Leos, le président Nixon déclarait que e l'ennemi se verra acculé à n'avoir plus que le plus minime et le plus furtif contact avec la popu-

Ce sont ces vingt années de « politique des réfugiés » qui ont fait du Vietnam du Sud, du Cambodge et de la majeure partie du Lacs ce que le sénateur J.W. Fulbright appelle « une société de prostituées et de mercenaires ». La caricature de civilisation créée au Vietnam du Sud par le mode de guerre américain est ce qui explique aujourd'hui l'effondrement d'un Etat qui n'a jamais eu d'autre raison d'être économique, politique ou sociale que celle que lui ont imposée les Américains. Des soldats sud-vietnamiens détalant devant un ennemi qui n'était pas encore passé à l'attaque ou essayant de pousser leur motocyclette à bord de navires américains : voilà à quoi ont abouti vingt ans de « création d'une nation » en Indochine — une société militaire qui n'a rien qui vaille le risque d'être défendue; une société de consommation qui ne produit rien; une nation de femmes abandonnées conditionnées à ne vivre que dans l'attente de la prochaine livraison de riz américain ; d'hommes hagards et démunis mendiant une place sur les avions américains à destination du plus proche bidonville. La dernière avancée communiste n'a fait que donner une pichenette au château de cartes légitimé par la Constitution de Salgon, mise au point par Lyndon Johnson et rendue viable, paraît-il, par programme de vietnamisation de MM. Nixon,

Rissinger et Ford...

« Je vois ici d'immenses possibilités pour la grande société ! », s'écriait en 1968 l'ancien vice-président Hubert Humphrey, an spectacle des épaves humaines de Saigon — tandis que son successeur actuel, M. David Rockefeller, réclamait, dès le début de la présente débàcle, un supplément d'armes pour la défense d'une « société libre ». Les victimes d'une politique des réfugies vieille de deux décennies n'ont éveillé l'intérêt officiel que lorsque les services de renseignement américains eux-mêmes eurent fini par se convaincre, il y a queiques semaines, qu'une solution militaire ne pouvait être envisagée et qu'il était devenu nécessaire de se livrer à une opération de relations publiques pour obtenir de l'opiniou américaine le soutien nécessaire à une prolongation de la guerre en dépit des circonstances. (Lire la suite page 10.)

* Du St Anthony College à Oxford.

Au lieu de prévoir une aide giobale à la reconstruction ou d'entreprendre des négociations dans le cadre de l'accord de Paris de 1973 en vue de la formation d'un nouvean gouvernement, Washington s'est employé à mettre au point des scénarios de ponts sériens destinés à « rendre des millions d'êtres à la liberté ». Tandis que des milliers de Vietnamiens se précipitaient sur les eppareils américains, achetant leur place à coups de poing et de piastres, les responsables américains, plutôt que d'analyser les raisons de leur catastrophique échec eu Vietnam, faisaient valoir encore une fois qu'une nation est en train de « voier avec ses pieds » contre le communisme.

Pour juger de la validité d'un tel argument, il suffit d'imaginer le chaos qui serait créé si un président américain annonçait qu'un million de Bangalais, d'Ethiopiens ou de Chiliens allaient obtenir un passage gratuit pour les Etats-Unis... Le mélodrame de Da-Nang est è cet égard instructif. Des milliers de gens ont pris d'assaut les avions de transport américains mais, lorsque l'administration Thieu e'est finalement effondrée, il n'y a pas eu de bain de sang. Bien au contraire, toute une population, coupée des racines de sa civilisation par des décennies de dépendance envers les Américains, a dû s'accommoder seule — non sans difficultés certes — d'une administration néanmoins capable par elle-même d'assurer les services essentiels et de maintenir la loi et l'ordre.

Le dernier effort a humanitaire » des Etats-Unis en Indochine a scellé le destin du Vietnam du Sud plus edrement, à n'en pas douter, que ne l'ont jamais fait les soldats de Hanof ou la corruption qui régnait autour du général Thieu. Les évacuations massives ne se contenteraient pas de détruire l'odministration de Saigon et de dépouiller le pays des compétences techniques qui étaient la seule contribution potentielle du programme de vietnamisation è l'avenir du Vietnam; elles assureraient eussi automatiquement la domination communiste en dispersant le seul gronpe qui aurait pu modèrer la conception marxiste doctrinaire de le reconstruction du Vietnam.

Pendant toute une génération, les Américains se sont refusé à admettre que leurs efforts au Vietnam participaient de l'édification de leur empire. C'est bien ce blocage psychologique qui permet de comprendre non seulement une bonne part de l'hypocrisie de l'effort américain, mais encore la tendance américaine è détruire les institutions délà existantes tout en refusant (de peur de passer pour « colonialistes »1 leurs responsabilités dans les sonffrances et les désordres ainsi créés. Pourtant ce qui vient de sc passer au Vietnam, pas moins qu'en 1954, est la ruine d'une entreprise fondée sur l'amour-propre. Dans l'espoir de se convainere qu'au moins un million, pour ne pas dire quinze millions, de d'américaniser, en Amérique même, au moins une petite proportion des Vietnamiens qu'ils n'ont pas su américaniser au Vietnam, les Etats-Unis rêverent d'installer toute une population dépendante à l'intérieur de leurs propres frontières. Que l'on considère le temps qui s'est écoulé entre la partition de l'Indc et le tragédie du Bangladesh; entre la haie des Cochons et l'embauche d'exilés cubains pour dévaliser le Watergate: entre l'époque où des empires ecceptaient des ressortissants de pays dominés et les tribulations présentes des habitants des

€..

P

insi

res[

U

cun n'a

tion Tous

ni l'i

foisai

Moluques vivant au Pays-Bas ou des Asiatiques de l'Ouganda réfugiés en Grande-Bretagne : tout cela donne une idée des problèmes à long terme qu'aurait suscités, tant pour le Vietnam que pour les Etats-Unis, une évacuation massive.

Persévérance dans l'échec

L'A vendetta de vingt ana menée contre le droit des Vietnamiens à vivre comme ils l'entendent dans leur propre pays, est devenue un des exemples historiques les plus frappants d'une nation puissante détruisant sa propre puissance en évitant tout simplement d'admettre qu'elle s'est trompée — du refus obstiné des autorités de rechercher les causes de la plus grande erreur de jugement de l'histoire améri-

M. Kissinger, tout comme John Kennedy ou Dean Acheson, est demeuré bloqué dans la même impasse autodestructrice avec sa thèse selon lequelle, que ce soit au Cambodge ou au Vietnam, les Etats-Unis devalent a tentr parole », e respecter leurs engagements », e préserver leur crédibilité ». De telles formulations bourboniennes expliquent en grande partie pourquoi la crédibilité américaine est plus basse que jamais. Les é chece actuels de la politique américaine devraient, dans le meilleur des cas, fournir l'occasion d'un choc psychologique qui permetrait de reconnaître honnêtement ces échecs et d'imaginer une nouvelle politique. Au lieu de quoi, le président Ford, tout comme ses cinq prédécesseurs immêdiats à la Maison Blanche, réagit à l'échec en prenant des « engagements » vis-à-vis non du peuple du Vietnam du Sud mais de ses propres illusions.

On peut estimer que l'évacuation des orphelins victnamiens — si compréhensible soit-eile sur le plan émotionnel — relève du kidnapping, parce qu'elle dépouille ces infortamés du seul droit que leur a laissé la guerre américaine, le droit d'être Victnamiens. Toutefois, sa signification profonde pour les Etats-Unis est de révéler crument la force des courants de chauvinisme et d'ethnocentrisma qui persistent en Amérique : on y croit toujours implicitement qu'il est meilleur pour un Vietnamien de devenir Américain plutôt que de rester Vietnamien sous un régime qui n'aurait pas l'approbation des Etsts-Unis.

Quoi que les Américains fassent désormais, ils ne pourront empêcher les Vietnamiens de se retrouver pour décider de leur propre avenir nors de toute ingérence étrangère. Le déplacement d'abord envisagé d'un million de Vietnamiens n'aurait rien changé à cela. Et si, finalement, l'évacuation a pris des proportions plus modestes, elle e tout de même atteint son but psychologique en Amérique et cela signifie que, même au moment où les échecs de l'arrogance et des ermes étalent les plus patents. L'amérique a encore réussi à éviter de tirer la leçon des évênements et qu'elle a termine la guerre comme elle l'avait commencée, en prenant pour philanthropie ce qui n'était que banqueroute morale.

T.D. ALLMAN.

A 44

Les illusions et l'acharnement des « Faucons »

E 11 avril dernier, la président Fard damandait eu Congrés de voier « sans délai « l'attribution de 722 millione de dollars d'eide militaira eupplémentaire et una première tranche de 250 millions de dollers peur une assistance économique et humanitaire au régime de Salgon. Il réclamait également l'eutonisation de laira intervenir des lorces militaires eméricaines peur évacuer du Vietnam, en cas de nécessité, les researtissants eméricaine et des Vietnamiens. Il exigeait une réponse pour le 19 evril.

Ce diecoura du président Ford était l'aboutissement da longues semaines da dissencione internes au sein de sa propre adminietration. En ce qui concerne la Vieinem, le gouvernement Ford était divisé en deux camps, les jusqu'auboutistes et les pragmetiques. Les premiers comprennent M. Henry Kissinger, l'armée de l'air, quelques hauts fonctionneires du Pantagone, du département d'Etat et de la C.I.A. (Au fil des ans, le style diplomatique tout parsonnal da « dear Henry » a paralysé le département d'Etat, si bien que M. Kissingar fait devantage confinance aux egents de la C.I.A. qu'aux fonctionnaires du dépertement d'Etat dans le conduile de le politique vietnamienne.)

Lee seconde rassemblent, aux côtés du secrétaire à le défense, M. James Schleanger, l'ermée de terre, le merine et un numbra croissant des plus proches collaborateurs du présidant Ford, tele que M. John Marsh

Les extrémistes auraient voulu tenir jusqu'eu bout au Vietnam, d'una manière ou d'une autre. Ile ne vouleient pas que les « communistes « l'emportent clairement per l'application pacifique des accords de Paris : lutter jusqu'à la fin pour enseigner eu resie du mande que, même si on peut l'emporter contre les Etats-Unis, la «ténacité» de l'Amérique peut coûter très cher. M. Kissinger n'a-t-il pas décleré publiquement qu'il vouleit faire saigner les Vietnamiene du Nord ? Cette tactique, assurent les jusqu'aubaulistes, contribusrait à rétablir le « crédibilité » des Eleis-Unia dens le monde.

Les pragmatiques, eux, souhaitaiant une fin rapide du « gâchis » vietnamien. En ce qui les concerne, plus se prolongesit la soutien de Washington à Salgon, plus les Etats-Unis affaiblissaient leur - position de défense -. Il y avait d'autres aujets de préoccupation tels que le Proche-Orient et l'OTAN et on ne pouvait continuer de déverser dans le « panier percé « du Vietnam un argent plus précieux ellleurs. Les pragmatiques creigneient également qua les ralombées du affaiblissant einsi leur « position da dafense ». C'est pourquoi, lorsque l'amendament Flynt-Galmo visant à coupar l'eide militaire eu Vietnam du Sud fut mis eux voix l'été demler, le département de la défense n'y fit pas obstruction. De même, lora de l'offansive du gouvernement Ford pour obtenir un eupplément d'elde militaire à Salgan ces demiera maia, le département de le défense e'est mantré très rélicent à lui eccorder aon soutien.

Les divergences de vues entre jusqu'auboubstes el pragmetiques se sont eccentuées ces quatre derniars mols, depuis l'occupation par les forces du G.R.P. de plus d'une demi-douzaine de districts et d'une capitale provinciale fin décembre et début janvier. Les pragmatiques et un grand nombre de membres du Congrès se sont rendu compte que, la pression militaire du G.R.P. coincidant avec la vote d'une eide économique à Thieu de 450 millions de dollers (une augmentation de 100 millions par rapport eu budget de l'année fiacals 1974), on pouvait en déduire que le G.R.P. se verrait contraint de recourir à des mesures militaires pour faire

Par NGO VINH LONG *

pièce à une aide accrue à Saigon. Ils étaient persuadés que, si cale se produisait, toute l'aide américaine à Thieu serait un gaspillage et ne farait que rendre la eituation encore plus critique.

Laura adversaires, toutefols se sont refusé à tirer la leçon de tout cele. Ils faisaient valoir plutêt que les Vietnamiens du Nord n'avaient pu e'emparer que de quelques zones périphàriques mai défendues où les forces de Salgon étalent réparties en nombre Insuffisant. La prise des districts par le G.R.P. leur servit d'argument pour réclamer une eide mifitaire supplémentaire de 300 millions.

Repli stratégique et élections

P OUR tenter de prouver au Congrès que les 300 millions de dollars étalent nécessaires et qu'ils seralent utilisés à bon escient, des agents de la C.I.A. turent envoyes au Capitole à la mi-janvier. Exposant aux séneteurs la « politique du reduit «, ils expliquèrent que les soldats de Saigon avaient bon moral, qu'lla étaient bien entraînés mais mai équipés et répartie de façon insuffisamment concentrer leurs ettaques ponctuelles contre les forces de Saigon dans des zones périphàriques telles que les Hauts-Pieteaux du Vietnam du Centre, les forces de Saigon essuieraient eans nul doute des défaites qui auraient pour effet d'abaisser leur morsi tout en fortifiani en Amérique l'hostilité à un renforcement du soutien eu régime de Salgon, lie aisserent antendre qu'il y aurait un repli des Hauts-Plateaux vers les zones côtières pour préserver les forces de l'armée de Sajoon. Un tel retrait contribuerait eussi à emailorer le contrôla des zones populeuses, ce qui permettrait à Saigon de mener es élections présidentielles. On espérait pouvoir remplacer Thieu en douceur, gréce eux àlections (dans le cas où il ne voudrait pes démissionner d'ici là), par un gouvernement de droite plus « acceptable » que les Etats-Unia pourralant soutenir sans trop risquer de dissensions

Tandis que les agents de la C.I.A. a'afforçaient

"Journaliste et écrivain. Dirige actuellement le
Vietnam Resource Center à Cambridge, Massachu-

d'Influencer les sénateurs, des dizaines de politiciens de Saigon se rendaient aux Elats-Unis où ils falsaient campagne pour un eccroissement de l'alde américaine. Parmi eux se trouvait M. Tran Van Lam, président du Sénat de Saigon, qui tenta de persuader les membres du Congrès qu'une aide à Saigon ne signifiait pas une aide à Thieu. Il alla même jusqu'à répéter l'argument dans une conférence de presse au Netional Press Club de

C'est aussi dans le but de convaincre les dingeants du Congrès du bon moral des troupes et de la nécessité d'une aide supplémentaire que le gouvernement Ford suggéra l'envoi d'une mission parlementsire d'enquête é Saigon. La tournée de la délégation avait été solgneusement préparée par l'ambassadeur américain à Saigon, M. Graham Martin, par des membres du conseil national de sécurité et de la commission des affaires étrangères da la Chambre des représentants.

gères de la Chambre des représentants.

A Salgon, certains membres de la délégation turent informés par des agents de la C.I.A. et d'autres officiels de la possibilité d'evoir à abandonner certaines provinces des Hauts-Plateaux pour préserver le potential des troupes de Salgon et pour créer un - équilibre des forces - qui permettrait à Sargon de garder un contrôle effectif sur ses propres zones. M. Philip Habib, sous-secrétaire d'État chargé des affaires du Pacifique, qui accompagnait la délégation, fit valoir personnellement à Thieu cette possibilité de ratrait des Heuts-Plateaux du Vietnam du Centre (1). A t'époque, Thieu n'était guère entitiousiaste à l'idée de ce recul. Mais certains membres du Congrès se convainquirent de la agesse de l'opération, tout comme du bon moral des troupes da Salgon et promirent publiquement, au Vietnam même, qu'ils recommanderaient une aidc supplémentaire à Saigon. M. Pete McCloskey, une colombe « de longue date sur la question vietnamienne, revint si impressionnà de ce voyage qu'il e dit à plusieurs reprises qu'il soutiendrait encora trois années d'elde militaire au Vietnam.

Manipuler le Congrès

S ENTANT peut-être 'que ce succès de relations publiques finirait par susciter de lortes réactions de le part du G.R.P., M. Kissinger chercha immédiatement é se donner les moyens de manipuler le Congrès afin d'avoir davantage les mains libres ei une telle occasion se présentait. Selon des révélations récentes émanant du Congrès, avant d'entreprendra sa tournée diplometique en Proche-Orient, M. Kissinger informa la commission des effaires étrangères du Sènsi, eu coura d'une session à huis clos, qua l'Union soviétique lui avait promie que s'il pouvait obtenir qu'israèl se retira du Sinei et de le rive occidentale du Jourdain, de son côté elle obtiendraît du Vietnam qu'il devienne un pays neutraliste...

Ouelle que soil la part de vérité da cette confidence, M. Kissinger laissait entendre qu'un marché evait àté passé et qu'un accroissement de l'aide à

(1) Cf. Far Eastern Economic Review, 4 avril 1975.

L'irrésistible chute de Nguyen Van Thieu

Par NGUYEN KHAC VIEN®

E départ du président Nguyen Van Thieu a marqué l'échec d'un gigaatesque effort, extrémement anéreux, paur mettre sur pied an paissant appareil de répression politico-militaire. Après la chute de Nga Dinh Diem 119631, tout se désagrégaait au Sud. Il na restait plus que des factions que des ambitiaes personaelles paussaient à s'entre-déchirer. Lyndon Jahson s'en plaignait amérement : « Souvent, les Vietnamiens du Sud (1) semblaient avoir une forta propersian au sulcide politique. Ils avoient beaucoup de mal à se rassembler pour se gouvarner eux-mêmes. J'avais d'a s'moments de grand découragement. Ja trouvais que les Vietnamiens du Sud âtaient leurs propres et pires annamis (2). »

Paurtant, pour ceuvrir l'ansambla du poys, Washington avait entrepris, des 1954, de crèer un apporail militaire et policier qui devait devenir la pièce maîtresse de la politique américaine au Vietnam. Plus la guerre s'intensifiait, plus s'accroissoit le nambre de réfugiès vaaant des villages détruits par les bonsbes au par les produits chimiques. Cette masse de réfugiès constituait pour Saigan la principale réserve où se recrutaient soldats et paliciers.

* Directeur à Hanol de la revue Etudes vietnamiennes et du Courrier du En effet, les réfugiés valides n'avaient même pes la possibilité de déserter, leurs villages et les cultures étaat entièment détruits. Paar subsister et entretenir leurs fornilles, ils n'avaient d'outre ressource que de s'augager dans l'armée au la police. C'est ainsi que l'ensemble des forces régulières, régionales et locales a va ses affectifs posser de 150 000 en 1954 à plus de 500 000 en 1965 et à plus de 1 millian en 1972. Tautes ces forces étaient disséminées dons \$ 000 pastes à travers le pays littéralement quadrillé.

L'affort essentiel consistuit ensuite à craer, pour cette armée, an corps d'afficiers absolument fidules, prêts à exécuter toutes les besognes. Les Français, rout au se servant des traupes autochtones, n'avainnt pas parmis aux Vietnamiens d'accéder aux postes d'afficiers; seuls y avaient droit ceux qui possédaient la citoyenneté française et dont les familles présentaient de sérieuses garanties de loyalisme. Pais la création de l'armée de Baa Dai avait paussé à la farmation d'un corps d'afficiers recrutés pormi les fils da familles riches, qui étaient envoyés dans des écoles militaires françaises pour recevair une formatian coaventionnelle. Très peu de ces officiers, formés après 1950, pouvaient parvenir aux

grades supérieurs. A côté d'eux avait émergé une nou-

vella génération d'hammes, issus de la guerre même. Plus la guerre progressait, perdant son coroctère conven-tiannel pour prondre celui d'ana guerre totala contre la population, plas se faisait sentir le besoia, pour camman-der les troupes, d'hammes de main capables de maner des apérations très peu conventionnelles : massacres de population, destruction de villages, tortores de prisonniers, rofles, arrestations ea masse, concentrations de la population, la tont mêlé à qualques me sures démagogiques. Dans une société bouleversée de fond en comble par une guerre prolongée, il n'était pas difficile de trouvar des déclassés, des aventuriers prêts à exécuter les pires be-

Les forces armées saigaenaises comptaient, au débnt de 1975, plus de 70 000 afficiers, dant 10 000 afficiers supérieurs et plus d'ane centaine de généraux. L'appareil administratif était d'armée, des secteurs militaires à l'échelan de la province, et des sous-secteurs à l'échelon du district, étoient aussi chefs de provinca, de district, assumant tratives. Dans les conseils provinciaux aa manicipoux, les militaires farmaient la majorité; chaque commune couverté por un réseau de postes militaires at da palice, les autorités cise soumettre que ordres des comm dants militaires. A Saigon, an « Conseil militoire révolutionnaire » coiffait gonvernement pour preadre toutes les décisions politiques importantes.

Occupant des postes à la fois militoires et palitiques, les afficiors s'emparaient également des rouges éconamiques pour s'enrichit le plus ropidement possible. Au bas de l'échelle, les pillages au caurs des opérations

militaires, les extersions d'argent à des suspects aa prisoaniers, les petits dements de marchandises, de matériaux, d'équipaments fournis en abondonce par les Etats-Unis suffisaient à créer des fortunes estimables. On pouvait également présenter aux Américains des feuilles de solde d'anités faatômes : des cantoines de soldats, las de la guerre, pouvaient quitter an bataillon pendant quelques raois, le chef de batoillon continuait à encaisser la solde des effectifs complets. On pauvait aussi déclarer deux à trais fais plus da comions et autres engins détruits au cours d'une embuscade toucher ainsi le surplus, Comme la distribution de l'aide écanomique américaine passait aussi entre laurs mains, les officiers de mangagient pas d'an profiter.

A l'écholas supérieur, les grosses apérations prédominaient : licances d'import-export, trafics de devises, de drogue, construction de buildings; de grands hôtels, affaires bancaires, pillage à granda èchelle — comme celui des plantations de cooutchouc françaises lors de l'invasion du Cambodge en 1970. Avec leurs familles et leurs proches, les officiers supérieurs farmatient à Saigon ane nouvelle classe de compradores, blen plus riches que les compradores pro-français de l'aucien

Ainsi s'était constituée use nouvelle casta, à la fais militaire, bureauxratique et trofiquante, dant les intérêts, le mode de vie et de pensée étaient étroitement liés à la politique américaine. A la différence du colonialisma ancies qui s'appuyaif sur une classe féodole issue de la société vietnamienne traditionnelle, certes en décadence, mais eeracinée dans le pays, le néo-colonialisme américain a créé, pour ainsi dire « ex nihila » par sa puis-

sanca technique et financière, une couche sociale qui lai servait d'appui. Elle tireit sa force de la force américaine, mais était affligée d'une tare congénitale incuroble, cor sa survie dépendait du maintien de l'aide américoine. C'était le « porti kaki », comme on l'appelait à Saigon, qui remplaçait les mandarins et notubles d'auterbais

A U début, les Américoins ne pouvaient se servir que des instruments leissés en héritage par les Français, et la coup d'Etat de novembre 1963 avait été monté — avec l'ossentiment de Washington — par les « vieux généraux » qui teacient les postes principeux du « Conseil militoire révolutionnaire », avec Duang Van Minb à leur tête.

Ces « vieux généraux » — Minh,
Don, Kim, Xuan, — issus de riches
fomilles pro-françoises, n'ovaient pas
l'entière confionce des services américoins. Ils avaient reçu une formation
militaire classique dans laquelle les
méthodes et tectiques de contre-insurrection élabarées par les exparts da
Pentogane tanaient très peu de place.
Et, surtout, faur fidélité politique à
Washington restait douteuse, étant
trop liés à la França pour ne pas
subir une influenco plus au moins directe de laurs auciens « protecteurs »,
Or la França — de Gaulle en 1961
l'ovait affirme bruyamment — penchaît vers una solution neutraliste; la

l'avait affirmé bruyamment penchaît vers una solution neutroliste; la neutralisme gagnait aessi fortement les coaches moyennes de la société saigonneise, étroitement liées à ces e vieux généroux ». Dons son massage du

(1) It s'agit, blen entendu, des Vietnamiens du Sud évoluent dans le sillage américain (N.D.L.R.). (2) Cr. Lynden Jehnson, Ventage Point, page 35.

Saigon n'entraînerait pas de réaction majeure de lo part du G.R.P. D'un autre côté, si le G.R.P. réagissait vivement, M. Klesinger aurait déjà crés l'Impression que les activités du G.R.P. représentaient un renlement de tol de « l'autre côté », ce aul lui permettrait de réclemer un plus grand coutien du Congrès pour ses actions futures concer-

Après un mois d'accaimle dans les combats, le G.R.P. multiplie à nouveau ses pressions militaires su moment sù le président Ford accenhight es pression sur le Congrès pour qu'il vots uns sido supplémentaire à Salgon. En conséquence, Thieu se vit contraint d'appliquer en hête le « politique du réduit », ce qui conduisit à la débandade que l'on sait. La crise au Vietnam coincidait avec l'échec de M. Klasinger en Proche-Orient. Le secrétaire d'Etat o'efforçait aussitôt de rejeter le blâme aur le Congrès, déclarant publiquement que son rafus da fournir à Selgon una aide suffisante avait encouragé les « Nord-Vistnamiens » à passer à l'attaque. Cela, prétendalt-II, ovait et des répercussions aur sez négocietions en Proche-Orient. Il ajoutait qu'il n'aurait pes négocié les accords de Paris a'il avait su que le Congrès allait couper toute side à Saigon.

Faucons

Dès son retour aux Etats-Unis, M. Kissinger rencontra les dirigeants du Congrès, et du Conseil national de sécurité. Lors de sa réunion avec ces derniers, il se fit l'avocat de le reprise ties bombardements au Vietnam, faisant valuir que le refus de recourir à des actions énergiques eu Vietnam se tradulrait par une « perte de crédibilité » dans le monde. L'armée de l'air appuya sa demande, ses représentants déclarant qu'ils ne voyalent pas pourquoi ils devraient conserver des bases sériennes en Thaliande e'ils n'étalent pes en mesure de s'en cervir pour rendre crédible la menace américaine. Le débat qui eulvit conduisit à l'envol du général Weyard en mission d'information au Vietnam. Pen-dant ca temps, prenant une infiliative inhabituelle, la Congrès essayait de circonvenir M. Kissinger en votant à l'unanimité une motion de félioitations pour ses efforts en Proche-Orient, tout en répétant publiquement que la altration au Vietnam n'avait rian à voir avec l'échec en Proche-Orient. M. Kisoinger devalt toutefols réaffirmer par la suite qu'il

y avait un « lien » certain entre les deux problèmes. Tout cale donne le ton du débet qui sa poursuivit non seulement entre M. Kissinger et le Congrès mais, plus généralement, entre jusqu'au-boutiates et

Le discours do M. Ford devant le Congrès représente une victoire partielle pour les premiers. (Selon le New York Times, M. Kleuinger participa à la rédaction du discours, mais M. Schlesinger n'en eut pas communication et ne fut même pas consulté.) Les jusqu'su-boutistes ne purent obtenir de M. Ford qu'il autorise la reprise des bombardements, maia ils obtinrent son soutien pour leur politique cochinchinoise ». Cette politique, définie après le chute de Hué, consistait à replier rapidement les troupes de Selgon sur la zone que l'on appelait la Cochinchine du temps des Français et à édifier un solide périmètre de défense pour la protéger. Les points d'attache de ce périmètre de défense cont les provinces de Tay-Ninh et de Long-Chanh. Il ne s'agissait pas d'essayer de stabiliser la situation militaire afin de pouser les «Nord-Vietramisas» » à négocier un règlement pacifique comms l'a déclaré M. Ford dans son-discours; on se rendaît bien compte à Weshington que cet espoir était totalement filusoire. Il d'agissait, comme l'ont révéià des fonctionnaires du département d'Etat, de plus en plus déçus par l'attitude des extrémistes, d'amener des détaits par l'attitude des extrémistes, d'amener les Vietnamiens des deux côtés à lutter jusqu'au bout. M. Klasinger ne se souciait guère de ses aillés vistramiens ; ce qu'il voulait, c'est faire la prouve de

Tel est le contexte dans lequel le gouvernement mait 722 millions de dollars d'aide militaire supplémentaire pour Saigon. Il ne s'attendait nullement à ce que le Congrès accepts. Tout ce qu'il espérait, c'était un compromis. Et, dans le pire des cas, il pensait que el le Congrès rejetait l'olde militaire, il voterait l'aide économique. Tout supplé-ment d'elde militaire autorisé, al mielme soit-il, serait présenté comme une nouvelle marque de soutien au règime de Salgon, ce qui contribuerait à lui remonter le moral. Meis c'était l'aide écono-mique qui intéressait le gouvernement Ford, car elle devait contribuer au financement des forces de police et des forces armées de Salgon. On espérait que, ne eachant plus où aller et bénéficiant encore de

le « ténacité » et de le « crédibilité » des Etate-Unis.

l'appui américain, Salgon finirait par faire face et par se battre. En outre, le gouvernement Ford, en dépit de toutes ses déclarations publiques, ne pensait pas que lo G.R.P. lancarelt l'offensive contre Salgon. Les avertissements pessimistes our l'imminence d'une attaque des forces du G.R.P. ont été délibérément diffusés pour peser sur la décision du Congrès. On espérait également pouvoir faire passer un raien-tissement des affrontements pour une indication de la capacité de résistence des torces de Saigon. Le précoupation principale était alors de eavoir comment se débarrasser rapidement et sans histoire de Thieu pour obtenir un délai du G.R.P. et pour tromper l'opinion américaine afin que l'aide à Salgon

L'autorisation, réclamée par la président Ford, d'utiliser des forces militaires pour l'évacuation éventrolle de ressortissante américains et vistnamiens était destinée à fournir des assurances aux collaborsteurs violnamiens qu'ils seralent protégés et les choses tournaient mel, efin qu'ils donnent leur maximum. Certains responsables américains favorables à une solution politique au Vietnam avaient récemment exprimé la crainte que, si une talle requête était scooptée, sile surait pour effet d'encourager la droite vietnamienne à se déburrasser de ses opposents politiques. Cels surait servi à merveille les objectifs des jusqu'au-boutistes, mals on craignait sussi qu'il n'en résultât nécessairement une réduction

Blen que M. Klasinger et ses « faucons » sient manifestement remporté le premier round, l'oppo-sition à sa politique gagnaît du terrain même parmi ses enciens sympathisants au Congrès. Le sénateur républicain du Massachusetts, M. Edward Brook, a prédit que M. Kissinger devra blentot abendonner ses fonctions. Mais cette prédiction ne pouvait être d'un grand réconfort pour les millions de Vietnam et d'Américains qui vouleient que catte guerre pranne fin le moins péniblement et le plus vite possible. SI la victoire totale des forces révolutionnaires est venue mettre un terme à cette controverse à propos du Vietnam, les « faucons » sont encore en mesure d'inspirer la politique américaise en d'autres points du globe.

NGO VINH LONG.

La longue lutte des militants de la paix en Amérique

A prolongation de la guerre en Indochine n'a pas épuisé la vitalité du mouvement contre la guerre en Amérique. Mais, il avait pris récemment des formes fondamentalement différentes des manifestations massives et des campagnes de résistance à la conscription des années 60 : les conditions politiques dn prohième indochinois avaient profondément changé en offet aux Etats-Unis par rapport à ce qu'elles etaient il y a trois, cinq ou dix ana.

Le mouvement contre la guerre a du, finalement, se développer à l'intérieur d'un paradoxe peu commun parmi les mouvements politiques : avec des forces organisées excessivement mo-destes, il posait néanmoins de sérieuses menaces à la politique d'intervention en Indochine du

Si la nature du mouvement est unique, c'est que la ténacité de l'intervention fut sans pré-cédent. La France et le Portugal, après l'Indochine et l'Algèrie d'une part, après la guerre coloniale prolongée en Afrique d'autre part, étaient trop faibles et trop divisés pour mener une politique d'intervention à la suite de la signature des accords de paix. Tandis que la présence américaine en Indochine venait d'entrer dans sa troisième décennie, dans sa quinzième amée d'intervention militaire directe, et dans sa troisième année après la signature de l'accord de Paris en janvier 1973.

Le mouvement pacifiste s'est ainsi trouvé confronté à une tâche difficile et même étrange : depuis 1973, il a eu pour rôle principal de convainnre la population que la guerre n'était pas terminée. Tout récemment, il lui a fallu dénoncer l' « aide humanitaire » et le transport des orphelins. Si le Vietnam fut autrefois le champ d'essai des nouvelles armes antipersonnelles, il était devenu un laboratoire où s'inventaient les méthodes qui permettaient de maintenir au pouvoir un régime dépendant,

contre les souhaits de la population métropolitame Pendant un certain temps, l'expérience de la

« paix dans l'honneur » a porté ses fruits. A la suite de la signature de l'accord de Paris, le mouvement contre la guerre a décliné de façon

Par ALEX KNOPP *

pectaculaire. Les manifestations organisée contre le « printemps de Thieu » et la tournée mondiale de 1973 ont pris davantage d'envergure en Europe qu'aux Etats-Unis : les reportages sur les tortures infligées aux prisonniers de guerre y menaçaient d'étouffement politique quiconque avait une attitude favorable aux

Pourtant le mouvement s'est régénéré depuis, car la formule nixonnienne de « paix dans l'honneur » était viciée : il n'y eut ni paix ni houneur. L'Indochine est demeurée la principale guerre de l'Amérique après la signature de l'accord de Paris. Elle a fatt plus de morts en 1973-1975 que toutes les autres guerres mentes ailleurs dans lo mondo pendant la même période. En 1974, les Etats-Unis ont fourni autant d'aide à l'Indochine - phis de 4 miliards de dollars - qu'au reste du monde dans son ensemble. Et comme cette assistance finançait 80 % du budget de Thieu et 90 % de celui de Lon Nol, le mouvement pour la paix a repris de la vigueur, car il était ainsi évident e la guerre restait sous la responsabilité de

^a Militant du mouvement contre le guerre depui 1965. Prépare actuellement un livre sur le mouve ment de solidarité svec le Victuam en Europe.

C'est dans ce contexte de guerre à long terme, parvenue à un nouveau stade, qu'il faut analyser l'action du mouvement contre la guerre. Il seratt vain de se borner à déplorer l'absence regrettable de manifestations de masse. Différentes méthodes pouvaient être utilisées pour parachever l'œuvre entreprise. La question est de savoir quelle fut son influence reelle, étant données les conditions spécifiques du problème indochinois depuis la conclusion de l'accord de Paris, et de l'Amérique depuis le Watereste

Phnom-Penh est tombée, puis Saigon, et cela grace avant tout à l'action politique et militaire des mouvements d'indépendance du Cambodge et du Vietnam. Mais que faisait-on en Amérique contre la guerre?

Pression sur le Congrès

L E mouvement contre la guerre avait fini par constituer un réseau national, petit mais soudé, de militants et d'organisations pacifistes lancés dans une action commune pour pousser le Congrès à mettre un terme à l'aide américaine à Lon Nol d'abord, puis à Saigon, et pour contraindre les Etate-Unis à honorer l'obligation souscrite dans l'accord de Paris de cesser toute ingérence dans les affaires intérieures du Viet-

Les résultats de cette stratégie dirigée sur le Congrès sont impressionnants: les vols des B-52 ont cessé sur le Cambodge ; des restrictions militaires ont été apportées à l'utilisation des forces armées américaines en Indochine ; l'aide militaire et économique a été réduite de 15 milliard de dollars en 1974 par rapport aux demandes initiales de l'administration ; des obstacles politiques, enfin, ont été dressés pour empêcher une « ré-américanisation » de la guerre. Il est difficile d'apprécier le rôle exact du mouvement dans cette evolution, quoique les Dossiers du Pentagone aient témoigné du profond souci qu'inspira aux responsables politiques la campagne de protestation intè-rieure et internationale dans les années 60.

Ce qui est plus clair, en revanche, c'est que les limites imposées à l'effort de guerre et d'aide n'auraient pas été si rapides, ni si pro-fondes ou durables, sans la pression politique exercée sur le Congrès à l'initiative du mouvement pacifiste à partir de 1973. Octobre 1973 fut un tournant pour ce mouvement. Depuis la signature de l'accord de l'aris au mois de janvier, aucune stratégie bien définie n'avait vu le jour. La propagande autour de l'affaire des prisonniers de guerre avait été efficace, l'incertitude régnait encore sur le sort de l'accord de Paris, et l'attention était accaparée par le Watergate et la crise chilienne. Le premier effort national après l'accord de Paris se porta sur le Congrès, qu'il s'agissait d'ame-ner à mettre un terme au bombardement du Cambodge. Puis on lança une campagne en faveur des prisonniers politiques détenus par Thieu, eu moyen d'une « semaine d'intérêt » en septembre 1973, d'actions locales et d'une tournée d'information publique entreprise à l'échelon national par Jane Fonda et un ancien prisonnier politique.

Ces premiers essais furent laborieux, car les principales organisations contre la guerre avaient disparu. La Coalition populaire pour la pair et la justice (People'o Coalition for Peace and Justice, P.C.P.J.), à vocation multiple, essaya de raviver la mobilisation des masses durant la « vietnamisation » en s'alliant avec des groupes luttant pour le bien-être social, le tiers-monde, la cause des femmes, ou appartenant à la contre-culture, au lieu de construire les fondements d'une organisation contre la guerre. Aux environs de 1973, il n'y avait plus aucune force qui se consacrat essentiellement

D'un autre côté, la Coalition nationale Caction pour la paix (National Peace Action Coalition, N.P.A.C.), à direction trotskiste, qui avait aussi organisé avec succès de vastes manifestations, condamns séverement la direction vietnamienne dénoncée comme s staliniste » et e petite bourpeoise » et refusa d'adhérer à la stratégie de réconciliation nationale et de gouvernement de coalition politique définio dans l'accord de Paris. Qui plus est, son pro-gramme limité axé sur le slogan « U.S. Out Now » (« Etats-Unis dehors, maintenant ») perdit de son mordant au fur et à mesure que

les Etats-Unis semblaient se retirer du Vietnam. L'une par incapacité, l'autre par refus conscient, ces deux organisations ne furent pas en mesure de lutter pour entreprendre la nouvelle tâche politique à mener en vue de l'application de l'accord de Paris. En octobre 1973, à Germantown (Ohio), plus

de deux cents militares appartenant aux principales organisations pacifistes et contre la guerre se réunirent pour mettre sur pied un mouvement plus unifià et pour adopter une stratégio et un programme politiques. La Campagne unie pour mettre fin à la guerre (United Campaign to End the War) fut sinsi établie, avec un programme intentionnellement limité visant à soutenir l'accord de Paris, à obtenir la libération des prisonniers politiques et la cessation de l'aide à Saigon et à Phnom-Penh. Le Congres devenait la cible stratégique évidente : en interrompant le flux de l'aide, il avait le pouvoir de faire cesser la guerre. Il était en outre le foyer de la lutte contre le pouvoir de la présidence.

A ses débuts, la stratégie contre la guerre consistait à élever une protestation moralo pour éveiller la conscience de l'Amérique. A Chicago en 1968, elle visa à provoquer une cassure dans le gouvernement en augmentant le prix à payer pour continuer la guerre. Plus tard, vint l'action de masse du Moratoire de 1969, ouis la candidature de M. McGovern en 1971-1972 pour essayer d'isoler politiquement Nixon à propos de la guerre. Mais dernièrement cette stratégie se plaçait au-delà de la protestation morale on des alliances électorales : c'était une tentative pour organiser une campagno de pressions politiques pouvant réellement mettre fin à l'intervention américaine et commencer à dessaisir l'exécutif de son monopole du pouvoir politique.

(Live la suite page 12.)

1" janvier 1964 adressé au gouver-nement de Saigon, pon après la chute de Diem, Lyndon Johnson les avait mis en garde contre toute velléité neutreliste. Et M. McNamara, dans son rapport présenté en président vers la même époque, précisait :

Y may be a second of the secon

. .

« La situation est très alarmante. Les tendances actuelles, si on ne les contenait pas dans les deux ou trois mais à venir, vont conduire, dans le meilleur des cas, à le neutralisation et, probablement, à un État contrôle par les communistes. Le nouveau gouvernement est le plus grande source de soucis. Il est indécis et chartgeant (3), »

Comme la situation militaire allait s'aggravant, Washington devait trouver des cadres plus résolus. Des hommes plus jeanes rongeaient d'ailleurs leur frein, prêts à assurer la relève. Le 31 janvier 1964, le général Nguyen Khanit, avec la collaboration de gé-néral Tran Thien Khiem, dépose Duong Von Minh Jors d'un putsch effectus en danceur; l'opération se fit sons fracat, le C.I.A. eyent deja donné le feu vert. Nguyen Khanh, alors agé de trente-sept ans, evait servi les François, puis avait suivi des cours aux Etats-Unis, à Fort-Leavenworth; après de promote de l'états ce stage, il avoit été promu à l'étatmajor général de Saigon et commandair une division opérant dans le delta du Mékong. Il ayait seriout la confiance du général Harkins. M. McNamara l'appréciait en ces termes : « Khorin avait prouvé sa connaissance approfondie des éléments psychologiques, politiques et économiques nécessoires pour remporter la victoire (4). >

Nguyen Khanh intensifia les mesures de guerre, mit hors la loi les neutrafistes, approuva publiquement les bombordements contre le Nord. Un comformé officiellement pour diriger les apérations. On adjoignit à Nguyan Khanh un fantoche civil, Nguyen Ton Hoon, du parti Dai Viet, pour éviter de trop montrer le caractère militariste de nouveau gouvernement. L'opposition des masses populaires ébranlo fortement la gouvernement Nguyen Khanh, l'adjonction da fantaches civils a'y changeant pas graed-chose. Nguyen Khanh se rivélant incapable de domiper la situation, il fut socrifié, dut s'exiler en Francs.

En goût 1964, le « Consell militaire révolutionnaire » se réunissait à Vung-Tau. Cinquante-sept officiers firent donter uno « chorte » affirment que la « táche d'éclaireur à l'égard du peuple incombe à l'armée ». Cette charte, considérie comme « ayant valeur de Constitution », pleçait les pouvoirs législatif, exécu ciaire entre les mains de l'armée. En fait, derrière ces jeunes officiers nouent promus, c'était la politique vellement promus, c'était la politique américaine qui se précisait : pour ga-gner la guerre, il fallait une dictature militaire bien enusciée, bien chorpentée, Washington cherchait à éviter à tout prix un effondrement du gouvernement de Saigon, et les repports officiels par-venent à la Maison Blanche faisaient étet « de l'aggravation des dissensions et de l'incopacité à Saigon, du défaitisme et des chongements d'orientation qui gagnaient les officiels sud-vietnamiens, de la possibilité de l'entrée d'éléments gauchistes ou gouvernement, voire de l'émergence d'un front popu-

Les rivalités personnelles, les ambitions individualles, les règlements de comptes (entre militaires et civils, et au seio de la caste des officiors supérieura), ne pouvaient que suire à la conduite de la guerre. Dans une sévaca proble, le général Maxwell Taylor,

réunissant les généraux saigonnois, leur fit comprendre que le temps des querelies personnelles devoit prendre fin. Un « Comité directeur de l'Etat »,

composé de dix généraux, fut formé, avec Nguyen Vae Thieu comme présideut ; sin cabinet de guerre fut créé, avec Thies comme chef d'État, et Nguyen Coo Ky comme premier ministre. L'état de guerre fut aussitôt pro-clame, un échafand dresse sur une grande place de Saigon en avertisse-ment à tous les opposants. Les relations diplomatiques furent rompoes avec la France. Seigen demonds officiellement aux Etats-Vois de renforcer leur corps expéditionneire de deux cent mille

Le tandem Thien-Ky concentrait tous les pouvoirs entre ses mains, épuroit l'armée et l'administration, multiplicit les déclarations bellicistes, réclamait des harehardements intensifs contre le Nord. En février 1966, à Honolulu, Lyndon Johason rencontra na personue Thieu et Ky pour leur donner publiquement l'assurance de son soutien ; le vice-président Hamphrey fut ensuite envoyé à Saigon pour réaffirmer cette position. La dictature militaire ainsi instaurée

se heurtuit à une opposition violente des masses populaires, même dans les régisas contrôlées par les troupes américaines et seigonna ises. Les rivolités personnelles continucient entre généraux, colonels, politiciens. Nguyen Chanh Thi, qui commanduit le 1st corps d'armée, stationne dans les provinces septentrionales, s'appayent sur un mouvement de protestation bouddhiste, fit sécession avec une partie de ses troupes, provoquent une crise très grava en avril 1966. L'appui américain permit à Thieu et à Ky de mater la rébellion. Cette répression draco-ajence mit fin à l'illusion que le moumener la pays à sa libération. Un outre général, Nguyen Hau Co, qui completoit de renverser Thieu et Ky, fut expédié comme ambassadeur à Taivan. A la conférence de Gaam, en mars louanges des deux hommes installés au pouvoir. Des élections législatives à la seigonnaise, c'est-à-dire sous l'égide d'une police omuiprésente et prête à sévir, un prétende élorgissement du « Comité directeur de l'Étet » por l'adjonction de civils impuissants, donsèrent ou régime une façade démocratique, toujours en vue de rassurer ane opinion américaine mal informée.

Tout cela n'empêchait pas la rivalité entre Thies et Ky de s'envenimer. Washington teneit à faire élire, ou meins pour la forme, sa « président de la République », ce qui exacerba les dissessions. Ce fut un véritable réglement de comptes entre Thieu et Ky à l'occasion de ces élections présiden-tielles de septembre 1967. La Maison Bianche s'emut : « Une scission entre les forces militaires causée par un conflit de loyalisme envers les deux hommes ourait des conséquences de-

sastreuses (6). »
Bunker, ambamadeur américain Saigon, dut intervenir et, réanissant les généroux saigononis, déclare que généroux soigononis, déclara que Washington ne voulait qu'une seule liste de condidats pour l'armée. Thieu étant en tête de la liste, Ky dut s'incliner. Mais, en mais 1968, alors que les farces populaires déployaient leur offensive contre les villes, il completa de renversor Thieu, que la C.L.A. et Bunk slertèrent. Comme par kasard, su bélicoptère américais tirs une roquette sur une résidence où des bommes impor-tants du régime, pormi lesquels Nguyen Ngoc Loan, directeur général de la po-fica, tenojent réunion; il se trouvait qu'ils étaient tous partisons de Ky. Nguyen Vae Lac, aa civil nomme pre-mier mieistre, bomme de Ky, fut limogé, remplace per Tres Van Heeng, plus

docile envers Taies.

Thies et Ky étaient tous deux sortis des mêmes, rangs, formés à la même école. Mais Ky d'était pas suffisam-ment « politique », tenait volontiers en public des propos malsonnaets; ses éloges de Hitler, ses masières de covboy, conventient mal à un chef choisi, certes, pour aidet à conduire une guerre mais aussi pour cemoufler car-tains aspects trop voyants de la polipetits propriétaires terriens, ancien offi-cier d'ardonuesce da général français Vaenxem, nommé por Diem directeur de l'Ecola militaire de Dalat, ayant effectué un stage oux États-Unis, remarqué por le général Maxwell Taylor en 1960, Nauvea Vaa Thley affrait one image

Seul l'appui de Washington assure la remerquoble stobilité du régime Thieu depuis 1967, comme il avait aspora-vant assuré la stabilité du régime Diem entre 1954 et 1963. Mais la puissance de Thieu reposait sar l'appareil politicomilitaire correspo que nous avons décrit. C'est cette impressionnente ma-chine qui vient de s'effondrer. L'ascea-sion de Thieu s'était peut-être pas irrésistible. Sa chute, au tout cas, l'était. NGUYEN KHAC VIEN.

(3) Pentagon Papers, page 271.
(4) In Theodore Draper, les Pièges de la puissance, page 58.
(5) Pentagon Papers, page 432.
(6) Johnson, op. cit., page 262.

RECTIFICATIF. - Dans l'article de Daniel Leconte sur la « Difficile voie laotienne » paru le mois dernier, uns erreur de transmission nous a fati écrire qu'une intense agitation s'était produite à Palsé « en février dernier ». C'est « en février 1974 » qu'il follait (Suite de la page 11.)

Agissant au sein de la Campagne unie, mais à partir d'un programme plus radical de « solidarité avec le peuple d'Indochine », la Campagne pour la paix en Indochine (Indochina Peace Campaign, LP.C.), qui avait son siège en Californie, rassemblait une quarantaine de groupes locaux dans dix-huit Etats. Elle avait démarre au moment des élections en 1972. A la différence de la P.C.P.J., qui poursuit un programme « à vocation multiple » ou de la N.P.A.C., qui concentrait son action sur un cobjectif unique», PIP.C. considérait que la guerre était le « point central » de la confrontation qui oppose l'Amérique aux mouvements de libération nationale et cherche à construire, selon ses propres termes, un a front uni d'individus », à forger une force activiste. Ce n'était pas une organisation immense, mais elle représentait la plus grande des forces militantes groupées au sein de la Campagne unie; la présence de Jane Fonda à sa direction lui assurait une importante publicité.

Cette rapide description montre que, même si le nombre des militants a décliné après la signature de l'accord de Paris, de nouvesux types d'organisations ont vu le jour, Récemment, le mouvement en faveur de la paix était plus uni dans l'action qu'il ne l'avait jamais été dans le passé. De petites forces pouvaient ainsi se concentrer sur une action, en obtenant un plus grand effet. Les votes du Congrès sur l'aide à l'Indochine ont été acquis — ou perdus - par une poignée de voix seulement sur un total de plusieurs centaines — et cela confirma la nécessité de mener une action coordonnée et unifiée. Ici, un rôle-clé fut joué par la Coalition pour cesser le financement de la guerre (Coalition to Stop Funding the War), un groupe de pression appartenant à la Campagne unie, établi à Washington, et qui avait recours aux techniques de l'informatique pour organiser des campagnes de pression circonscription par circonscription.

Un terrain plus favorable aux Etats-Unis

A YANT ainsi réalisé une meilleure unité d'action et clarifié leur stratégie, ces organisations restaient modestes par comparaison avec les légions du passé. Pourtant elles avaient une influence considérable, comme le montra la réduction de l'aide: c'est que les conditions politiques avaient changé aux Etats-Unis, elles étaient devenues plus favorables à l'action dirigée contre l'intervention en Indochine et la moindre impulsion donnée par les groupes du mouvement en faveur de la paix trouvait un prolongement considérable.

La première de ces conditions nouvelles, c'est que l'immense majorité des Amèricains étaient hostiles aux tentatives de M. Kissinger pour prolonger la guerre. Des sondages d'opiniou ont révéié que pour plus de 80 % le public n'approuvait pas les dernières demandes du président Ford sur l'aide militaire à Saigon et que seuls 11 % soutiendraient une nouvelle intervention militaire au Vietnam du Sud. M. Ford apparaissait donc aussi isolé que l'était Thieu, et il ne s'agissait pas seulement d'une opposition qui se développait à l'intérieur du parti politique adverse mais d'un vaste mouvement national qui ne connaissait pas de frontières de partis, de classes et de générations. En Amérique comme au Vietnam, telle était désormais la réaction du public devant une guerre longue, coûteuse, meurtrière et vaine.

Sur les neuf projets de loi auxquels le président Nixon avait opposé son veto en 1973-1974, celui qui était destiné à réduire le pouvoir présidentiel de mener une guerre de type vietnamien — la loi sur les pouvoirs de guerre — fut le seul que le Congrès a adopté en dépit du veto. Même un «faucon» de longue date comme le sénateur Henry Jackson avait compris qu'il lui failait s'opposer aux demandes d'aide s'il voulait préserver les chances de sa candidature à la présidence. Il n'y avait plus personne pour soutenir MM. Ford et Klasinger dans l'engagement militaire en faveur de Saigon.

C'est ce qui donna au mouvement contre la guerre sa plus large audience dans les masses, et ce qui lui conféra une légitimité historique qui n'avait jamais connu cette ampleur. Quand la population change d'attitude envers le problème de la guerre, cela modifie évidemment les relations entre le mouvement pacifiste et cette population.

ľc

P

ser

insi

rest

1 eg

COL

deni

prės

CLITI n'a

Tous

sous

Poris

direc

D'autre part, la crise du Watergate — qui fut la conséquence au plan domestique de l'échec de la politique américaine de contre-insurrection en Indochine — a offert une occasion spéciale au mouvement en faveur de la paix pour amener le Congrès à affirmer son rôle dans la politique indochinoise. Pour la première fois depuis le début de la guerre froide, les membres du Congrès ont réalisé qu'ils avalent quelque chance de relever le défi. La puissance du président Nixon avait reçu un coup fatal.

La politique de l'administration était aussi devenue particulièrement vulnérable puisque, en soutenant les violations par Saigon de la lettre et de l'esprit de l'accord de Paris, elle transgressait les vœux de l'opinion publique, désireuse de mettre fin à l'intervention américaine. Le régime Thieu était comme un arbre privé de racines, qui ne tenait que grâce à l'assistance américaine, et au fur et à mesure que la position de Thieu se détériorait, la politique de la « paix dans l'honneur » s'effondrait. Tôt ou tard, la bombe à retardement exploserait.

La politique de « détente », pour sa part, a contribué à relâcher les tensions engendrées par la « guerre froide » à l'intérieur des Etats-Unis et qui entravaient toute action politique pour réduire le contrôle qu'exerçait l'exécutif sur la politique étrangère. En particulier, la « détente » et l'évolution de l'opinion publique à propos de la guerre ont rendu la tâcha par trop ardue à M. Nixon pour qu'il puisse attaquer et discréditer le mouvement contre la guerre comme il l'avait fait au début de la « guerre froide », à la fin des années 40, contre les libéraux démocrates. Il ne faut pas oublier que le premier argument invoqué par M. Nixon pour se défense, dans l'affaire du Watergate, fut que la répression et la police secréte étaient nécessaires en raison des manifestations contre sa décision d'envahir le Cambodge.

Mais le vieux truc ne pouvait plus jouer



(Photo Gemma.)

EN EUROPE COMME AUX STATS-UNIS, MANIFESTATION CONTRE LA GUERRE Les démonstrations de rue ne sont pas toujours les plus efficaces.

dans les aunées 70. Le vaisseau a sombré, entraînant avec lui tous les efforts faits pour crèer un nouveau maccarthysme. Les tentatives de MM. Ford, Kissinger et Rockefeller pour imputer aux démocrates du Congrès la «perte » du Cambodge semblent aussi avoir échoué. Reste à voir, cependant, si l'effondrement du régime de Salgon ne va pas aboutir à une déterioration du climat poultique en Amérique et au discrédit du mouvement contre la guerre. A cet égard, les cris d'alarme lancés contre le « bain de sang » étaieut à usage interne.

Finalement, la crise économique est venue relayer celle du Watergate pour offrir une nonvelle opportunité d'action politique. Et ce pouvait être une occasion déterminante, incitant certains secteurs du monde du travail organisé à jouer un rôle plus actif dans l'opposition en se départant de leur actuelle passivité. Déjà, on pouvait lire dans Newsweek du 21 avril 1975 la relation suivante: « De retour dans sa circonscription, le représentant du Michigan, Don Retigle, s'adressa à un groupe d'environ six cent cinquante membres du syndicat unifié des travailleurs de l'industrie automobile pour

leur demander combien d'entre eux soutenaient la proposition du président (de fournir une aide militaire de 700 millions de dollars à Saigon). Un seul a levé la main.

Parmi cette conjugaison de facteurs favorables, le plus décisif pour l'opposition à la guerre était l'accord de Paris. Il était généralement analyse en fonction de sa portée sur les événements en Indochine et pourtant ses effets sur la politique américaine furent peutetre encore plus importants. Grace à lui, la guerre étant officiellement « terminée », on put trouver de nouveaux moyens politiques et juridiques de faire obstacle à une nouvelle intervention militaire américaine. On put entamer une nouvelle dynamique de la paix. La guerre « terminée », les forces du Congrès et le mouvement pacifiste trouvèrent des arguments plus efficaces pour exiger qu'elle cesse réellement. Le mouvement contre la guerre se voyait dote d'une legitimité et d'une legalité qu'il n'avait jamais eues, particullerement si l'on se souvient que les Etats-Unis n'avaient pes aigné les accords de Geneve.

Par exemple, le Congrès put imposer la

cessation des hombandements sur le Cambodge, dans le sillage de l'action du mouvement contre la guerre car, pour la première fois, l'accord de Paris avait privé M. Nixon de son argument seion lequel il fallait procéder à ces bombardements pour protéger les soldats et les prisonniers de guerre américains au Vietnam. Après avoir échoué des douzaines de fois dans sa tentative, le Congrès est parvenn en 1973 à interdire toute action militaire en Indochine.

M. Kissinger a été mis dans l'incapacité de recueillir quelque soutien en faveur des prétendus « accords seurets » concernant une aide militaire à Saigon, et cela parce que l'accord de Paris ne contient aucune clause de cette nature. C'est l'accord de Paris qui est devenu l'instrument de référence juridique, politique et morale pour juger des obligations américaines. Et, à mon avis, cet accord était aussi devenu le principal facteur de médiation entre l'action du mouvement pacifiste et l'opposition massive de l'opinion publique à ce stade final de la guerre.

Le mouvement contre la guerre avait survécu aux difficultés extrêmes de la période 1973-1975; il avait acquis une position de force pour exercer une influence sur l'évolution qui s'était amorcée en février et en mars : les Américains réalisaient désormais que la guerre n'était pas terminée.

Au-delà du problème indochinois

D ANS l'esprit de ceux qui l'animèrent, c'est une évolution décisive non seulement pour l'avenir de l'Indochine mais pour la société américaine elle-même.

Il y a deux ans, il semblait que la supercherie de la « paix dans l'honneur » pourrait marcher. Aujourd'hui, la doctrine Nixon n'a pas réussi à apporter la paix (stabilité) à l'extérieur, la paix (répression) à l'intérieur. Tom Hayden, l'un des principaux théoriciens de la ganche militante contre la guerre, écrivait déjà en 1973 : « L'avenir de toute une génération de radicaux depuis 1960 pourrait se jouer dans les deux ou trois prochaines années... Nixon connaît parfaitement les enjeux. En tant que membre du Congrès et vice-président, au début des années 50. Il vit les avantages politiques de l'apathie qui s'était instaurée à la suite de la guerre de Corée et du maccarthysme, et il ne fait pas de doute qu'il nourrit les mêmes risées pour les années 70. Mais il n'en sera pas nécessairement de même. Le Vietnam n'est pas la Corée; jamais une lutte de libération nationale n'a reçu un appui aussi universel. Le peuple américain d'aujourd'hui n'est pas non plus le même que le peuple américain du début de la guerre froide... Nous avons une occasion unique dans l'histoire de l'Amérique de voir une guerre se terminer tandis que ie mouvement contre la guerre deviendra une force sociale majeure à l'avenir. »

ALEX KNOPP.

L'histoire du communisme vietnamien et les perspectives de "réconciliation nationale"

ES combats qui, pendant plus de deux ens après les accords de Paris, ont ensenglanté le Vietnam n'étalent pas pour déplaire è Washington. En effet, le soulien accordé par les Etats-Unie eu régima de Saigon bioquait le passage à la solution politique prévue par les accords. La poursuite de l'affrontement armé réduisait considérablement le rôle qu'aurait pu jouer le « troisième composente », dont certains membres avalent perdu toutes illusions à propos des Etats-Unie meia e'interrogezient sur les chances et les risques d'une ection commune evec les forces révolutionnaires en vue de mettre un terme à le dictature de Thieu.

Peut-être les gouvernants américains regrettent-lis maintenant de n'avoir pas, lorsque c'était possible, tout mis en œuvre pour contraindre Seigon — evec ou sans Thieu — à jouer le carte, eans doute très difficile, de le « réconciliation nationale ». Mais les révolutionnaires vietnamiens, de leur côté, y étaient-lis réeillement disposés ? Leur programme et leur pretique politique sont-lis crédibles ou ne sont-lis que pure » manipuletion »? Une vision plus exacte de certains aspects de l'histoire du mouvement communiste vietnamien, dont on e donné trop eouvent une image stéréotypée, pourrait être utille pour comprendre le présent el déceier les perspectives d'avenir.

Un marxisme à deux versants

ES adversalres du parti communiste Indochinols se sont toujoure complu à souligner les aspects sectaires et les « excès « du P.C.I. et. du Lao-Dông-Dång: liquidation des lesders trotskietes dans le Sud 1945 et erreurs de la réforme agraire dans la R.D.V. en 1956. Les faits ne peuvent être niés mais, situés dans leur contexte et dans une perspective historique, ils sont loin de représenter le ligne fondamentale du mouvement ; ils sont des conduite en discordance avec le lione historiquement dominante du communiame vietnamien. La preuve en est dans les regrets exprimés par Ho Chi Minh sur l'exécution du trotskiste Ta Tu Thau, dans le dénoncistion des excès de la rélorme egraire qui eut pour conséquence importante le désaveu infligé à Truong Chinh, secrétaire cénéral du Lau-Dong-Dang, et son

Le parti communiste vielnamien se présente avent tout evec une pratique politique d'ouverture dont on trouve les racines dans sa genèse même. L'adhéelon des Vietnamiene au communisme part initialement du patriotisme. Mais on peut distinguer dans l'aile marchante du mouvement communiste deux démarches fondamentales. L'une, celle des premiers groupes marxistes de l'émigretion en France vers 1930 et de certains dirigeants lormés é Moscou, principalement tournée vers les modèles communietes extérieurs, donne priorité à la rupture avec le fond traditionnel, à la modernisation de le pensée et é le pralique révolutionnaire, L'autre, celle de Nguyen Al Quoc (Ho Chi Minh) en 1920 et de la majeure partie des dirigeants de l'intérieur, en continuité avec le tradition patriorique, insère l'apport marxista-léniniste dans le fond culturel et edapte cet outil d'analyse à la réalité apécifique du pays.

Aucune des deux démerches ne rejette le sociel et le national, mais chacune d'elles les pondère différemment : le première met l'eccent eur les contradictions sociales internes de la société vietnamierne, le seconde sur le conflit qui oppose le nation vietnamienne à l'impérialisme étranger. Au niveau des masses populeires, l'adhésion e effectue par cette double motivation eans qu'il soit possible de discerner laquelle l'emporte.

Dans les faits, deux eltuations peuvent ee présenter : a) celle où le dominateur colonialiste

Par G. BOUDAREL, P. BROCHEUX et D. HEMERY

e'identifie avec l'adversaire de classe : dans les grandes plentations, les principales exploitations minières et d'une façon générale toutes les entre-prises économiques dont les dirigeants cont européens; b) celle où les contradictions sociales internes mettent en reletions conflictuelles les masses travailleuses avec des groupes coclaux qui sont partie intégrente des structures économico-sociales et / ou politico-administratives du règlime colonial : les grands propriétaires fonciers, le mandarinat et de manière générale les fonctionnaires vietnemiene de l'edministration coloniale. Même aimplificateur, le mot d'ordre « Luttons contre l'impérialisme et /e cour d'Annam » (Chong de quoc va Nam trieu) resumalt avec exactitude le situetion.

Male elore, dans la définition de l'edversaire social, le critère de la position politique vie à vis de le puissance colonisatrice — collaboration ou résistance ou même neutralité — s'imposeit devantage que la eeule appartenance de classe.

Avant 1945, le parti communiste e été, é plusieurs reprises, tiralité entre le priorité eu national ou eu sociel, maia dans l'ensemble sa pratique est avant tout, même si le mot n'est pae employé, celle du front unique : le Thanh Nien, les contacts avec le Ten Viet et le Viet Nam Quoc Den Dang, le mouvement « la Lutte » (singuiller rassemblement de stallniene, de trotskistes et de nationalistes merxicants), le congrès indochinois, le Viet Minh.

Le caractère constant de cette tendance eoutigne l'extrême originalité des relatione entre le particommuniste indochinois, le lité internationale et le mouvement national, eussi bien durant le cours « de gauche « du Komintem dans les années 30, que pendant le phase des fronts populeires de 1936 à 1938.

A l'intérieur du parti, les deux tendances, toin de se combattre et de s'éliminer, se succedent parfois et en définitive se complètent. Le tait est sans doute unique dens le mouvement communiste mondial : le P.C.L puis le Leo-Dong n'ont connu eucune purge, aucune - affaire - comme en U.R.S.S., dans les démocraties populaires et en Chine. La politique de l'union - la grande union - préconisée inlessablement par Ho Chi Minh, se retrouve au sein du parti. Des tendances, des opinions contradictoires existem très certainement, mais et atténuées par le sens des réalités, par un empireme dans ls meilleure ecception du terme, qu'il est souvent impossible de les discerner. La solidarité est présente eu niveau du parti comme à celui de la nation.

L'insertion du marxisme dans le champ politique vielnamien est un fait acquis dès 1930. Elle e été favorisée tant par les changements structurels en cours au sein de la société colonisée que par la Les distorsions économiques inhérentes eu rapport colonial et la crise historique du nationalisme créent le base sociale du communisme et feciliten son incubation idéologique au coure de cette décennie, caractérisée par l'inégal développement de nie Indochinoise. L'expansion flévreuse du secteur des activités exportatrices (mines du Nord, plantatione et riziculture du Sud) e pour contrepartie l'atrophie des industries de transformation. Cette disparité explique que l'epparition d'un prolétariat, numériquement assez réduit (en 1931, on recensalt deux cent vingt et un mille ouvriers dans les seules grandes entreprises privées eppartenant à des Français), n'ait pas empêché l'extension du sousemploi rural et urbain, que traduisent l'extrême mobilité des ouvriers vietnamiens et le permanenc de leurs attaches avec le monde rural. La paupé riestion frappe massivement les paysans cous l'effet de le progression du latifundisme dans le delta du Mékong et de l'alourdissement de la rente foncière comme prélèvement fiscal. La crise économique de 1930-1934 porte cetta situation aux limites du tolárable : eu tournant des années 30, l'Impérielisme, en tant que mode d'exploitation ecclo-économique, est devenu une réalité vecue pour des millions de paysans et de coolles, désormels disponibles pour protestation sociale autant que pour le lutte contre l'occupant

Dans ce contexte, le marxisme epporte une analyse de l'ennemi principal (la colonisation française), une théorie sociale, un programme libérateur. Il se présente comme une solution de rechange au moment où e'ouvre le crise du nationalieme vietnamien. Celui-ci, incapable de rendre comote de la totalité du phénomène de dépendence, reste paralysé entre es volonté de combattre le régim colonial et son impulssance à y parvenir. L'alle netionaliste modérée (les constitutionnalistes de Bui Quang Chieu au Sud, le tendence de Pham Quynh et de Nguyen Van Vinh au Centre et au Nord) s'attache è son programme de « collaboration francoannamite - fondé sur l'espoir d'une décolonisation progressive, alors que les eutorités coloniales se refusent à toute ouverture politique, et c'enilse dans la collaboration pure et simple. - Il y e des momen dans la vie des peuples où le progrès consiste à revenir en arrière - : cette formule d'un haut fonctionnaire françaie résume parlaitement l'état d'esprit des milieux coloniaux vers 1930 et eouligne en même temps l'inenité des chances d'une décolonisation de

L'aile netionaliste révolutionnaire tente de transposer en Indochine le modèle politique du Kuomintang, eu moment précis où en Chine ce demier se métamorphose en contre-revolution. A partir de 1925, le netionalisme révolutionnaire, pour vigoureux qu'il soit — c'est l'époque où sont à l'œuvre dans la clandestraité les pertis Tan Viet et Viet-Nam Quoc Dan Dang (ou V.N.Q.D.D.), — est attaint par la désertion de ses militants, ainsi que l'atteste l'itinéraire suivi par nombre de Jeunes Intellectuals de la génération de 1826-1827 qui ont participé su cours de ces deux années à l'agitation patrictique, notamment eux boycottages des écoles françaises. Pour Pham Van Dong, Ngo Gle Tu, l'un des fondateurs

هكذامن ريامل

du parti communiste Indochinois, Tran Phu, son premier secrétaire général, Ha Huy Tap, Tran Van Glau, Von Nguyen Glap, exclu du collège Quoc-Hoc de Hué à la suite de grèves scolaires d'avril 1827. Truong Chinh (Dang Xuan Khu), exclu dans les mêmes conditions de l'école primaire supérieure de Nam-Dinh en 1926, Ta Thu Thau, le futur leader trotskiste du Sud et pour blon d'outres, l'épisoda nationaliste révolutionnaire n'eura été qu'un proloque radical à teur adhésion au marxisme.

Dans sa version léniniste, ce dernier apporte aussi une structure et une pratique révolutionnaire nou-veiles : le modo d'organisation bolchevique, le tigno de masse. Tandle que se déroule le corps-à-corps de le police politique française et des partis natio-nalistes traditionnels, il offre la possibilité d'engager un nouveau type de combet et, partant, da résoudre ce vieux difemme hérité du nationalisme radical qu'un de ces leadere définissait en ces termes en 1925 : - A une organisation moderne d'oppression, il taut uno organisation moderne de réalstance. A Canton, le même année, Ho Chi Minh parvient à transformer le petit groupe révolutionnaire Tam Tem Xa en Association de la jounesse révolutionnaire vietnamienne (Viet-Nam Thanh Nien Dong Chi Hoi). Entre 1927 et 1930, ce groupe, formé d'étudiants et de révolutionnaires professionnels, entreprend d'organiser les coolles et les paysans — o'est lo mouve-ment dit de = prolétarisation «, les adhérents du Thanh Men s'embauchent dans les mines, les usines ou les plentations. Cet = afier au peuple = emène, en retour, le Thanh Nien à dépasser ea structure de front national à direction communiste et à se transformar, après une brève crise interne (la sciesion de 1929), an « parti communiste vietnamian « je 3 février 1930, puis indochinois (P.C.I.) en octobre. Par la euite, le même démarche en direction des paysans, lo « recherche des racines », ee renouvellera à plusieure reprises, notamment dans les maquis des années 40.

A la différance de bien des pays de la zone colonisée, cette pénétration du marxiame e déplacé l'axe du mouvement national. Au Violnam, le mouvement communiste devient très tôt la force politic la plus dynamiquo. L'évolution comparée du P.C.I. et du V.N.Q.D.D. est é cet égard probants. En 1930, lle sont encore ex æquo. Mels à l'épreuve do la répression, ile e'evèrent inégelement résistants. Ce n'est pas le courage personnel des hommes qui est en question, male bien le capacité historique des mouvements auxquels lie adhèrent. Le V.N.O.D.D. e organisé le campagne terroriste de 1929 et le célèbre mutinerie des tirallieure da Yan-Bay en tévrier 1930, mais il est àcresé en quelques mois par la police. Ses rescapés prennent la chemin de l'axil vers la Chine pour aller se corrompre su contact du Kouomintang, ses militants emprisonnés se laissent politiquement ensevelir dans l'univers des bagnes : par l'émigration forcée ou par l'internement collectif, le parti e été mis en cituation d'extàriorité per rapport eux mouvemente popu-leires ultérieurs dons lesquela II ne jouora eucun rôle important. A l'intérieur du Vietnam, le V.N.Q.D.D. n'est plus qu'un sigle.

linamen

ion nationale

Une cause nationale

T E développement historique du communisme est symétriquement inverse. L'action communiste suit Yen Bay mais, dépourvue de tout aspect epectaoutaira ou romantique, elle ontraîne les masses paysannes et ouvrières. Ce sont les soulèvements du Nghe-Tinh, les grèves et les manifestations du Quang-Ngal et de Cochinchine en 1980-1981. Il fairi dix-huit mois pour les réduire. Défaits, les communistes e'eccrochent au terrain, leurs cellules eurylvent en beaucoup d'endroits. A partir do leur base politique do la région do Salgon, ils parviennent rétablir les l'alsons avec l'internetionale et le P.C.F. et, surtout, à raprendre l'initiative politique en ouvrant, paralièlement à l'action souterraine, un nouveau front, celui de l'opposition légale, temu à Saigen par le groupe de le Luite (1933-1937), et un peu plus tard à Hanoī par celui du Travall (1936-1937). Cette nouvelle stratégia leur permet d'organiser sollden nent le classe ouvrière urbaine, de gagner la petite bourgeoisio patriote et d'engager le batalile des prisons, dont lia font de váritables universités rouges. C'est é Poulo-Condore que des dirigeants du V.N.Q.D.D. comme Tran Huy Lieu ou Pham Tuan Tai passent eu communisme. Dans les deux cas, il o'agit de théoricieno du parti nationaliste, fondateure de maisons d'édition à Saigon et à Hanol. De même l'expérience de la prison aura étà décisive pour Vo Nouven Glap, encien membre du parti Ten Viet, incarcéré de novembre 1930 à novembre 1931. En fait, le communisme, dissidences trotsidates inclues, détient désormais l'hégémonia à l'intérieur du mouvemont d'indépendance, comme le montrent les grandes campagnes politiques et les grèves de 1936-1937. Au contraire, les partis nettonelistes, quelles que solant les qualités personnelles de leurs membres, n'ont plus d'avenir national hore des fronts mis sur pied par les communistes. Communisme et cause nationale tendent à o'identifier. Le même processus se renouvello entre 1940 et 1945. Les nationalistes vont se divisant entre de multiples groupes très personnelisés, sujets oux sautes d'humeur de leurs chefs (comme les vieux leadere nationalistes réfugiés en China Nguyen Hal Thanh, Truong Bol Cong, Vu Hong Khanhj, et spéculent avant tout sur les eppuis étrangers dont lia disposent, appul chinois pour ce qui reste du V.N.Q.D.D. ou pour les petits partie d'émigrés coalisés dans lo Dong Minh Hoi, appul Japonais pour les sectes exchinchinoises ou les divers Dal Viet. Au contraire, les communistes créent la 18 mai 1941 un front de ealut national, le Vietminh, et font passer l'action aur le terrain à Cao-Bang. mais aussi dans les villes et les campagnes du Nord,

Pourtant l'hégémonie n'est pas synonyme de monopolo politique ; ella gagne en général — l'histoire du communisme vietnamion en témoigne — à ne pas méconnaître le pluralisme. La cohàrence et la discimeconnaire la paraisma. La containte ai distribuir pline rigoureuse de l'action communiste sont allées de pair, précisément dans les périodes da es plus grande efficacité politique, avec la rechorcho de l'unité avec les milieux les plus larges. La pratique communiste n'exclut pes non plus une grande souplesse dans l'exécution ni l'ecceptation du droit des alliés ou des organisations frontistes à l'initiative politique. Ainsi la mouvement pour le congrè indochinois en 1936 est-il une initiative autonomo des leaders de le Lutte. Cette conception dynamique du front unique, dont les dirigeants communic vietnamiens ont su à plusieurs reprises faire preuve avant 1945, n'est pas eans préfigurer leur politique

avant toute outre préoccupation. .

Un combat sur plusieurs registres

ES contraintes de la conjoncture, la conscience de leur faiblesse initiale et le profond réalisme d'Ho Chi Minh ont amené, dès le départ, les communistes vietnamiens à tenir un compte exact des forces en présence et des problèmes posés par la



Comment la guerre a conduit au durcissement.

pays du tiers-mondo, il ne saureit y avoir aujourd'hui une réalle indépendance en dehors de la révolution

Ce caractère prolondément vietnamien du mouvement communists es retrouve jusque dans sa conception de la guerre populaire qui n'est pas un pur décaique des idées do Mao Tec-toung, bien que calles-ci oient exercé uno Indénioble Influence. Le modèlo qui a Inspiré Initialement Ho Chi Minh n'est pas tant la révolution chinoise que l'insurrection paysanne de Bulgaria, qu'il a eulvie de près à son arrivée à Moscou en 1923. Dès 1926, dans un texto de le ill' internationale paru sous le pseudonyme collectif de Neuberg, il souligne la rôle de la quérilla pevsanne. Maio Join d'être axée sur lo militaire, sa théorio de la lutte armée donne la priorità au politique. La mise en place du réseau clandestin précède le déclanchement de l'insurraction dans le région de Cao-Beng dans les années 40 et en 1944-1945 le prepaganda armée et l'action militaira d'accompagnent de négociations inces-santes avec les forces de l'Intérieur et de l'extérieur, qu'il e'agisse des généraux du Kouomintang, des services américeins do Kunming qu'Ho Chi Minh a contactés en personne, ou d'éléments de l'armée française que lo Vietminh contacte dans la région de Cao-Beng après la coup de force japonala du 19 août 1945. Ce sont les négociations de darnière minute, décidées sur l'initiative des instances loceles, qui permettent d'obtenir des forces japonaises qu'olles demourent neutres dans les événe-ments insurrectionnels. Des contacts pris euprès des partie nationalistes Ten Viet et V.N.Q.D.D. vere 1927 à l'intense activité diplomatiquo de 1946, cette volonté de contact et d'ouverture est uno composanta du mouvement communiste vietnamien qu'or ne doit of eurestimer of equa-estimer.

Le démarche vers le communisme au Vietnan n'est pas externe, à l'inverse de ce qui s'est passé dans blen des colonies. Ce na sont pas des Biancs qui introduisent le marxismo male des Vietnamiens partie à la recherche d'une boussole

el d'appuis comme Nguyen Al Quoc entre 1911 et 1920. Des le départ, le perception des facteurs mondiaux est donc très ciaire. A partir de 1925, la revolution se développe autour de plusieurs poles extérieurs qui restent en conlect étroit evec l'intérieur : la Chine de Sun Yat Sen et Borodine, Moscou et lo P.C. soviétiquo, Paris et le P.C.F. eans parier du Siam.

Ce sens internationaliste va jouer un rôle-claf au niveau local avec la prise de conscien dimansion « indochinoisa » da le révolution. En 1930, Nguyan Al Quoc et les militants acceptant cans eucune difficulté apparente de changer la nom du parti « vietnamien « an « ladochinols ». Les communistes sont les premiers à s'attaquer aux chauvinismes locaux : on sait le tort que ce chauvinismo fera aux administrations do Lon Noi et Nguyen Van Thieu, en 1970, eprès lo coup d'Etat ou Cambodge.

Dès les années 30, la P.C.I. oriente son action en direction du Laos et du Cambodge, solldaires Vietnam face à la même puissance impérialiste. Il se tourne également vers les minorités et fonde, en 1930, sa première cellule à Cac-Bang, futur tremplin du Vietminh. Pau oprès, en 1935, lo congrès da Macao adopte une résolution très détaillée qui constitue un véritable programme de libération des ethnies pour lo première fois et

Cet esprit d'ouverture, cette volonté internationalisto n'ont jamais été synonymes de sujétion à l'étranger. Le communisme vietnamien ignore les divergences importées de l'extérieur qu'on retrouve à un moment donné soit dans le P.C. chinois, soit dans le P.C. Indonésien, soit encora dans la P.C. coréen. L'émigration révolutionnaire demeure profondément liée aux forces de l'Intérieur. Le principe compler sur ses propres forces « est affirmé très tột En 1929, la scission du Thanh Nien, qui aboutit é la création du premier P.C.I., bien qu'inspirée par lo IIIº Internationale, est d'abord un phênomêne Interne eu parti, et cette scission ne dure quo jusqu'en janvier 1930. En 1941, l'année des quasi total et dans la plus complète autonomia que le P.C.I. analyse lo cituation et fixe la ligne qui conduire à le révolution d'acût 1945.

La conjuncture est-ello aujourd'hul si diffàrente de celle do l'immédiat après-guerre ? A cette époque, le Vietnam e été un des rares pays, evec lo Yougoslavie et la Chine, à briser l'équilibre mondial prévu par les Grands. Un Etat indépendent fort du seul consensus populaire a pu s'instaurer là où les Etats-Unis envisageelent au dàpart une évolution plocée sous la houlette d'un « trusteeship » international evec la «soutian» sans réserve du maréchal Tchiang Kal-chak et du maréchal Sta-

Aujourd'hui, de même, le dynamique révolutionnaire vietnamienne e'insère comme un coin dens l'équilibra mondial à trois qui o'est instauré lors des voyages de Nixon à Pékin et à Moscou, en 1971. Et, comme en 1945, les forces vives du peuple vietnamien sont, en définitive, le gage de son

Tant via à vis des autres peuples que du laur, les communistes n'étalent pas seulement les animateurs d'une guerre do libération dans la Sud et les dirigeants do lo résistance à l'agression impérialiste dans le Nord. Ils étaient eussi à le tête d'un Etat (la République démocratique du Vietnam) qui s'est fixé comme dessein l'édification du socialisme. L'avenir du peuplo vietnamien tout entier dépendra donc, on partio, du développement d'uno démocratie acclaliste qui évite les écuella internes sur lesquele alle e buté, jusqu'ici, un peu partout dans le monde.

G. BOUDAREL, P. BROCHEUX, D. HEMERY.

(1) CORDELL HULL, The Memoirs of Cordell Hull, t, II, p. 1597.

Les raisons de la débâcle d'un régime

(Suite de la première page.)

lutta de libération nationale. Dès 1935, le Thanh

Nien do Nguyen Ai Quoc se ceractérise per la sens

du possibla et du concret. Le programme succinct du parti communiste vietnamien, unifié par lui en

liste pour erracher l'Indépendance par une très large union netionale, quitte à écarter momenta-nément containes revendications sociales radicales

cul ne sont pas pour autant pardues do vue. Sans remonder à leur objectif à long terme, les mandistes vietnamiens de P.C.L Intègrent dans leur stratégie

les revendications de la vie quotidienne dont on

pout obtenir eatisfaction dans l'immédiat. Le mouve-

ment pour la Congrès indochinois, en 1938, leur

permet de moner une certaine activité légale, sans

tomber pour autant dans un réformisma à courte

vue. Après le répression de 1939, le parti e'engaga

à partir do 1941 dans l'expérience originale de

Front de libération vietminh qui attend, en lo prépa-

rant activement, la moment favorable au décien-

chement de le révolution de libération nationale

Dans l'ensemble, antre 1925 et 1945, l'action, lànale

et îlfégale, est menée dans tous les milleux, suprès

de l'othnia mejoritaira comme parmi les netionalités

montagnardes du Nord, dans les villes comme dans

les campagnes et les hautes régions, et sur toue

les plans, politique, social, économique, culturel et

militaire. Il est symptomatique que jusqu'é se mort, en 1943, ce soit un homme des minorités nationales,

Hoang Van Thu, qui alt joué un rôle-clef dans le

reseau clandestin du parti au Tonkin. Le mouvement

déclenché par les communistes finit ainsi par s'iden-tifier avec l'indépendence, à tel point qu'en août

1945 on retrouve au sein du gouvernement Ho Chi

Minh foutes les tendances, toutes les confessions, et presque toutes les personnalités politiques du pays.

Si certaines, comme Bao Dai ou Mgr Le Huu Tu,

retoument assez rapidement vere le collaboration avec l'étranger, d'autres, qu'il c'agisse de vieux

lettré Huynh Thuc Kheng, du ministre des cuites

Bul Bang Doan ou du déléguà impériel Phan Ke

Toal, demeurent fidèles à le R.D.V. Tous ces natio-

nalistes ont compris à l'expérience que, pour un

janvier 1930, met l'eccent sur lo lutte anti-impéri

Un des grangers a de Kontoum qui ont fini par atteindre le port de Vung-Tau, à l'est de Saigon, nous a déclaré : « Notre commandant nous a dit qu'il fallait partir immédiatement en opération. C'est seulement après un peu moins de deux jours de marche que nous avons rencontré des réjugiés qui nous ont appris que nous abandonnions nos postes. Le lendema notre commandant a disparu. Lo pense qu'il est parti en hélicoptère. » En route vers Tuy-Hoa, son groupe a été intercepté par des forces du FNL qui, dit-fi, pilotaient des chars et des véhicules blindés pris aux gouvernementaux « Ils nous ont pris nos armes et nos uniformes puis nous ont laissé partir. Celle-ci, dit-il avec un pauvre sourire en désignant sa tenue do camonflage neuve mais sale, on me l'a donnée à Tuy-Hoa. »

Ayant reçu du gouvernement l'ordre d'évacuer et sachant par expérience qu'une fois les soldats gouvernementaur partis l'endroit serait rasé par des bombardements, des milliers de civils — essentiellement des officiels et les familles des soldats — empruntèrent un chemin de terre en direction do la côte. Trois régiments de montagnards de l'armée sud-vietnamienne se mutinèrent quand ils apprirent qu'on voulait leur faire abandonner leurs terres pour descendre dans les plaines; ils attaquèrent les colonnes de soldsis et de civils en fuite, faisant parmi eux de nombreuses victimes. Co qui devait être une retraite tactique devint une déroute straté-

.Dans leur retraite précipitée, les Sud-Vietnamiens perdirent certes plus d'une division de troupes régulières, des miliers de soldats des forces régionales et de la miliee et une quantité incroyable de matériel; mais surtout leur moral déjà vacillant subit un comp formidable. Incapables de comprendre pourquoi Thieu, qui p'avait jamais cesse d'affirmer sa détermination de se battre « jusqu'à la dernière cartouche et fusqu'au dernier grain de riz», leur demandait de tout abandonner sans se battre, les soldats staient prêts à croire la rumeur qui s'était propagée comme une trainée de poudre dans tout le pays et selon laquelle leur commandant en chef avait conclu un pacte secret avec l'adversaire, l'évacuation faisant partie de cet accord. Ceux qui n'y croyalent pas étaient convaincus que les forces du F.N.L. étaient tellement supérieures aux leurs que toute sistance était inutile.

Dans les quinze jours qui suivirent la chute de Ban-Me-Thuot et l'ahandon de Kontoum et de Pluku, toute la zone côtière du Nord et du Centre, y compris la seconde plus grande ville du Sud, Da-Nang, s'effondrait d'elle-mème, quant sans combat. Tandis que quelques milliers

de « marines », la division d'élite de Saigon, parvenaient à s'échapper, près de cent mille soldats étaient capturés par le F.N.L., qui e'emparait également de chars, d'avions, d'hélicoptères et de canons d'uno valeur estimée à 5 ou 10 milliards de dollars.

La fuite des unités d'élite

ES « analystes » du Pentagone qui découvrent aujourd'hui sculement, dans une pitoyable tentative de justification a posteriori, l'arrivée au Sud d'importantes divisions de réserve nordvietnamiennes, ne sauraient toutefois faire oublier que l'effondrement du régime Thieu est plus social et moral que strictement militaire. Il ressort clairement des déclarations d'un certain nombre de personnes qui se trouvaient à Da-Nang pendant la « période de transition » que l'autorité de Salgon avait cessé d'exister au moins deux jours avant que le G.R.P. ne prenne pied dans la ville. Comme nous l'a déclars un responsable d'un service de volon-taires occidentaux : «Le jeudi 27 mars, les rues étaient désertes. Les boutiques tiraient leurs rideaux, les soldats cherchant à les piller. Do ma fenêtre, f'ai ou un groupe de arangers » arroser de balles les trottoirs et les jaçades, comme ca, sans raison. Ils semblaient complètement saouls, sans doute après avoir mis à sac un bar. Pour ma propre sécurité, dans l'après-midi je me suis réjugié dans une pagode de quartier que jo connaissais. La police avait complètement disparu des rues. Un certain nombre de gens réfugiés aussi à la pagode ne cachaient pas leur amertume. Ils disaient que tous les responsables gouvernementaux s'étaient enfuts et que la ville était à la merci des soldats pillards qui ne pouvaient fuir. Il était évident que ces gens prinient pour la venue des communistes, qui mettraient fin à l'anarchie et au désordre. » Les forces de libération entrèrent dans Da-Nang dans l'après-midi du 29 mars.

La même histoire se reproduisit dans des dizaines d'autres capitales provinciales et chefslieux de districts. Au moins, dans le cas de Da-Nang, les forces du Front de libération nationale faiszient route vers la ville et bombardaient l'aéroport, mais dans des villes comme Dalat ou Nha-Trang, elles n'étaient même pas à proximité. Quand, dans le chaos et la confusion causés par les milliers de réfugiés, des trainards venus des Hauts-Plateaux du Ceutre se mirent à faire régner ja terreur à Nha-Trang, pillant, violant et tuant, tandis que s'enfuvaient les chefs militaires et les responsables gouvernementaux, un citoyen connu de la ville, le Dr Nguyen Thach Thanh, se rendit en volture au défilà de Rury pour adjurer des

représentants du F.N.L. de venir prendre en charge la ville, il semble qu'au début ils aient refusé, alléguant qu'ils n'avaient pas reçu pour instruction d'occuper Nha-Trang!

Il n'y cut à aucun moment de combats autour de Dalat, à qui fut aussi épargnée le fardeau d'un flot de réfugiés. Officiels et militaires furent évacués uniquement de peur que la ville ne solt attaquée. Deux bonzes finirent par se mettre à la recherche de représentants du G.R.P. dans la jungle, près du barrage hydro-électrique, pour les inviter à prendre le contrôle de la ville.

(Lire la suito page 14.)

Découvrez un grand CHATEAUNEUF-DU-PAPE VIEUX

A UN PRIX JEUNE en écrivant directement ou DOMAINE DE BEAUCASTEL 84350 COURTHÉZON (ref. « Monde diplomatique », nº 254)

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

vient de paroitre

LE NUMERO 21

comporte dons lo série Economie et Société » :

LE TROISIÈME AGE et dans la série

Vie sociale at politique >:

LA POLICE Prix de vente, le numéro : 2 F Abonnement 1 an (10 numéros) : 18 F

Sur demande, tarij dégressij pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

Nombreux sont ceux qui ont été sidérès par la rapidité avec laquelle l'armée et le gouvernement de Thieu se sont désintégrés. Deux semaines encore avant la débàcle. Sir Robert Thompson, spécialiste britannique de la contrensurrection, qui fut un des conseillers personneis de M. Richard Nixon, déclarait à l'issue d'une visite an Vietnam du Sud que la première et la deuxième division d'infanterie, ainsi que les « marines » de Saigon, étalent supérieurs aux meilleures troupes d'Europe. Or ce sont précisement ces unités qui se sont enfuies en désordre de Hué et de Da-Nang, sans prendre même le temps de chausser leurs bottes.

Que s'était-il passé? Le président Ford veut faire porter la responsabilité au Congrès américain et au président Thieu. Le refus du Congrès de voter des crédits d'aide supplémentaires a sapé le moral de Saigon, a-t-il dit, ajoutant que « la décision militaire unilatèrale (prise par Thieu) du retruit a créé une situation chaotique au Vietnam qui semble avoir entrainé une formidable désorganisation». Thieu, de son côté, incriminait le tarissement de l'aide américaine, « les commandants militaires qui se sont enfuis lâchement sans se battre » et la presse étrangère qui est en grande partie « achetée par les communistes pour saper notre moral ».

Le soutien populaire

NUL, sauf peut-être l'ancien président sudvietnamien, ne doute un seul instant que sa décision de replier ses troupes a eu l'effet le plus désastreux sur leur moral et a provoqué l'avalanche. Toutefois, la raisou fondamentale de l'effondrement de son régime tient à sa nature même et au type de guerre qu'il a entrepris de faire. Sans la débâcle de Ban-Me-Thuot et le retrait des Hauts-Plateaux du Vietnam du Centre, la défaite du régime Thieu aurait pu être moins rapide, moins dramatique : elle était dans tous les cas inévitable.

Les Américains, pas plus que Thieu, ne se sont jamais tout à fait rendu compte que, dans le combat qu'ils menaient contre le F.N.L., la politique — et non les armes — était au cœur du problème. Comme le soulignait justement Ho Chi Minh eu début de la lutte, « une armée sans politique est comme un arbre sans rocties ». Si le F.N.L. a survècu à la tuerle des armes les plus destructrices et a pu tenir tête à une armée expéditionnaire américaine forte d'un

demi-million d'hommes, c'est parce qu'il était engagé dans une guerre du peuple. L'aide militaire accordée par le bloc socialiste, si elle fut importante, restait cependant secondaire.

Le F.N.L. est sans aucun doute bien mieux équipé et dispose de bien melleures facilités logistiques aujourd'hui qu'en 1972, mais ses capacités matérielles à la veille de la débâcle étaient de beaucoup inférieures à celles de Thieu. Ce fait vant d'être souligné en raison de la campagne d'intoxication orchestrée par le Pentagone et par les services d'action psychologique de Saigon et qui faisait état d'un « renforcement massif de la présence militaire nord-vietnamienne » au Vietnam du Sud. En dépit de la prétendue infiltration de nouvelles troupes dn Nord, l'armée sud-vietnamienne disposatt, selon les statistiques officielles, d'une supériorité numérique triple et d'une puissance de feu de dix à quinze fois supérieure à celle de l'adversaire. Tandis que le F.N.L. se procurait quelques canons antiaériens et des missiles, Thieu disposait d'une aviation qui était la quatrième au monde par le nombre des appareils. Ce qui compensait largement l'infériorité numérique et matérielle du F.N.L., c'était évidemment le soutien dont il jouissait dans la population et la supériorité de sa stratégie.

La bataille de Ban-Me-Thuot, qui devait se révêler cruciale, est un exemple classique du recours réussi à la stratégie de la guerre du peuple. Sans la participation et le soutien actif des populations montagnardes locales, le Front ne se serait jamais emparé de la ville aussi alsément. Si le gros de cette population s'est rallié au Front, c'est en raison du mépris de l'administration de Saigon à son égard, qui l'a dépouillée de ses terres ancestrales, tandis que le F.N.L., à l'inverse, a garanti ses droits à l'autonomie. Gerald Hickey, un spécialiste des tribus montagnardes qui travaille pour la Rand Corporation et qui a passé plus de dix ans au Vietnam à tenter de rallier les montagnards au régime de Salgon, admettait récemment que le côté communiste a donné aux montagnards bien plus de postes importants que ne l'a fait Saigon. Ils ont un général de brigade dans leur armée, un Jeral appelé Room Briu et d'autres hauts responsables 2. Doit-on s'étonner que la nouvelle administration révolutionnaire mise en place dans la province de Darlac soit dirigée par un montagnard, le colonel Ybloc Ybham?

Outre le soutien populaire, qui fournit aux soldats du Front nourriture et refuge et servit d'œil et d'oreille aux maquisards, l'autre facteur

capital de leur victoire est la hrillante stratégie des dirigeants du F.N.L. En combinant adroitement les tactiques de la guerre conventionnelle et les opérations de guérilla, en se servant de tous les moyens disponibles, des simples pièges de bambon aux missiles antisériens les plus perfectionnés, en faisant la preuve de leur mobi-lité et de leur capacité d'attaquer par surprise, les combattants du F.N.L. ont réduit la supériorité initiale de Saigon. Pour prétendre contrôler l'ensemble du pays, le gouvernement Thieu devait créer et entreteuir une énorme structure bureaucratique et militaire, forte de près d'un million et demi de personnes. Mais cet appareil monstrusur devait s'étaler dange-reusement pour protéger tous les villages, toutes les villes et toutes les voies de communication. Le F.N.L., de son côté, avait le choix de la cible, pouvait y concentrer ses troupes et obtenir une supériorité tactique. Anticipant les réactions des forces de Saigon, les maquisards pouvaient alors dresser des embuscades et décimer les renforts envoyés au secours des postes menacés, comme ils l'ont fait pour les unités sud-vietnamiennes envoyées de Pleiku à Ban-Me-Thuot.

Du soulagement à l'effondrement

COMPAREE aux combattants hautement politisés et motivés du Front national de libération, l'armée de Saigon était un ramassis de mercenaires et de jeunes enrôlés de force. Souvent répressifs, coupés de la population, ces soldats avaient reçu un équipement et un entraluement qui les rendaient très dépendants d'une logistique sophistiquée et hautement mécanisée. Quand on considère que cette machine de guerre s'est imposée sur une économie totalement artificielle — dépendant des Etats-Unis pour 86 % de ses ressources, — il n'est pas difficile de comprendre pourquoi son moral et sa capacité de combat n'ont cessé de se détériorer depuis la signature de l'accord de Paris.

Pour des milliers de soldats, fatigués par une guerre interminable, l'annonce de l'accord de Paris avalt été un grand soulagement. Ils n'en furent que plus démoralisés lorsqu'ils se rendirent compte que Thieu u'accepterait pas la paix et la réconciliation mais allait continuer sa politique d'extermination du F.N.L. Désabusés, les soldats qui devaient garder les milliers de « taches de léopard » gouvernementales — surtout dans les provinces de Bin-Dinh et de Tay-Ninh et dans le Deita — finissaient souvent par passer des arrangements avec l'autre côté.

qui avait fait de la réconciliation la pierre de touche de sa politique.

La crise économique mondiale, la diminution de l'aide américaine, les problèmes inhérents à une économie non productive (19 % de la force de travail sud-vietnamienne étaient accapares par l'armée et par le fonctionnariat, et 49 % n'avaient pas d'emploi) et la politique de blocus économique de la zone du G.R.P. ont conduit à une inflation galopante et à de graves pénuries alimentaires. Cette détérioration économique, jointe à une corruption généralisée dans l'armée ion devait payer non seulement pour obtenir une promotion ou un poste plus tranquille, mais même pour être évacué par un hélicoptère médical en cas de blessure ou pour obtenir une couverture d'artillerle dans les combats), sapaient considérablement le moral des soldats, déjà mis à mal par la lente disparition des privilèges auxquels ils étaient habitués. En effet, les Américains leur avalent enseigné à « ne pas monter dans un camion quand il y a une jesp dispo-nible et à ne pas prendre une jesp quand on peut prendre un hélicoptère ».

De même, avec les munitions, ils leur avaient appris à ne pas lésiner dans les « H & I fires », ou « tirs de hurcèlement et d'interdiction », au nom desquels on tirait sans raison sur n'importe quoi. Mais la hausse du prix de l'essence et la réduction de l'aide américaine (due en partie à une diminution de son montant total et en partie à la hausse des prix des munitions) devaient émousser ces privilèges. Les opérations aériennes furent aussi réduites, du fait de la crise du pétrole et de problèmes d'aniretien. Pour un soldat habitné à obtenir sur demande un tir d'artillerie, un raid aérien ou une place dans une jeep, comment ne pas être affecté par de tels bouleversements ?

D'autre part, la propagande faite par Saigon sur le nombre fantastique de blindés et autres engins qu'était censé détenir l'adversaire faisait souvent l'effet d'un boomerang en suscitant l'effrol parmi ses propres troupes. Un des nombreux exemples de ce phénomène fut la chute de Tam-Ky, chef-lieu de district côtier du Vietnam du Centre. Les défenseurs sud-vietnamiens s'enfuirent à la vue des phares de camions du Front maquillés et chargés de haut-parleurs qui reproduisalent le bruit de chars d'assaut en marche l'Etant donnée la vigueur de ce moral d'acier dans l'armée sud-vietnamienne, il u'est guère surprenant que l'effondrement se solt produit aussi vite après une retraite soudaine, interprétée comme une acceptation de la défaite et comme la fin de la guerre.

NAYAN R. CHANDA.

Agitation sach

LE NÉO-ISOLATIONNISME AUX ÉTATS-UNIS : CHANTAGE OU BLUFF?

Un récent sondage d'opinion a montré que les Américains, dans une large majorité, sont hostiles à une Intervention armée en Indochine, au Proche-Orient et même, éventuellement, en Europe. Les Etats-Unie seralent-lis disposés è et désintéresser du reste du monde et à se replier dans une politique isolationniste?

Si l'argument e trouvé récemment une nouvelle force, îl est utilisé depuis déjà plueieurs années, surtout depuis que la eéneteur Mansfield a proposé une réduction Importante des troupes américaines stationnées en Europe : que les aillés des Etats-Unis se montrent compréhensits à l'égerd de Washington a'ils ne veulent pas voir les Américains ebandonner l'Europe à son sort et se retrancher dene une « forteresse Amérique ». Se montrer « compréhensits » signifiereit, pour les Européena, assumer une plus lourde part du « ferdeau de la délense commune », ouvrir plus largement les frontières de le C.E.E. eux exportations et aux investissements américains, soutenir toujours plus fermement le dollar, etc.

C'est cette attitude que M. Raymond Aron, dans République

impériale, a qualifiée de « chantage ». Mais ne feudrait-il pas plutôt parler de « tiluff » ? Les Etats-Unis, en effet, sont-ile dieposés à aller jusqu'eu bout de leur logique, à sacrifier leurs evolrs et leurs marchés à l'étranger, à retirer leur « parapluie nucléaire », offrant ainst à l'U.R.S. tout le potentiel industriel et humain de l'Europe occidentale, ce qui détruirait en leur défaveur l'actuel équilibre international ?

On est en droit d'en douter séneusement. Les firmes multinationales, qui ne sont pas sans influence politique, ri'envisagent nullement de renoncer à leurs positions... Pourtant dans un discours prononcé le 17 mers, le président Ford dénonce l' « égoïsme superbe » qui « noue conseille de nous désolidariser du reste du monde et de faire cevaller seul ».

Cette perspective sème l'inquiétude chez bon nombre d'Européens. Et, parlant le 25 février devant l'Association France-Amérique, M. Kenneth Rush, ambassadeur des Etats-Unia en France, jouait sur cette corde : « Le risque le plus grève que nous courons consisterait à tomber dens un néo-isolationnisme. » Il ejoutait : « Nous sommes le seule grande

puissence occidentale qui possède una longue tradition d'isolationnisme — au point que celle-ci est parfois élevée eu rang de politique mondiale. » Il revenelt à le charge le 24 mars devant l'Association de la presse diplomatique en disant que le danger n'est pas de voir « les Américains acquérir une trop grande Influence en Europe, mais plutôt de les voir se rélugier dans l'isoletionnisme ».

L'Europe doit-elle céder à toutes les demandes de Washington, par crainte d'être privée — comme en 1914, comme en 1939 — de l'aide des Etats-Unis ? L'abandon des présidents Lon Noi et Thieu par le Congrès est-il un signe prémonitoirs ? Ce qui s'est passé pour les régimes illégaux, dictatorieux et corrompus de Phnom-Penh et de Saigon ee passerait-il eussi pour des gouvernements européens dont M. Henry Kissinger a hautement déclaré qu'ils n'avaient pas de « légitimité » ?

Journeliste au New York Times, David Schneiderman éclaire ici les données fondamentales d'un problème auquel il a consacré de longues recherches.

Une attitude schizophrénique

L cemble bien que les Américeins ne se préoccupent plus guère de le politique étrangère. Le séneteur du Meine, M. Edmund Muskie, un cardidat bien placé pour l'investiture du parti démocrate pour les àlections présidentialles de 1978, vient de démissionner de le commission des effaires étrangères du Sénat, jadis pourtant et prestigleuse. M. Muskie e expliqué que les problèmes de ses électeurs étaient d'ordre économique et que cas derniere voulaient « que leurs représentants s'occupent de leurs problèmes au lieu de perdre leur temps à spéculer sur la paix dans le monde ».

eldent de cette même commission des affaires étrangères du Sénat et opposant de longus date à le politique extérieure américaine, a quant à lui été battu eux demières élections : eon adversaire n'avait jemaie manifesté le moindre intérêt pour les affaires internationales. Ce qui n'e rien d'étonnent d'ailleurs, puisque ces questione n'ont joué absolument eucun rôle dans les élections de novembre 1974.

Le séneteur William J. Fulbright, pré-

Voici peu, un référendum a été organiaé auprès des rédacteurs en chef de la presse amàricaine afin d'établir la liste des dix principaux problèmes des Etats-Unie : des cinq problèmes la plus souvent mentionnés, aucun n'eveit trait à la politique étrangère.

Il ne faut pas pour autant en conclure que les Etats-Unie pencheralent vers l'isolationnieme. La population américaine ee désintéresse des affaires étrangères, mais cele ne veut pas dire que l'on chôme dans les « heutes ephères ». Le département de le défense a soumis à l'epprobation du Congrès un budget de 104,7 milliarde de dollars, ca qui représente une augmentation de 15,7 milliarde de dollars par rapport à l'armée dernière. Si l'on entend mener une politique étrangère isolationniste, il n'est nui besoin d'affecter 104,7 milliarde de dollers à le défense.

En fait, l'isolationnisme est mort en tant que force légitime dans la politique extérieure américaine. L'attaque japonaise contre Pearl-Harbor et l'invaeion de l'Europe par les nazis lui ont porté le coup fatal. Jusque-là, l'isolationnisme étalt une doctrine hautement respectée, qui exerçail une influence souvent détarminante sur le diplomatie eméricaine. C'est le force des idées isolationnistes qui a tenu l'Amérique à l'écart des guerres européennes du dix-neuvième elècle, et c'est à cause

d'elle que le président Wilson e eu tant de peine à trouver un prétexte pour faire intervenir les États-Unis dens la première guerre mondaile.

Par DAVID SCHNEIDERMAN

diale, l'éventualité d'une participation eméricaine au conflit suscitait encore l'opposition énergique d'une importente partie de l'opinion.

L'aviateur Charles Lindbergh, héros

cher au cœur de tous les Américains, et des membres du Congrès evalent orie la tête de la campagne anti-Interventionniste. Mais Hitler at Hiro-Hito changèrent tout et firent définitivement tomber l'isoletionnisme en disgrâce. Depuis le deuxième guerre mondiale, on n'e pas vu une ceule personnalité politique de premier plen faire état da sentimants isolationnistes : cela eût représenté un sulcide politique. Même aulourd'hui, les partisans d'un désangegement généralisé de l'Amérique de le politique mondiale evitent soigneusement d'employer et M. Kissinger l'avaient fort bien compria, puisqu'ils ae eont évertués à jeter le discrédit sur leurs opposants on les taxant de néo-isoleti

En France comme en Amérique, on e souvent dit que les Etats-Unis ne pour-raient jamale adopter une politique extérieure leolationniste parce qu'une nation eussi pulssante ne peut plus se tenir à l'écart du monde. Cr c'est justement leur puissance qui leur permettrait de se réfugier dans l'isolabornisme e'ils le jugealent politiquement opportun. Les Etats-Unis cont plus proches de l'autercie que n'importe quelle nation eu monde : ils ont

de quol assurer leur défense, peuvent eubvenir eux besoina essentieis de leur population et d'ici quelques années ils produiront eux-mêmes la plus grande pertie de l'énergie dont lia ont besoin. Si l'isolationnisme est impossible pour l'Amérique, c'est que l'opinion publique ne veut pas e'y

A mort de l'Isolationnieme al le désarrol dans lequal l'Occident était plongé su sortir da le deuxième guerre mondiale ont frayé la vole à l'impérialisme américain. La doctrine impérialisme avait toujours été un des thèmes dominant de le politique extérieure américaine, male c'était la première fois qu'elle recueillait l'approbation unanime de l'opinion publique et de le clesse politique.

L'Amérique, en s'appuyant sur la pulseance conjuguée du dollar et de l'erme nucléaire, e donc mené cette politique impérialiste, ne soulevant dans le pays et à l'extérieur que des protestations symbolliques. Ce sont les coûts eanglants de le guerre du Vietnam qui ont jeté le discrédit sur l'impérialisme et ses tenants, Vint alors M. Henry Kissinger qui, tout en se déclarant opposé à cette politique, en conserve les éléments de base. Et is politique étrangère impériale es poursuivit, elors même que beaucoup pensalent à tort que M. Kissinger apportant quelque chose de nouveau.

On peut qualifier de achtzophrénique l'attitude ectuelle des Etets-Unis à l'égard de la politique étrangère. D'un côté, on voit se dessiner une prise de conscience de plus en plus nette du fait que l'après-guerre est une période définitivement révolue et que l'ère de l'impérialisme américain touche è sa fin. Le Congrès intervient d'une manière de plus en plus active dens la pollique étrangère, passant su crible les propositione budgétaires du département de la défense, adoptant des

lois qui limitent les prérogatives qui permettalent au président de faire le guerre et d'user de l'alde économique comme d'un moyen de pression. Au point que M. Kissinger paris de plue en plus fréquemment d'interdépendance globale, blen que ce soit en termes plutôt vagues.

Et, dane le même temps, les Elats-Unis font pleuvoir un véritable déluge d'ermements sur le Proche-Orient et le golfe Arabo-Peraique, refusent que aoît modifié le caractère hégémonique de l'alliance atlàntique, interviennent par C.I.A. Interposée dane les affaires Intérieures d'autres pays et soutiennent systématiquement tous les régimes anticommunistes répressifs du monde.

L' N pretique, on constate donc que les Etats-Unia n'ont pes une ligne de conduite cohérente en politique extérieure. La bureaucratie des affaires étrangères, sauf rares exceptions, e'efforce de s'en lenir à le politique qui e si bien eervi le pays depuis ia fin de le deuxième guerre mondiele. De leur côté, le Congrès et le reste de l'opposition ee contement de mettre des bâtons dans les roues à M. Klacinger, earle proposer aucune alternative valable à une politique étrangère qui n'e guère la faveur de l'opinion publicire.

Feute d'une redéfinition globele, la politique extérieure américaine aboutire inéluctablement à l'impasse, et uité-rieurement à la paralysie. Des deux démarches traditionnelles et contradiotores de l'isoletionnisme et de l'impérialisme, aucune n'apporte de réponses adeptées à la situation mondiale actuelle. Ce qui est nécessaire lei, c'est une alternative claire et nette, eu lieur des lambeaux d'un pessé discrédité. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les Américains se désintéressent de la politique extérieure : le politique extérieure n'a rien d'intéressement.

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

62, route de Chêne

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Voud) (Suisse)

Tél.: 022-76,24,31

Tél.: 022-36.71.30

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Moturité fédérole suisse - Baccolouréot français

Internat et externat pour filles et garçons

Sports d'été et d'hiver

مكذامن رايمل

HODELES - POL

Agitati

Ł.

t syfication of the life

€.

sen. por dar insl res; sou: l'ég gour l'ident rous n'o tion Tous M. l'itemsous

And the second s

DES « MODÈLES » POUR SORTIR DES GUERRES SANS FIN ? —

= A l'école des «faiseurs de paix» =

N ouvrage collectif sur le passage « de la guerre à la paix » peut paraître malen-contraux à un moment où lo premier expert en la matiere, M. Rissinger, connaît dans ses entreprises une sèrie de revers. Mais ses efforts, même infractueux, sont précisément coux qui intéressent les autours de From war to peace, chercheurs de l'International Fellows Program de l'université de Columbia (1). De quoi est faits la période de transition qui va de la décision de cesser les hostilités à Papplication complète d'un accord do pais? Le maître c'ouvre du livra, le professeur Robert Randie cation complète d'un accord do paix? Le maître e'otuvre du livre, le professeur Robert Randie, pense que l'on devrait pouveir dégager, par l'étude des conflits passés, des « modèles » (patterns). Selon lui, les spécialistes pourraient a'entendre sur la définition et l'existence d'un certain nombre de ces modèles, et, à partir de là, « élaborer des hypothèses sur la comportement des parties dans les dernières phases d'une guerra ». Il voit là la possibilité d'une discipline nouvelle, qui pourrait s'intégrer anx études des relations intérnationales.

Le livre ouvre de multiples directions de recherche, illustrées par différents essais. Ainsi les différents frontailers entre la Somalie et ses voisins, ou le problème récurrent des réfugiés. Le cas du Vietnam est regroupé avec celui de La Somalie dans la catégorie des epaix inache-vées ». Il fait l'objet d'une étude de M. Randle sur les insuffiances des accords de 1554, 1962, 1973. Dans un autre chapitre, le même anteur revient à l'Indochine pour analyser l'influence de ela transformation du contexts internatio-tal à d'une le marger de la contexts internation nal s dans le passage de la guerre à la paix, ou «peacemaking ». Une autre catégorie concerne les conflits qui s'achèvent sans règlement entre les parties, tel celui du Biafra.

D'autres contributions cherchent à évaluer l'incidence de la politique intérieure dans le peasemaking. L'intervention, aux Etats-Unis, des comités de citoyens pour la paix au Vietnam, les efforts antagonistes des «fancous» et des « colombes a israéliens cont étudiés, mais aussi le cus de la R.F.A. dans ses relations uvoc la R.D.A. et PU.R.S.S. Cet essai, rédigé par M. Norman Graham, est un des plus solides en lyse à la généralisation normative. Ancun l'es essain rassemblés n'apports de celé pour la paix n ui d'avertissements à ceux qui sont char-gés de l'instaurer. Peut-être cette insuffisance rient-elle (en plus de la témérité du projet) de la méthode elle-même : études universitaires à partir de dossiers ouverts au public. Le nœud central, la négociation dans tous ses secrets, reste largement inconnu de l'analyse. L'idée

Par ALAIN-MARIE CARRON

livre, tant par l'exposé des éléments du pro-blème que par sa tentative pour trouver les formules théoriques susceptibles de rendre compte des faits. Il peut être utilement complété par la lecture du Sernier ouvrage d'un miver-sitaire britannique qui a beancoup écrit sur l'Allemagne, M. Roger Morgan. Intinié Les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest (1943-1973) [2], ce livre vaut d'abord par lui-même. Sans proposer d'interprétation originale, C rend compte avec clarté, à partir d'une aboudante documentation, de l'histoire nuancée et fluc-tuante des rapports entre les deux partenaires. Mais, à l'interrogation sur le pescemaking, il répond par les enseignements tiris d'use situa-tion presque inverse de celle choide par M. Graham. Nous ue commes pas près pour autant de nous mettre à l'école des afaiseurs de pais s. L'intérêt de ce livre tient en éffinitive davantage aux sujees mêmes qu'il abordo — sur lesquels les monaranties sont narfois peu parabreuse

aux sujets mêmes qu'il abordo — sur lesquels les monographies sont parfois pez nombrenses — qu'à son apport théorique. Il y a loin de l'anad'interroger le passage entre la guerre et la paix est stimulante, mais seul sans doute M. Kissin-ger pourrait, aujourd'hui, écrire le mauuel de

D'autres auteurs et universitaires américains et anglais ue sont pas moins ambi-tieux, si l'on en groit le titre do leur ouvrage : la Grorre dans la prochaine décennio (3). Fort heureusement, les douze études qu'ils proposent portent aur des cas précis jaméricains toujours) ou, lorsqu'il s'agit de problèmes généraux, sont présentés avec modestio et humour. Le lieu qui les unit est une certaine idée des impératifs de la recherche contemporaine en matière de sécurité, et un certain êtat d'esprit vis-à-vis de tout es qui touche à la guerre. Partant de l'idée, qui n'est pas tout à fait originale, que la politique entendue en un seus large est partout présente lorsqu'il s'agit de la guerre, les auteurs demanéent que l'on ééveloppe systematiquement l'analyse des zones d'interférences, des chevauchements entre les affaires civiles et les problèmes de défense. Ils souhaiteraient que l'ou présentés avec modestio et humour. Le lieu qui

puisse étrelopper la prospective dans un champ d'étude ainsi élargi. Mais it leur est, à eux unssi, difficile d'ru imaginer la formulation. Les études de cas (sur le fouctionnement des admi-nistrations eans lesquelles se prenneut les décisions en matière de défense, sur le rôle potentiel de la milies, sur le coût budgétaire et le poids social des militaires eu retraite), filustrent blen l'imbrication ees problèmes, en même temps qu'elles apporteut un grand nombre d'informations.

L Es auteurs sonlignent d'autre part, avec jus-tesse, que la croissance de la force armée auccompagne nujourd'hul d'une diminution de Perficacité politique de la force. Ils déplorent la multiplication des études technocratiques et abstraites où se perd « le seus intuitif des dimensions humaines et tribales de l'activité unilitaire », alors que les conflits du vingtième siècle out montré l'existence « d'une composante irrationnalle dans le mécaniame de la guerre ». Malgré son titre, ce livre, écrit sous la direction du professeur Boger Beaumont (université de Milwaukee, Wisconsin) est un prolongement de celui des chercheurs de l'université de Columbia. Mais II ne s'intéresse pas à la paix comme technique, mais pour elle-même.

(1) From war to peace (essays in peacemaking and war termination), edited by David S. Smith with the assistance of Robert F. Randle, International Fallows Program Policy series, Columbia University, New-York, 1974, 311 pages.
(2) The United States and West Germany 1945-1973. (A study in alliance policy), Roger Morgan. The Royal Institute of International Affaires, Oxford university press, 1974, 282 pages.
(3) War in the next Decade, addred by Roger A. Besumont and Martins Edmond, Macmillan, 1975, 218 pages.

Après des élections sans grande signification

Agitation sociale et situation économique explosive

A UX dernières élections thaîlandalses, te 26 janvier, moins de 50 % des inscrits ont élu une Assemblée é 80 % réactionnaire. Le parti vainqueur, dit démocrate, n'a emporté que solxante et onze sièges aur deux cent soixante-neut. Son leader, la prince Seni Pramoj, e eté élu premier ministre le 13 février, male un vote de défiance, le 6 mars, a falt tomber con gouvernement. Son frère Kukrit Pramoj, protégé de la C.t.A., féodal, président-directeur général de Coca-Cole, lui succède à le tête d'une evalition, Hée aux industriels japonala et è la stratégle eméricaine, et où se côloient les ancians membres du parti thai d'union populaire (U.T.P.P.), parti du trio de dicteteurs militaires Narong-Thanom-Prapat que les émeutes étudiantes d'octobre 1973 ont

La centaine de manifestante morts ce iour-là ne a'étalent pas jetés sans armes sur des chars d'assaut pour servir les tripotages électoraux auxquets on a darniorement assisté en Thailanda : on a

liasses de billets de banque jusque dans les toitettes de l'Assemblée... Ainsi, il ne semble pes que le vielt appareil militarobureaucratique corrompu, qui avait été un instant ébranié, aoit désormais manacé. La Thailanda rentre dans le rang sous la bienvelllante tutella da l'impériellame étranger, qui détient les secteurs-clefs da l'îndustria et accapare déjà l' « agribusiness », quand le plus grande part de la population, é 80 % agricola, demeure é un etade

de production misérable, précapitaliste. Mais le pays se trouve maintenant dans une impasse : les paysans, victimes da le croissance démographique galopante 18 millions d'habitants en 1914, 21 440 000 en 1960, 87 millions en 1973), en visnnent é manquer da la terre nécessaire, et les nénoménes conjugués du morcellement des propriétés, de la rente, de l'endette-ment (les intérête montent jusqu'é 50 %) comma des taxes très lourdes (le premium du riz eur les exportations atteint parfole 40 % des prix mondiaux) an font da vériPar RICHARD MORGAN

tables proiétaires au servies du « tandtord «, de l'usurier ou de la bureaucratie. Incapable d'emasser du capital, le paysan ne peut eméllorer sa productivité. Et l'on en arrive é ce paradoxe que le riz, nourriture de base de la population, et l'une des principales exportations du pays, devra être importé d'ici quinze ans si aucun progrès n'est fait dans l'agriculture.

Le gouvernement, blen sûr, est conscient du problème. Utilisant les diversas « aides « étrangères, il e fait construire des barrages pour l'irrigation, des routes. atc. Mais, comme t'a déclaré en 1973 M. Ray Hill, directeur de l'United States Operations Mission (USOM), cala a profité aux promoleure locaux ou aux industriela plus qu'aux petits paysans. On construit des barrages mais pas de canaux i D'autre part, l'intime collusion des intérêts des riches et des officiels, du haut en bes de l'échelle capitaliste et bureaucratique, fait que tout progrès est, dans sa plus grande part, détourné au profit des classes supérieures. L'amélioration d'une terre par l'Irter sa rente et d'acheter à eon méteyer sana cesse appeuvri ce qui lui reste da terre pour une bouchée da pain. Depula dix ans, dens le ptaine centrale (la première région qui a'est consacrée à ta culture d'exportation du riz), 80 % des paysans ont perdu peu ou prou de le terre qu'ils cultivalent : 27 % n'en ont plus du tout. Par alleurs, on pouvait lire dans la Bangkok Post du 15 mai 1974 qua quetre millione da familles paysannes ont accumulé une dette de 16 mtillards de bahts, soft plus du total du revenu familial pour

En julliet 1974, pour la première fole dane l'histoire da la Thailande, des milliers de représentants paysans ont manifestè à Sangkok, protestant contre les expropriations, la corruption des autorités provincieles et le faible prix d'achet du riz au producteur. Quelles mesures e prises le gouvernement provisoire de Sanye (royaliste comme les princes Seni et Kukrit Pramoj) qui e succedé à la dio-tature militaire ? Une loi egraire dérisoire, bienue d'aillaure peu avant les dernières élections par les pressions étudiantes et popujeires, qui autorise la gouvernemant à redistribuer les terres qui excèdent une certaine surface par exploi-tant : mais cet exploitant a assez d'enfants, propriétaires virtuels, pour gerder ca tarre en le parlageant entre aux.

avait voulu favoriser une classe de paysans moyens en cherchant á promouvoir une certaine torme de coopératives at le crédit egricole, son frèra et success Kukrit ne lere sans doute qu'eggraver le processus d'accumulation des terres en faveur des « landlorde « locaux et des « agribusinessmen « atrangere qui commencent è se tailler la part du llon dane l'exploitation fruitière et les conserveries destinées exclusivement à l'exportation.

Ainsi, il ne semble pas du tout qua le gouvernement ait l'intention de faire profiter le pranda mejorité des paysans des améliorations da l'agriculture. Et cela se comprend fort blen dès tors qu'on replece le Thailande dans la globalité du capitalisme international. Le premium, par exemplo, a'll permet à loute une bureaucratie, principalement militaire, d'accumular du capital aur le torce de travail peysanne, a eussi pour fonction de maintenir à un niveau relativement bes le prix du riz (nourriture principale des Thailandais) à la consommation intérieure, ce qui abaiese la valaur da la force de Ireveil industrialia: laquella est d'eutant moins payée que le phénomane des expropriations à le campagne fournit une amée da réserve misérable et inective aux cepitaux loceux et étrangers. La grande polltique des divers gouvernements qui se sont succèdé en Thallande, surtout avec le maréchal Sarit (année 60), qui a aceru l'industrialisation, a étà de séduire les capitalistes étrangera en teur offrant une mein-d'œuvre à bon marché et d'eutant plus passive qu'on ne s'est, bien sûr, pas empressé da promulguer des lois pour la protéger (ni sécurité sociale, ni syndicats, ni indemnités de licenclement, atc.).

TANDIS que l'industrie se consacre - eujourd'hul plus Intensivement é l'exportation, les ouvriers thailandais servent de main-d'œuvre cous-cavée aux cociétes étrangéres quand elles ferment leurs ueines en Occident. Le proléteriat thai ne compte pes un million d'individus mais. par sa concentration dans la capitale, où la plupart des entreprises sont établies (6 80 %) il y a une certaine force dont il est conscient. Malgré la dictature, il y a eu plus de grèves de janvier à décer bre 1973 (deux cent soixante-quatorze) que dans les quinze années précédantes. Les ouvriars, qui ont obtenu pour la ville da Banckok un salaire minimum de 25 bahts, n'ont feil qua retrouver laur pouvoir d'echat diminué dapuis des années par t'inflation mondiale. Mals beaucoup

na touchent eneore que 15 bahta, quand une assiette de riz mai assalsonné dans une échoppa en coûte 5. Le gouvernement provisoire Sanya, qui e succedé à la dictature et a gouvarné plus d'un an, eveit promis d'autoriser les syndicats. Jusqu'à aujourd'hul, aucuna loi du travell décents n'a été promuigués. Les ouvriers thallandais, comma l'Indiquant de nombreuses dàciarations de leura leaders, ont désormale comprie que la bourgeoieie charcheit à accroître son cepital par tous les moyens, avec las grandes ecelétés étrangéres projégées par les bases militaires... Seni Pramoj, qui s'était prononcé pour la fermeture des bases américeines dans l'année, na sere resté au pouvoir qu'un

La relative victoire des démocrales é l'Assemblée (aoixante et onze sièges eur deux cent soixante-neuf) eignifia peu de chose. Moins de 50 % des élacteurs ont voté. Et la grande mejorité da ces votes ont élé récotté per la viaux système des clientèles : on achéie un chef de village ou « middleman «, qui usera de son intluence ou de eon ergent pour diriper le vote. Cepandant, las domocrates ont amporté une majorità de slèges dans la cela eveit été le cas en 1969. Cette victoire relative témoigne très nettement de l'opposition marquéa de la moyenne et petits bourgeolsie à la dictature militaire. C'est principelement cette coucha da la population qui étail raprésentée par les étudiants qui ont renversé le trio Narong - Thanom - Prapat. Ne pouvant ramassar que les miettes du orand « banquet - où sont partagées les richesses du pays, le petite bourgeoleia manifesta sa colere par un national-royalisme atroit, vénophobe, confinant au taseisme, Mala al Seni Pramoj e voulu chercher l'appul da il deveit en assumer la contradiction. S'it deveit s'opposer é l'armée, qui, jusqu'é présent, a fait la pluie at le beau lemps dans le pays, il avait en même temps besoin d'elle : l'expropriation des paysane leur misère, l'accumulation dans la capitale de masses sana emplois, le montée des revendications ouvrières, sont un terrain propice é te propagande communiste... La bourgeoisle. granda ou petita, a peur.

(1) Voir l'article de Nayan R. Chanda, « Après le reuversement du régime militaire, la révolte des étudiants annonce une luite plus dure», dans le Monde diplomatique de novembre 1973 et le reportage de Marcel Barang et Nayan R. Chanda, « La Thallande ou la forteresse ébranlée », dans le numéro de février 1974.

Le coirmet des ambaissacles

A l'occasion de la visite officielle en France de M. Bohnslav Chnoupek, ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Tchécoslova-quie, l'ambassadeur de Tchécoslova-et Mine Juraj Sedlak ont donné une récention le 4 syril.

• L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak ont offert un cocktail le 10 avril pour marquer l'arrivée de M. Lubomir Moncol. nouveau conseil-ler culturel et de presse.

● Le film « la Fille des montagnes » a été projeté le 17 avril à la maison de l'UNESCO, à l'occasion d'une mani-

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : JACQUES FAUVET Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN Rédactrice en chaf adjointe : MICHELINE PAUNET

Prir de l'abonnement annuel (on france)

Stranger 73

PAR AVION
(Abonnement et taxes) Europe (y compris Turquie d'Asie, Açorez, Chypre, Madére), Algérie, Marce et Tunisie Afrique francophone. Guadeloupe, Guyane française. Maráinique, Réumion

Guyane trançaise, coaramquis, Réunion

Comores, Madagascar, Laos, Vist-nam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles Hébrides, Polynésio française, République khmère, Saint-Plaure-et-Miquelon, Wallis

Birmanis, China, Corèe, Hongkong, Jepon, Indonésie, Macazo, Ma-iaute, Mongolie, Philippines, Eiu-gapour, Talwan, Timor, Thal-landa, Vietnam du Nord, Austra-lie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanis d'Océanie Autres pays d'Afrique d'Amé-

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens. 75427 PARIS CEDEX 09 (Chèque postal Paris nº 4207-23) Tél Rédaction 770-91-29 Tél. Publicité . LAP 05-02 Télez : Le Monde 65.572 Paris télégraphique : Journonde F

iestation placée sous la présidence de M. Jever Malo, ambassadeur de la République populaire d'Albanie. · A l'occasion de la visite en France du premier ministre de Malaisie, M. Abdul Razak, M. Tan Sri Jamai hin Abdul Latiff, ambassadeur de Malaisie, a offert une réception le

• L'ambassadeur des Pays-Bas et Mme J.A. de Raniz ont donné une réception le 28 avril à l'occasion de la fête des tulipes.

● A l'occasion de leur visite offi-cielle en France, le premier ministre, chef du gouvernement de la Républi-que populaire du Congo, at Mme Henri Lopes ont offert un cocktail le 29 avril. A l'occasion du trentième anniver-saire de la victoire de la coalition anti-hitlérienne, l'ambassadeur de la Répu-blique socialiste de Tchécoslovaquie et Mms Juraj Sedlak ont donné un gala cinématographique le 29 avril au Théâ-tre des Champs-Elysées, an cours duquel le film trhécoslovaque • Sokolovo » a été présenté.

Nécrologie

 Nous avons appris le décès, survenn le 31 mars 1975 à Annecy, de M. Charles Rochat, ambassadeur de France, ancien secrétaire général du ministère des affaires étrangères. M. Louis Goffin, ambassadeur honoraire de Belgique, est décédé le 6 avril à Bruxelles

M. Emmanuel Lancial, ministre plénipotentiaire hors classe, est décédé le 25 avril.

Calendrier des fêtes nationales

Fête de la Consti-tution Fête nationale (au-17 NORVEGE 25 ARGENTINE

25 ARGENTINE PRE NAMEDIALE (AND LIVERNITE de la révolution de 1810)
25 JORDANIE Fête do l'indépendance
27 AFGHANISTAN Pête de l'indépendance
31 AFRIQUE Fête nationale
31 AFRIQUE Fête nationale

14-15 JUIN

4 TONGA 10 PORTUGAL 12 PHILIPPINES

Fête nationale Anniv. de la procla-mation de la Eé-publique Fête nationale Fête nationale

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles

à l'intention de Messieurs Citroën créé, particulièrement,

les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement

qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROEN CHAMP-DE-MARS S.A. Télex:TT CFTRO-24833 - Tél. 587,99,20 - 783,52,76

CITROEN!

Male, simultanément, devant l'évo-lution da l'ensembla da la société, le régima ne peut pas - non plus - se fermer davantage, retourner é ses origines fascistes terroristes, mettralt en danger trop de choses. Le voilà cantonné dans un immobilisme dans lequel s'entremalent de facon étornante les faiblesses et

les excès répressifs, les invocations à l'ordre et le désordre, le dictature d'en haut et les parcelles de liberté arrachées d'en bas per la lutte de l'ebtme se creuse chaque jour plus profondément entre la pays légal et le paye réel, meie même des secteurs da l'apparell d'Etat se délachent du récima polítique. L'immobilisme mène à des déchi-

raments dramatiques à l'intérieur du bunker. Aujourd'hui, il paraît Indéniable que le demiar remanlement ministériel a vu e'affronter la palais du Pardo et M. Arias Neverro, et Caudillo déclinant grâce à l'appui des chefs da l'ermée. Par un de cea caprices coutumiers de l'histoire, le créateur du régima est devenu l'obstacle à sa survie. Pour qua te régima se prolonge, il feut ravalar sa façade ; il faut proclamer l'imeachment de Franco et le remplacer par son successeur, le prince Juan Carlos. C'est là la tâche que se proposent M. Arlas Nevarro et tous caux qui, d'une façon plus ou mains avoués, sont de connivence avec lui, Mais comment le faire sans qua l'impeechment eonna le glas non seulement pour Franco mais aussi pour le régime polltique ? Comment Imposer à Franço un départ qui eppereisse comme décidé de son propre gré ? Pour nous et pour ceux qui ont dajà acté pour le démocretie, le succeselon de Juan Cerlos est une tentetivo de survie da le - classe politique » franquiete, des privilèges qu'elle détieni et de l'essentiel du

€.

por don

inst

resp

sou<u>:</u> l'ég,

COU

dent

Prėso

Tous

SOUS

Paris.

Ш

Par SANTIAGO CARRILLO *

régime. La seula légitimité de Juan Carlos en tant qua successeur lui vient de Franco lui-même. Or cette source de l'agitimité rend justement impossible que Juan Carlos puisse être é le tête d'une démocretie. Il ne faut pas se feire d'illusione : dane l'Espagne démocratique nouvelle, tout ce qui ne sera pas una rupture avec le tranquisme, une coupure palitique evec ce passé serait enviable. Toute tentative d'imposer d'en haut, d'une menière plus ou moins - patsmaliste -, les formes politiques de l'Etat esrait rejetée par la peupla qui exigarait d'ôtre lui-mêma, par le moyen du suffrege universel libre, le créateur de ces

A la Junte démocratiqua d'Espegne revieni le mente d'avoir proposé et commencà d'articuler la solution qui peut permettre le pas-

A tâche que se propose le Junte démacretique n'est pas facila, loin da là. Male croire que

tes solutions faciles sont aujour-

d'hui possibles et probables en

Espagne est un leurre. C'est juste-

ment pourquol, aux yaux de beau-

coup de témoine, la fin du fran-

quisma appareii si complexa et

insolite et falt häsitar longuement

boration d'une nouvelle Constitu-tion par une Assemblée élua au suffrage universal, eprès avoir instauré pleinement et sans aucune discrimination ou restriction les L'ours court encore tains. Le label de démocratisme peut avoir es crédibilité aux yeux du peuple, de le majorità eujourd'hul forcée eu silence, chez ceux gul na dénient pas su parti communiste te droit d'accuper, parmi

d'autres forces, la place qu'il a

gagnéa par sa lutte, dans une

Espagne démocratique et pendani

elmplement pour la démocretie,

pour notre droit et pour celui da tous de pouvoir egir dans le liberté.

Le programme de le Junte démo-

cretique prévoit des élections au

terme d'un en de gouvernement pro-

visolre. Mele, en ce qui nous

concerne, le perti communiste serait

prêt à aller aux umes même deux

ou trola mois après la renversement

de la dictature et le rétablissement

des libertés; juste le temps d'éla-

entre les forces de gauche — at d'abord celles qui représentent la

classa duvrière — et celles du

centre et de la droite civilisée. But

de set eccord : offrir au pays una alternativo démocratique au régima

- qui se concrétiseralt en un gou-

vernement provisoire de réconcilistion nationale — qui poisse obtenir la confiance et l'appoi actif des

secteure eoclaux et politiques les

plus larges. Ces forces au gouverne-ment dirigarelent le pays durant une périoda qui conduirait é l'éle-

le transition vers celle-cl. certaine qui sont eppelés à jouer La dimension de cette place ne fait pas question eulourd'hui. Toutes La difficulté essentialle, c'est qu'il les discussione au aulet de le diss'agit de faire un eccord entre des lement par des différences politidire les querelles pour le partage ques, historiques meie par des Intéde le peau d'un ours qui court réts économiques très élolonés et encore les monts et qu'il faut encore sivament vers le nécessité da créer Nous ne luttone pas eujourd'hul pour un cadre da démocratia politiqua un certain nombre de députés ou de ministres et moins encore pour une position de privilèges mais tout Or quelques-una des parteneires

effectifa ou potentiels du perti communiste ant peur de nous. Ils pas essentiellement le fond réel de leurs réserves — des doules aur le elncérité démocratique du parti communiete. Poser alnsi le question en Espegne est un non-sens. Parce que, sur ce terrain, noue communistes, qui evone souffert et pelné equa la dictature comme nui autre, en luttant pour le liberté, nous

qui retarderons la consultation popusage da la dicteture à la démocra-Il est clair que le parti communiste luttera pour un evenir sociatie evec le moine da distorsiona possibles. Il e'agit d'un accord

liste da l'Espagne. Mele nous conce-vons ta marcha vers cet avenir comme un approfondissement et un terrains économique et social, el sous-développement, voie qui sup-pose le pluralisme politique et la Cela ne nous empêcherait pas de défendre le démocratie par les l'abattre par un coup de force. Aujourd'hul, l'Espegne a la possibilité d'effectuer un passage essentiellement pacifique de la dictature à la démocratie. Ne nous y trompons pas : ce passage n'en est pas moins une rupture, une révolution politiqua. C'est cele qua se propose

Secrétaire général du parti ommuniste d'Espagne.

Crèée au mois de juillet l'an damier, la Junte démocratique espagnole a tenu, le 11 avril, une conférence de presse à Paris. Le même jour, elle donnait une cutre conférence de presse, claudestine celle-là, à Madrid. À cette occasion, la junte a affirmé son intention de garantir un passage pacifique à la

Les textes que nous publions ici révélent bien, devant l'ang-lyse de la situation politique en Espagne, les préccupations profondes qui peuvent animer deux des principales personna-lités de la Junte démocratique, M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste d'Espagne, et M. Rafael Calvo Serer, monarchiste libéral, ancien conseiller de don Juan.

Un regroupement

Pour sa part. M. Tierno Galvan est considéré comme un représentant du courant socialiste.

La Junte démocratique développe son activité non seulement è l'échelon national mais aussi dans chacune des provinces et dans les villes, en suscitant un peu partout la creation de groupes qui se retrouvent les opposents, de plus en plus nombreux, au régime de Madrid. Se volonté est d'assurer une transition politique par des voles parifiques, mais elle rejeite cependant tout compromis avec les institutions achielles : c'est bien entendu une rupture totale avec la dictature qu'il s'agit d'effectuer dans le calme.

Mais l'action de la junte se heurte encore à certains obstan

L'ALTERNATIVE

E general Franco a dominé, de façon pratiquement
exclusive, la vie espagnole
pendant pius de trente-cinq ans
Aussi les deux tiers des Espagnols d'aujourd'hui n'ont-ils pas gnois d'aujourd'hui n'ont-ils pas connu d'autre Espagne que la aienne. Mais celle-ci, outre sa réalité physique (permanente) et culturelle (changeante), est un corps politique qui participe de cet être spirituel qu'est la patrie. Une partie de ce corps se sent solidaire de Franco et accepte volontiers la domination du Cau-dillo; ella est disposée à ce qu'un tel règime se perpétue. Mais une fraction importante de la population n'accepte pas cette tutelle permanente de la dicta-ture et désire participer au gou-vernement du pays, aux niveaux remement du pays, aux niveaux local, régional et national. Et alors que certains Espagnols acceptent un régime autoritaire, plus ou moins fasciste, d'autres veulent un régime démocratique semblable à ceux qui existent au sein de la Communauté européenne et du monde anglo-

Le contrôle strict de l'opinion

supervision de tous les moyens d'expression, ainsi que la suppression des libertés de réunion et d'association, ont toujours favorisé la situation privilégiée de ceux qui acceptalent le régime franquiste, en leur donnant l'impression qu'ils constituatent la grande majorité. Mais, grâce à la lutte incessante des forces démocratiques, perpétuellement poursuivies par Franco, et alors que ce contrôle rigide commence à s'affaiblir, il n'est plus possible de cacher la réalité des aspirations de cette grande partie des Espagnols opposés au régime et qui luttent pour le rétablissement de leurs libertés publiques. Ainsi, depuis la mort de Carrero ment de leurs libertes publiques.
Ainsi, depuis la mort de Carrero
Blanco, le 20 décembre 1973, des
signes de protestation se multiplient dans de nombreux secteurs sociaux, à un point tei
qu'en Espagne même on a con-— et dans un journal ultraconservateur - que l'atmosphère politique « esntait la décomposi-

Pendant trente-cinq ans, le Caudillo s'efforça de réaliser ses chimères — l'instauration d'une

Par RAFAEL

WRATHHE

que, anticommuniste, autoritaire et centralisée — en recourant à la force seule et sans jamais chercher à obtenir le libre consentement de ceux qu'il avait assujettis lors de la guerre civile. Mals le résultat obtenu est tellement opposé à la fin poursuivie que rares sont ceux qui doutent encore aujourd'hui qu'an sein des secteurs les plus dynamiques du pays — cadres, intellectuels, cuvriers, étudiants — se développe l'aspiration à une Espagne loppe l'aspiration à une Espagne républicaine, sécularisée, socia-liste, égalitaire, démocratique et lédérale. Ces Espagnols se trou-vent confortés dans leurs positions par le fait que leurs aspirations sont en accord avec l'esprit du dernier tiers du XX siècle, qui est démocratique comme il fut libéral dans la période précédente et dogmatique dans un passé plus lointain.

Conséquence, parmi d'autres, des illusions anachroniques de Franco : l'Espagne se trouve

l'apposition Jusqu'à maintenant

officiellement, ces portis ont refuse

de prendre contact avec la Junte.

tique et l'Assemblée de Catalogne

devient porticulièrement manifesta

à l'étude des types de représen-

L'écart entre la Junte démocra-

L'Assemblée de Catalogne et les revendications des minorités

'ELARGISSEMENT de l'oudience de la Junte démocratique d'Espagne (J.D.) se heurte à deux difficultés : la première est l'établissement de relations avec des courants antifranaulstes à la base : la seconde est l'intégration des formotions politiques démocrotes du centre et d'une partia de la gauche non communiste. Lo solution da cette dernière difficulté dépend en gronde portia des discussions entre les dirigeants. Il en va outrement pour les rapports avec la base. Etant dannée la présence des minorités nationales dans l'opposition antifranquista, la J.D. est obligée d'adopter d'autres moyens pour assainir sa relation avec cette base. Tout d'abord, ella doit clorifier sa situation por rapport à ces formations qui existaient préalablement à la décloration qu'elle a foite en juillet 1974. Bien que cette décloration se termine par un oppel au peupla espagnol à « former des juntes régionales, provinciales et municipales », la J.D. n'est pas entrée en contact, dons certaines régions, avec des couronts ontifronquistes de base déià actifs.

La Catologne et son « Asamblea de Catalunya » (A.C.) créée le 7 novembre 1971 fournissent un cas exemplaire de ce double problème de la relation de la J.D. avec les minorités nationales et avec l'apposition. Mais la différence historique qui lo sépare de l'Euzkadi (Pays basque) et de la Galice ne permet pas de considérer la Cotalogne comme modèle

Quatre évenements ponctuent bien l'évolution de l'opposition en Catologne. En décembre 1970, trois cents intellectuels cotolons se réunissent ou monastère de Montserrat pour foire une déclaration de solidarité ovec les Six de Burgos : cela marque una étape dans la lutte contre la répression. La 28 octobre 1973, à Barcelone, dans l'église de la paraisse de Santa - Maria - Medionero, cent treiza personnes sont orrétées. Accusées d'apportenir à l'A.C. elles sont toutes condomnées à des peines de prison et à de très fortes amendes. Celo morque la reconnatesance publique de l'existence

de l'A.C. Le 8 septembre 1974 dans le couvent des Escolapias da Sabadell, près de Barcalane. soixante-sept personnes sont arrètées et occusées d'opportenir à l'A.C. et, de plus, « de s'être réunies pour discuter de la récente déclaration de la J.D. et de leur possibilité d'odhèrer à son programme » (note afficielle de la palice). Le 6 octobre 1974, convoquées por le comité pour l'Assemblée démocratique, alus de trais mille personnes monifestent leur soutien ó l'A.C. dans le village de Ripoll, dans la province de Borcelone. La garde civile et la police invitent les monifestants à se disperser, ce qui se produit sans incidents mi arrestations.

La volonté d'Indépendance de l'A.C. se monifeste por des déclarations internationales de soutien comme calle adressée por le secrétoriot de sa commission permaministre des affaires étrangères du Portugol ou début du mois de Julliet 1974 (2). Dans ce même

"Personnalité politique" ou "autonomie" ?

dicoles :

A premiére vua, cette plateforme ne semble pas très différente du programme en douze points proposé par la J.D. La principale divergence résida dans la formulation du point 9 : « Le reconnaissance, dans l'unité de l'Etat espagnol, de la personnalité politique des peuples catalan, basque, galicien et de toutes les autés régionales formées démocratiquement. » Entre « l'aunaissance de la personnalité politique » d'un peuple existe un larga duquel la J.D. et l'A.C. tentent

d'élaborer une stratégie commune. Cependant, du point de vue de la Junte démocratique, cette question des minorités s'inscrit dans le contexte plus général de ses relations avec l'opposition antivons de nauveau dans l'A.C. un cas exemplaire du fait de sa composition largement unitaire et ouverte. En effet, tous les secteurs de l'opposition antifrangulate (3) se trouvent représentés à l'Assemblée de Catalogne, de même que

but, una proposition en deux points a été soumise à l'attention de la prozième commission permanente de l'A.C. Elle offirme que la Catalogne est une nation qui doit former son propre gouvernement et que l'A.C. est le seul argonisme représentatif des forces démocratiques de la Catalogne, Ce texte apporte uniquement une arécision à la plate-forme en quatre points déjà développée por l'A.C. et qui définissait oinsi les objectifs de la rupture démocratique avec la régime franquiste : 1. L'ampistie générale pour tous

populaire, les groupes professionnels et les partis politiques implantès en Catalogne. En outre, ces demiers ont formé la Comissio coordinadoro de forces políticos de Catalunya (la C.C.F.P.C.), qui travaille avec l'A.C. et permet la représentation de toutes les tendances politiques, quelle que soit l'importance de leur implantation. Plus récomment, l'A.C. a du se prononcer sur la création d'un comité de liaison qui seroit chargé da ses relations avec la Junte

conforme aux statuts de 1932 :

tion pour toutes les minorités

4. Le droit à l'autodétermina-

Les diverses formations antifranquistes et démocratiques qui composent l'opposition au régime peuvent être représentées par les cina secteurs suivants : les arganisations populaires et ouvrières, les partis politiques, le grand capital, les groupes professionnels et Eglise (4). Chacun de ces secteurs Joue deux rôles distincts : d'une port comma composente du mouvement antifranguiste régional

démocratique et d'autres instances

Sociologue, diplômé de l'University of the Pacific (Californie).
 spécialisé dans les civilisations his-

Par KARL MICHAEL*

(A.C.): d'autre part, au sein du mouvement ontifranquiste natiosel (J.D.). Au niveou régional, ces secteurs relient l'A.C. à la base ou travers des tâches de coordination et de direction. Au niveau national, l'A.C. doit transmettre les revendications des divers secteurs et classes sociales et reflèter les monorts de force existants Tous les secteurs reconnaissent l'A.C. comme seul organisme politique représentatif de la Catologne. Mois quel doit être leur type de repré-sentation par-delà l'assemblée régionala? Les mouvements populoires et les groupes professionnels les prisonniers et exilés politiques ; doivent-ils être représentés direc-2. Les libertés politiques et syntement à la J.D. comme ils la sont à l'A.C.? En Catalogne, la solu-3. La création d'un gouverne-ment provisoire en Catalogne tion adoptée a donné noissance à

la formation de deux instances politiques, une générale, l'A.C., et une autre regroupant uniquement les partis palitiques, la C.C.F.P.C. Dans un communiqué paru ou début du mois de septembre 1974 (5), lo commission exécutive du P.S.O.E. (6) qualifie la J.D. comme une C.C.F.P.C. mal achevee ; en d'autres termes, monque t-il à la J.D. une instance générale comme l'A.C., où tous les secteurs de l'opposition antifranculste sont représentés? Il ne s'agit pas de substituer à un

organa existant et reconnu de

tous (la J.D.) une outre assemblée

plus représentative, mais d'appli-

quer ou mouvement antifranquista

une politiqua eusceptible d'élorgir

son audience. La seula existence de lo J.D. o cree une nouvelle situation palitique, obligeant tous les portis palitiques à se définir par rapport à son pragramme. L'extreme gauche dolt se prononcer sur l'ouverture afferte au niveau notional par une olliance avec d'autres couronts. Tout en copartenant à l'A.C., des partis tels que le P.T.E., l'O.C.E. Bandero Roja, le M.C.E. (7) et outres se sentent obligés de faire ce choix. En dehors de l'extrême gauche et des partis qu' odhérent à la J.D., des partis du centre et de la gauche non comJ.D., ile ont refusé en invoquant " « embiguité » de sa position sur problème des minorités natio-

Pour concurrencer la J.D., certaines personnalités, pormi les-quelles MM, Garcia Lopez et D. Ridrueja, ont convoqué au début notomment le P.S.O.E. et une formation démocrate-chrétienne dirition d'un gouvernement clondesvante: negocier avec la J.D. ou

tème culturel-politique dominant, La Catalogne n'est pas l'Euzkadi. Une longue tradition d'antagonismes oppose les nationalistes aux formations de la gouche « espaonole > en Euzkodi. Leurs divergences ne sont masquées que par repression qui les frappe sans discrimination ou dans de rarea actions unitaires et ponctuelles. La grève générale du 11 décem-bre 1974, dont l'ampleur a dépassé toutes les prévisions, en a fourni ua bon exemple. Mais ces octions ne peuvent en oucun cas remplocer une structure de coordination et de représentation. Etant donnée leur position très critiqua por rapport à la J.D., il est peu probable que des formations de gauche comme le M.C.E., l'O.R.T. (8) ou

J.D. Pour les autres minorités nationales et regionales, la formamuniste (tels que des formations démocrates - chrétiennes et le P.S.O.E.) sont représentes à l'A.C. tion de juntes régionales est déjà une réalité dans le reste de l'Esmals, invités à participer à la

de septembre 1974 une conférence démocrate à laquelle ont assisté gée por M. Ruiz Jimenez, L'échec de cette tentative et de la formatin avec MM. Areilza, Ruiz Jimenez et Diez Alegna a rejeté ces portis devant l'alternative suise condomner à une passivité qui ne peut, actuellement, qu'affaiblir

tation. L'Eglise, le grand capital et les groupe e professionnels (juristes, médecins, atc.) sont représentés à la J.D. por des hautes personnalités qui n'ont que peu de liaison avec l'apposition à la base. Par contre, l'A.C. regroupe oussi bien des personnalités que des représentants démocratiquement élus à la base. Mais il y o toute raison de croire que les négociations et échanges entre la J.D. et l'A.C. vant conduire à une convergence politique réella.

La seule voie possible

D'AUTRE port, les minorités notionales sont aussi différentes entre elles qu'elles le sont du sys-TA-VI forment une junte régionals. D'autre part, les portis nationolistes comme ETA-V et le P.N.B. (9) n'ont pas l'intention de rejoindra la J.D. aussi longtemps que cella-ci ne garantiro pas l'autodétermination des minorités nationales. En dépit d'un .. a u ve ment antifranquiste de grande anvergure, l'Euzkodi reste un très grand problème pour la

poone, où la mouvement ontifron

quiste passe avant les revendica-

Il est clair que la J.D. est une formation-clef qui sera déterminante dans la rupture democratique avec la régime franquiste. à portir duquel se développera 'instance politique qui supplantero ce régime. Mais celo n'est possible qu'à condition qu'elle élorgisse sa igne politique de moniare à inclure d'autres formations antifranquistes et qu'elle reconnaisse le droit à l'autodétermination des minorités

(1) Voir le Monde diplomatique, Lévrier 1974. (2) Agencia Popular Informativa (A.P.I.), 10 juillet 1974.

(3). Seule la Convergencia socia-damocrata n'adhère pas à l'A.C., bien que son éventuelle apparte-nance soit en cours de négociation. (4) Voir Els parties politices en la Catalussa d'april (les Fartis poli-tiques en Catalogne aujourd'hui), livre en catalogne aujourd'hui, livre en catalogne aujourd'hui,

(5) Voir El Socialiste, organe du P.S.O.E., 7-15 décembra 1974. (6) Parti socialiste ouvrier d'Es-

(7) Parti des travailleurs d'Esnuniste d'Espagne. (8) Organisation révolutionnaire les travailleurs.

(3) Parti nationalista basque.

In regroupe

M. TERNA

prépare une transition pacifique

E règime dictatorial espagnol est arrivé à un point où il e besoin d'évoluer et où !!

prouve qu'une évolution est impos-

sible. Cela eignifie que les instances

politiques, éleborées en accord avec

la volonié du général Franco pour protéger les intérêts d'uns minorità.

cont coherentes avec as propra

été pansées comme réalisation juri-

dico-politique de l'inamovibilité;

dans le sens qui les définit, il est donc contradictoire de prétendre

qu'alles puissent se transformer par una évolution. Il y e une contradic-tion insurmontable dens les projets

de ceux qui voudreient que les ins-

titutione conçues comme inamovibles

deviennent la source d'un avenir

pelitique différent de celul que cas

mémes institutions définissent, A

l'heure actuella, et ceci est très

ciair, toutes les tentatives de

réforme sont veines car les Cortès

espegnoles ne peuvent pas aller

plus foin, ni le Conseil national du

locique. En effet, les Institution

qu'on ne saurait ignorer. Bien qu'elle représente délà un qu'on ne saureir agnorer. Autorité souhaite encore obtenir éventail politique essez large. la junte souhaite encore obtenir l'accord de diverses formations. Il s'agit notamment du parti socialiste ouvrier espagnol et de personnalités démocrates-chrétionnes. D'autre part le gouvernement de M. Arias Navarro tente une opération de diversion en préconisant une ouverture par le moyen de la création d' « associations politiques » (le mot « parti » est peu prise...) dont la Junte démocratique estime qu'elle constitue un «échec complet».

Enfin, l'attitude de la junie à l'égard des différentes provinces ne manque pas de susciter des débats assex vifs. La junte, en effet, est jugée trop « centraliste » par exemple par l'Assemblée

des oppositions

de Catalogne, en sein de laquelle se retrouvent des tendances politiques extrêmement diverses. L'article que nous publions sur ce sujet analyse en détail les difficultés qui peuvent surgir ù ce propos, tout en laissant percevoir les bases éventuelles d'une solution donnant satisfaction ù la fois an pouvoir central de domain et aux aspirations des diverses nationalités.

Il n'empêche que le développement de l'activité de la junte démocratique constitue d'ores et déjà un avénement capital dans l'évolution politique du l'Espagne où la survie du fran-quisme devient de plus en plus anachronique, suriout après l'élimination du salezarisme au Portugal.

DÉMOCRATIQUE

CALVO SERER *

Vatican qu'à Washington, à Bruxelles qu'à Lisbonne. Plus grave encore est son conflit avec le Maroc. Symbole de l'isolement et de la solitude du franquisme, le pays a même des problèmes avec Andorre.

Face à cette situation, la res-ponsabilité de France est absolue, si l'on se souvient que l'opposi-tion démocratique (libéraux,

basques et antonomistes cata-lans, carlistes et juanistes) ne fut pas scule à condamner sa politique; au sein même de la coalition nationale conservatrice, coatrion nationale conservatrice, qui l'appuya depuis 1936, des voix s'élevèrent pour demander à Franco de renoncer à sa conception utopique d'une « démocratie organique » et d'accepter les réformes qui auraient, peu à peu, conduit à une certaine forme de démocratie.

est patent : les juntes démocra-tiques ne cessent de se dévelop-per, un peu partout dans le pays, et dans la plupart des profes-

Leur large implantation permit à la junte démocratique, le 12 mars 1975, d'assister à la séance plénière du Parlement

européen, à Strasbourg, en pré-sence de son président, des mi-nistres de la Communauté et de

nombreux députés libéraux, so-cialistes, démocrates chrétiens et centristes. Ainsi la junte fut-elle

native démocratique en Espagne.

partis et tendances politiques, depuis la droite « civilisée » — ou récliement democratique — jusqu'an partis communiste, en passant par les libéraux, les so-

passant par les libéraux, les so-cialistes, les démocrates-chré-tiens les républicains, les mo-narchistes. Dans le cadre du régime franquiste, le parti com-muniste se trouve au premier rang de la lutte pour les libertés, comme il le fut pendant la pé-riode de la résistance contre le fascisme et le nazisme en France et en Italie. Des forces sociales, professionnelles et économiques

professionnelles et économiques appuient également la junte ; de même, des personnalités des

divers secteurs de la vie natio-nale, unies par le désir commun de construire la démocratie par

de construire la démocratée par un parte qui rende possible cette révolution, y participent, aux côtés des représentants des forces régionales prêtes à rêtablir sur le champ les autonomies détruites par le fascisme national et international en 1939. Par ailleurs, la junte reste ouverte et poursuit un dialogue constant avec les partis qui ne l'ont pas encore rejointe.

l'ont pas encore rejointe.

La junia offre la seule alternative possible au vide politique dans lequel se trouve finalement le règime franquiste.
Quand viendra son heure, le
gouvernement provisoire rétabilta les libertés publiques, autorisera les partis démocratiques
sans aucune exception, et garantira l'expression sans équivoque
de la volonté du paume eson-

de la volonté du peuple espa-gnol en ce qui concerne la forme définitive de l'Etat.

gnol en ce qui concerne la librate définitive de l'Estat.

Il nous reste, enfin, à évoquer les moyens dont dispose la junte pour vaincre la résistance antidémocratique des intérêts établis pendant trente-cinq ans de fascisme et la traditionnelle mentalité autoritaire de la droite espagnole. Dans le contexte actuel de l'Europe, ni le comp d'Etat ni la grève névolutionnaire ne constituent des moyens adéquats pour rétablir la témocratie dans une société industrielle. La France nous a montré, en mai 1958 et en mai 1968, comment en finir sans effusion de sang avec les résistances féodales et l'antoritarisme d'un géneral. Au cours de ces deux moments historiques de la vie française, la réponse des tenants du pouvoir face à la pression militaire ou ouvrière fut la négociation. En Espagne aussi, on

Elle réunit divers groupes,

Le pouvoir de Franco finit avec lui pris une campagne de diffa-mation, qui s'ajoute à la répres-sion. Le but est de présenter la création de la junte comme une manœuvre de s communistes, destinée à bloquer le projet « réjormiste » du règime : main-tien d'un pouvoir fort d'allure démocratique, grâce au soutien da certains secteurs socialistes et de la démocratie chrétienne. Mais l'échec du gouvernement est patent : les juntes démocra-

FRANCO compta toujours sur FRANCO compta toujours sur une sorte de légitimité « charismatique » de façon tout aussi vraie que la résistance des forces démocratiques et que l'opposition du Caudillo aux réformes proposées ou sollicitées par ses allies. Cette légitimité lui permit de gouverner, avec une collaboration plus ou moins large des conservateurs, sans avoir à recourir à la seule répression.

Ce n'est plus le cas avec le gouvernement actuel de M. Arias gouvernement actuel de M. Arias Navarro, qui tente de combler le vide de pouvoir provoqué par la vieillesse et la dégénérescence physique du Caudillo. En effet, la coalition nationale de 1959 s'est totalement disloquée depuis la disparition de Carrero Blanco; M. Arias Navarro dispose seulement d'une bureaucratie disciplinée par un régime autoritaire, de la police et d'une force paramilitaire comme la garde civile. En dernière extrémité, c'est l'armée qui intervient comme l'armée qui intervient comme force de répression, en imposant eux travailleurs une mobilisation de type militaire; et les conseils de guerre — bien que l'Espagne soit en paix - continuent a

Ainsi, les prétentions « libérales » des franquistes, l'approche de la mort du Cau dillo, sont-elles maintenant tout aussi illusoires que l'absurde conception de la « démocratie organique ». Les « réformistes » entendent innover... dans le ca-dre d'un système monarchique imposé par Franco pour que son régime continue. L'échec de Franco et du fran-

quisme se manifeste enfin dans la situation lamentable de l'économe espagnole. Grèves multi-ples, taux d'inflation élevé, chô-mage grandissant : autant de preuves flagrantes de la crise preuves flag économique.

Le régime franquiste a, bien malgré lui, créé une situation propice au développement d'un puissant parti communiste. Le mieux adapté de tous à l'action clandestine, le parti communiste ne cesse d'étendre son influence parmi les travailleurs soumis en permanence à l'oppression par les conceptions fascistes ou cor-poratistes qui régissent la poll-lique sociale des franquistes, démocrates-chrétiens et technocrates. Cela n'a cependant pas empèché les « commissions ouvrières » de contrôler désor-mais la base de l'organisation syndicale étatique.

A ces données de la réalité nationale s'ajoutent la transfor-mation industrielle du pays, qui n'est plus à prédominance agrin'est plus à prédominance agri-cole; un plus haut niveau de richesse et de culture, un nou-veau climat spirituel propice au dialogue et à la tolérance; tous ces facteurs ont, peu à peu, constitué les nouvelles bases sociales, culturelles et économi-ques sur lesquelles pourra etédi-fier un régime démocratique.

Se proposant d'offrir une réelle alternative an pouvoir fran-quiste une junte démocratique d'Espagne s'est formée; l'opi-nion internationale en fut avisée à Paris, le 30 juillet 1974, par Santiago Carrillo, secrétaire gé-uéral du parti communiste, et par mol-même. En réponse, le

Auclen professeur d'Univer-sté, ex-directeur du journal Ma-drid, ancien conseiller privé do Don Juan.

gouvernement espagnol a entre-

socialistes, communistes, démo-crates-chrètiens, nationalistes eut un exemple de passage paci-fique d'un régime à l'autre, de la monarchie à la république, en 1931.

La funte démocratique s'ins-pire de ces méthodes pacifiques qui s'opposent à toute sorte de violence alin de préparer l'action nationale démocratique qui obli-gera le régime franquiste à céder le pouvoir. La grève des deux gera le régime franquiste à céder le pouvoir. La grève des deux cent mille ouvriers dans le pays Basque, le 11 décembre dernier, les conséquences de la journée nationale de lutte, le 26 février 1974, et l'extension des protestations au cours de l'automne et de l'hiver dernier dans les secteurs sociaux, professionnels et régionaux les plus divers; au tant d'indices qui nous montrent que le franquisme devra cèder le pouvoir dans un délai qui ne saurait être loindélai qui ne saurait être loin-

La junte s'opposera à toute concession « réjormiste » des millenx franquistes qui, comme leur chet, sont maintenant dans l'incapacité de gouverner, et exigera, dès que la situation politique s'y prêtera, la formation dun genyermenent provisoire. d'un gouvernement provisoire qui readra possible l'avènement d'une authentique démocratie.

LA FIN DES CONTRADICTIONS Par ENRIQUE TIERNO GALVAN *

L'oligarchie, qui assiste à le fin du régime autoritaire espagnol, est réellement face à une eltration dif-

ficile car son unique issue serait un changement; or changer les structures du système en heurte, et c'est normal, à d'énormes difficullés. il n'y a pas de secteur où les contradictions al les difficultés soieni plus concrètes et plus profondes. Dans ce sens, c'est un exemple exceptionnel que cetul de la bourgeoisie espagnole compre-nant que ses intérêts seralent mieux protàgés par une dàmocratie, desi-rani cette démocratie mais ne sachani pas quelle vole suivre pour la trouver. On pourrait dire le même chose de l'ordre international : les pulssances qui ont aidé le régime espagnol à se meintenir et son nomie à se développer, comptant sur une évolution politique du système, sont maintenent devant un résultat prévisible, mais qu'elles n'ont pes su prévoir : les institu-tions qu'elles ont soutenues sont meni inaples à défendre les Intéréta économiques stratégiques qu'elles voulaient protéger en Espagne. Ces pulssances penchent désormala vers la démocratie alors que, durant un certain temps, elles onl opté pour le chemin apparemmani facile, mais, en vérité, îrréalisable, d'une évolution du réglma

La clesse dirigeante espagnole. le peuple espagnol et les pulssances ayant des intérêts proches et concrets en Eepagna soni conscients qu'una évolution est impossible el que loute tentable da l'Imposer poussereit le paye vars le violence ou le chaos. Il semble donc évident qu'il ne reste qu'une seule voie : eccepter un change-meni profond impliquent le remplacement du système politique ectuel par un système démocratique. C'est le voie d'une révolution politique.

Révolution évidemment pecifique et non pas révolution eociale qui sauterait, de menière violente et à partir de données chimériques, de le société capitaliste à une société sane classes. Nous nous référons à un changement politique qui sarait révolutionneira car li néceselle un remplecement complet du syslème. Y pervenir requiert l'effort de tous les Espagnole et le concours des puissances intéressées à la démocratie, eans que cela implique una ingérence d'autres pays dens

nos ettaines intérieures. Il serair difficile de parvanir à quelque chose de concret dans le pratique ei l'effort da tous les Espagnole no s'exprimait pas d'una accord pour établir la démocratie e: le défendre. L'accord doil avoir le valeur d'un pecle politique euquel participent les torces sociales. Il la démocratia (et de l'obtenir) dans l'illusion que sa almple existence

résoudrait tous les problèmes : la démocratie n'est pas un pouvoir Le concours des Européens

ES forces sociales, dans leura aspects les plus généraux, et les forces politiques qui vont de le droite raisonnable - lusqu'à ta gauche, admettant la damocratie pluraliste constituée selon les principes do l'Etal da droit, doiveni se mettre d'accord. Ceci est une nécessilé qui concerne non seulement les Espagnols meis aussi caux qui interviennent dens le processus de la détente globele et de le délente partielle, car una perturbation, una altération profonde de l'équilibre politico-social espagnol se refléterait en une perturbation de l'équilibre européen et de l'équilibre mondiel. C'est un processue dont personne en principe ne doit être exclu, eu bénéfica da la paix, non seulement dans la Méditerranée, mais eussi dane des zones plus étendues. Il na faut pes oubliar non plus la défense des valeurs morales de le communeuté qui a souffert tent d'ennées une dicta-

ture. L'eccord pour une democratie, eujourd'hut concrétisé par le formalion des juntes démocratiques, dolt se constituer an une réalité. Il n'existe nas d'autre allemetive qui offre à la fois une lesue pecifique el une solution à le situellon ectuelle; solution qui ne peut pes étre le résultat de le défense des privilèges ou des inlàrêts d'un perti ou d'un groupe social mais da la nécessitó pour toutes les classes, pour le peuple espagnoi et pour l'équilibre occidental, d'instaurer la démocratia en Espegne.

* Avocat, ex-professeur de l'uni-versité de Salamanque.

megique et suppose organisation, l'organiser en teneni compte des caractéristiques et des nécessités de chaque pays, oussi un accord est-il

Une fois définles les lignes générales de la dâmocratia qu'on va établir, ta démocratie sera réelleprocéder d'eucune eutre menlère, mais d'eutre part on no peut trop Entrer dens une périodo rénova-trice eans savoir exactament comment va se faire le changement et quel est son sens équivaudralit à entrer dans una périoda da désordra

Tout ce que nous avons dit e une importance particulière si on ee réfère à l'Europe communautaire. L'Espagne ne peut pes continuer é être la demiàre dictature de la Méditerranée, isolée de la Communeuté européenna à laquelle elle eppartiont pour des raisons céogrephiques, historiques, culturelles et enthropologiques. Il ne semble pa non plus qu'un tel isolemeni convienne à la détente globale et que l'Espagne pulese se convertir en un « Porto-Rico » da la Méditerranée. Il est certain, et nous le repétons, qu'instaurer la démocratia an Espagne esi l'affaire des le concours des Européens est nécessaire. Il convient que l'Espagne soit membre de plein droit de le pervenir, il feut que l'Etat espegnol se définisse par des institutions at des principes en eccord ovec l traité de Rome.

> Parmi les nombrauses contradiclions quì, en général, prédominent en Europe, il y a celle, el ce n'esi pas le moindre, qui se dégage de l'attilude des Européens à l'égard de l'Espegne. Tout en étant théoriquement en complet désaccord avec les fondementa idéologiques (et leurs conséquences pratiques d'ordre juri-dico-politique) de l'actuel Etal espagnol, dans la pratique, l'aide et les bonnes relations sont permensates. devrsil se résoudre pour une plus granda cierté dens las raletione internetioneles, au bénéfice des idées mêmes que les Européens prélendent défendre.

Correspondance

La critique des Nations unies

A la mitte de l'article du profes-seur J.-W. Somuels intitulé « Les flusions de la majorité automa-tique « (le Monde diplomatique, avril 1975, p. 20), M. Sylla Sall Fou, étudiant à Paris, nous adresse une longue lettre dont nous extrayons les passages sulvants:

Il serait excessif d'affirmer que l'ONU est dénuée de toute efficacité, comme la démonstrarion de l'anteur conduirait à le penser. Nons ne parterons pas lei des actions de l'ONU dans des domaines aussi variés que le domaine écouomique, le domaine social. l'assistance technique, les droits de l'homme. Prenons plutôt la décolonisation, domaine hantement poultique. Ou nous opposera peut-être des arguments tris que la détermination des super-puisances de mettre flu au colonialisme, du moins sous sa forme elassique, ainsi quo te dépassement du fait colonial, mais nul ne pent nier le rôte d'accélérateur que l'ONU a joué dans ce processus.

colonial, mais nul ne pent nier le rôlo d'accélérateur que l'ONU a joué dans se processus.

L'ONU a un rôle toot sussi considérable : celui de servir de tribue moudiale, de permettre à chacun, faiblo on fort, de faire entendre sa voix. Ou uons objecters pent-être qu'il s'agit à de discours sans oncuno ronséquence. Nous demanderons alore pourquoi des accuratione portées coutre te! ou tel gouvernemont du bant de cette tribune provoquent souvent de violentes réactions? (...)

Bals (...) lo questiou fondamentale est la remise en question par l'anieur du principe de la u sooveraineté nationale n, du principe de la u sooveraineté nationale n, du principe de la u sooveraineté nationale n, de voix. Sur quelle base va-t-on fonder cette pounteration? Militaire, économique, démographique? La réponse est esquivée. On se contente de nons dire on « il n'est pas nécessaire qu'un Etat dix fois plus puissant qu'un autre dispose de dix fois plus de voix enternent plus grands. (...)

Toute pounération est difficile à établir dans le domaine politiono. L'autern nous cité les exemples du F.M.I. et de la Banque mondiale; bornis le fait onfi s'agit d'organisations financières, où le vote est fuelle à pondérer puisqu'il tient à la part détenne par chaeun, il y a lieu de sigualer l'utilisation ezandaleuse que certains out l'aite de leur force dans ces organisations pour des raisone tont à fait étrangères aux buts visés par lesdites.

Bais l'auteur cite le ens plus intéressant du droit de vete au Consell de sécurité.

organisatious.

Hais l'auteur cite le eas plus intéressant du droit do veto au Conseil do sécurité, exemple par excellence de pondération, puisqu'il permet à un seul Eixt de parajyser la décision d'un organe entiez, et même toute l'organisation internationale. Nous ne nous prononcous pas sur l'utilité du veto, mais nous voulons simplement remanquer que l'auteur remet en question ce droit en ce qui concerno la France et la Grande-Bretagna. La couclusion qu'on peut en tirer est 00'il faut, soit supprimer ce droit pour ces deux pays, soit l'accorder à des Etxis qui ont une puissance économique à peu près sem-

blable, et cela sur uno base purement économique, car c'est la R.F.A. et le Japon qui sont cités en exemple. L'inde n'est pas citée, car seul lo critère démogra-phiqua pourrait lui octroyer ce privilège. Cela résuma parfaitement la situation instable où nous conduira la pondération, situation qui sera organisée jusqu'à l'into-lèzable par l'imprécision des critères déter-minants. (...)

minants. (...)

La vérité est que souvent l'idée de u majorité automatique n eous-tend uu certain mépris : elle suppose souvent que les gouvernements du tiers-mondo ont peu de seus de leur responsabilité, agissent souveur sans discernement, ce qu' est join d'être le cas. Ce qu'il fant dire, e'est que beaucoup de paye ne peuvent pine faire de l'ONU « leur ebose » comme ce fint le cas anparavant. Ils sont agacés de voir eeux qui étaient perçus comme des clients potentiels uo pas entrer dans le cadre tracé.

C'est à ce niveau que doit s'opérer le

ebangement fondamental qui doit permettre aux grandes puissances non pas de renoncer à dominer, ce serait trop leur demander, mais d'accorder plus d'attention et de respect aux impératifs des autres nations. Cela éliminera des ottitudes de défit, les résolutions ue seront plus considérées commo des actes d'bostilité, mais comme des instruments de conclliation et de coopération. Car les difficultés da l'ONU ne ticnnent pas tant aux insuffisances du mécanismo qui emportera nécessairement des ionrdenre, empts tenn de l'ampleur de l'organisation, mas elles proviennent du trop grand attachemont des Etats à la notion do sooveraineté, à leur répugnance à obéir à l'organisation, ebagne fois qu'ils estiment feur intérêt lésé.

La survie et l'essor de l'ONU dépendront toujoure de la foi que les Btats et les bommes annout en la cause de la paix. Si cette foi fait défant, toutes les concinsions que le comité de révision dégagera seront vonées à l'échen (...)

L'Occident et le tiers-monde

La lettre de M. Jean-Morc Chau-mette (le Monde diplomatiquo, avril 1975, p. 15) nous a valu un abondant courrier. La réponse que lui fait M. Pierre Yakèté, étudiant en sciences économiques à l'univer-sité de Caen, nous paraît exprimer asses bien la réaction générale.

Sans vouloir entrer dans le dédale de la problématique impérialiste, le progrès technique est et restera peudant long-temps uo lustrument de domination. M. Chaumette a peut-être l'excuse do penser le tiers-monde en termes abstraits, mais l'ûccident, en y emastruisant des usines ou en y introduleant l'ogrieniture mécanisée (pour ne citer que ees dons exemples), y transfère bel et blen sa lechnique l'ent-être ennvient-il aussi d'ajouter out toot cela se fait pour le molheur des populations do ce paye et au grand profit de l'Occident? (...)

Reste alors le cas de la formation des cadres et techniciens du tiers-monde. Là encore la réalité est étrangère aux fictious de M. Chamette. (...) Croire ono l'occident ouvre ses universités aux émdiants du tiers-monde par abnégation serait faire prenve d'une univeté infantile. A notre connaissance, la formation des cadres s'ioserit dans un ensemble pine vaste que sout les traités de coopération. Les motivations économiques sont do loin le facteur dominant; la formation des cadres n'est qu'un élément secondaire. La onestion fondamentale, en fait, est cello de savoir à qui profite cette formation des cadres ?

Puisone le vin est tiré il faut le bolre:

Pulsque le vin est tiré, il faut le boire : aliénés, corrompus, formés dans lo mépris des masser populaires, ces u gestionnaires de la pénnrio n ne sont antres ono les fidèles serelteurs de demain poor l'Ocei-dent, Comme on le volt, l'Europe occiden-talo y retrouve son compte, pour no pas parier des Etats-Unis.

Les inégalités des revenus

A propos de dossier consacré aux inégalités des revenus (le Monde diplomatique, avril 1975), Mme Macchling, de Strasbourg,

L'introduction me la la se perpiere:

u Cette politique globale ne pourra être
enrigée, renversée, que le jour où ses
vietimes se montreront capables de l'aire
la synthèse des deux faces inséparables
d'une même oction: contre les injustices
à l'intérieur de leur propre société, enutre
les injustices dout cello-ci se rend coupable à l'encoutre d'antres sociétés plus
pauvres, n
Ja suis mariée à un bomme, qui est

Ja suis mariée à un bomme, qui est routier T.I.R. (transports internationaux

rontiers) depuis deux ans; avant il était routier dans lo Hant-Rhin, la Hante-Saône, etr : ça fait quatorze années de vic commune dans la classe ouvrière, et je suis bien placée pour vous dire que ectre phrase-la ne tient pas débout, ce sont des mots et des mots, et c'est un scandale. C'est trop facile de dire aux exploités : débrouillez-vous, c'est votre alfaire, alors que c'est tout un système économique basé sur Pexploitation qui les maintient volontairement sous-développés et impuissants à réagir.

Telle que notre société française est constituée, les s victimes n, commo vous dites dans votre revue, ue pourront jamais prendre leur vie en main. Ren-versex la situation.

1. des mug

e Le accialismo et le communisme ont donné un visage à l'espérance des hommes, « ... Ms tâche de communiste est de lui rendre ce visage.

e ... Vivre selon la loi fondamentale de l'être : l'amour. p Je suis chréties. «

Le communiste et le chrétien se rencontrent Le communiste et le chrétien se réncontrent pour exceller dans l'exercice de la confession publique, mais, estte fois, le publie est vaste. Ainsi brille à nos yeux, dans son utitime intensité, sans éclipses ni vacillements, cette et numére n dout Roger Garandy atteste qu'elle l'éclaire depuis quarante ans, et qu'il a reflétée dans une trentaine de livres. Et il est hien vrai qu'on retrouve à travers ces livres, avec cette e loi fondementale u do l'amour, la dénouciatinu inlassable du dualisme, véritable pêché originel, et l'affirmatinu d'uno trinité : Foi - Poésie et l'affirmation d'une trinité: foi - Poésie -Révolution, qui se manifeste dans la certitude que la création doit être continuée par les hommes; ce qui s'exprime par un lelimotiv dont l'involontaire répétition est elle-même révé-latrice : « l'émergeuce poétique de l'homme ». Conséquence : « J'appelle politique conservatries toute politique prétendant apporter aux masses, du dehots et d'en haut, leur avenir et leur sena. (Sont applicitement visée » le navit et ses foisis »). (Sont explicitement visés « le parti et ses cheis ».) J'appelle révolutionnaire toute politique fondée sur les possibilités créatrices de chaque homme et de tout bomme, »

Aussi, pour ce e militant de la création n, e l'acto de création artistique est peut-être à la fois le modèle de l'action révolutionnaire et de la foi chrétienne s. Idées et convictions qui ce trouvalent délà dans ses romans de jennesse, Antée et le Ruttième Jour de la création (2), et se retrouvent naturellement dans ses essais d'esthétique et d'éthique (3).

TOUTEFOIS, ee militant et croyant du eban-I gement total, il serait étrange et même inquiétant qu'il n'eût pas int-mêmo changé. On peut saisir cette évolution, presque aux extrêmes de l'itinéraire, en un repêre très pouc-tuel mais très actuel. Aujonrd'hui, Roger Garandy compte parmi les défenseurs de Solje-nitsyne. En 1947, dans Une littérature de fos-soyeurs (les trois autres étant Malraux, Manriae et Sartre), il écussait lo menteur, mystificateur et Sartre). Il écrasait le menteur, mystificateur et imposteur Koestier. Or, ce que les orthodoxes reprochent à l'auteur du Goulag (et Garaudy

n'est pus de coux-là), c'est do rankmer une vieille vérité qu'il faut oublier su nom d'intérêts eupérieurs à la vérité. Qu'est-elle, sinon la vérité même de Koestler?

En ce temos-là, Roger Garandy Pécrit (dans Toute la vérité, Justement): e Nous ne savions pas e Mais: e Maintenant, nous savous e Ter-rible savoir. Quelque chose comme si Garandy, chrétien des premiers tamps, apprenait soudain que Piorre a traini toute su vie le Christ mort, a perverti et déshouoré le christianisme et jeté les chrètiene aux bêtes. L'étonnant, c'est qu'il croie aussitôt, la mort dene l'âme, cette dénonun ultime appel. En controparis de ces posi-tious déjà en fièche, on note plus d'un aligne-ment : «l'utople», qui sera tenne pour « néces-saire « dans Perole d'homme, est encere dénoncée au mêmo titre que l'anarchisme. Et gauchisme et ganchistes sont très sévèrement traités, sous

C'est pourtant dans les divergences sur l'in-terprétation de Mai que va se révéler la fissure qui se creuse branquement avec l'intervention en Tchécoslovaquis et ses sultes, et ne pent plus aboutir qu'à Penchuson : pour inopportunisme.

Par YVES FLORENNE

ciation par les propres acolytes de l'apôtre-traitre. Révélation-choc, en tout cas, qui fut — qui est redevenue, avec le néo-stalinisme — le drame des communistes. De ceux, du moins, qui n'en ont pas pris, si l'ose dire, leur parti.

Après d'autres, avec d'antres, qui sont entrés dane les rudes et épineux chemins de la liberté, Roger Garandy le déclare : e Je n'el jamals rougi d'avoir été stallinien, > Ce qui va de sol, puisqu'il était communiste français. L'intéressant puisqu'il était communiste français. L'intéressant est de voir comment, non en surface mais au plus profond, il a cessé de Pêtre. Il est instructif de relire aujourd'hni Pour un modèle français du socialisme (4) parce que, — paru sous le titre Peut-on être communiste sujourd'hui? (5), à la veille de mai 1968, republié dès le lendemain — ce livre marque pour son anteur la ligne do partage des eaux. C'est un expect elassique du martisme et de con application encore pure qualque personnelle par Lénine (ce n'est uns quolquo personnelle par Lénine (ee n'est pas ches Garaudy qu'on trouvera Paccusation de prestalinisme) (61; une défanse et illustration du « modèle soviétique », où sont notées des e déformations » auxquelles le vingtième congrès a apporté e certains correctifs e. Immédiatement suivis, à Budapest, d'un correctif d'une entre sorte, auquel l'étude du « modèle n us fait d'all-

Il en ira tout autrement du correctif de Frague, dont six mois nous séparent encote. Pour l'heure — après la description critique du « modèle chinoise, « révokution pervertie « — l'enthousiasme se hâte de fleurir, en ce printemps, devant le modèle tchécoslovaque, « le plus beau vieage humain du socialisme ». L'espérance qu'il e fait naître sera proclamée comme nu défi dans la préface, à la seconde édition, maigré l'agression décidée par « les actuels dirigeants soviétiques e ; l'expression significative apparaît et ne disparaîtra plus ; ello s'étendra d'ailleurs à d'antres dirigeants. d'ailleurs à d'antres dirigeants.

Il y a néanmoins dans ces pages l'expression conjuratoire d'une confiance dans le parti com-

Le dessiar édifiant de ce procès de Paris, avec toutes ses pièces, constitue Toute la vérité (7). Il se restait plus à l'exclu qu'à entreprendre la Reconquête de l'espoir (5) : critique radicale de la «version soviétique» et projet d'une version authentiquement socialiste, dans l'autogestion, la démocratie directe, et nourrie par la préoccupation constante du mariage marxisme

L'EVOLUTION, les contradictions, les consuts intérieurs, sont plus sensibles pourtant chez le chrétien que chez le communiste. Chrétien surprenant, d'allieurs, qui note commo négli-gemment, en 1971 encore: « matérialistes et athées, comme je la suis mod-même « ; et : « hien que ne partageant pas les perspectives de l'espé-rance chrétienne. ». Mais des l'année suivante, dans l'Alternative (9), ce singulier athée qui no dans l'Alternative (9), ce singulier athés qui no concevait rien sans Dieu rejette a l'athéismo positiviste », puis professe : e Pendant toute ma vie, je me suis demandé si j'étais chrétien. Pendant quarante ans j'ui répondu non. Parce que le problème était mal posé : comme si la foi était incompatible avec la vie du militant. Je suis sur désormais qu'elles ne font qu'm. Et que mon aspérance n'amait pas de fondement

cans cette fol-ià. «

Qu'on ne s'y trompe pas ; le chrétien demeure aussi « hérétique » que le communiste. D'autre part, on no pout la suivre sans être entraîné dans un long balancement : le royaume de Dieu est à créer sur la terre, il n'est nulle part ailleurs ; et : la terre n'est pas le royaume de Dieu; — il n'y a pas d'autre monde, il y a un monde autre ; et : le e monde autre » est la coudition de l'autre monde, etc. Le lecteur se trouve devant un curieux phénomène de ventriloquie, il se demande : e Qui parle? a. La réponse finale de Reconquête de l'espoir était encere ambigué : la révolution, « ce serait un malheur historique que uous ne la fassions pas ensemble e. Nécessairement ensemble, si « nous «

ne fait qu'un. Mais manifestement e'est le communiste qui s'adresse ici au chrétien: De sont encore deux. Jusque dans la profession de foi de l'Alterna-tive, jusque dans cette certitude déclarée, un croit sentir encore Fombre d'une incertitude. Il fandra trois années et cette e parole d'homme s pour que le « Jo suis chrétien « vienne tout

Et expliquer la lente séparation et la rupture. Et expliquer la lente séparation et la xupture. Quelle essumanicabilité peut-on imaginer entre les purticiens sur le tas du réalisme politique et cet intellectuel infecté de spiritualisme suspect et de lyrisme, malade de sa conscience et de se sepérances, imbu de certitudo personnelle et, par exemple, de celle-ci, « obscure mais invincible, que le socialisme avait besoin, pour être lui-même, de cette dimension divine de l'homme. Ou faire d'un rêveur out voit dans le iui-même, de cette dimension divine de l'hom-me ». Que faire d'un rèvreur qui voit dans le monde socialiste in création divine continuée et qui, aux stéréotypes du socialisme a scientifique », répond: « Une révolution sociale ne sera pas le triompho de la science mais de l'amour « ; qui répudie le oogito, fitt-il devenu « nous pensous », parce que « la première expérience vitale n'est pas e jo pense », mais « nous strooms ».

aimons e.

Roger Garaudy prendrait probablement à son
compte le mot d'un critique, d'ailleurs marsiste, à propos de Stendhal : « Dans un monde faussé, un amour vrai est le seul signe révolutionnaire vrai » (10). En étendant le sens « vomantique » d'amour jusqu'au sens chrétien. Ou est ramané aux derniers mots du « testament « : communiste aux derniers mots du a testament « : communiste et chrétien, amour et révolution. Cette coexis-tence, cet accord enfin pleinement vécu, et hien davantage, cette consubstantialité, ne surpren-dront que ceux qui ne sont pas vraiment out pas assex communistes, et ceux qui ne sont pas assex ou pas vraiment chrétiens. Il est vrai que sa doit faire beaucoup de monde. Roger que sa doit faire beaucoup de monde. Roser Garandy, pendant quarante ans, se sera ardemment efforcé d'être assex, et vraiment, ceci et cela. Ce n'aura pas été sans peine, doutes, déchirements, contradictions, prudences, souf-frances et silences, jusqu'à la rupture doulou-reuse qui sera aussi libération: pour la pensée, la parole, la paix intérieure, le combat, la foi. Il apparaît comme un Lamennais de l'Egiète communiste. Sa e parole d'homma », c'est blen la parole d'un croyant, parvenu à cette croyance à la fois double et unique.

(1) Parole d'homme, R. Laffont, 1975, 270 p., 30 F. (1) Factor d'Romane, E. Lathert, 1915, 270 P.

(2) Edit. a Hier et aujourd'hui s. 1945 et 1946.

(3) D'un réalisme sans rivages, Pion, 1965.

Esthétique et invention du futur, 10/18, 1971;
Perspectives de Phomms, P.U.P., 1961.

(4) Gallimard, septembre 1968.

(5) Grasset, avril 1968.

(5) Voir aussi Lénine, P.U.P., 1968.

(7) Grasset, 1970.

(8) Phil., 1971.

(9) R. Laffont, 1972.

(10) P. Barberis, édition de Stendhal « seion un ordre politique e.

Dans les revues...

El DOCUMENTS - QUESTIONS ALLE-biandes consacre son a dossier » du trimestre à « l'Allemagne et l'Europe », avec sept études, dont la pinpart des auteurs sont Allemands; elles posent le problème de la politique agricole, ou s'interrogent sur la compatibilité avec l'Europe de l' « ostpolitik », voire de la réunification, Une « snalyse française » de Léo Hemon évocus pour l'experier

le « fantôme « de Rapallo. (Premier tri-mestre 1975, trimestriel, 9,50 F. – 50, rne de Laborde, 75008 Paris. Rédaction : D. 1 Berlin. 33 Postfach.)

El Une nouvelle revue, ETUDES ET RECHERCHES POUR LA CIVILISATION EUROPEENNE, se donne ouvertement comme organo de e la droite universi-

e tolèrante ». Largement culturelle, d'aflleurs. On trouvers dans ce premier numéro une utile e Ebbliographie celtique ». (N° 1, 3 numéros par au, abonnement: 25 F. – 138, rue de la Fompe, 75118 Paris).

& Autre revue nonveile, LES CARIERS DE L'EST qui se donnent pour tâche de

contestataires. Le plupart de ceux réunis dans ce premier numéro — il faut le souligner — vivent dans leur pays, y écrivant, et y publient quand ils le peuvent. Dans ce cahier très substantiel, on lira, outre ces textes, celui de l'onesco et la prise de position nettement poli-tique d'Octavio Faz. (Janvier-mars, tri-75015 Paris.)

El PROMESSE, nº 38, elle poursuit de-puis plusieurs années son effort de recherche et d'exploration qui lui a permis de publier des inédits en français de Marx, Engels, Reich, etc. Ce numéro e Hiver 74-75 e s'ouvre par un texte de Mao Tse-toung e sur la question de Staline s. On y trouvers un débet avec Ch. Bettelheim autour de son livra les Luttes de classes en U.R.S.S. 1917-1922, (abonnement à numéros : 36 F. - e Les Quatre Horizons e, 67, rue P.-Brossolette, 92328 Châtillon.)

El C'est à une réflaxion sur les e mutations du métier d'historien a que e'attache François Puret, professeur à l'Ecole des hautes études, dans DIOGENE (n° 89). Il ne s'agit pourtant pas d'un passags brusqué de l' e Histoire-récit a à l' « Histoire-recit e à l' « Histoire-recit e à l' « Pantre, et l'élaboration d'une connaissance scientifique ne retranche rien à l'art du récit. (Premier trimestre 1975, trimestriel, 20 F. – Gallimard, Paris.)

El ECONOMIE ET HUMANISME (nu-méro 221) consacre un ensemble krès diaboré aux travallisms migrants, leur statut, leurs conditions de vie. (Janvier-février 1975, bimestriel, 12 F. - 39, qual Ciemenceau, 69398 Caluire.)

E C.F.D.T. AUJOURD'HUI (nº 12) publle un numéro spécial sur un pro-blème très actuel : les rapports entre les syndicats et les partis politiques. (Mans-avril 1975, bimestrial, 11 P. - 26, rue de

de deux premières parties de l'important essai de l'économiste brésilien Celeo Furtado: le Capitalismo post-national, a analyse des formes du pouvoir ». Dans le même numéro, Monique Rivet rapporte son expérience du féminisme américain et, par là même, du statut — peu évolué — de l'Américaine. (Avril 1875, mensuel, 12 F. - 19, rue Jacob, 75006 Paris.)

El Sous le titre e les Femmes : lutte de classes - Idéologio », la première pertie de BIALECTIQUES (n° 8) réunit des bextes féminaires classiques de la fin du siècle denuier : E. Maux-Aving, L. Lafestre, L. Kautsky (qui fut secretaire d'Engels) et un entretien avec Luce Litgaray, auteur de Socculum do l'antre femme. (Trimestriel, 16 F. - 77 bis, rue Legendre, 75017 Paris.)

E La Nouvelle Revut des Deux Mondes (nº 4) publie la traduction d'un article signé deux étolles, paru dans PECONO-MIST, sur la « sutabondance du pétrole »; surabondance qui se maintiendraté mêma MIST, sur la « surabondance du pétrole »: surabondance qui se maintiendrais même si le prix tombait de 10 à 3 dollars le beril l'auteur prévoit même que des pro-ducteurs marginaux vendront su ving-tième du prix actuel! C'est une critiqua incisive et ironique du « prix olameter « de M. Rissinger. (Avril 1978, menanal, 10 P. – 13, rac de l'Université, 75007 Paris.)

Il a destruction systematique forêts équatoriales, dant il ne resters en l'en 2000 « que quelques échant adignéusement préservés «, est dén par Bobert Allen, spécialiste des blàmes de l'environnement, dans F(DU DEVELOPPEMENT (n° 18) que ;

le Centre de l'information économique et sociale des Nations unles à Genève. L'anteur s'élève contre les méthodes d'abattage massif et les conséquences de ce manacre sur l'écologie et la société des régions équatoriales. (Avril 1975, mentuel, abonnément gratuit. – Palais des Nations, Genève.)

E PRESPECTIVES POLONAISES, publice à Varsorie, consecue un article dans son numéro 3 (dir-imitième année) au développement du commerce et de la coopération économique entre la Pologne et les Etats-Unia. En se fondant sur les prévisions de la commission gouvernementale polono-américaine, l'auteur conclut à la nécessité bour la Pologne d'adapter son offre sux besoins changeante des clients américaina. Quelques précisions intéressantes sur la coopération qui s'est établie avec des litmes américaine. (Mars 1973, mensuel, 2,28 F. - Publié sous les auspices de l'institut polonais des afraires internationales, 80-358 Warecka 1 A, Varsovie 1.)

Le Monde

réalise chaque semaine

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

RÉSERVÉE AUX LECTEURS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER



Numéro spécimen sur demande

> 5, rue des Italiens **75427 PARIS** Cédex 09

insI prési cun tion M, I mi l'u vietn. direct tion faisoi

€.



mment etre

and the fi

100

. ...



Films et histoire

Images soufflées

« La vie est l'origine non repré-sentable de la représentation. » Jacques DERRIDA.

Naguère, les parents conservaient attendris les mèches de cheveux de laurs enfants dans des hoftes d'écaille, fragiles et parfumées. Ils préservaient ainsi de l'oubil une partie immutable des jeunes corps. L'invention de la photographie vint déranger ce goût presque macabre pour les reliques. La photo, en effet, ne prit pas la place, comme on l'a dit hâtivement, de la peinture, elle fut plutôt perçue comme une sorte de grattage à distance des corps, une trace, mieur : un reste qu'îls sacréteraient naturellement et que seule la caméra pouvait un reste qu'ils sécréteraient naturel-lement et que seule la caméra pouvait saisir, dérober, souifler. On constata que le corps produisait de l'image. On appela cette nouvelle qualité: la phetogénie. On prit l'habitude de porter sur soi les photos de la famille; consarver une photo revenait à pré-server un vestige corporel. Ce nouveau fétiche avait le pouvoir magique de rendre présents les absents.

En immobilisant la fugacité, en arrêtant le temps, l'image photogra-phique devenait le souvenir le plus fidèle, le témoignage le plus éloquent. La où une confrontation de plusieurs La où une confrontation de plusieurs versions eût été nécessaire pour garantir un fait, une seule photo suffisait. Avec le cinéma, c'est le mouvement même du temps qui était saisi contrôlé, dominé; le film sonore enfin par une sorte de fascimant tamisage, permit de préserver les seuls déchets nobles du corps: l'image et la voix, lougtemps considérés comme irrécupérables. La remontée dans le temps iprojet fondateur de l'histoire) parut alors possible.

Les témoignages mystificateurs

L ORSQUE les images manquent pour illustrer un événement, le film d'histoire a recours au témoignage. Celui-ci a la particularité d'être énoncé devant nous de manière inaugurale (de là le mythe de la réalité absolue qu'entretient le cinéma réalité absolue qu'entrettent le cinéma direct); ce témoignage fait de nous, spectateurs, des complices de l'analyse effectuée par le réalisateur; il se donne comme une preuve irréfutable. Toutefois, bien souvent, il manque de sérieux; le comble de la futilité est atteint dans le film de Marc Hillel Au nom de la race; l'anteur est à la recherche des théoriciens et fondateurs des Lebensborn, il en localise un grâce à un annuaire téléphonique et l'appelle. L'image nous montre une cabine téléphonique de rue, vide, et le son nous restitue maladroitement une mince conversation où le perune mince conversation où le per-sonnage refuse l'invitation. Nous sommes loin de la démarche d'un bistorien et bien près du journalisme mystificateur pratique par certaines stations de radio.

Par le gonflage artificiel des images, par le selection arbitraire de témoi-gnages, le film d'histoire vise à faire de nous aussi des témoins ; il nous plaque contre l'événement, et souvent, paradoxalement, il nous empêche de comprendre le sens du film ; il oublie qu'un témoin ne voit jamais l'histoire. L'image est souvent choisie non pour son éloquence, sa richesse, mais pour sa rareté, son originalité; ce n'est pas celle qui dit mieux, mais celle qui dit n'importe quoi scandaleusement. Il y a alors danger de nous égarer; ainsi, dans Au nom de la race, le plan le plus fort, parce qu'il condense des fantasmes archaiques d'identité.

L'histoire crut tenir en effet lea éléments définitifs qui devaient permetire son projet. On elimagina que désormais l'histoire tomberait toute faite dans les caméras. Il fallut vite déchanter; les appareils de prise de vues n'étaient pas partout (et surtout pas dans les mains du prolètariat, ou des peuples colonisés) et l'histoire se faisait toujours alleurs.

Il en resta cependant une puissante nostalgie, un regret d'une histoire cueillie naïvement et se déroulant linéairement sous nos yeux comme un film. L'affaire du Watergate nous a rappelé que cet espoir demeure chez ces historiens américains qui enregistraient absolument tous les mots prononcés par le président des Etats-Unis; c'est également cette nostalgie qu'exprime l'auteur de Dreyfus, ou l'intolérable vérité lorsqu'il déclare: a Le film est construit comme un travelling à travers l'histoire. 3

Dans l'impossibilité de parvenir à la réalisation de ce souhait, le film d'histoire (construit à partir de documents filmés précaistants, qui n'est pas à confondre avec le film historique, fiction à costumes d'époque) adopte plusieurs attitudes. En générai il se résigne à être mystificateur puisqu'il ne comble pas l'écart de sens qui s'établit souvent entre l'image proposée et le commentaire. Il multiplie les ceffets Koulecbova, il propose l'image comme le garant irréfutable de l'assertion proférée par le commentaire. La réalité massive de l'image opère un coup de force qui authentifie, garantit et l'égitime le raisonnement. La même image supporte donc un nombre indéterminé de commentaires qui, bien entendu, pourront être contradictoires.

est celui eù l'on voit une grande table sur laquelle pêle-mêle se trou-vent entassès des dizaines de nourris-sons entièrement nus rampant les uns sur les autres, indistinctement, comme une portée gigantesque de jeunes chiots. Autour de la table s'affairent quelques purricultrices qui talquent d'un geste précis et mécanique les fesses roses des enfants. Ce plan, qui revient à deux reprises, semble neus dire que les Lebensborn étaient des

dire que les Lebensborn étaient des usines à produire des enfants, tous identiques et sans nom. Nous savons que c'est là une crainte très répandue, mais les Lebensborn n'étaient pas exactement cela; le film, en se laissant aller à l'exploitation d'un document qu'il contrôle mal, ne fait pas œuvre d'histoire, car il ne détruit pas une fausse croyance (il la renforre même) et il n'exploique pas le sens exact des Lebensborn dans l'Allemagne nazie. C'est encore une fois le sensationnel journalistique qui l'emporte: tionnel journalistique qui l'emporte; à ce propos il est intéressant de constater que le déclin du magazine illustré de grand reportage coincide avec l'épanouissement do film d'histoire, dont la télévision constitue la réserve actuelle d'archives réserve actuelle d'archives.

Le document filmique est rarement soumis à une analyse historique, on oublie que les images sont, eller-mêmes, porteuses d'histoire. Dans le meilleur des cas on les commente; mais en general en leur accorde essentiellement une fonction illustrative, elles viennent eccuper des cases vides réservées, presque typographivides reservees, presque typographi-quement, à illustrer un discours historique élaboré en dehors d'elles. L'ambition, bien mineure, du film d'histoire semble être de vouloir prendre la place du manuel d'histoire dont l'importance de l'illustration graphique n'a cessé d'augmeoter. Le film devient une sorte de manuel saturé d'images. C'est toute l'entreprise de Pathé-Hachette dont Serge Daney analyse un aspect dans cette page, et qui convient parfaitement à la tentative de « déproblématisation » de l'histoire, matière scolaire, que souhaite la réforme Haby. Par son aspect inréfutable, par son ton assertif, le film démontre l'histoire et évite les discussions génantes. prendre la place du manuel d'histoire

Un autre aspect fâcheux du film d'histoire est ce clivage qu'il établit entre une « grande histoire » qui serait politique, et le reste qui ne vaudrait guere, oubliant ainsi le conseil fondamental de Lucien Febvre: « Aucun geste, si insignifiant soit-il en apparence, n'est indigne de la curiosité historique. » L'histoire, en effet, naît de la mise en résonance de données très diverses, perfois de l'accumulation de micro-éléments non illustrables, comme par exemple les fluctuations de l'économie, ou les rapports de classes.

Cet engouement pour la « grande histoire » rend aujeurd'hui le film d'histoire en grande partie responsable des confusions créées autour de la mode rétro; en ne s'intéressant qu'aux aspects massifs, continentaux, de l'histoire des années 1930-1945, en faisant de manière irresponsable de Hitler et du nazisme les héros permanents de cette période, le film d'histoire a négligé de rendre compte d'une certaine vie quotidienne dont les restes (ebjets, photos des parents, vôtements, chansons, meubles...) nous entourent ancore; en culpabilisant une quotidienneté qui n'était pas forcément insouciante, il n'a pas su raccrocher à l'histoire ces restes qui demeurent pour nous inévitablement historiques; il a été incapable de rendre compte du mental collectif à une epoque pourtant cruciale; il a historiques; il a été incapable de rendre compte du mental collectif à une époque pourtant cruciale; il a laissé ce soin au cinèma commercial qui a exploité ce filon avec une grande mauvaise foi, é l'exception d'Amarcord de Fellini (1). Pourtant ces restes que le cinéma élabore et que le film d'histoire néglige sont souvent la source concrète du politique comme les travaux de Michel Foucault ne cessent de le proover. Pour les restituer dans le temps long de l'histoire, certains cinéastes préfèrent le cinéma de fiction. C'est le cas de René Allio, auteur des Camisards, et surtout de Roberto Rossellini, dont toute l'œuvre récente (l'Age du Fer, Pascal, la Vie des spôtres, Socrate, et blem entendu la Prise du pouvoir par Louis XIV) a'applique à retrouver l'évolution des mentalités, la lente transformation des mœurs, l'apparition des coupures dans la longue durée historique. Comme des archéologies modernes pour qui le dessin vient après la pour qui le dessin vient après la photo, dans un deuxième temps plus complexe, plus élaboré, ces auteurs estiment qu'il convient de passer du document brut é la fiction; la fausseté conventionnelle et franche de celle-ci permet par un effet de discelle-ci parmet, par un effet de distanciation, de mieux faire naitre la verité. Cette démarche prouve la naïveté de celle du film d'histoire qui espère, par l'accumulation d'images vraies, soufflées au réel, cueillir ma-giquement le sens de l'histoire (2).

IGNACIO RAMONET.

(1) Cf. article d'Alsin Bergala, dans la page « Mirages du Passè ». le Monde diplomatique, sout 1974. (2) Cf. l'ensemble d'articles « Quand l'histoire agit dans la présent », le Monde diplomatique, avril 1975.



AU NOM DE LA RACES

Ce que le film n'explique pas: le regard languide de la petile fille dans les bras de l'ogre.

L'ORDRE DU REGARD

TN 1931, dans un court texte intituté Petite histolre de le phelographie, Walter Benjamin nete : - Qu'en vienna de la geuche eu de le droite, il leudra bien qu'en s'habitue é être regerde, d'où que l'en vianne. El, è son leur, en regardera les eutres, . En 1936, alers qu'en Allemegne le nazisme e gegné, en même temps que le peuvoir politique, le menopole du regard, du - droit de regerd -, de l'archive (denc du decument), Benjamin aieute - prophétiquemant - qu'il sa produit - une nouvelle eélectien, una eélecvainqueura seni la vedatte et le dicteteur -Il devine alors une chose qu'on e'est empresse d'oublier per la euile : qu'une image n'est paa dennée, qu'elle se prand (ne dit-on pes « le prise de vua », ne parle-t-on pas de « chesseurs d'images » ?) et que cette prise implique un reppert de pouvoir, un rapport au pouvoir. Vu du haut d'un B-52 le champ viatnamien qui est. dans le même lemps, filme el bomberdé a ceel de particuller qu'il n'existe pas, de eon peint de vue, de contrechamp.

Un tel rappel, mêma ebrupt, n'est pes inutile si l'on veut situer l'entreories de Merc Ferro et de Palhé-Hachette, la aituer dans l'hlateire, mais aussi dens l'histoire de le réflexien sur les decuments filmés. Cette réllexien est peu avancée, deminée encore par des conceptiene idéalistes, ebscurantistes de l'histoire eussi blan que du cinéma.

Dans ces conceptions (encore fort répandues, é la télévielen, par exemple) un - decument historique Illmé - est le résultal (fantasmatique) d'une sorte de desquametion (desquametien : chuie de le partie superficielle de l'épiderme par lambeeux, squames). Le document, c'est l'objet chu d'une histoire qui, d'elle-même, tembe, si l'en peut dire, en pellicules. Le film serait la peau de l'histoire. Celle-c nité ravegeuse et qui tranche) meie e'enregistreralt neturellement eur le support filmique. Dens cette conceptien. on voll ce qui est refeulé. D'une part, ce fait que, comme le rappelle Merx « L'histoire n'ecque ce sont les hemmes — et les hemmes en lutte - qui décident de la prise de vues. Et qu'ile le font toujours d'un peint de vue déterminé.

Prise de vues/point de vue - inséparables. Double - rélérent - qui vient s'inscrire dans les Images comme ce qui les alone, les hietorise, les politise. Dennar aujeurd'hul un sene aux images priaes hier (e) par d'autres), c'est tenir cempte de ce deubla référent. N'oublione pse que ce efécie ont été. le plue souvent, tilmes du point de vue des détanteurs de caméres (denc de pays Industrielisés, impérialistes souvent). Ceux qui evalent le monopels de la prise de vues crizient (au vues prisee (par eux) étaient etjectives puisque t'œll de la caméra ne pouval mentir. En fait, il leur taliali déceureger les eutres - les tilmés - de chercher qui, quel peint de vue, quele intérêts, se cachaient dernière l'eblectil.

L'Idee de Benjamin est plus que réalisée : tout le mende regarde, teut le monde encore n'étaient que comperses, embres, figurents exotiques ou érotiques dans les films des mettres. Lorsque, par exemple, les Pelestiniene prennent en main le constilutien de leur propre mémeire filmée (archive pour leur propre compte), ils ne se retrouvent pas dans les images des autres. Les voilé qui deviennent cinéastes monteurs (1). Ce n'est qu'un exemple en ne peure pas étemellement intimide evec l'idée qu'un document est toujours oblectil, vral. neutre, etc. Il n'existe pes de document - brut -. Un decument renfilme et è celle du filmeur : Idl Amin Deda nous en apprend extant sur la cenception que se tent aes euteure de l'Afrique, de la politique et du chéme que sur le chel

de l'Ougenda De tout cela Merc Ferro ne peut pas ne pas tenir compte. Il salt qu'un decument, comme toute Image, ne dil lamale rien de précis, que c'est une surface projetés, meuvants, efferte è l'œij le lemps d'un clin et à ce qui, derrière l'œll, veut lire, un lecteur historiquement situé et qui désire. Autrement dit toute l'image est manipulable pour un eutre peint de vue, même adverse. Fece é cette manipulation, Ferro réagit en utilisant la bande-son pour complèter expliciter. veire critiquer l'image (tombant un peu dane cette idée qu'une image peut être niée). Meie ce n'est pas assez.

Raprenons l'imace du B-52. Le champ hombardé - filmé, lersqu'il est devenu d'une pert un bourbler éventré et de l'autre un peu de pellicule impressiennée. neus fournit blen un peu de savoir (et c'est là que Ferro l'histerien peut toulours intervenir, décrire les bembes et les rizières, les appeter par leurs noms, etc.). maie cette Imege - dennée en pâture à l'osil - c'est eussi l'Indice, le preuve visible d'un pouvoir, celui de filmardétruite. Ce peuvoir-là, on doit plus que jemela en tenir compte. Icl, c'est potitiquement qu'un spécialiste (historien comme Ferro, mals aussi bien théoricien de cinéma) doit intervenir.

SERGE DANEY. (1) Cf. t'article de Serge Le Peron, le Monde diplomatique, janvier 1975.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Specimen sur simple demande 11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS.

"La Prise de pouvoir par Louis XIV"

Comment être didactique?

ANS ce ballet bien règle qu'est le repas du roi errive sur une teble un plat couvert codenasse. Celui-ci est ouvert prestement avant d'etterrir près de Sa Majesté.

HEBDOMAN

Voilò un des mille déteils qui lestent le film de son poids historique. Mais ca détail, comme be eu coup d'autres, demeure pour moi flettant. N'étant pas « ou partum », je ne vois pas bien lo lenction du cadenas : pretique ? symbolique? Est-ce une nouveouté inou-gurée par Louis XIV en ce début de règne? Tous les plots royoux étoient-ils cadenosses? D'eutres plats que royaux l'étaient-lis oussi? Autrement quelles sont l'ère d'usage et l'eire d'extension de cette petite chose qui occroche le regerd? Et, finalement, quelle est sa raison d'être?

Obeissant à la lei du récit, le film de Roberto Rossellini ne saurait, bien sur, livrer de chaque chose les tenants et les ebautissants. L'écron o beou être savomment saturé d'éléments d'époque, je ne puis, assez souvent, à partir de ce qu'on me montre, qu'indvire cer-toines articulations. Ces demières, relevent de mon imaginaire, sont forcement hasardeuses.

sur maints compartements. Il y o même parfois, parmi les courtisans, comme un que usage, s'en informe ouprés de son

SOIT un eutre détail : l'un des deux médecins oppelés ou chevet de Mazerin o l'agonie, après evoir humé le pièce en entront et senti la sueur de San Excellence, demande è renifler son pet de chambre. Tiens, me dis-je, dons ce temps-lò, on fletrait les pots de chombre pour diagnostiquer telle maledie? Cet epport de savoir, maigre, insuloire, vout surtout comme effet de réel : en ne nous montrerolt pos celo si ce n'étoit pas ettesté quelque port. Et ce détail en fin de compte, entretient plutôt chez mel la croyance que j'el bian offoire, pour une fols, à un vroi film historique, sérieux, documenté.

Une saignée suit ce renifiement. Elle semble s'impaser, bien qu'elle soit lein d'être la première. Nous avons appris, un peu plus tôt, que des gens du peuple, quand ils étaient moi en paint, ne trouvaient même pas un barbler paur les solgner. Les médecins, eu sortir de lo chombre du cardinal, se concertent à nouveou, évoquent sons conviction deux eutres treitements : le leit de nourrice et les pierres précieuses. Je reste sur mo foim, mais tous ces déteils additionnés commencent à faire système.

L'EPISODE de le mode loncée par Louis XIV s'evère, lui, particullèrement fecond. Le doux souci vestimenteire du roi est en fait une tactique politique,

d'occuper le neblesse, d'occuper son temps, so tête et sa bourse. En un sens, si Sa Majesté en passe par là, c'est au'elle n'est pas si souveraine que ça. Il lui fout colcules ou mieux pour se maintenir en place. Certes, nous sentons bien qu'elle méprise les nebles, meis égelement qu'elle les redoute : le mouvois souvenir de le Fronde n'est pas si

Cet épisode o le mérite de ne pas

couper du reste ce qui est, d'hebitude, reçu comme légératé. Enfin, quand Louis XIV passe son petit monde en revue, son nouvel hobit empoulé et sa démarche rolde neus fent peut-être nira, mais, outre que nous savons bien qu'il se dait de danner le ton, son calcul politique, que nous tenons de so propre bouche, cosse notre réflexe ethnocontrique. Au milieu des outres nobles, qui partent tous perruque lengue, dentelles et rubans, nous voyons d'oilleurs un retardetoire, de retour à le cour oprès une éclipse, s'oplatir devant une remontronce du roi tout-pulssont, se dire ridicule faute d'aveir pris le train de la

Au totol, lo .force et lo motivotien de l'Imposition transparaissent très bien sous lo forme du costume, et c'est ce aui Imparte.

DANIEL PERCHERON.

Les diologues, cependant, m'éclairent délégue du spectateur qui, ignorant quel-

LIRAN

Renaissance d'un empire

Imposante et pourtant fragile, l'œuvre d'un homme, bâtie sur la richesse pétrolière et sur un appareil répressif

Reportage de Marcel BARANG



Cours du soir en Iran : la volonté d'apprendre.

E son pays, S. M. impériale Mohammed Reza Chah Pahlevi a une certaine idée. Sou-cieux d'asseoir la légitimité d'une dynastie fondée par son pêre en 1921, au hasard des armes, il entretient le dessein d'une « grande civilisation » qui rendrait à l'Iran la splendeur de la Perse millenaire. Arrache au sous-développement, plongé d'emblée dans ce que le premier ministre, M. Hamir Abbas Hoveida, n'hêsîte pas à appeler déjà « le XXI° siècle », l'Iran serait demain le Japon ou l'Allemagne du Proche-Orient, le Brésil du Golfe, un des Cinq Grands ou tournant de ce siècle. Les performances attendues sont à la mesure des bouleverements en cours. « Impossible n'est pas iranien », nous a-t-on répété. Mais où finit la réalité, où commence le rêve? Le pori iranien peut-il être tenu? Et à quel prix?

Téhéran, ville témoin, est la vitrine des plus ostentatoires fortunes comme de la misère plus crue. La stratification sociale est d'abord géographique. Au nord, vers les hauteurs enneigées des premiers contreforts des monts Elburz, quartiers résidentiels, villas nichées dans la verdure, hàtels internationaux et résidences privées avec piscine et terrain de golf. Tout en bas, au sud, lacis de ruelles ètroites et crasseuses, linge qui séche, mormoille qui joue ou vit déjà de petits métiers, femmes affairées et furtives, revêtues de l'ontique tchedor noir ou à fleurs. Pas de centre (pas de fleuve, ni d'égouts - ceux-c| seront construits avec le mêtra un contrat pour la France), mais un vaste damier

Chassés des beaux quartiers, les mendiants se sont rabattus sur les rues populaires et commerçantes du sud, aux abords des mosquées et du bazar. L'an dernier encore, dans la lointaine bonlieue, les ouvriers d'une briqueterie vivaient en troplodytes: ils ont été relonés plus ou sud La population de l'agglomération, estimée aujourd'hui à quatre millions trois cent mille habitants, s'est accrue d'un million d'ômes en cinq ans. L'afflux, s'il se ralentit aujourd'hul, demeure substantiel. Spéculation sur les terrains,

urbanisation anarchique. Sur tout cela, où que l'on aille, l'effigie du

souverain dans les édifices publics, comme dans la plus modeste échoppe, sur les places, les timbres, les billets de banque, les publications officielles, à la une des journaux un jour sur deux; peinte, sculptée, photographiée; de face ou de profil ; en pied ou en buste ; en cravate ou en uniforme chamorré; seul ou flanqué de la reine Farah et du prince héritier. A la veille de toute cérémonie afficielle, des équipes volontes collent dans les boutiques des affiches où le chah figure invariablement. A l'occasion, des gens viennent quémonder un exemplaire pour l'emporter chez eux...

A l'approche de Dezfoul, ou nord d'Abadan, la route est bordée, sur plus de cinq kilomètres, d'une rangée de barbelés, ponctuée de loin en loin par des mirodars. A gauche, un terrain vague ; à droite, un terroin vague, qu'un buildozer aplanit. Ce que nous traversons, affirme notre guide, est une base génenne. En construction? Non, toutes les installations sont souterraînes, y compris les rampes de décollage de Phontom! Soule apparaît, en coin de « base », à l'arée de la ville, une imposante et belle giclée de bêton : le complexe social des employés

Le pays se couvre d'installations militaires, plus ou moins accessibles à la curiosité du visiteur. Une trentaine de bases et de centres logistiques sont disséminés le long des côtes lraniennes, du golfe Arabo-Persique à l'océan Indien. Prés de Bandar-Abbas finit de s'édifier le nouveau quartier général de la marine; la base navale est la plus importante du pays; la base aérienne proche pourra accueillir, en l'on 2000, une flotte de chasseurs bombardiers plus puissante que celle de tout membre de l'OTAN, Etats-Unis exceptés. Les trovaux engagés représentent des dépenses de 200 millions de dollars. Le triple de cette somme est affecté à l'édification d'installations aéronavales à Chahbahar, près de la frontière pakistanaise...

Cet énorme effort infrastructurel va de pair avec l'expansion et le suréquipement d'une armée qui doit devenir « la cinquième da monde ». La marine de guerre tranienne (quel-

que douze mille hammes) est d'ores et déjà la plus puissonte du Proche-Orient. Sa force amphibie, entraînée et équipée por les 8ritanniques, a plus d'hydroglisseurs lance-missiles que la Royal Navy (1). Les cent soixante mille hommes de l'ormée de terre, qui disposent notamment de huit cents chors oméricains M-60 et M-47, se font livrer, par la Grande-Bretagne, sept cent soixante « Chieffain » et deux cent cinquante « Scarpion » : c'est plus que n'en dispose l'armée britannique du Rhin.

Mais c'est pour l'aviation (quarante mille hommes) que l'effort d'équipement est le plus ctaculaire et le plus onéreux. A la flotte de C-130, la plus importante du Proche-Orient, aux quelque cent quarante F-4 « Phantom » en fin de livraison, s'ajouteront bientôt cent cinquante ainsi que trente F-14 (avion à géomètrie variable) équipés de missiles « Phoenix » et cinquantetrois F-15 « Tomcat », coûtant respectivement 30 et 18 millions de dollars pièce (2). En outre, l'Iran s'est aussi porté acquéreur d'hélicoptères de combat AH-IJ, capables d'opérations de nuit avec une visibilité très réduite : ils lui sergient livrés deux ou trois ons avant d'être en service oux États-Unis, pour lesquels ils ont été mis à l'étude...

Téhèran aurait passé pour 4 milliards de dollars de commandes à l'industrie militaire américaine en 1973, pour plus de 2 milliords en 1974, et négocierait actuellement la foumiture d'équipements de communication à des fins militaires pour un montant estimé à 4 milliards de dollars (3). Sur les 36 milliards de dollars du prochaîn budget annuel (mars 1975-mars 1976), dix milliords de dollars iront à la défense, soft deux fois plus que dans le budget précédent.

A quoi correspond cet intense effort de militarisation? Orchidée à la boutonnlêre et pipe en main, le premier ministre, M. Haveido, nous explique : « C'est très bice d'être membre d'ue pacte militaire. Ca ne feit ei bien ei mal. Mais une politique d'indépendance nationale exige que l'on puisse la défendre en position de force (4). >

tembre demier, note un diplomate occidental, la délégation chinoise s'est montrée fort active dans les ambassades, surtout asiatiques. Plus ministre chinois du commerce extérieur, est venu proposer un accroissement des échanges et des ments iraniens dans l'industrie petroproplien

La rivalité sino-soviétique suffit-elle a expliquer le soutien de Pèkin à l'empire des Pahlevi dans sa « politique d'indépendance » et sa lutte contre l' « expansioenisme » des superpuissances? Pékin veut encourager, à travers le régime Iranien, un facteur d'affaiblissement de l'hégèmonie des deux Super-Grands. Mais ce régime ne va-t-il pas plutôt renforcer le capitolisme mondial et l'aider à surmonter ses contradictions? Quoi qu'il en soit, Téhéran bénéficie du prestige de ces collaborations chinoise et soviétique, si contradictoires que soient leurs mobiles, et sa politique d'équilibre sur la scène internationale n'empêche pas le chah de s'appuyer d'abord et, semble-t-il, de plus en plus sur les

Un partenaire privilégié

LES relations entre Téhéran et Washington n'ont, à vral dire, pas cessé d'être excellentes depuis 1953, date du renversement du premier par un coup d'Etat fomenté por la C.I.A. (6). Le leader nationaliste avait eu le tort de faire voter por le Majlis (Chambre basse du Parlement) la nationalisation du pétrole iranien. Ce gouvernement élu jeté bas, nationalistes et communistes éliminés, le chah rentré d'exil à Rame, les grandes compagnies occidentales — et plus seulement britanniques — se répartirent l'explaitation du pétrole iranien, au sein d'un consortium. La production de brut se mit à monter en flèche. Aujourd'hui, l'Etat ironien a pris en charge entièrement l'industrie des hydrocorbures. Toutefois, le consortium continue de commercialiser les sept dixièmes du

Si le secrétaire américain au Trêsor, M. William Simon, ose qualifier publiquement la chah de « dingue (nut) irresponsable et imprudent » (7) qui mettrait en péril l'économie mondiale par sa soif de pétrodollors, le Pentagone et le département d'Etat ont tout lieu de se féliciter des initiatives du chah : celui-ci est à même de jouer un rôle précieux d'intercesseur; par son intermédiaire, Washington a pu - en court-circuitant le Congrés — foire parvenir des chasseurs F-5-A à Saigon en 1972 et, plus récemment, vingt-quatre F-5-E ou roi Hussein de Jordanie; enfin, l'Iran met une importante froction de ses revenus pétroliers au service des économies accidentales, à commencer por l'achat massif d'armes sophistiquées et onéreuses, essen-

tiellement, on l'a vu, ouprès des industries d'armement américaines. Au demeurant, la coopération entre militaires oméricaine et Ironiens ne date pas d'hier. Plus de douze mille afficiers iraniens ont reçu un entraînement aux Etats-Unie au cours des vingt dernières années. Selon l'ambassade américaine à Téhéran, le Military Assistance Group

(1) Elle Coit recevoir prochainement un sousmarin et un porte-hénopèères, ainsi que six
Cestroyers de type « Spruence » en cours de
construction aux Etals-Unis.

(2) Ces commandes, passées à la firme américaine Grumman, n'ayant pas suffi à écarter pour
celle-ci la menace Ce la faillite, l'Iran lui a
consenti une avance C'un montant non précisé.

(3) Les pays européena n'ascaparent qu'une part
relativement réduite Cu marché C'armement iranien : la Grande-Bretagne fournirait Cu matériel
antisérien (missiles « Rapher » et radars, pour
180 millions Ce Colars) et étudierait la proposition faite à Hawker Siddeter de développer une
version maritime Ce l'avion à décollage vertical
« Harrier ». L'Italie aurait fourni vingt-deux
hélicoptères de transports « Chinook » (180 millions
de Collars). La France, outre trois « Mirage »
livrés, e reçu commande de douze vedettes.

(4) L'Iran est membre On CENTO (traité de l'organisation du centra).

(5) Un simple soldat perçoit 500 à 600 rials par
mois : la solde d'un capitaine est d'environ
3 000 rials : celle d'un coionel, de 60 000 rials;
celle C'un général. Ce 70 000 à 100 000 rials. Deus le
c civil », le selaire d'une infirmière est d'environ
3 600 rials : 25 000 rials pour un garçon d'hôtel, etc.

(6) Ci. Clande Julien, l'Empure américais, Grasset. 1968 : nouvella édition, Le livre de Foche,
1972, pp. 400 et sq.

(7) « Iran : standing on the threshold of grandeur », Time, 4 novembre 1974.

Le poumon et la veine jugulaire



C'est que l'Iron occupe, en effet. une position stratégique cruciale. Pays de monts et de déserts pierreux, borde à l'est par le Pakis-Dhofar, a soutenne par Aden et Mascou ». tan et l'Afghanis-Toujours est-il que les forces Iraniennes ont ton, à l'ouest par la Turquie et l'Irak,

le pays a plus d'un millier de kilomètres de frontière commune, au nard, avec l'Union soviétique, et il sur-plombe, au sud, les émirats du Golfe et l'ensemble de la péninsule Arabique. La Perse antique était la voie de passage obligée entre l'Occident et l'Extrême-Orient — d'où la pros-

Mais depuis la première concession arrachée, au début du siècle, por l'Anglo-Iranlon Ori Company, c'est l'or noir qui donne à l'Iron son importance stratégique octuelle. 85 % du brut proviennent de la périphérie du Gotte, le « lac d« chah », selon l'expression d'un diplomote amé-ricain. Depuis que les Britanniques ont fait connaître leur intention de replier leurs forces 6 l'est de Suez, Londres et Washington, inquiets de voir des pulssances rivoles s'engouffrer dans

périté de ses bazors, mais aussi les grandes

ce vide, n'ont cessé d'encourager la volonté du souverain iranien de prendre la relève. « Le galfe Persique est notre poumon et le détroit de Hormoux notre veine jugulaire », se plait à répéter le premier ministre. Notre Intérêt, dit-il en substance, est aussi celui du monde occidental. En défendant nos côtes et l'acheminement de notre pétrole, nous assurons le ravi-

taillement régulier de l'Occident. C'est surtout par l'occupation, depuis 1971, de trois îlots à l'entrée du Golfe, que s'est moni-festée cloirement la volonté de l'Iran de jouer un rôle de « gendorme » dans la région. « Cette de part et d'autre du détroit, a été très bien acceptée par les pays arabes voisins », assure-t-on à Téhéran. On souligne aussi que c'est à la demande du sultan Qabus que des forces Ira-niennes participent, à Oman laux côtes de troupes britanniques), à la lutte contre la guérille du

trouvé là terrain à leur mesure. Face aux maquisords du Front populaire pour la libération d'Oman, le corps expéditionnaire (actuellement évalué à mille cinq cents combattants, non compris les services logistiques, qui formeraient l'équivalent d'un petit bataillon) s'entraîne à une « gaerre de guérilla moderne »; les formations d'élite iraniennes s'y succèdent à tour de râle. Les conditions étant particulièrement difficiles, les militaires au-dessus du rang de sousafficier percolvent une prime spéciale de 3 000 rials (200 F) por jour, ce qui double ou triple leur solde (5). Fin janvier, les troupes iraniennes ont remporté d'importants succès à Oman, mais les milleux diplomatiques de Téhéran doutent, en général, qu'elles puissent venir rapidement à bout de cette résistance populaire.

Une diplomatie équilibrée

CES Interventions à la périphérie de l'Iran continuent d'alimenter la méfiance des pays voisins, arabes en particulier. Téhéran a, cortes, entrepris depuis quatre ans de normaliser ses relations avec le monde orabe, Syrie et Egypte en particulier, et plus récemment l'Irak, où les Kurdes sont obandonnés à la répression. En dépit de la solidarité qui s'est renforcée sous le double étendard du pétrole et des Etats-Unis, les ontagontsmes historiques qui opposent les Persons oux Arabes restent vifs et lourds de tensions futures. Le chah n'avalt jamais de mot trop dur pour Fayçal d'Arable, ce « laquais de l'Amérique ». La dynastie saoudienne ne voit pas sans inquiétude contester son ambition de faire de Ryad le centre de gravité de la région.

Les relations de l'Iron ovec Israel restent porticulièrement ètroites. Téhéron fournit à l'Etat juif plus de la moitié de ses importations de pêtrole, et les Israéllens, qui disposent d'une importante mission diplomatique à Téhéran, sont porticulièrement actifs en Iran, où la communauté israélite compte quelque quatre-vingt mille personnes : tailleurs, marchands de soierie, etc. Des experts israéliens animent de coûteux projets pliotes pour l'agriculture et l'industrie, des instructeurs encodrent des corps d'élite de l'armée et la garde impériale tandis que des officiers Ironiens effectuent des

stages de formation militaire en Israëi.

Le chah équilibre sa diplomatie en l'étoffant à l'est en direction des pays riverains de l'océan Indien, auxquels il propose une « association » dont, bien sûr, l'Iran prendrait la tête. « Idée intéressante au niveau de la coopération écono-mique », nous a prudemment déclaré un interinde », nous à procentment declare un inter-locuteur soviétique, évitant de rappeler que l'U.R.S.S., pour sa part, propose un « pacte de sécurité collective » à ces mêmes pays. Ce problème a soigneusement été laissé de côté — ainsi que celui de la « dénucléarisation » du Proche-Orient, soutenue à l'O.N.U. par l'Iran dons le communiqué publié à l'issue de la visite du chah à Moscou en novembre dernier. C'est que les relations avec l'Union soviétique

traversent actuellement une phase sereine ce qui n'a certes pas toujours été le cos. En 1972, Moscou a signé, avec le gouvernement iranien, un occord de coopération à long terme. Après l'énorme ocièrie d'Ispohan, construite en 1970 avec des capitaux et l'aide soviétiques, l'U.R.S.S. va entreprendre l'édification d'une centrale électrique, pour un montant de 147 millions de dollors. L'U.R.S.S., qui regoit la totalité des exportations actuelles de gaz naturel Iranien, vient d'accepter sans protester une majoration de 86 % des tarifs. Les égards des Soviétiques pour le chat sont d'autant plus grands que les Chinais, de leur côté, entretienment, selon le mot du premier ministre Iranien, des « relations exemplaires » evec Téhéran. « Lors des Jeux asiatiques de sep-

P ment

tian faisai

sou: l'êg.



IM.A.G., Groupe d'assistance militaire) comprendreit mille deux cents hommes en uniforme et deux mille civils. Les premiers représentent 24 % du personnel militaire américain détaché auprès des états-majors étrongers (B). Les seconds saraient; pour la plupart, des afficiers démobilisés travaillant sous contrat pour les industriels américains de l'armement.

La communauté américalna an Iran est estimée, à l'heure octuelle, à quelque vingt mille personnes et devroit attaindre cinquante mille personnes dans vingt-cing ans : ces chiffres, avancés par Hugh Stephenson, correspondant d'Associated Press, n'ont pas été démentis, à notre connais-

sance. Ce carrespondant précise que « mille employés contractuels américains, dont la plupart sont d'acciens combattonts de Vietnam, dirigent à Ispohan la plus graade école d'hélicepteres du monde, où ils oppronnent aux lrociens à entretenir et à pilater leur flotte > (9): la « Sky Cavalry 8rigade » iranienne a été modeláe par aux sur la « First Cav » de l'armée oméricoine qui s'est illustrée au Vietnam.

Cette coopération entre militaires américains ironiens est-ella plus étraite encore? Un industriel accidental nous a assuré tenir d'una « source proche du roi » que quelque huit cents Américains travallleraient dans une base près de la ville sainte de Ghom, au sud de Téhéran, at que des vecteurs nucléaires seraien: entreprosés dans cette base - à quelques centaines de kilomètres de la frontière soviétique. D'autre part, le Pentagane disposerait, dans l'ile d'Abau-Mousse lune des trais iles du Galte occupées en navembre 1971 par l'Iran), d'un important centre d'écoutes toléphoniques permettant de surveiller les mouvements de la flatte scriétique et de l'ariation irakienne (10), ainsi que de racilités dans le complexe aéranaval en cours de construction a Chahbahar. Laisque nous avans abardé ce sujet avec un diplomate américain, l'entretien a, évidemment, tourné court (11)...

Les ambitions, dans le domaine de la sidé-rurgie, sont aussi importantes. L'han devroit

et 15 millions de tonnes à la fin du VI° Plan

len 1983). Mis en service on 1971, le complexe

700 000 tannes d'acier par an; il devrait en

Le régime mise également sur les richesses

minières. L'Iran est le principal axportateur de soufre de la région ; il camota aussi dévelapper

l'axtraction du chrome et, surrout, du cuivie,

dont il possèderait un des plus grands gisements

« Nous voulons transformer notre société an

une société industrielle », répoto M. Modjidi.

L'industrialisation est incontestable. Dens la periode 1963-1974, le taux de croissance indus-

trielle a été prache de 20 %. Le nombre d'ate-liers et d'usines est passé de 112 000 à 235 000

(dant il faut, cependant, remarquer que beau-

caup sont da très petita taille). Le nombre de

personnes employées dans l'industria a doublé

par rappart à 1963 et dépasse deux millions aujourd'hui. Tautefois, l'industrie non petro-

lière ne contribue encare que foiblement à

l'activité aconomique du pays là la fin du V Plan,,

elle ne représentera que 16 % du P.N.B.). Cette

industrie, en outre, est tournée de facan croissanta

vers la production de biens de consommation :

pastes de tâlovision (250 000 en 1974), climati-

seurs (300 000 unités), réfrigérateurs (340 0001,

etc. L'industria automabile (60 000 voitures assemblées en 1974) ast elle aussi destinée à une

expansion rapide : dans trais ans, l'Iran devrait produire 600 000 véhicules at 2 millions a la fin

Des investissements massits

T 'EXEMPLE de l'automobile éclaire d'ailleurs la

comme nous l'a indiqué M. Madjidi, mais aussi de

promouvair des « industries tournées vars l'axportation ». IDéjà, Téhèron faumit I 000 autobus à

l'Egypte et a pénétrá sur le marché est-auropéen,

en Yaugoslavie notamment.) !! s'agit, en fait, de

lavoriser la fabrication sur place, en taxant laur-

250 % sur les modèles importos! Les sociétés

atrangères (la firme britannique Hillmann pour

la « Peykan », la « voitura du peuple »I qui

implantent des usines « clès en main » en Iron

se valant ainsi assurer un quasi-manapale du

marché intárieur et une participation à la canquête

mines, est formel : « Les investisseurs étraggers,

nous dit-il, ne doivont pas vonir en Iron paur la

marché intériour, mais pour le marché interna-

tianal ; ils doivent se servir des copacités de

Pour atteindre les objectifs prévus par le

M. Najmobadi, ministre de l'industrie at des

du marché International.

marcho mondiel, »

ment les impartations (dans l'automobile,

valanté du régime non seulement de « répandro

nation courante de la population »,

Aryamehr, à Ispahan, arqueil du régime, praduit

produire 6 millions event 1980...

du monde (15).

ire 6 millions de tonnes d'acier en 1978

grands investissements de base (sidérargie, petrochimie, transformation des métaux, etc.). L'Etat interviont, en outre, pour un cinquième dans les investissements destinés au secteur privé, qui couvre un tiers des ressources et plus du tiers du morché.

Le socieur bancaire, en cours de réaménagement, connoit une oxpansion remorquoble. comprend quiquid'hui dix-huit bonques commerciales (les deux banques gouvarnementales, Melli Iran at Sepah, contralent plus de la mailié du marché bancaire!, anza banques soccialisées (dant cing gouvernementales) oinsi qu'une banque internationale, d'investissement établia à Landros. En dix ans, la namble des succursales est passé de 1 345 à près de 7 500. Les cràdits bancaires ont augmenté de 620 % dans la même période. L'an dernier, plusieurs créations de banques ant été autorisées, ce qui a permis l'infraduction de grands établissements bancaires étrangors (la Chase Monhattan et la Société Genérale en parliculiers en association avec des intérêts laccux. Une banque immobilière a égaloment vu le jour.

Un spécialiste financier constate : « Les « grandes familles », qui ne peuvent plus sup-partor seules le poids d'investissements industriels sans cessa croissants, acceptent désormais les porticipations croisées, des délégations de responsabilité, s'associent poor investir, en mêma tamps qu'elles recouront largement que souscriptions du public. > Les petits épargnants répandent audelà de toute attante. Les titres sur la marché sont placés en quelques heures. Ce rocaurs à l'épargne public n'est pas désintéressé : une cototion en Bourse se traduit, pour les sociétés, par un abattement de l'impât sur les banéfices.

Le règime accepte désormais « une certaine libérolisation des contrôles de tous ardres qu'il exerçait por le passe », nate ce memo specialiste. L'achat et la venta d'ar et d'argent sont autorisés dans cartaines limites, tant paur les banques que pour les particuliers. Le rial, convertible depuis septembre 1974, n'est plus rattochò au dallamais aux diais de tirage spéciaux (D.T.5.). Cette mesure de défiance envers la dallar devrait, logiquement, être suivie de la décision de ne plus compter les expartations pétralières en dallars mais en D.T.S.

En effet, la maitre mot en Iran, dons les milieux industriels et financiers, reste celui de « joint venture », qui désigne les entreprises à capitaux mixtes, locaux et átrangers. Dans la pétrochimie en particulier, après la Kalingas 150% Compagnie nationale du gaz ironien, 20 % I.S.C Corporation of Huston; 7,5 % Chicaga Bridge, le reste allant à des capitoux japanais at norvégiens!, Dow Chemicols, Unian Corbide et des consortiums américains négocient d'énormes projets avec la compagnie pétrachimique nationale... Sur les 4 milliards de dallars que le gouvernement entend Investir directement au cours du V° Plan, près du tiers la sera dans des entreprises à participation étrangère.

« Bien qu'il puisse parfaitement se permettre financer ses nouveoux investissements avec do copital entièrement ironion, le régime continue d'encourager les prises da participation étrangères », nate une publication de l'ambassade américaine à Téhéran (16), qui paursuit : « Les accords de « joint venture » pour les nouveoux invostissements demeurerant la règle dans la plupart des cos, la part du ou des partenaires étran-gors n'excédent pas 49 %. (...) Les sociétés étrangères formont des « joints ventures », passent des accords de collaboration technique ou des controts de liconce avoc les ontreprises tant da secteur public quo du secteur privé. » La memo brochure constate : « Les données statistiques sur les nooveaux investissements font défaut; toutefois, les sociétés américaines samblant obtanir leur part (...) et l'Iran demeure probablement le marché le plus attrayant du Procha-Orient pour

Pas de limitation oux transferts de bénéfices, cina ans d'exemption d'impôt pour les industries qui s'implantent hors de Téhéran, une maind'œuvre relativement peu anéreuse et très docile, les matières premières sur place : toutes les conditions paraissent réunies, en effet, pour une

Irruption dans le monde occidental



A l'évidence, le choh, utilisant au mleux la position stratégique de l'Iron mondiale exception nellement favorable, entend assealr son pouvoir à travers des liens de plus en plus pousses ovec le dispositif

stratagique américain. Le même choix détarmine les options de la palitique économique du réaime sur la scène internationale : le « recyclage des pérrodollars » vient compléter la puissance mili-taire. En 1974, plus de trente pays d'Asie, d'Europe at d'Afrique ant bénéficié de son aide, d'un montant global de 7 milliards de dollars --- soit 6 % du P.N.B. iranien.
L'assistance financière s'adresse, en premier

lieu, aux pays islamiques non producteurs de pétrole, « La chah, nous explique un diplomate. ne vect pas laisser des nations comme l'Egypte, lo Syrie ou l'Afghonistan dépendre aniquement des prodocteurs de brut orobes. Mais la pierre ongulaire du programme iranien d'oide ou tiersmonde, c'est l'affort accompli en direction des pays riverains de l'océan Indien. »

Si Téhéran reste prudent vis-à-vis d'Islamabad, des accords de coopération substantiels ont été conclus avec l'Inde. L'instauration d'une république plus ou mains prosoviátique en Afabanistan en étà 1973 n'a pas empéché une normalisation des relations avec ce pays au début da 1974, suivie d'impartants contrats d'investissement et d'aide. Enfin, des contacts ont été pris en direction du Bangladesh at du Sri-Lanka.

Il no s'agit pas seulement de desserrer le jou des alliances tissées par l'Union soviétique : l'Iran entend aussi s'acquérir marchès et maind'œuvre. Cependant, là encore, an dépit des opparences, les initiatives traniennes servent plutôt qu'alles ne menacent les intérets des éconamies capitalistes occidentales : comme le fait valair un abservateur, a si l'Iran peut être un généreux báilleur de fands, il ne sera sons douto pas en mesuro, avant sept ou huit ans, de faurnir l'ingonierie, les équipements lourds, voire la génie civil nécessaires à la réalisation des projets annoncés. Une tello situation représente, pour les pays industrialisés, une source non négligeable de nouveaux et très ares marchés ».

En outro, une forte proportion des pétrodallars est recyclée directement en faveur des pays industrialisés. Les préts et les dépôts auprès des pays occidentaux dépassent un milliard et domi de dollars pour l'axercice en cours, soit trais à quatre fais l'alde bilatérale et les facilitas financières accordées aux pays du tiersmande. Les prises da participation dans das entreprises industrialles ou immobilières des pays industrialisés avaisinent le demi-milliord de dallars. SI l'Iran participe paur 380 millions de dallars au Fonds spécial de secours aux trente-deux pays les plus pauvres, créé par les Nations unies (12), le gras de l'aide multilaterale iranienne transite par les arganismes internationaux : 350 millions de dallars d'achats d'obligations de la Banque mandiale; 700 millions de dallars au titre d'accords d'emprunts avec le Fonds monétaire international.

L'opinion a surtout âté frappée par les prises de participation dans des entreprises prestigieuses telles que Krupp Kurtenwerke en juillet demier ou, plus récemment, la Pan American Airways. Les autorités iraniennes expliquent qu'alles s'acquièrent ainsi des réseaux commercioux et la savoir-faire technologique indispensable à leur propre développement : « Nous participons dans les industries où soos pouvons acquerir le « know-how », souligne M. Hoveida, qui ajouta aussitot : « Nous ne voulons pas lavestir contra le vœu des gouvernements concernés. »

Brûler les étapes

TEHERAN entend ainsi jauer sur tous les tableaux : solidarité avec les pays pauvres mais collaboration avec les pays riches; revendications petrollères mais « sens des respon bilités mondiales »... Au tatal, 40 à 45 des 100 milliards da dollars de revenus que doit tirer l'Iran du pétrale de mors 1973 à mars 1978 doivent être directement « recyclés » à l'étranger. « Nous ne pourrons pas continuer l'oide inter-

actionale an sythme actuel », nous a prevenu le premier ministre, L'inflation mondiale, les dépenses en armements, le plafannement des recettes pétrolières rendent cette évolution inévitable. En janvier dernier, les exportations de brut tranien ant boissé de 11 % par roppart à 1974, flechissement qui devrait se poursuivre dans les mais qui viannent, étant dannée la réduction de la demonde mondiale. Au total, les revenus petroliors escomptés par l'Iran en 1975 devraient être amputés de 2,6 milliards de dollars. « Le manque à gagoer petrolier cette année risque de compromettre nos engagements », reconnaissait plus récomment M. Yeganeh, directeur de la Banque centrale. Au demeurant, les milieux afficiols n'axcluent pas da devoir, à terme, recourir à nouveau aux amprunts intamationoux pour financer le développement national (13).

La palitique suivie va dans le sens d'une interdépendance au sein du système capitaliste international, bien plus que de la création des boses d'une « Indépendance nationale » dont so réclame le régime. L'Iran ne remet nullement en cause le mode de croissance occidental : il se contente d'essayer d'en brûler les étopes. De fait, le régime n'a pas intérêt à saper un système au sein duquel il espère bien un jaur se trouver en position de force, grâce à une redistribution du marché International du travail at à la redéfinition des ropports de production à l'échella

« Naus sommes au début da l'expansiaa, naus assure M. Mahdavi, ministre iranien du commerce. La croissance vo s'occélérer. L'Iran va devenir un pays expartateur de prodoits indus-triels. L'Europe vo commencer de sortir de certaines industries. Elle a trop longtemps vėcu sur une anorgie et une main-d'œuvre bon marché. Avjourd'hui, la vérité économique vient à la surface. Il en résulte une redistribution industriello : je suis convoincu quo oaus allans jouer

Exporter des produits finis

« OUI, bieo sūr, ma cravate est française, je fume des oméricoines, je roule en Mercodes, roes choussures soot italiannes. Mais taut cola, demaia, sera iroaiaa, fabrigaé ea Iran.

 Sous licence ao en « jaint venture »...

Pourquoi pas? u Ce jeune cadre dynamique, préposé aux ralations publiques à la reffinerie d'Abadan, ne doute de rian. Inutile de lul faire romarquer qu'au lieu d'américaines, il pourroit tumer des cigarettes ironiennes et se chausser Iranien... Pour Iul, l'avenir est Iracé. Demain, l'Iran n'expartero plus de brut, mais... de l'aspirine.

« Arrêter les exportations de pétrola brut, développer l'industrie pétrochimique et n'oxpor-ter que des produits semi-finis ou finis, c'est le niore priorità du V° Plan rèvisé, nous a assuré M. Madjidi, responsable de la planification, La seconde vo au développement de lo sidérar-gie, à lo création d'une gomme d'industries lourdes, au dévelappement de l'industrie automobile en particulier. »

A un jet d'abus du territoire irakien (l'autre rive du Chatt-el-Arab), une grappe de cheminées effilées et una demi-douzaine de torchères : la raffinerie at le camplexe pétrochimique d'Abadon. « La raffinerie fonctionne presque à pleine copacité et traite quotre cent quatrevinct mille barils de brut par jour », soulignent avec flerté les techniciens. Depuis le blacus du Chatt-el-Arab, il y a six ans, la dizaine de produits raffinés ast acheminée par quatre pipelines jusqu'à 8ander Mahshar, à 170 kilométres au sud et, de là, exportée. Le complexe pétrochimique, par contre, fonctionne pour la seule consommation interlause : vinot mille tonnes par an de chlaride de palyvinyle, dix mille tannes de détergants, vingt-quatre mille tonnes de soude coustique. C'est le plus modeste des centres pétrochimiques qui ont poussé ces dix darnières annoes: Abadan, Chiraz, Bandar Chahpour... D'autres sont prévus ou en cours de construc-tion : à Tabriz, Neka, Ispahan, Ahwaz... A Bandar-Chahpour, une firme japonalse installe un complexe pétrochimique d'un milliard de dallars, qui entrera en operation en 1977. A Aghadiori, an construit ce qui sera la plus grande usina de liquéfaction de gax du monde. A l'heure actuelle, la production de gaz ost do 8,7 milliards do mètres cubes par an, tandis que les raffineries traitent en moyenne dix-huit millions de barlls par mais (14). Le secrétaire ou plan, M. Madjidi, annance, paur la durée du V Pian, une craissance moyenne de ces activités de l'ordre de 51,5 %.



« Savez-voos. monsieur, quel béné-fice cet je réalise ci? nous demanda, à brûlo-paurpaint, o l'heure du premier whisky, un représentant français qui « place » des usines de fabrication de produits plastiques : 55 %. Je dis bioo net, monsieur. » Un démarcheur britannique confirmera : • Je fais 40 % de mieux ici qu'en Grande-Bretagne. » Trais canditions, paraît-il,

pour réussir : de l'entregent, de la pationce réalités. Quand plusieurs industriels étrangors se roncontront, une des premières questions qu'ils se posent réciproque-ment est : « Combien lour faites-vous ? » Les

pourcentages varient. « Quatro pour cent pour la signataire du cantrat et jusqu'à 25 % d'un bout o l'outre de la ligne », nous assure-t-on. « Aucuno importance : naus mojorons les prix « Aucung importance : naus mojorous les prix on conséquence. Et notez bion qu'à l'échelon supérieur on est moins gourmand ici que dans les outres pays du Golfe. 10%, 12 % et jusqu'à 14 % au Koweit par exemple. Bakhchich est un terme persan, c'est vrai, mois il a beaucoap

· Tautefals, d'autres industriels étrangers considerent le marché iranien comme particulièrement difficile : autre l'intense concurrence que se les investisseurs dons certains secteurs, lours Interlocuteurs iraniens sont des négociateurs

lours interiocuteurs trantens sont des negociateurs redautables. « Dons ce pays, dit-on dans certains milleux étrangers à Téhéron, la parale donnée n'engage que ceini qui l'écoote. »
« Voici comment ça se passe, nous explique un industrial français ; an contrat est sigaé, généralement très généroux pour tous. Mais il y a

Vº Plan, il est prévu de procéder à des investissements totaux de 12,6 milliards de dollars. C'est le secteur public qui prend en charge les Ombres sur l'industrie

et sur l'agriculture

loin de la signatare à l'exécution. Dans l'inter-vallo, il est fréquent de voir l'Ironion revenir à lo charge, oxiger telle omelioration, sons modification de la facture évidemment. Certaines compagnies finissont par lächer pied ou bien travoillent protiguament à perte si le contrat est an cours d'exécution. » Il n'est pas rare de voir certains des plus hauts personnages de l'Etat lancer une grande entreprisa átrongéra sur un projet uniquement pour disposer de contre-propositions à soumettre à une entreprise concurrente avec loquelle ils vont, de touto façon, s'entendre... Est-ce cela qui poussait un canseillar commercial à nous dire : « Prévenez de ma part les iadustriels qui vous lisent qu'ils n'investissent plus en Iran. » Bautada? Pas seulament.

M. Haveida reconnaît que « la croissance ropide a suscité des « goalets d'étranglement » dans l'économie ». En premier lieu, l'insuffisance des infrastructures. En mars dernier, milla comions sont restés bloqués à la frantière irano-soviétique, faute de lipisons ferrovigires suffisantes (le réseau ferré n'est que de 5 229 kilomètres). Les parts sont engorgés. Une multitude de poids lourds encombre et détériore le maigre réseau routier, sur l'« axe utile » Abadan-Téhèran.

Chômage et inflation

PLUS grave ost la pénurie do main-d'œuvre qualitée, qui se double d'un impartant châmage déguisé 1171. La croissance industrielle réclamerait la création d'un million huit cent mille emplais au cours du V° Plan, mais il s'agit surtout de techniciens et d'administrateurs compétents dont le nombre est encore très insuffisont. Pour résoudre ce problème, déclare M. Haveida, « tautes les ladustries doivant être automatisées au maximum. Nous voulons former, autant que possible, de la moin-d'œuvre qualifiée, quitte à ce que se formation profession-nelle soit rudimentaire ». Mais une telle formation, outre qu'elle se heurte à d'importantes résistances sociales, vaire à des impossibilités

d'ardre technique, ne risque-t-elle pas de nuire a la qualité et à l'efficacità des travaux entrepris? C'est paurquoi, autre l'anvoi à l'étranger paur des stages de formation d'un nambre craissant de jeunes Iranians, le régima fait appel à des milliers de spécialistes átrangars, (an cite parfais le chiffre de cinq cent mille sur dix ons...) ce qui ne va pas sons problèmes financiers lémoluments supérieurs aux solaires iraniens? et psychologiques (xénaphabie)

(Liro la suito page 22.)

(8) 24 % en Iran. 24 % dans les autres pays du Golfe. 40 % en Asie du Sud-Est et 12 % dans le reste du monde, cité in International Herald Tribune. 20 février 1975.

191 Hugh Mulligsn. dépèche Associated Press, Téhéran. 12 janvier 1975.

(10) Éric Bouleau, « l'Iran à l'heure de l'embourgeoisement », le Monde, 4 octobre 1973 et 20.

(11) De son côté. le journeliste américain Jark Anderson s stfirmé que Téhéran permettrait à la C.I.A. d'esploaner l'Union soviétique à partir de son territoire, tandis que le séanteur démocrate de Californie, Alan Cranston, déclarait, pour sa çart, que l'Iran figurerait parmi les pays qui suraient « soparemment » contribué ou financement et soparemment » contribué ou financement le 1570 millions de dollars, alors que l'engaçement de 1570 millions de dollars, alors que l'engaçement et l'ordre de 2400 millions de dollars.

(13) El l'iran a entrepris le remboursement anticipé d'une partie (1.2 millisrd de dollars) de se dette extérieure torés de 6 milliards de dollars en mars 1973), on sait moles qu'il continue de recourir à des emprants à Table tsux d'intérét, octamment aoprès de la Banque mondialo (400 millions de dollars extron, à 7,25 %).

(14) 1700 Perfole, SNIP, Téhéran, novembra 1974.

(15) 425 millions de tonnes « prouvées » de mineral de fer : un accord vient d'être conclu sven l'Inde paur la livraison de 7,5 millions de tonnes de mineral de fer : un accord vient d'être conclu sven l'Inde paur la livraison de 7,5 millions de tonnes de mineral de fer : un accord vient d'être conclu sven l'Inde paur la livraison de 7,5 millions de tonnes de mineral de fer : un accord vient d'être conclu sven l'Inde paur la livraison de 7,5 millions de tonnes de mineral de fer : un accord vient d'être conclu sven l'Inde paur la livraison de 7,5 millions de tonnes de mineral de fer : un accord vient d'être conclu sven l'Inde paur la livraison de 7,5 millions de tonnes de mineral de fer : un accord vient d'être conclu sven l'Inde paur la livraison de 7,5 millions de tonnes d'inde paur la livraison

(Suite de la page 21)

En troisième lieu, l'inflation : afficiellemen évaluée à 18 a pour la période de mars 1973 à mars 1974, elle serait, en fait, plus proche de 20-25 %. Elle est due non seulement au renchérissement des denrées importées mais surtout à l'injection massive des petrodollars qui ne correspond pas à un développement parollèle de l'appareil productif. Les ressources financières so dingent en priorité vers les secteurs speculatifs (logement) au à forte rentabilité immédiate (import-export, opérations boursières, etc.).
Une autre faiblesse tient au déséquilibre des

échonges commerciaux. Le déficit de la balance commerciale pour les produits non pétroliers s'accroît : en 1974-1975, l'Iran a exporté pour 600 millions de dollars de tapis, de coton brut, de fruits secs, de covior et de minerais, essentiellement, ainsi que de valtures et de produits manufactures vers les pays de l'Est. Le montant des impartations est plus de dix fais supérieur (6,5 milliords de dallars). Il s'agit avant tout de biens d'équipement et de consommation, ainsi que de pièces détachées destinées aux chaînes de

En outre, comme l'admet M. Madjidi, responsable de la plonification, « la demande de pro-duits agricoles impartés va s'accruitre; nous a'univerons pas à l'autosoffisance ».

Pénuries alimentaires

EN dépit de récoltes exceptionnelles en 1973-1974, le ministre du commerce, M. Mohdavi, reconnaît : « Naus avons dû acheter, cette année, à l'étranger, 2 millions et demi de tonnes de blé (pour une consommation intérieure totale de 6 millions de tonnes); 50 000 tonnes de sucre (consommetien : 1,1 millian de tounes); 70 000 tonaes de viende, 250 000 tonaes d'hailes dérivées da soja... Naus vendons ces denrées à des prix subventionnés. Ces achats sapplémentaires sont dus à l'augmentation rapide de la consommation, fiée à l'accraissement des revenus pétroliers : 40 % d'augmentation de la consommatica d'huile végétale, plas 20 % pour le

Paurtant, l'Iran reste un pays largement agricole, bien que 12 % seulement des terres soient arables (7 millions d'hectares cultives). Plus de la moitié (53 %) de la population est paysanne, mals l'agriculture ne contribue que pour 13 % au P.N.B. Les autarités prévoient un taux de croissance de 7 % du secteur agricole (« si les conditions atmosphériques le permettent », reconnaît un ministre), ce qui devraît ramener la part de celui-ci à 8 % seulement du P.N.S. à la

La réforme agraire entreprise en 1962 sur les conseils d'experts américalns a été un succès politique : elle a permis de casser la grande propriété foncière tout en introdulsant le pouvoir central dans les campagnes. Les tribus nomades ant été désarmées et sont en voie de sédentarisation, même si, encore aujourd'hui, les fonctionnaires de l'Etat sont parfois accueillis à caups de fusil par leurs « administres » de certaines régions... Mais le démembrement et la distribution de terres aux paysans se sont faits au prix d'une chute de la rentabilité. Le système ancestral des khanates est aujourd'hui, en grande partie, détruit ; le monque d'entretien et le forage

anarchique de puits ont fait s'écrouler les galeries par lesquelles circulait l'eau d'irrigation.

Dirigisme et passivité se combinent à l'insuffisance des crédits et des moyens techniques pour paralyser le fonctionnement des coopératives. Il en est de deux sortes : les « sociétés coopératives ruroles de production » (il y en ourait 2 800, regroupant 2 300 000 paysans) et les « sociétés agricoles par actions » (au nombre de 65, elles touchent mains de 23 000 « actionnaires »). Dans ces dernières, les paysons sont devenus des salarlés agricoles qui nomment un conseil d'administration » de cinq à sept personnes, dont le président est désigné parmi les ingénieurs agricales employés par le ministère. (Toutefais, un expert international nous assurera que « les directeurs sont appointés por la gouvernement ; tout est décidé à Téhéran »)

Le régime a décide de consacrer 60 milliards de rials au développement de l'infrastructure dans les zones rurales; il a aussi entrepris de rembourser les dettes contractées par les paysans auprès des usuriers — ce qui lui donne des moyens de pression supplémentaires sur la population rurale. Il projette également de regrouper geoises » : autour d'un bourg où seroient implantés coopératives et services socioux essentiels iteralent tous les hameoux dans un rayon de 6 à 8 kilomètres.

Le barrage de Dez, près de Dezfoul, ne fanctionnait qu'à un dixième de sa capacité. Pour le rentabiliser », on a entrepris, voila cina ans, de développer en avoi une exploitation agricole modèle, après avoir indemnisé (et chossé) les quelque 25 000 villageois qui vivaient dans le secteur. Cinq sociétés multinationales, à capitaux américains, britanniques et iraniers publics et privés), font pousser aujourd'hui, sur 68 000 hectares irrigués, fraises, abricots, asperges, cacahuètes, coton, etc. Les rendements sont exceptionnels (70 tonnes à l'hectore pour les betteroves, 25 tonnes à l'hectore pour les prunes), à la mesure des investissements, qui dépassent 1 000 dollars l'hectare ; les gestion-naires sont souvent formés aux États-Unis ; le moteriel perfectionne est d'arigine américaine ou

Il v a ainsi une auinzaine d' < acrobusiness aperant sur des surfaces variant entre I 000 et 40 000 hectores et développent des activités hautement remunératrices et Intégrées : élevage pour la boucherie, produits laitiers, conditionnement des fruits et légumes... L'essentiel de la production est destiné à l'exportation.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le déficit alimentaire de l'Iran soit consideré comme inévitable et que l'accroissement réel de la consommation, dans les années à venir, ne puisse être satisfalt autrement que par un recours occru aux Importations. Ainsi le pays devient-Il tributaire de ses fournisseurs et de ses morchés. En outre, comme le suggère une sociologue de l'université de Téhéran (19), l'autoritarisme teinté de paternalisme est source de passivité et d'attentisme, ce qui n'est guère compa-tible avec l'esprit d'initiative qu'il foudrait susciter pour surmonter les compartements tradi-

« Naus voelans changer la structure demographique et aboisser en vingt ans la papale-tien rurale à 45 %, nous a dit M. Nojmabadi. Il sous faut réduire le nombre des femilles rurales si nous youlons lour donner un revena suffisant et répondre aux besoins de maind'œuvre industrielle du pays. » A l'exode rural organisé correspond l'urbanisation sauvage, Le rythme d'accroissement annuel de la population épasse 5 % à Téhéran, à Ispahan, à Mashhod, à Ahwaz et à Rezaiyen. En trois ans, la popus lation d'Ahwaz est passée de 300 000 à près de 500 000 habitonts.

L'enorme pression provoquée par l'afflux de population vers les villes ne peut qu'encourager toutes les formes de spéculation, qui fleurissent sur une réelle crise du logement. A Téhéron, les loyers ont doublé en quatre ans, plus que décuplé en quinze ans. Ils sont souvent aussi élevés qu'à Paris. Ce chauffeur de taxi vit avec sa femme et teur enfant de sept mois dans un « deux pièces cuisine » de l'est de la ville qu'il loue 10 000 rials par mois (666 F). Un « trois pièces » dans le nord de Téhéran se loue 15 000 rials par mais (1 000 F) et 8 000 rials (533 F) un

Spéculations immobilières

LEV Plan prévoit bien la construction, en cinq ans, de 810 000 logements urbains et de 240 000 logements ruraux. 200 000 unités devraient être bâties en 1975, 300 000 en 1978. Or la capacité actuelle de l'industrie du bâti-ment ne dépasse guère 80 000 unités par an... Les entrepreneurs sont déjà mobilisés pour les grands projets civils ou militaires. Si bien que la construction est confiée à des entreprises mixtes : 200 000 logements à construire par des sociétés françaises, 100 000 par des sociétés britanniques,

Les promoteurs préfèrent se tourner vers les logements de standing ou les réalisations somptraires : oinsi pouvalt-on lire, récemment, dans la presse iranierne : « Une ville ultre-moderne, destinée à devenir le principal complexe toaristique d'Iran, va être construite sur la Casienne. Namak-Abroad, à une douzeize de kilonètres de Sari, accueillera, dans les cinq ans, une population éveluée à vingt mille personnes. Deux mille villes et appartements (...), routes modernes, égaats souterrains, centres commercioux, écoles, mosquées, églises, restaurants, cusino huttes de plage, court de galf... Le projet, dont le coût total est estimé à 6 milliards de dellars, sera financé par la fondation Pahlevi et la banque Omran, Le contrat a été attribué à des ingénieurs onest-allemands. Un projet similaire, appelé Farah Zad, est simultanément entrepris dans le voisi-nage de Téhéraa... » (20).

Comme en contraste, une étude quelque per ontérieure, effectuée en 1969-1970 pour le schéma directeur de la ville d'Ispahan, établissalt que plus de 60 % des ouvriers dont la famille comptait plus de huit enfants vivaient dans une seule pièce. Les maladies dues à une telle promiscuité contribualent à la mort de près de huit sur dix des enfants décédes avant leur cinquième année, c'est-à-dire un enfant sur trois dans la région d'Ispahan...

La condition auvrière est une réalité qu'il fout garder à l'esprit quond on examine l'expansion economique : les responsables de la raffinerie d'Abadon l'ont bien compris, qui nous ont permis d'interroger un auvrier « représentatif ».

gouvernement iranien estima qu'il perd 53 000 dollars chaque fois qu'un médecin s'expetrie. Une enquête a été menée par questionnaire à l'université Pahlevi, de Chiraz, pour déterminer les raisons d'une telle « fuite de cerveoux » (qui ne concerne pas seulement, tant s'en faut, la

Les autorités s'efforcent de former une version ironienne des « médecins aux pieds nus ». Les internes sont tenus d'effectuer dix-huit mois de leur service militaire dans l' « armée de le santé ». En outre, quelques jeunes gens et jeunes filles, recrutés localement, commencent à recevoir soit une formation de base de six mais leur permettant de donner les premiers soins, soit un enseignement plus poussé de deux à quatre ons. Les difficultés auxquelles se heurte ce programme nouveau-né en disent long. « Dès que le chef de vilage so rend compte que la travailleur de la souté sera un personnage important, rocontent des promoteurs de ce programme (26), il désigna son fils ou son frère, quand il na se choisit pas lai-même. Quand elle a le choix, la structure de pouvoir villageoise choisit presque invariable a de ses propres membres ou aa proche parent. > De retour dans leur village, les nouveaux travailleurs de la santé sont parfois mai reçus. « L'un d'eux était le frère du chef de village, mais il existait dans ce village une faction rivale, qui fit valoir que le travailleur de la santé allait l'empoisonner en us lui donnant ni les bonnes doses ai les bons remèdes. Le jeune homme devint si furieux de cas accusations que nous sentimes qu'il était bien prêt de faire ce dont on l'accusait... Finalement, plutôt que de se retrouver sons travailleur de la santé dans le village, la faction rivale nous donne se promesse écrite qu'elle ces-serait ses accusations. Ce qu'elle fit. »

« Les höpitaux, nous a dit un petit fonctionnaire de Téhéran, sont dans un état déplorable, vêtustes et sous-équipés. Les gens préfèrent aller en clinique, quitte à payer dix fois plus cher. L'année demière, j'ai dà consulter en médecie : nous défilions devant lai dix par dix, de quant d'heure en quart d'heure, à 200 rials la visite

Le cinquième plan révisé, s'il a parté de 24 à 43 milliards de rials les crédits affectés ou programme hospitalier, n'a pas modifié ses objectifs quantitatifs (vingt-quatre mille lits supplémentoires en 1978 - contre moins de quorante milie disponibles aujourd'hui). Mais, à vrai dire, il est douteux que ces objectifs mêmes puissent être atteints, malgré le recours aux entreprises étrangeres pour la livroison d'hôpitaux clés en main et personnel en sus.

Un parent pauvre

CE qui choque peut-être le plus, toutefois, ce sont les perspectives concernant l'éducation, « parent pauvre » du V° Plan, alors que, compte tenu de la volonté de développement de l'Iran, ce secteur eût du avoir la priorité. Plus de la moitié de la population (54 %) a moins de vingt ans. Le souverain a, certes, décidé voilà un an, la gratuité de l'enseignement primaire et des ropos gratuits oux écoliers, et prèvu la création d'un réseau de télévision scolaire... Mais, faute d'écoles et d'enseignants en nombre suffisant, ces décisions ne sont que partiellement appliquées. et assurément paint dans les campagnes recuiées. Une vingtaine de milliers de mobilisés au titre de l' « armée du savoir » assurent, tant bien que mal, les cinq années d'enseignement primaire où se retrouvent trois millions et demi d'écoliers. Le cycle d'arientation de trois ans et le cycle secondaire sont suivis par un million et demi d'élèves. Universités et centres d'enseignement supérieur comptent quelque 125 000 étudions et forment quelque 60 000 diplômés par an. Cet enseignement supérieur progresse de 16 à 17 %

« Tout candidat peut avoir des bourses et des études gratuites s'il prend l'engagement de servir l'Etat pendant le double de la darée de ses études », naus a préciso un des vice-recteurs de l'université de Téhéran. La proportion de boursiers vone de cinq à huit étudiants sur dix selon les branches. « 5i aous tâchons d'orienter les études en fonction des besoins du pays, bequeoup d'étudiants, à la sartie, sont happes dans des secteurs qui ne répondent pas taujours à leurs qualifications mais où on leur fait des « ponts

C'est que, moigré une récente revolorisation de la fonction publique, les salaires payes dans le privé sont cinq fois supérieurs en moyenne à ceux du secteur public, ce qui, précisera le recteur, M. Nahavandi, « renforce la tendance inflationniste... et la tendence à pantoufler ».

Les capacité d'accuell, là comme ailleurs, sont encore insuffisantes. « Naus manquons de pertoanel d'enseignement et neus au pouvons accepter plus de dix mille nouveaux étudigats par an, soit moins d'un condidat sur dix à l'examen d'entrée. » L'université occueille les étudiants par roulement : un premier lat du matin à 17 heures, un second de 17 à 21 heures. Outre les étudiants réguliers, elle assure la formation continue d'employes des municipolités et du ministère de l'agriculture, des officiers de

Le poids social de l'expansion économique

L'homme naus attend depuis un moment dans les bureaux de la direction. L'entretien sence de trois de ses supérieurs et d'un Interprète. Assis très raide sur moins sur le giron, mince moustache barront des traits

anguleux, ce menuisier de cinquante et un ans a trente-six ans de métier. Il travaille quarante heures par semaine et dit gagner 560 riais par jour (260 pour un apprenti). Mais il dit aussi ne disposer que de 8 600 riais par mais, le reliquat étant retenu pour le logement, l'électricité et l'assuronce; il verse 990 rials par mois pour les « frais d'entretien » du logement que lui prête son employeur, la Société notionale iranienne des pétroles (S.N.I.P.), à qui il rembourse, en outre, à raison de 2600 nois par mois, un emprunt de 300 000 nois contracte pour s'acheter une malson pour ses vieux jours à Chiraz.

P

inst

rest sous l'égi

préso

cun

Tous M. 1

SOUS

vietn

li a trois filles (dont deux sont mariées) et quatre petits-fils. On lui donne 10 kilos de sucre et 90 kilos de farine par mais : il n'en dépense pas mains 200 rials par jour pour sa nourriture (soit 6 000 riols environ par mais). Où trouve-t-il de quoi se vêtir ou se distraire? [] est ou il n'est pas représentant syndicol : le point sera controversé. Cela n'a guère de signification, puisque « la Société prend soin de nous » et que les problèmes mineurs qui peuvent se poser « sont réglés par la direction ». Il n'y a, bien entendu. jamais eu de grève dans la raffinerie.

Représentatif, ce menuisier? Une série de rapcorts confidentiels, rédigés par un « comité du bien-être des ouvriers » et présentés en février 1974 lars d'un séminaire national sur le blenêtre social, potronné par l'organisation du plan et du budget, en collaboration avec le Madin Institute et l'université de Stanford, donnent un operçu tout différent des conditions d'existence

L'enquête préciable, portant sur 2.779 entreprises industrielles privées (2 475) ou publiques employant plus de 50 ouvriers, tant à Téhéran (1 025) que dans le reste du pays, concerne 223 516 ouvriers (des hommes à 82 %) et près de 800 000 personnes si l'on tient compte de leur famille. 185 600 de ces ouvriers travaillent sur des chaines de production. Plus de 56 % d'entre eux ont entre vingt et trente-neuf ans et 35,5 % sont analphabètes.

Neuf familles étudiées sur dix ne disposent que d'un salaire unique. Le revenu (21) horaire d'un manœuvre (13,5 % de l'échantillon étudié) est de 16 riais (à peine plus de 1 F); celui d'un ouvrier spécialisé (78,4 % de l'échantiflon) de 21 riols; celui d'un contremaitre (9,5 %)

de 43 rials; enfin, celui d'un technicien (0,1 %) atteint 69 riols (4,60 F).

Les chiffres révélent l'existence d'une « aristocratie » ouvrière : sl, pour plus de la maitié des familles, le revenu hebdomadaire par tête est inférieur à 100 rials, 34,5 % d'entre elles ont à leur disposition plus de 501 riols par personne. Ces moyennes cochent d'énormes disparités régionales (22) ainsi que d'importantes différences par secteur d'activité (23).

Dans les provinces les plus reculées, les dépenses movennes correspondent ou tiers seulement du minimum vital légal, alars qu'elles sont à peu près équivalentes au minimum légal en vioueur à Téhéran. Les auteurs établissent que la population auvière, paur 73 %, percoit un revenu Inférieur au minimum vital légal.

Le régime est pourtant fier des mesures socioles prises dans le cadre de la « révolution blanche ». en particulier pour le bien-être des couches labo-rieuses. Toutefols, 8 % seulement des entreprises étudiées ont établi une société coopérative de consommation, 11 % une coopérative de crédit

et 31 % une coopérative pour l'habitat. En ce qui concerne la participation des travailleurs aux bénéfices, on constate que, si un tiers des ouvriers interrogés ont perçu, à ce titre, entre 3 000 et 6 000 riols (200 à 400 F) dans

l'année, la moitlé ont reçu 300 rials (20 F) au

En 1971, moins de trois millions et demi de personnes bénéficialent des assurances sociales. Le rapport établit, deux ans plus tard, que 21,22 % des auvners n'en bénéficient toujaurs pas, la proportion étant plus élevée paur les salaires les plus modestes.

« 77 % des ouvriers interrogés ant déclaré qu'ils étaient mécoetents da maaque de médecias dans les centres gouvernementaux et de l'inefficacité des soins », note le ropport. Dons l'ensemble du pays, il y a un médecim pour 3 700 assurés, un lit d'hôpital pour 7 700 personnes. Là encore, il s'agit d'une moyenne : la maitie des médecins sont concentrés à Téhéran.

'" armée de la santé"

E NTRE 1966 et 1970, le nombre de médecins ironiens qui ont emigré aux Etats-Unis est passe de quatre-vingts à cent trente por an, soit environ le quart des promotions sortant des facultés iraniennes, déclaraient de feur côté trois spécalistes Iraniens dans une récente communication devant l'association médicale américaine (24). L'Iran, ajoutent-ils, est le cinquième fournisseur de médecins des Etats-Unis (25). « Le

Quand l'opposition, écrasée, resurgit...



Tout cela, bien sür, quand l'Université n'est pas fermée pour fait d'agitation politique comme ce fut le cos, récemment, à la suite de grèves et de monifestations étudiontes ou lendemain des examens de fin de semestre. Selon la presse locale, un étudiant a été tué à Téhéran à la mi-février ormer on policier ». L'agitation, qui

avait gagne l'école normale supérieure, s'est étendue à certaines villes de province. A ispohan, des heurts ont eu

lieu à la faculté de pharmacie... « Nos étudients sout de plus es plus instables et déterminés, nous disait, quelques jours auparavent, un professeur de sociologie. Si, à l'étranger, on peut être esnsible au caractère anti-impérialiste de régime, il n'est pas perça comme tel par nes étudiants — aa contraire! »

« Il y a, certes, de petites minerités activistes, mais nous avons beaucoup meins de problèmes que la plapart des pays accidentaux »,

S'ils veulent bien reconnaître qu'il puisse y avoir des problèmes, les responsables Iraniens semblent ne le faire que pour mieux affirmer qu'ils les ont repérés et que la solution est affaire de patience... et de conviction. « Nous avens rompu, vailà douze ans, l'équilibre social protiat immuable, nous a dit l'un d'eux. Il est normal qu'il y ait des distorsions dons cette

(18) L'Allemagne fédérale, pramier acheteur (13 % des exportations iraniannes), est auest le principal importation (18,5 % des importations en 1974). Les Japonais viennent en recond (14,7 % des importations), les Étais-Unis (13 %), le Grande-Bretagne et la France (4,81 %). Les échanges avec l'Union soviétique varient considérablement d'une année sur l'autre.

runon sovietaque varient describentations au santée sur l'autre.

(19) Cf. notamment Jacqueline Rudolph Toubs,

(The family and social dévelopment », communication à la conférence sur les aciences sociales et les problèmes de développement (Ohirar, Juin

1874).
(20) The Tehran Journal, 22 janvier 1975.
(21) Par revenu, 11 faut entendre le salaire, les beures supplémentaires, l'aide en espèces au eu nature, ainsi que les droits de sécurité sociale que l'employeur déclare payer (et ne paie généralement

phase de réadaptation. Dans dix ans, peut-être dans ciaq, la plapart de ces problèmes que nous

Communistes en exil

DANS les années qui ont suivi le renversement. en 1953, du Dr Mohammad Mossadegh, une intense répression a éliminé physiquement l'opposition, tant nationaliste que communiste. On parle de vingt-cinq mille morts.

(22) Un ouvrier non specialisé qui gagne 1 160 riais par semaine à Ténéran toucharait 297 riais cans le Sistan ou le Saloutchistan; pour l'ouvrier qualifié, les chiffres sont, respectivement, de 1 515 et 673; et 2858 et 1 279 pour le contremeitre. (23) L'indice ou salaire c'un cuvrier ou tapis varie entre 4.6 et 8.1 (Baloutchistan-Ténéran); celui d'un ouvrier d'une briquetarie, entre 7 et 20.4. (21) Hossain A. Rongby, Kathleen Cahin, Timodry D. Baker, e Physician Migration to the United Sistes s, in Journal of the American Medical Association, 4 février 1974.

(26) Hossein A. Ronsghy. Steven Solter, « Is the Chinese « Barefoot Doctor » Export able to Rural Iran? », in Medical Alliance, 1974.

hi Particulier (25) Les Etats-Unis ont 15,4 médecins pour 10 000 habitants; l'Tran, 2,6 médecins pour 10 000 habitants.

In formid

As - - - - -

And the second second second

They be a

Fac at Market

and speed

The Reservoir

A history

pl für . et

The state of

THE THE PARTY OF T

مكذامن ريامل

Interdit depuis 1947, semi-clandestin jusqu'en 1953, le parti communiste Taudeh sera quasiment éliminé d'Iran en 1958-1959 (il installera son comité central en Europe de l'Est en 1963), blen que l'on découvre encore quelques réseaux clandestins à intervalles réguliers. L'affaiblissement de ce parti (qui garderalt, néanmoins, des sympathies au sein de l'intelligentsia) est certes liè à la répression, mais aussi au rapprochement irano-saviétique depuis 1965. A l'étranger, une scission s'est opérée cette année-là, parallèlement à la scission sino-soviétique. Mais les maoïstes ne constitusraient pas l'élément principal de l'opposition clandestine; dègus à leur tour par le rapprochement sino-iranien, certains d'entre eux auraient pris leurs distances vis-à-vis de

Quant au Front national, constitué d'une demidouzoine de partis hétéroclites aux positions
politiques et idéalogiques diffuses, il essaiera de
se donner des formes d'arganisation clandestine
après 1953, mais sera rapidement décimé. Pourtont, à partir de 1959-1960, avec la crise éconamique, ovec l'accession de Kennedy au pouvoir
à Washington, de nouvelles possibilités semblent
à vashington, de nouvelles possibilités semblent
à vashington, de nouvelles possibilités semblent
à vouvrir : le Front national II tente de s'arganiser
à nouveau ouvertement et de participer au jeu
parlementaire. Il réclame la libération de Mossadegh, alors en prison. Cette expérience s'arrêtera
en 1963-1964. Mais, dés 1960, des sections en
Europe et aux Etats-Unis avaient fait scission et
formaient le Front notional III : d'orientation
fermement marxiste, elles continuent, néanmoins,
de revendiquer l'héritage politique de Mossadegh.
Depuis 1970, une section s'est constituée au
Proche-Orient.

Proche-Orient.

A l'intérieur, tautefois, aa peut distinguer, nous a-t-on dit, l'apposition intellectuelle, maloisément tolèrée, et l'apposition clandestine, intalérable, n La première s'est développée considérablement ces demières années : cinéastes, écrivains, artistes — une Intelligentsia radicale, qui pratique une courageuse « résistance passive ». Ses livres sont censurés, ses films interdits (27), ses écrivains jetés en prison, ses militants parfois exécutés (28).

Des attaques sélectives

TOUTEFOIS, depuis l'arrêt des activités du Front national en 1964, des groupuscules s'arganisaient dans la clandestinité. Le nombre

des arrestations craissait. En 1971, deux organisations révolutionnaires émergeaient : la première, les « Combattants du peuple » (Mujaeddin Khalgh), avait détourné un avion Iranien transportant, de Duboï à Téhéran, neuf personnes arrêtées paur usage de faux passeports. L'affaire fut comme quelques mois plus tord, lors de l'arrestation de cent trente personnes, parmi lesquelles figuralent tes auteurs du détournement. Selon les milieux d'apposition à l'étranger, jusqu'à présent, quelque soixante-dix militants de cette arganisation auralent été exécutés au tués ou cours d'accrochages avec les farces de l'ordre; plusieurs militers d'autres auralent été arrêtés... Les « Combattants du peupls » disposeraient d'une quinzaine de publicotions — dont une revue intitulée Jungla — diffusées sous le ghaba en Iran, puls à l'étranger. Ils cherchent à concilier les principes de l'islam chilte et du marxisme. « La moyanne d'âge des militants tués ou arrêtés est de viagt-quatre ans, nous a-t-on précisé, Intellectuels, cadres, médecius, ingénieurs, très peu d'ouvriers et de petits commerçants, bien qu'ils semblent evoir des liens avec la petite bourgeoisie commerçante du bazar, »

L'autre organisation, les « Guérilleros du peuple » (Tcherlk Fedayi Khalgh), s'est signalée par l'attoque, en février 1970, d'un poste de gendar-merie au nord de Siahkal. A la veille du Nouvel An ironien, le 21 mars, les autorités annonçaient que « treize personnes avaient été exécutées après l'attaque du poste », d'abord imputée à des « bendits ». Six jours plus tard, leurs noms étaient publiés : des instituteurs, des ingénieurs, des médecins - des militants politiques connus. Les services de sécurité reconnaissalent que « des saboteurs cherchaient à creer ua foyer de guérille dans les forêts on nord de Téhèren n. Toutefois, depuis lors, les actions armées se sont concentrées sur les villes. Près de cent trente militants de cette organisation auraient été tués ou exè-cutés. A l'oide de tracts, de brochures, d'une revue (la Lutte da peuple), ils expliquent le sens de leurs actions. Ils veulent, par des attoques sélectives, « faire valer en éclat le mythe de l'invincibilité de l'appareil de répression, pour permettre la lutte spontanée des masses ». L'objectif ultime est de « créer le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ».

L'une et l'autre organisations se sant raillées des femmes : olusieurs « combattantes du peuple » seralent aujourd'hui en prison. Quelle est l'Importance de ces mouvements? Il est quasiment impossible de le dire. Ils fonctionneraient par petits gtoupes, n'entretenant de topports que le temps de préparer et d'effectuer une opération. Pour les autarités, il ne fait pas de doute qu'ils sont des « agents de commanisme internetieses! », des « séides de Bogdad »...

Incontestablement, une partie au mains de ces militants s'appuient sur le courant religieux. Le chiisme iranien a une tradition progressiste et surtout d'hastilité au pouvoir établi : pour lui, le pouvoir légitime est détenu par l'iman, descendant du prophète, dont le représentant mondatoire est choisi par consentement parmi les ulèmes

Dès le début de ce slècle, le clergé chiîte se dresse contre la pénétration coloniale en Iran. Dans les années 60, le début du processus de désagrégation du bazar, la militarisation de la société, l'intervention de l'Etat dans les villages et l'occidentalisation occélérée des couches dirigeantes poussent le clergé, menocè, à radicaliser son apposition. Il se rapproche du mauvement contre la dictature. En même temps, la communauté se donne un nouveau chef, l'ayatallah Khomeini, jeune et dynomique, qui va jouir d'un grand prestige. Arrêté en 1963, il vit aujourd'hui en exil en Itak (29).

Contrôlé, infiltré, le clergé chiite, dont les effectifs ont diminué (entrer dans les ardres n'est plus une façon d'échapper au service militaire), « vir mains dans le siècle et, ea tant cas, reste en retrait per rapport au régime ». Paurtant, la ferveur religieuse du peuple n'est pas feinte. Lors de l'ashura, fin janvier à Téhéran, des dizalnes de milliers d'Iraniens ralifalent de leur bonlleue les musquées centrales, feunes et mains jeunes en colonnes, dans une paradie de flagellation accompagnée de farmules scandées déplorant la mort de Husseln, traisième descendant du prophète et iman des chiites. Toutes les boutiques étaient fermées.

Ce jour-là, il y eut une brève manifestation. Une centaine de jeunes gens se mirent à scander: « A bas le régime de Yazid I » (C'était le tyran de l'époque de Hussein.) L'allusion devait être transparente pour tous puisque, oussitôt, les uniformes éparpillès dans la foule se regroupérent et foncèrent sur les jeunes gens.

allées et venues des habitants de leur secteur. La Savok a des « antennes » portaut, dans tous les carps de métier, et ce ne sont pas taajours des Iraniens. »

Mais la Savak n'est pas le seul organisme qui renselgne le souverain. Il faut aussi compter, selon certains, avec l'inspection impériale (cent cinquante à deux cent cinquante employés) dirigée par le général Fardoust. Elle est chargée d'enquêter au sein des administrations, sur plainte au dénonciation, en cas de froude au d'abus de pouvoir. Cet arganisme travaille « ouvertement » et, selon notre interlocuteur de la Savak, « n'a accune campôteace pour intervenir dans nos affaires ».

Garde impériale et "Immortels"

E N falt, il semble que l'on confonde l'inspection impériale tantôt avec la garde royale (« garde impériale » et « garde des immartels »), tantôt avec le Bureau spécial de Sa Majestè.

La « garde des Immartels », véritable garde préforlenne du souverain, est composée de quelque deux mille afficiers et sous-officiers triés sur le volet et dont la fidélité est acquise à prix d'ar. Depuis l'attentat monqué de 1965 contre le chah, les hommes de troupe sont exclus de ce corps d'élite.

La division de la garde impériale et les « Immortels » farment un corps d'armée qui serait intégré dans la III° armée, Jaquelle comprend aussi les forces aéropartées de Téhéran, parachutistes d'élite et rangers ; au tatal, soixante-dix mille hommes environ, qui constituent une force d'intervention extrêmement rapide. Leur formation et leur entraînement seraient assurés par des experts israéllens et américains. Bien que dépendant de l'état-major, les chefs de ce corps d'armée sont contrôlés directement par le chah et par les officiers de son Eureau spécial. Les renselgnements généraux de la police (province et capitole), le 2º bureau de la gendarmerie la Savak et le 2º bureau de l'armée (respansable de la surveillance au sein même des forces armées et des activités d'espionnage) seraient taus sous la coupe du Bureau spécial de Sa Majesté.

Ce Bureau, dirigé actuellement par M. Maïnian, est indépendant du ministère de la Cour et n'sn référe qu'au souverain. Réportí en sections par branche d'activité, il auroit drait de regard sur tout y compris la Savak.

Depuis l'opparition de nauveaux graupes d'opposition clandestine, un « comité d'action antisubversive » de six personnes a été créé pour la coordination des différents services : il comprendralt, sous la direction d'un représentant de la 2º section du Bureau spécial, un représentant du parquet militaire et de chacun des quatre services mentionnès plus haut (renselgnements généraux de la police, 2º bureaux de la gendarmerie et de l'armée et Savak). Les locaux du « comité » sont les anciens locaux des renselgnements généraux de la palice, à l'intérieur de la maison d'arrêt de la prétecture de Téhéran, au centre de la ville. Paur les militants, la « prison du comité » est synonyme de centre de tri pénitentiaire et de maison de torture.

Cet appareil de répression aux multiples tertacules, dont seule une faible partie est visible, est danc hautement centralisé autour de la personne même du chah, par l'intermédiaire du Bureau spécial. Le monarque saît jauer subtllement des concurrences qui opposent ses divers services pour mieux asseoir son contrôle

L'armée, autre piller de l'empire avec les services de sécurité, est l'abjet de toutes les attentions du régime. Outre qu'ils aerçoivent des soldes confortables (voir nate 5), les militaires ne paient quasiment pas d'impôts, bénéficient d'allocations-lagement, de réductions dans les « magasins-coopératives » Isupermarchés pour les militaires) et leurs afficiers disposent fréquemment de vaitures de fonction... La banque privée Sepah, conçue dés 1925 camme caisse de retraite des afficiers, a pris une extension cansidérable depuis les années 60.

Si un diplomate naus a affirmé que « l'armée n'a pas de rêle politique (32) », d'autres abservateurs voient en elle une farce avec laquelle il va fallair compter. Etant dannée l'arigine sociale modeste de la majorité des militaires, surtout du rang, et les mutatians socia-économiques en cours, peut-on être sur de la fidélité sans faille de cette force en expansion?

Lirs ta sutte page 24.)

(27) Extraits d'une lettre adressée par le Dr Kheradmand, secrétaire d'Etat Qu ministère de la culture et des arts. À Sobrab Shahid Saless l'informant, de la saisle de son dernier tilm Mossibat (Commémoration) : e ...Selon le rapport communiqué à notre Burcau de contrôle. rotre nouvelle réalisation (...) déreloppe Ces problèmes sociaux oigus, notemment religieux. D'oprès poe propres propos (...) ce ium comprend blen un thème religieux. Or, lo note expresse nº 503/07/180 émanant de la Cour impériale nous impose, sur ordre de So Malesté. Ce nous opposer violemment à la diffusion et ou déreloppement des lims religieux. (...) Si pous exprimez totre penchant pour le oinéma commercial en signant l'engagement proposé par notre mémetre. rous pourrez proliter, à tous les nireaux, Qu soutien linoncier et moral nécessaire. Si rous reuses de ecopèrer arec nous, it sero loit obstacle à ros l'utives réalisations, le séjont en Iran sera refusé à roire épouse leclie-ci est Allemande), il sero feil en sorte que vous rous retouves. Cans une situation inaucéire lamentoble et, avec l'occord de Sun Excellence, le ministre Metrada Pahlbod, rotre dernier illm sera mis sous séquestre... >

[28] Les milieux d'opposition à l'étranger font état de l'exécution, en 1973, du poéte Goisoghi et de cinéaste Danechian, siosi que de l'arrestation, fin 1974, de l'écrivain Tunetaboni et, quelques mois plus tôt, de Saedi, scénariste, potamment, du film iranien fo Vache, récemment primé à Peris, (29) Lors des fètes de Persépolis en 1971, qui devalent marquer le 2516° anniversaire de l'empire perse (douze aus sprès la date cifective). Ehomeini erait lencé, de Begdad, un eppel en taveur du boy-cottage des testiviles. Les correspondants de la presse étrangère avaient pu constater que les rues des grandes villes étalont demourées désertes pendant toute la Quec de la cérémonie.

(30) Dipiômé de sociologie à la Sorboune, Chariatt est un des nouveaux doctrinaires du chilsme combatif, meis il de se réclame quilement du marxisme.

(31) Pourtant, la plus ancience accusation précise de torture es Iran qui soit parreque à Amoesty International est datée du 23 Gécembre 1963. (L'Unité, 10-16 jaorier 1975.)

(22) Toutefols, l'armée intervient pour la répression des Géllis politiques par l'intermédiaire des Juridictions milliaires dont la compétence semble s'accroître, quiamment pour les aflaires de drogue, les agressions à main armée, la contrebande d'armés, les sabotages d'installations industrielles et, tout recomment, les Géllis économiques (sabotage du système de contrôle des prix).

Un formidable appareil de répression



Dans les imposants bâtiments du
quartler général de
la Savak, dans cla
banlieue est de
Téhéran, ce n'est
pas le chef de ces
services de sécurité,
le général Nossiri,
qui naus regait,
mais son second,
an civil qui nous
demonde de ne pas
mentionner son nom.
La voix est douce,
mais le prapos est
ferme.

« Exécutia as sommaires, disporition de prisoaniers, tortures? Ou sont

les preuves? Les exécutions avant jugement? Naus n'en a'avans pas besoio. Les sandamnations à mort sont annoncées dès que le verdict est prononcé. La torture est interdite par la lai. Quant à la garde à vue, elle ne déposse pas vingt-quatre beures, »

Mais natre interfacuteur mentionne de tulmèmo le foit que le D' Chariati, selon lui « dirigeant marxiste islamique » (30), est en prison depuis plus d'un on dans l'attente d'un jugement « C'est en eus particulier : nous attendons l'arrestation d'an de ses amis, qui serait en Irak et qu'il charge pour se discolper. Vaolezvaus lui rendrs visite en prison? »

« Voyex-vous, il y a dix-huit ans que la Savak existe; c'est seulement depuis deux, trois ans que la presse nous attaque », nous dit-il encore, n'hésitant pas à mettre en couse « certaines compagnies pétrolières et certaines pays rétroliers » (31). « L'opposition porle de tracte mille à quarante mille prisonniers politiques. En fait, il y en e peut-être trois cents, y compris les espicos, les agents à la salde des pays étrangers. Oui, quelque cent cinquante trafiquants d'héroline ant été exécatés. A part ces exécutians, il n'y en a pas eu plus de einquante en sinq ans : c'étaient des gens à la salde de l'trak qui avaient commis des sobotages. »

"Bourrage de crâne

DPPOSITION a l'étranger détient pourtant des traiss défaillées faisant état de plus de deux com anguente exécutions ses trais demières annees, « après jugament par des tribunous militaires ». Des tesappes de prisons traniennes ant tempignage sur les multiples tartures qui s'y protretuerment, notamment cette « spécia-uté » tranienne que seroit une table chauffante sur lequelle on attache le prisonnier...

Paris 7^e arr.
Avenue Charles-Floquet.
Exceptionnel.

Hôtel particulier

A VENDRE

plus communs.
Eret neot,
entièrement décoré
Pouvant partainement convenir
à Ambassode, Consulat, etc.
Pour visiter:
Tél.: 723-98-78
Mane DAGOT
ou NOVIM
2, avenue Montaigne,
PARIS 8*.

« On vous a bourré le crâce à Paris, s'exclome de son côté un ancien chef de la Savak, oujourd'hul e simple général ea retraite », selon so propre expression. Il y e dons tout cela, la répression, etc., une part éname d'intoxication. Bien sur qu'il y a répression — quel régime n'en a pas? — mais il y e ane différenca : je crais que la grande majorité de la population y est favorable. Dites-vous bien que l'Iran n'est pas ua Etat policier : les gens parlent très librement. »

Les gens parlent très libremeat... » En s'assurant que nous ne pouvons être entendus, un étudient, pas même extrémiste, naus glisse :
 Nous avons peur, et aous avons même peur de le resonnaître. » Notre propre expérience allait nous permettre de comprendre tous le sens de cette remarque.

Une mésaventure

TORSQUE nous arrivons à Ahwaz, nous télèphonons de l'aéroport à un valontaire de l'UNIDO, M. Staneback, qui se prapase de venir naus prendre en voiture dans le quart d'heure suivant. En l'attendant, nous sommes appelés au bureau d'Iran Alr. Deux représentants des relalians publiques de la SNIP, MM. Doarandish et Moalèmi, nous y attendent. « Vaici votre programme », nous disent-ils, s'excusont de ne pas nous avoir accueillis dés notre descente d'avian.

Surprise : il étalt convenu avec le ministère de l'information que cette journée à Ahwaz serait... improvisée. Nous faisons valair que nous avons déjá pris des dispositions personnelles el que nous souhaiterions disposer de la matinée. Certes! M. Stoneback arrive, nous conduit au centre industriel » où il est conseiller. A peine avons-nous le temps d'apprendre que cette entreprise emplaie une quarantaine d'ouvriers à des

travaux de fonderie, de tréfilage et de charpente métallique que nous sommes dérangès puls convoqués devant un certain M. Khameshi, e project manager », qui se livre à un véritable interrogataire : qui naus a donné l'autorisation de venir dans son usine? Paurquai avans-nous faussé compagnie aux deux personnes qui nous attendaient à l'aéroport? Comment avans-nous fait la connaissonce de M. Staneback?

Nous avons discrétement enregistré cette discussion sur minicassette. Un peu plus tard, nous laissons natre saz de voyage à l'hôtel. Nous constaterons, en fin d'après-midi, qu'il a été fouillé. Las ! le système d'enregistrement du magnétophane a cessé de fonctionner...

La premiète base du pouvoir est assurément la Savak (Sazemane Amniyate va Ettelaat Keshvar, ou Organisation nationale de tenseignement et de sécurité). Selon son porte-parole, ll s'agit d'une arganisation dépendant directement du premier ministre (son directeur, le général Nassiri, a rang de vice-premier ministre) et chargée du contre-espiannage et de la répression de toutes les actions contre la sécurité intérieure et extérieure. « Le budget de la Savak, voté par le Parlement, est de l'ardre de 1 à 1,2 milliard de rials. Elle emplaie à temps complet mains de trois mille personnes », affirme natre interlocuteur qui qualifie d' « excessifs » les chiffres de trente mille à saixante mille permanents avancés récemment par Newsweek.

Petits vendeurs sur les trattoirs, gardiens de nuit, gardiens de vaitures, éboueurs, conclerges, commerçants, etc., une multituds de « mouchards » occasiannels, nan rémunérés mais à qui l'arganisation fera, à l'accasian, « une fleur » s'ils se montrent efficaces. « Dons les quartiers, nous a affirmé un résident étranger, les « chefs d'ilots » eat les doubles des clès de tous les logements, ce qui leur permet de surveiller les



independence

Seul au sommet de la pyramide

L'édifice est d'autant plus à la merci d'un « acci-. dent » que tout repose, en dernière analyse, sur la personne du souverain même si ce dernier a pris la pré-caution de conférer de régente, L'Iron est une monarchie

du Mailis (Chambre basse) et les sénateurs (dant la maitié sont nommés par le souverain) n'on aucun pouvoir réel. L'Iron est peut-être le seul pays au monde aû, cinq mais avant les élections législatives, le παυνεαυ chef de l'apposition afficiella peut se réjouir de la victaire future du parti au pouvair, comme l'a fait, fin janvier der-nier, M. Fazaeli, le nauveau secrétaire général du parti Mardom. Depuis, le régime a d'ailleurs décidé de se passer d'opposition parlementaire... S'il entend rester seul maître des destinées de

son empire, le chah se repose, bien sûr, paur leur exécution, sur quelques hommes de confiance. Dans son entourage immédiat, trois personnalités semblent jouer un rôle éminent : M. Hoveida, premier ministre depuis dix ans (33); le Or Enhal, ancien premier ministre, oncien ministre de la Cour, aujourd'hui président de la société nationale des pétroles; enfin, M. Assadolah Alam, ancien premier ministre lui aussi et actuel ministre de la Cour, fondateur de l'ancien parri d'opposition Mardam. « Eminence grise » du souveroin, an le dit proche des Britanniques. « Il a certainement accès au Jurcaa spécial, note un diplamate. En tout cas, il est très blen renseigné. Humainement remorquable, il assure, en quelque sorte, la liaisan entre le chah et la Cour, entre la Cour et le pays. »

Si le contrôle d'une armée puissante et d'une police redoutable crée les canditions matérielles de l'exercice du pouvoir, le chah est soucieux d'élarair les bases sociales de son régime. La réforme agraire a réussi à briser le pouvoir des féodaux et des grands propriétaires fonciers, sons pour autant améliarer sensiblement le sort des masses paysannes. Dans les villes, le renversement de Mossadegh a marqué le retrait duroble de la bourgeoisie nationale de la scène politique. Le monde commerçant du bazar resie toutefois un des points d'ancroge de la contestation. Sons doute les militants « marxistes » au e marxistes islamiques > y trouvent-ils appui, aide matérielle et refuge occasionnel.

Le développement de la bureaucrotie, lié au poids relatif de l'Industrie pétrolière dans l'économie et à la volonté centralisatrice du régime, a permis de « récupérer » la vieille classe politique traditionnelle; le « satropisme » est une réalité d'aujourd'hul (les charges officielles sont encore vénales), avec son cortège d'inefficacité, de népotisme et de corruption qui n'est pas sans gêner le développement économique, en particulier dans le secteur agricale.

Corrompus dociles ou trublions intègres?

A corruption est toutefois un excellent moyen de « tenir » les hommes, fait-on remarquer. « Mieux vaut des corrompus dociles que des tru-blians intègres », nous glisse un diplomate occidental. Ce travers n'épargnerait pas l'entourage « le plus proche et le plus cher » du souverain, selon la formule d'un hebdomadaire américain. Commercants et industriels, dit-on, abandonment fréquemment 10 à 20 % de leur chiffre d'affaires aux puissants du « sérail »...

Quarante-cing familles contrôlent, aujoura hui, % du copital des sociétés ayant un capital supérieur à 10 millions de rials. Ces gros Industriels et commerçants, ces financiers et affairistes câtaient hauts fonctionnaires et officiers supérieurs et se livrent à d'apres luttes d'influence pour orienter à leur profit les décisions politiques et économiques du souverain.

« Taut ce monde-là vit en file indienne derrière le chab, de qui procèdent taus les avaetages et toutes les décisions importantes ou moins importantes. Les licences d'import-export sont un peu l'équivalent des prébeudes de jadis. » L'industriel européen qui naus explique cela a cette formule : « Le chah est le Guizot du pétrole ; « enrichissez-vous », sa formule de

Par-delà le sérail, cet appel s'adresse à une nouvelle bourgeoisie qui ne cesse de s'étendre : celle des e technocrates », souvent formés à l'étronger, techniciens et codres supérieurs de l'industrie, afficiers, membres des professions

libérales; mais aussi celle, florissante, des affairistes, des spéculateurs, des intermédiaires en taus genres (les activités d' « Ingénierie », comme on les appelle en Iran). Ce sont eux qui forment les 4 % de la population qui disposent de plus de 4 500 dollars par an et par mênage; eux qui oni voiture, téléphone, télévision, climatiseurs, qui vivem à l'européenne et qui, issus des couches populaires, étalent, pour mieux se distinguer d'elles, un luxe ostentatoire. Concentrés à Téhéron et dans les grandes villes, ils profitent de multiples avantages fiscoux ou matériels quand Ils sont fonctionnaires au mili-

L'écart entre ces « privilégiés de l'expansion » et la petite et moyenne bourgeoisie rurale ou urbaine (commercents, fonctionnaires, employés du socteur tertiaire, enseignants, intellectuels) s'élargit sans cesse, bien que le niveau de vie de celle-ci se soit nettement amélioré. L'éventail des salaires continue de s'élargir (34).

Tout cela ne va pas sans créer des tensions. Privilégiée par rapport à la masse des ouvriers et des paysans, cette petite bourgeoisie est loin d'être pleinement sotisfalte de son sort. Bloquée à la porte de la « société de consommation », elle éprouve, semble-t-il, une frustration croissante.

Pas de soupape de sûreté

I ES mécontentements ne trouvent, dans le système actuel, aucun débouché politique; aussi n'est-il guère étonnant que ce soit dans cette petite et mayenne bourgeoisie que se recrutent une bonne partie des militants révolutionnaires clandestins... L'absence quasi totale de possibilité de vie politique et la nature auto-ritaire du régime sont porteuses à terme d'explosions et de violence. L' « enrichissez-vous » peut-il être le ciment durable d'un « consensus » autour du régime autocratique du chah? Il suppose, en tout cas, une poursuite indéfinie et régulière de l'expansion exceptionnelle de ces dernières années — ce que rien ne garantit.

« Pour les cinq à dix ans qui viennent, les revenus petroliers sont tels que le régime pourra se tirer de toutes les difficultés, estime un journa-liste économique qui réside depuis plusieurs années en Iron, Ensuite viendre le temps des échéances. Les entreprises devront s'étendre au-delà du murché national. Le pourront-elles?

Si certaines d'entre elles sont déjà concurrentielles (natamment pour la sucre), la base industrielle du pays sera-t-elle assez forte pour leur permettre d'affronter le marché international? Il y a deux points de vue : pour les uns, il y aura tellement de ressources naturelles exploitées ou transformées que l'économie passera ce cap. Pour d'autres, le pays est si peu en mesure de sotisfaire sou besoin de main-d'œuvre, l'infrastructure est si faible. les disparités économiques et sociales si grandes, qu'il en résultera ane perte de confrance peut-être fatale. Tout céla, bien sur, en ocartont l'hypothèse de la disparition subite du souvervin, »

En outre, la prolétarisation d'un nombre crois-sant de paysans, l'exade rural, l'urbanisation forcée et la misère populaire qui sont le prix de cette expansion laissent prévoir des tensions et des ruptures - que la puissance de la Savale et de l'armée ne pourra peut-être pas indéfini-ment contrôler. L'année 1974 a déjà vu éclater plusieurs conflits sociaux importants qui, bien que violemment réprimés, n'en sont pos moins sioni-

Ainsi, en septembre dernier, à Téhéran, les ouvriers de l'usine Irana (fabrique de mosaïques) ont occupé leur lieu de travail pour protester contre le licenciement de quatre d'entre eux; selon Newsweek (35), l'intervention des agents de la Savak aurait fait quotorze morts parmi les ouvriers, En octobre, l'usine de montage Land Rover a constit a son tour une grave, elle ausel brutalement réprimée. Presque au même moment. les deux cent cinquante employés de l'usine de Varamine (production de graisse végétale destinée à l'armée) débrayaient pour exiger des augmentations de salaires et l'amélioration de leurs condi-

tions de travail...
La volonté d'intégration totale de l'économie iranienne au système capitaliste et son corollale. la dépendance accrue à tous les niveaux (financles, technologiques, etc.) à l'égard des pays étrangers, font que l'édifice ambitieux étigé par le chah-in-chah repose en fait sur les sobles d'une conjoncture internationale porticulièrement mouvante, même si elle doit être encore, pendont un certain temps, favorable à l'Iron.

(Copyright Marcel Barung et le Monde diplomatique.) (Dessins de PLANTO.)

(33) M. Hovelds vient de prendre la direction du parti Iran Novine, parti au pouvoir. Cette for-mation détenait, avant la suppression des partis d'opposition, 229 des 268 sièges du Majlis et 27 des 30 sièges éligibles du Sénat.

(34) Les salaires d'un ingémeur varient désor-mais entre 100 000 et 450 000 riais par mois ; ceux d'un chef d'entreprise ou d'un contrematire entre an cuer contreprise on d'un contrematire entr 40 000 et 60 000 tials. (35) e The Master Builder of Iran », Nessucci 14 octobre 1974.

Tchad, les causes de la rébellion subsistent

(Suite de la première page.)

En fait, si l'organisation de l'armée tchadienne (équipement modeme, entreinement Inteneif, création d'une école millment français dans les operations réqulières, la France e maintenu toute sa capacità opérationnelle en créant en plue de le base 172 de N'Djamene trois bases

permanentes à Sahr eu sud, à Mongo eu centre, et à Largeau au nord. Celles-ci disposent chacune de compagnies d'intervention héliportées qui sont prêtes à venir en alde aux troupes tchadlennes en difficulté. De plus, l'essentiel de l'encadrement de ces troupes est assuré par plus de quetre cents officiers et sous-officiere français eervant sous uniforme tchadien eu titre de le coopération.

Tout mouvement eu sein de l'armée ne pourrait donc échapper à la connaissance de l'assistance militaire française étant donné son rôle central dans l'apparell repressif du pays. Les nouveaux dirigeants n'auralent pu mener à terme leur ection sans disposer au moins de l'accord tacite du gouvernement français. Le coup d'Etat du 13 svril apperaît einsi comme un eimple « remaniement presidentiel », sane change-

ment notable de le politique miss place au moment de l'indépendance. Celle-ci caractérise blen une situation néo-coloniale qui n'e pas modifié les struc-

tures socio-économiques héritées de l'ad-ministration française. L'obligation de cultiver dès 1926 une « corde » de coton (environ 40 ares), associée à la nécessité de payer un impôt en monnale, e contraint le paysan à délaisser les cultures vivrières. Quant au cheptel bovin, unique richesse des populations nomades, Il n'est consideré par le gouvernement que comme un moyen d'abtenir des recettes badgétaires permettant de feire vivre la classe diri-

En conséquence l'équilibre alimentaire aconomique) (2)_

Bien avant les demlères années de tanées avaient éclaté dans le centre du pays contre les agents de cette politique. Créé le 22 juin 1966, le FROLINAT e'est donnà pour tâche d'organiser le lutte du peuple tchadien contre le régime de Tombalbaye et l'impérialisme français L'Intervention massive du corps expéditionnaire français porta de dura coups à la résistance populaire, qui avait gagnà deux tiers du pays. Habitués à combattre une ermée mai équipée, mai entraînée, les combattants du FROLINAT furent aurpris par l'utilisation d'un arme-

avietion, etc.) per l'armée française. Jusque-là, les guàrilleros circulalent dans le brousse en troupes importantes et stationnalent dans des bases fixes. L'attaque aérienne surprise de l'une d'entre elles dens le Moyen-Charl fit troie cents morts. Les forces populaires de libération durent entamer un long travall de réorganisation politique et militaire; le soutien des masses psysannes permit eu FROLI-NAT de tenir tête à des troupes matériellement et numériquement suparieures et de rester implantà dans la plupart des

Aujourd'hul, malgré le renforcement du potentiel militaire et administratif franco-tchadien, le FROLINAT est parvenu à controlar une grande partie du pays. Cependant, les forces eu servica du pouvoir de N'Djamene sont en mesure d'intervenir eur l'ensemble du territaire. C'est einsi que, selon le communiqué militaire n° 33 du 7 décembre 1974, officiellement démanti per le France, de violents combati se sont déroulés à Am-Djaress, dene te nord, où dix-hult « conselliers » françaie et cent cinquante ecidats tchediene ont étà tués pendant l'attaque d'un des camps ment du FROLINAT. La stratégie du Front s'est adaptée à ce rapport de

pes d'eutent de moyens qu'un gauvernement. Qu'est-ce que nous sommes en mesure de faire ? C'est d'abord d'éduquer les forces combattentes, d'éduquer les comités populeires, de façon à ca que ces forces-là comprennent le lutte que nous menona. Mais cele ne signille pas. du laut, parce que nous pouvone circular librement d'una zone à l'autre, que nous evons le contrôle au bien que noue evon libéré telle au telle zone, parce que la libération d'une zone implique la prise en charge de toutes les demandes d'une zone charge de toutes les demandes d'une zone déterminée : l'économie, l'administration,

tures, ce que nous ne pourons pas faire pour le moment », déclarait II y e un an le Dr Abbe Siddick, secrétaire général du FROLINAT (3).

Un bon indice de cette action politique du Front est donné par le fait que certains impôts ne sont pratiquement plus payés par la population. Ainsi, pour l'armée 1974, le taxe perçue sur le bétail d'a atteint que 1 à 2 % des prévisions budgétaires.

Lutte ermée, répression et difficultés économiques n'ont pas étá sans aiguiser la lutte pour le pouvoir au sein de le classe dirigeante. Catalysée par le famine et les malversations, détournements et enrichissements par la répartition des conduit Tombalbaye à procéder dès 1972 è de nombreuses arrestations parmi ses de coup d'Etat de 1973 lui e fait accentue cette répression par la dissolution de so parti unique et per la creation du M.N.R.C.S. (Mouvement national pour la politique de « retour à fauthenticité » qui, sans remettre en cause la présenca culturelle française, visait à donner au regime

Un des aspects de cette » révolution culturalle - fut de remettre à l'homeur l'Inibetion Sera (le Yondo) en instiluant l'abligation de s'y soumettre. Cette pretique, que l'ancien président evalt fuimême qualifiée d'erchaique et de rétrogrede quelques années plus tôt, e contrichef d'Etat. De même, le nécessité de contrôler la population et de renflouer les caisses de l'Etat e entraîné le projet délirant de multiplier par sept en une equie année le production de coton (I), ce qui n'aurait pu qu'accentuer le large déficit de le situation vivrière. La commende de 50 000 postes de radio pour lisar tes paysans montre bien le carectére essentiellement politique de cette opére pour libérer un membre de le M.R.A., le femme de son ex-dirigeant, et un commandant de l'armée française (4) prisonniers d'un groupe toubou dirigé par Issene Habre, dissident du FROLINAT, n'e tait qu'eccroître le meuvalee presse que l'exprésident Tombalbeye

Dans cette situation, l'ermée tol qui evait vu son rôle e'inteneifler considé rablement eu cours des dernières années voir administratii dans vinces...) et qui voyait ses dirigeants emprisonnes les une après les autres, s'est décidée à assumer l'ensemble des sebilités du pouvoir.

Le fait que le maieure partie membres de l'ancien gouvernement ait été intégrée dans les commissions créées par te nouvesu régime mantre qu'eu-delé de la mart d'un hamme tes dirigeants ectuele de N'Djamene ne peuvent ni ne veulent changer tondamentalement le situation qui e donne neissence à la lutte ermée.

(2) Cf. Qui se nouvrit de la famine en dfrique? Comité information Sahei, Edi-tions Maspero, 1974. Voir le Monde diplo-matique de lévrier 1975. (3) Interview du Dr Abbe Siddick, citée dans Toted 74. Fronts africains, cas 10 et 11. aeptembre-octobre 1974, p. 53. (4) M. Combes, Mms Glaustre, comman-

Une Simca-Chrysler neuve pour 50 E.E.* par jour.

Incroyable?

Pas du tout. C'est simple: Chrysler-France vous propose une voiture pour la durée de votre séjour en Europe.

En d'autres termes, nous mettons à votre disposition une voiture, avec assurance tous risques et garantie totale, pièces et main-d'œuvre.

Cette voiture, vous vous en servez de un à six mois, avec un kilométrage illimité, et, à la fin de votre séjour, nous vous la reprenons. Le prix que vous paierez aura été fixé à l'avance et représentera uniquement l'utilisation du véhicule.

Ainsi, pendant votre séjour en Europe, vous aurez une voiture neuve, pour un prix imbattable.

Voyagez à travers l'Europe pour une somme minime. Avec Chrysler, cela ne pose aucun problème. Il vous suffit de nous appeler, nous pouvons vous livrer votre voiture immédiatement.

*Prix par jour pour une 1100 GLS sur la base de 62 jours.



Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston. 75116 Paris - France. Tel. 553.31.89.

filmeraire pla contesta a Afrique I

par don inst rest sou! l'êgi gour dent prése cun n'a tion Taus M. I

ni l'i

sous ment

Politique et littérature

L'itinéraire de la contestation en Afrique noire

Par JACQUES CHEVRIER

ORSQUEN 1953 parut l'Enfant noir, l'admirable roman du jeune écrivain guinéan Camara Laye, son auteur fut accusé du péché d'apolitisme par une fizacion notoire de l'intelligentsia nègre. L'irritation des intellectuels africains trouva en Alexandre Biyidi (alias Mongo Beli) son mellieur interprète dans un article significativement intitulé «Afrique noire, littérature rose» (1) par lequel l'auteur de Vills cruelle reprochait à son compatriote de s'ètre laissé aller à un « pittoresque de pacotille » et d'avoir négligé la réalité du monde nègre. « Car, enchaînait-il, la réalité actuelle de l'Afrique noire, sa seule réalité projonde, c'est avant tout la colonisation et ses méjatis... Il s'ensuit qu'écrire sur l'Afrique noire, c'est prendre parti pour ou contre la colonisation. Impossible de contre la colonisation. Impossible de contre de lè

Dès son émergence, la littérature africaine de langue française a donc été mise en demeure de prendre position sur un problème spécifiquement politique et elle s'est ainsi trouvée engagée dans une contestation plus on moins radicale du système colonial. Quand on examine l'ensemble de cette littérature des cinquante dernières années, on est frappé par un double phénomène: d'une part l'importance considérable accordée à des problèmes qui touchent à la vie de la

ccité a, et d'autre part le caractère volontiers agressif, voirs polémique, de cette littérature, qu'elle emprunte la voie du lyrisme, de l'essai théorique ou du roman. Trois thèmes essentiels semblent structurer les ceuvres majeures de cette époque : la démonciation des abus du colonialisme, la contestation du système colonial et enfin l'expression de la révolte souvent accompagnée de la revendication de la négritude.

de la négritude.

La dénonciation des abus du colonialisme éclate dans un livre que l'on peut considérer comme le premier grand roman nègre, Batouala, écrit par le Guyanais René Maran à la suite d'un long séjour en Oubangui-Charl et couronné en 1921 par le prix Goncoart. Dans ce roman, l'auteur, qui se défend d'attaquer le principe de la colonisation en lui-même, u'en dresse pas moins un sévère réquisitoire contre les abus dont elle se rend coupable et il ne craînt pas de dénoncer dans sa préface vengaresse e tout ce que l'administration désigns sous l'euphémisme d'errements ». Ville cruelle, du Cameronnais Mongo Beti, révèle pour sa part les exactions dont sont victimes les planteurs de cacao du pays Bulu et souligne hien la responsabilité des commerçants grecs soutenus par les autorités françaises dans l'exploitation scandaleuse du petit peuple africain.

pensée antagonistes. Simultanément, le mouvement de la négritude, ué sur les rives de la Seine en 1934, s'amplifié et Senghor devient le champion d'une négritude depuis lors fort contextée, mais dont le programme a servi longtemps de bannière aux intellectuels négro-africains francophones. Rejetant le surréalisme et le marxisme, Senghor n'affirmait-il pas dès 1945 : « Les jeunes nègres d'aujourd'hui ne veulent ni asservissement ni assimilation. Ils veulent l'émancipation. Bésolution qu'il agrémentait quelques années plus tard du com-

quelques années plus tard du commentaire suivant : « Pour asseoir une

révolution efficace, il nous fallait d'abord nous débarrasser de nos vêtements d'emprunt, ceux de l'assimilation, et affirmer notre être, c'est-à-dire notre négritude. »

D'entrée de jeu, la littérature africaine s'est en quelque sorte cristallisée autour d'un certain nombre de problèmes à caractère politique intéres-

sant aussi bien la rencontre brutale des civilisations africaines avec un Occident conquerant et triomphaliste que la situation du nègre dans une société disloquée où le statut d'homme à part entière lui était refusé.

Cette obligation de radicaliser et

de formuler le combat en termes politiques se traduit également par

africaine (1947) et par l'incontestable

retentissement du premier et du deuxième Congrès internationaux des

écrivains et artistes noirs réunis

respectivement à Paris en 1956 et à

Rome en 1959.

la création de la revue Prése



On shorde des œuvres comme Une vie de boy, de Ferdinand Oyono, et les Bouts de bois de Dieu, du Sénégalais Ousmane Sembene, dont on peut dire qu'elles constituent, chacune à sa manière, une véritable remise en question du système colonial français. Dans les Bouts de bois de Dieu, l'auteur, qui a été pendant longtemps un militant syndicaliste actif, retrace un événement politique puisqu'il s'agit de la grève des cheminots du Dakar-Niger en 1947-1948. Ousmane Sembene part donc d'une situation vécue pour dénoncer un certain nombre de maux liés à la colonisation et réclamer une ludépendance qui apparaît de plus en plus inéfuctable. Avec Une vie de boy, la contestation du système se fait plus insidieuse encore. Dans ce bref récit, Oyono raconte en effet la rie de Tomndi, pauvre boy persécuté et arculé à la mort par la sottise et la méchanceté de ses employeurs blancs, et cette histoire tragique ini permet de révêler la cruanté et l'iniquité de l'administration coloniale.

Ce constat d'asservissement, d'exploitation et d'aliénation du monde noir par l'Europe débouche naturellement sur un sentiment de révolte auquel le lyrisme des poètes donne sa meilleure expression. Tandis que Léopoid Senghor s'écrie : « Je déchirerei les rires bouants sur tous les murs de France » (2), Aimé Césaire entreprend dans le Canter d'un retour que pays natal de rejeter trois siècles d'esclavage aux Antilles et proclame bien haux le soulèvement de l'homme noir, prélude à l'aube des temps nouveaux:

venux:
« Et elle est debout la négraille
« Et elle est debout la négraille
« la négraille assise
« inattendument debout
« debout dans la cale
« debout dans les cabines
« debout sur le pont
c debout dans le vent

« libre. »

a debout sous le soleil debout dans le sarg debout debout e et

L'écrivain et le pouvoir

O N est ainsi tout naturellement conduit à s'interroger sur la situation de l'écrivain, à la fois par rapport au pouvoir qu'il conteste de manière quasi unanime, et par rapport au public auquel il prétend s'adresser.

Sur le premier point, il faut évidemment introduire une distinction selon qu'on se place dans le contexte colonial ou dans la période qui a succède aux indépendances. La première remarque qui s'impose, c'est que la quest-totalité des œuvres littéraires écrites par des Africains dans la période qui nous intéresse ont été publiées et diffusées par des éditeurs français, ce qui a évidemment beaucoup limité leur impact sur des lacteurs africains, au demeurant très peu nombreux compte tenu du laux d'analphabétisme qui dans les années 50, devait avoisiner les 90 %. Les romans, poèmes et manifeste conscrés à la démonciation du colonialisme ont donc fort peu géné les

Les romans, poèmes et manifestes consacrés à la dénonciation du colonialisme ont donc fort peu géné les eutorités administratives d'outre-mer qui se sont homées à censurer quelques textes trop retentissants. Ce qui etait, au fond, de pen de conséquences dans la mesure où le phénomène contestataire représenté par cette littérature demeurait à la fois marginal et extérieur. Car le premier objectif des écrivains africains était de sensibiliser la conscience euro-

péenne aux abus et aux scandales de la colonisation française. René Maran ne tenait pas un autre langage quand il dédiait. Batouala à ses a frères de France, écricuins de tous les parties, et les exhoriait à a combattre pour un diéal fuste et noble ». Quant à Senghor, il justifiait naguère le choix du français par sa vocation de métis culturel dont le message s'adressait a cussi aux Français de France ». En fait, on peut dire que si Maran, Senghor et combien d'autres écrivaient en français, c'était afin de s'adresser non pas aussi mais d'abord aux intellectuels français, dont ils espéralent sans doute aide et compréhension. Ce en quoi ils ne se trompalent pas totalement, comme on le vit en 1948 avec l'Orphée noir de Jean-Paul Sertire.

Avec l'accession des Etats africains à l'indépendance, on allait paradoxalement assister à un phénomène de raréfaction de la production littéraire africaine, qui restait néanmoins très engagée, dans le temps même où le rapport de l'écrivain au pouvoir aboutissait dans certains cas à l'éprenve de force tandis que le rapport au public continuait à se poser en termes problématiques. Il est en effet curieux qu'à la grande flaraison brique puis romanesque des années 50 ait succédé une relative stagnation. Alors que le taux d'alphabétisation



« Et elle est debout la négrafile, debout et libre » (Aimé Césuire).

augmentait dans des proportions sensibles, hien qu'insuffisantes, et qu'on semblait s'acheminer vers une société plus libre et plus digne, la plupart des grandes voix africaines se sont tues. Si Léopold Senghor est dernièrement sorti de sa réserve (3), Césaire, après avoir biturqué vers le théâtre, est absent de la scène littéraire depuis 1969; Cheikh Hamidou Kane u'a toujours pas donné de suite à son admirable Aventure ambigué. Camara Laye se terre, Ferdinand Oyono est ambassadeur du Cameroum aux Etats-Unis, D'autres, et non des moindres, ont prudemment chois l'exil— Mongo Beti enseigne dans un lycée français mais continue d'éurire, — à moins que leur talent n'ait été anesthésié ou étouffé par le confort feutré des organisations internationales. Certains, enfin, victimes de leur engagement politique, et pour des raisons qui nous échappent en partie, ont connu l'enfer des prisons— Se yd ou Badian, Koffi Gadeau, Maxime N'Debeka— quand ils n'ont pas succombé aux mauvais traitements dans des conditions encore mystèrieuses— Fily Dabo Sissoko, Kéita Fodèba...

Il semble que le rapport des écrivains avec les nouveaux maîtres de l'Afrique se réduise dans la plupart des cas à un affrontement plus ou moins violent, ce qui pourrait contribuer à expliquer le ralentissement de la production littéraire. A bien des égards, tout se passe comme si l'irruption soudaine des méépendances, dont Amadou Kourouma dit qu'elles s'abattirent sur l'Afrique a comme une nuée de sauterelles a, avait en quelque sorte privé l'ecrivain de sou objet. L'ex-colonisateur réembarqué avec armes et bagages, il lui faut en effet afronter une situation nouvelle, parfois complexe, souvent confuse, et prendre l'exacte mesure d'une désillusion rigoureusement proportionnelle à l'impuissance et à l'iniquité des nouveaux pouvoirs africains qui ont pris la succession des Blancs.

Enfin Il faut remarquer que l'hiatus entre intellectuels et politiques constitue un phénomène relativement récent puisque, jusqu'à l'accession à l'indépendance, les romanciers et les poètes se confondaient souvent avec les militants et les futurs leaders.

Une acerbe satire des nouveaux maîtres

A UJOURD'HUI le grand souffie des A années immédiatement antèrieures à l'indépendance est retombé, et la décolonisation a engendre une littérature du désenchantement dont l'objectif principal semble être d'instruire le procès du néo-colonialisme et de ses fondés de pouvoir. La voie de la nouvelle contestation avait d'ailleurs été frayée par les écrivains anglophones puisque, dès 1961, les grands auteurs nigérians Cyprien Ekwensi dans Jaqua Nana, Wale Soyinka dans The Interpreters et Chinua Achebe dans Man of the People avaient mis en scène des personnages d'arrivistes douteux portés au pouvoir par les événements consécutifs à l'effondrement du Commonwealth (4).

Avec le Devoir de violence, de Yambo Ouologuem, les Saleils des indépendances, d'Amadou Kourouma, on Remember Ruben, de Mongo Beti, les auteurs francophones ont entrepris de dresser à leur tour, et à des degrés divers, un réquisitoire sévère et une saire acerbe à l'encontre des mœurs politiques de l'Afrique contemporaîne. Corruption, népotisme, vénalité, despotisme ou incurie des dirigeants et de leurs complices y sont dénoncés sans ambages.

potisme ou incurie des dirigeants et de leurs complices y sont dénoncés sans ambages.

Couronné en 1968 par le prix Renaudot, le Devoir de violence s'attaque au mythe d'une Afrique pré-colonisie idyllique. Pendant tout le temps de la lutte politique pour l'indépendance, les leaders intellectuels africains ont en effet exalté l'image d'une Afrique fraternelle, ignorant les luttes de classes et dans laquelle l'oppression ne pouvait procéder que des Blancs. Or, aux villes magnifiques chantées par les griots, aux fabuleuses cités de Soundjata ou à la prestigieuse Tombouctou des historiens, Yambo Ouologuem appose avec une rare verve iconoclaste une capitale barbare, siège d'un pouvoir oppressif et despoisque, ceci à seule fin de dénoncer l'imposture d'une négritude qui pe dit pas son nom et cherche à étouffer dans l'œuf toute tentative révolutionnaire.

négritude qui ne dit pas son nom et cherche à étouffer dans l'esuf toute tentative révolutionnaire.

Peut-être moins systématique que Ouologuem, en tout cas aussi ironique, Amadon Kourouma nous rappelle opportunément, dans les Soleils des indépendances, que toute mutation politique importante s'accompagne i u ê l u c t a b l e m e n t d'injustices et d'échees humains, mais l u en reserve pas moins ses traits les plus acerbes pour stigmatiser l'assurance et la cupidité des gens en place. Ce roman superibe et foisonmant, dont l'action se situe quelque part en Côte-d'Ivoire nous racontie en effet les déconvenues de Fama Doumbouya, lésé dans ses espoins d'obtenir la direction d'une coopérative ou le secrétariat général d'une sous-section du parti (« les deux plus viandés et gras morceaux des indépendances a) puis arrêté, emprisonné et condamné sur ordre du président à vingt ans de réclusion pour avoir omis de confessar au secrétaire général du parti (unique bien entendu) un rêve prémonitoire mettant en dangur la sécurité du territoire l Mongo Beti, pour sa part, évoque dans Remember Ruben et Perpetue le destin malheureux de deux orphelins-voyageurs, sortes de

héros picaresques venus de la brousse et évoluant dans la jungle d'une nouvelle Afrique où règnent en maitres absolus l'hypocrisie, le cynisme et l'ivresse bureaucratique de despotes parfaitement ubuesques.

Quant à Ousmane Sembene qui, depuis bientôt trente ans, a entrepris d'écrire (et de filmer) la chronique de la société sénégalaise contemporaine, il démontre une nouvelle fois à quel point il est impossible d'évoquer un destin individuel sans décrire en même temps l'architecture du groupe social au sein duquel il évolue. En frappant son dernier héros d'impuissance (c'est le « zala », qui donne son titre au récit) l'auteur du Mandat a voulu prouver à quel point l'échee de ce personnage d'homme d'affaires dérisoire était lié au parasitisme d'une pseudo-bourgeoisie. Le malheur qui affecte El Hadji Abdou Kader Beye au soir de son troisième mariage est donc pour Ousmane Sembene non seulement l'occasion de dénonser ironiquement le caractère archalque de la polygamie en milieu urbain, mais il est aussi symbolique de l'incapacité on se trouve actuellement la société sénégalaise de prendre son destin en main. Constat auquel pourraient faire écho trois couvres également lasse subversives, Tribaliques, d'Henri Lopes, le Président, une pièce satirique du Congolais Maxime N'Debeka, et Vive le Président, une pièce satirique du Cameromais Daniel Ewaude dans lequel on peut lire des propos aussi évidemment ironiques que celui-ci : a Dans nos pays d'Afrique, souvent qualifiés à tort de sous-développés, il n'y a que de bons présidents. C'est une opinton tout à fait erronée de penser qu'il pourrait en être autrement. S'ils n'étaient pas bons, nos présidents ne pourvaient pas se maintenir au pouvoir... »

Les grandes orgues poétiques de la uégritude se sont desormais éteintes et l'on est en droit de se demander quelle est aujourd'hui la part de la littérature dans le combat politique que menent les Africains pour une libération réelle de leur continent. S'il u'est pas possible de répondre à cette difficile question autrement que par des hypothèses, on peut néanmoins famuler à ce propos trois remarques. La première sera pour faire observer que la littérature africaine d'expression française des années 50 apparaît à hien des égards comme dépassée, dans la mesure où elle était la résultante et le produit du régime colonial

dans la mesure où elle était le résultante et le produit du régime colonial
mis en place par la France.
Seconde remarque : à l'heure
actuelle les conditions matérielles et
morales susceptibles de favoriser le
renouveau, le développement et la
diffusion d'une littérature africaine
authentique ne semblent nullement
réunies et ceci pour des raisons
d'ordre essentiellement économique et
politique : pas ou peu de maisons
d'édition africaines, très peu de revues
culturelles (et encore celles qui
existent sont-elles le plus souvent
moribondes), une absence quasi totale
de vie culturelle, enfin des siructures
scolaires et universitaires longtemps
réticentes à l'introduction des littératures africaines dans leurs programmes d'études.

mes d'études.
Cette constatation nous conduit à la troisième et dernière remarque : dans l'Afrique actuelle, l'écrivain ue remplit pas la fonction politique qui devrait être la sienne. Coupé de son public réel avec lequei il entretient un dialogue de sourds, s'exprimant en général dans une langue qui n'est pas celle du peuple, il n'est nullement en mesure de jouer le rôle de témoin, de conseiller et de régulateur de la vie sociale qui était celui du conteur ou du griot dans les sociétés traditionnales.

nelles.

Devant cette situation provisoire d'impasse, les bommes réagissent selon leurs convictions et leur tempérament propre, et les deux témoignages que nous citons en conclusion sont la pour illustrer la gravité du dilemme de l'écrivain africain:

TCHICAYA U TAM'SI (po è te congolais): « La révolution ne se jait pas sur la place publique, pour l'écrivain... Je crois que la participation de l'écrivain, puisqu'û s'adresse chaque jois, individuellement, à la personne, c'est individuellement qu'il doit atteindre la personne dans son réjonde, dans sa plus stricte intimité, et s'il y arrive et qu'il lui a été possible d'atteindre une seute intimité, il a jait une très grande œuvre... Je pense que l'écrivain que je pourrais etre militerait pluiôt pour trouver l'intimité la plus stricte auprès de deux cents lecteurs et leur communiquer ce que je pense être le message, plutôt que d'aller le dire sur une place publique... »

KATEB YACINE (écrivain algé-

rieu): a Personnellement, fe n'aime pas le mot engagement... Je préfère le mot écrivain révolutionnaire, c'est-à-dire l'homme qui marche coûte que coûte, quelles que soient les contradéctions, qui marche, qui continue, qui avance paisqu'il faut qu'il avance... Bien sûr, les hommes politiques représentent une espèce de pot de fer et nous sommes une espèce de pot de terre. Chaque jois qu'ils se heurtent aux hommes politiques, les écrivains perdent: ils sont congédés, ils sont humilies, ils sont réduits à l'abélisance. Pourtant, ce contact, nous ne devons pas le fuir; de la même façon que nous voulons avoir des contacts avec le peuple, il faut aussi que nous ayons des contacts avec le gauvernement, et des contacts francs, des contacts bruts, des contacts de conscience et de classe. Il faut que nous puissions dire au gouvernement « mende » et il faut que nous puissions ètre aussi associés à ce qui se passe chez nous... » (5).

(1) Présence africaine, nºº 1-2, avriljuillet 1955.
(2) Poème liminaire d'Hostles noires.
(3) Il a publié Lettres d'hivernage en 1872.
(4) Cf. l'article de Gerald Moore dans le Monde diplomatique de décembre 1973.
(5) African-Scandinavian Writers' Conference, Stockholm, 1967.

OUVRAGES CITÉS

BATOUALA, par René Maran,
 Paris, 1921 (Albin-Michel, 1969).
 VILLE CRUELLE, par Mongo
 Beti, Paris, 1954 (Présence Africaine, 1971).

UNE VIE DE BOY, par Ferdinand Oyono, Paris, 1956 (Press-Pocket, 1971).
 LES BOUTS DE BOIS DE

DIEU. par Ousmane Sembene. Paris, 1961 (Press-Pocket, 1971). — HOSTIES NOIRES, par Léopold Senghor, Paris, 1956 (Le Seull, 1974).

CAHIER D'UN RETOUR AU PAYS NATAL, par Aime Cesaire, Paris, 1959 (Présence Africaine, 1971).

L'AVENTURE AMBIGUE, par Cheikh Hamidou Kane, Paris, 1952 (10/18, 1972).

PEAU NOIRE MASOUES
BLANCS, par Frank Fanon.
Paris, 1952 (Le Seuil, 1965).

 ORPHEE NOIRE, par J.-P.
 Sarire. Préface à l'anthologie de la nouvelle poèsie nègre procurée par L. Senghor, Paris, 1948 (P.U.F., 1969).

— LE DEVOIR DE VIOLENCE, par Yambo Ouologuem, Le Seuil, Paris, 1968.

LES SOLEILS DES INDEPENDANCES, par Amadou Kourouma, Le Seuil, Paris, 1970.
 REMEMBER BUBEN, par Monte Buben, par Monte Buben, par 1974.

Mongo Beti, 10/18, Paris, 1974.

XALA, par Ousmane Sembene,
Présence d'Afrique, Paris, 1974.

TRIBALIQUES, par Henri Lo-

pas, CLÉ, 1971.

LE PRESIDENT, par Maxime
N'Debeka, P.J. Oswald, Honfleur 1970.

fleur, 1970.

— VIVE LE PRESIDENT, par
Daniel Ewande, Albin-Michel,
Paris, 1968.

subsistent

«Les sciences sociales, sorcellerie des temps modernes»? de Stanislav Andreski

Par YVES FLORENNE

PRECISONS tout de suite que le titre original ne comporte aucun point d'interrogation. Ce signe de prudence, en appelant lui-même la réponse, tente de l'amortir et neutralise l'affirmation. Peut-être les «sorciers» français sont-ils plus irritables quo les anglo-saxons et le terrorisme intellectuel plus trauchant de co côté-ci de l'eau ? Quol qu'on pense do l'auteur, professeur à l'université de Beading. son livre est un pavé lancé sans aucune précaution dans la mare universitaire et qui éclabousse à peu près tout le monde. Du moins — puisqu'il s'y limite — le monde des sciences sociales. Il ue vise donc guère que sociologues et psychologues, puis, un peu en retrait, économistes et politologues : il ue dit rien, par exemple, de la linguistique que nombre de ses griefs ne laisseraient certes pas de côté. Sans parier do la littérature, ce qui scrait à peino sortir du champ : de valeureux efforts ne tendent-ils pas aujourd'hai à constituer en « science » — sociale par excellence — tout ce qui est de l' «écriture»?

Le livre est done franchement et même allègrement polémique, son humour tournant au sarcasmo et le sarcasme à la colère. « Un tract plutôt qu'un traité » : on peut en croire l'auteur. Mais ce tract est anssi un acte: de dénonciation et de désolidarisation. Dénouciation de la « sorcellerio » à quoi se o réduit une part importante de ce qui est considéré comme une étude scientifique du comportement humain » ; désolidarisation d'avec les « sorciers » contre lesquels est prononce un véritable réquisitoire. Car il va de soi que les sciences u'existent et par conséquent ue sont véritables ou prétendues, utiles ou nocives, éclairantes ou obscurcissantes, que par les hommes qui les fout on les enseignent.

Et ceux-la en prennent pour leur grade. A la lettre. car ils sout d'abord accusés de fonder leurs titres. leur audience, leur réputation, leur carrière, et même leur goût de l'argent, sur une imposture, dont Stanislav Andreski coovient d'ailleurs qu'elle peut être inconsciente. N'est-il pas constant quo les sorciers croient ou finissent par croire à la sorcellerie ?

L E sacro-saint savoir universitaire est donc fort mal traité. Notre professeur, tout en constatant et admettant qu'il n'y a plus guère d'autre lieu pour la recherche que l'Université, observe que celle-là peut tourner à la routine du fait de celle-ci, et souligne le danger d'enseigner qui porte à « pérorer au lion de penser ». Peu importe, pulsque « le subterfuge et la

duperie sont (...) plus profitables que la révélation de la vérité ». Simple conséquence, d'ailleurs, car « la stérilité et la supercherle dans l'étude des affaires humaines résultent des orientations générales, cultu-relles, politiques et économiques de notre époque ». Aussi bien. Pouvrage ressortit à la sociologie du savoir, ou plus exactement, dit Pauteur, à la c sociologie du non-savoir ».

On pourra, bien entendu. trouver de l'outrance et mêmo de l'injustice dans cette dénonciation féroce et caustique. Encore que l'auteur, étant d'ailleurs orfèvre, ne vise qu'une « part » — il est vrai « importante » do son domaine, où, Dieu merci, fieurit aussi, avec modestie, la vraie science. Même si les orientations de Stanislav Andreski paraissent s'éloigner de celles du lecteur (elles sont d'allieurs nuancées et balancées), à travers la vigueur de l'attaque et la verdeur du langage, sous l'exoès même, comment ne pas voir blen des vérités? Comment ne pas trouver un foudement solide, touchant le jargon, à l'accusation de répandre la « brume verbale » et d'interposer un « verre fumé » pour cacher, sinon toujours le vide ou le peu de poids de la pensée, du moins son absence d'originalité ? C'est une expérience que tout lecteur fait souvent, et pas senie-ment en matière de science sociale : le déchiffrement et la réduction du « jargon » l'amènent à constater qu'il n'y a rien, là-dessous, que de fort simple, évident, et souvent déjà dit, parfois depuis longtemps et beau-coup mieux. Mais combien sont étourdis, subjugués, intoxiques par la obrume » et la « fumée » ?

C AR l'hermétisme, les vapeurs opaques. l'incantation autoritaire et tout ce qui caractérise, précisément, la sorcelterie, u'ont-ils pas d'autres raisons, et n'en-courent-ils pas un soupçou plus grave? Ils permettent l'utilisation insidiense ou le conditionnement, au profit de telles idéologies, telles structures socio-économiques, tels intérêts. L'auteur le note à propos du fonctionnalismo ; on se reportera aussi aux pages incisives sur le « crypto-conservatisme » et le « crypto-totalitarisme ».

Le critique, si elle est la plus voyante, n'est pourtant que l'envers de propositions constructives. Et l'auteur se veut optimiste malgré tout. D'un optimismo qui apparait, dans la conclusion, comme le corollaire du pessimiame, l'un et l'autre ayant en commun de tenir pour inséparables le destin des sciences sociales et celui de Phumanité.

P.U.F., Paris, 1975, 280 pages, 38 P.

MÉTHODES ET INSTRUMENTS DU NÉOCOLONIALISME

Le remodelage de l'Asie, les activités du Fonds monétaire

DOUR les Etais-Unis, une époque s'achève en Asie: la défante en Indochine conduit à un retrait militaire partiel et à une réduction des jorces stationnées dans la région; la normalisation des relations avec Pétru marque la fin du credo politico-diplomatique de l'encerclement de la Chine; les difficultés du dollar s'ajoutent una doutes idéologiques qu'inspire une réthorique anticommuniste qui n' « accroche » pas plus que la déjense de valeurs impliquant la promotion et le soutien de dictatures militaires. Une époque s'achève, certes, mais une oppression se perpétue, s'organise sous d'autres formes plus élaborées.

Les Etais-Unis ne se sont jamais montrés encilus aux formes classiques de domination coloniale; leur mode d'intervention s'accommode plus volontiers d'une internationalisation, par le biais d'un système global d'institutions multialérales — de la BIRD à l'OTASE, de l'ONU à telle ou telle organisation industrielle ou commerciale révieuale ou mondiale. Cela va de

l'OTASE, de l'ONU à telle ou telle organisation industrielle ou commerciale, régionale ou mondiale. Cela va de pair avec l'essor des sociétés multinationales, institutions typiques d'uns supriment, du mode de pénétration économique américain. En jait, loin de marquer le retrait des Etais-Unis de cette partie du monde, la détacle américaine d'Indochine a plutôt précipité une nécessaire ruionalisation de l'exploitation néo-coloniale à lamelle ils se oitation néo-coloniale à laquelle ils se

ploitation néo-coloniale à laquelle ils se livrent en Asis.

«Le génie du néo-colonialisme, la peroétuation de la domination étran-gère dans une ère d'indépendance politique nominale, tient précisément à une réduction des servitudes poli-tiques et des coûts de l'empire par le transfert des fardeaux de l'administra-tion et de la receffication à des grantes. tion et de la pacification à des groupes dirigeants locaux qui ont un intérêt au maintien du statu quo. » Telles sont, sommairement résumées, les thèses qu'expose Mark Selden dans la présentation de son Remaking Asia (1), nouveau recueil d' c études sur l'exercice du pouvoir américain s en Asie. Après Open Secret (2), la doctrine Kissinger-Nixon en Asie et America's Asia (3), essais « non conformistes sur les relations uméricano - asiatiques, cet ensemble de contributions associe une demi-douzaine d' « asiatologues » anglo-saxons qui ont, au moins, en commun leur refus de l'« américanocentrime » des spécialistes américains classiques. La diversité des contributions enrichit plutôt qu'elle ne dessert la qualité de cet ou-

POLITIQUE

LES MARXISTES ET LA POLITIQUE. - F. Cha-

telet, E. Pisier-Kouchner, J.M. Vincent. * P.U.F., collection a Thémis », Paris, 1975, 739 pages, 68 P.

Manuel plutôt qu'anthologie, est ouvrage présente la pensée de théoridens et militants marxistes par rapport à l'axe fondamental du marxisme, la politique en tant que lutte de classes visant à

currage presents la pensee de inecuments
et militants marxistes par rapport à l'axe
fondamental du marxisme, la politique
en tant que lutte de classes visant à
prendre ou à conserver le pouvoir.

A l'aide d'une sélection de textes de
Marx, d'Engels et de Lémine, les autaum
posent d'abord dans toute son extension
le problème-cié de l'Etat ; des raisons
de sa naissance à sa fonction apparente
(Etat neutre eu service de tous les
citoyens) et réelle (Etat servant so maintien de la domination d'une classe, ou
d'une alliance de classes, sur d'autres),
de la nécessité de la destruction de
l'apparent d'Etat bourgeois à la disparition
de l'Etat profétarien au fur et à mesure
que la construction du socialisme permetra, la raintégration de la politique
dans le politique. Tous ces problèmes
majeurs se trouvent clairement exposès
par un intelligent montage de textes.

La seconde partie anrichit la première
tout en la développant : le marxisme est
devenu l'un des principaux organisateurs
du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. C'est l'époque de la révolution
holcherique, des consells ouvriers en
Allemagne, en Iralie ; c'est biensôt celle
de la montée des faccisme, du triomphe
de Staline ; c'est ausal la début de la
Longue Marche. Enrichie par les expériences diverses de la classe ouvrière, la
pensée marxiste voit apparaître de nouveaux courante : Trousky devient le
coutre-théorichen du stainisme, Gramsel,
Ross Luxemburg tentent de donner son
parti à la classe ouvrière tandis que Mao
établit la jouction svec le monde peyzan.

Viennent enfin les problèmes qui animent une grande partie de la via politique d'aujomen'hol ; à la base, ce sont
toujours les mâmes, mais les nodes de
résolution sont multiples. D'un continent
à l'autre, les vérités semblent diverger,
voire s'opposer, de nouveaux foyers de
luttes apparaissent : le tiers-monde eutre

» scha. Lot, des autreurs de l'ouvres

voire s'opposer, de nouveaux foyers de luttes apparaissent : le tiers-monde eutre en scène. Ici, les auteurs de l'ouvrage reproduisent, avec un éclectisme certain,

reprodument, avec in emissione ceream, la confusion que semble présenter la réalité d'aujourd'hui : sinsi, Nkrumeh et Fanon — marristes ? — exposent-ils les problèmes de la crèvolution » africaine, tandis que Dubcek explique comment

het, J.-P. Sartre, Carlos Mari-

tandis que Dubcet explique co allier e socialisme et démocratie ».

trage, dont le premier tiers est par-ticulièrement intéressant, avec des développements consacrés à l' « impt-rialisme pétrolier en Asie du Sud-Est « (Malcohn Caldwell), aux mentes àu Fonds monétaire international en la-donésie (Cheryl Payer) et à la Banque asiatique de développement (Richard de Camp), enfin aux lieus entre la C.I.A. et l'establishment junancier dans le contéres de la querre du Vietnam le contexte de la guerre du Vietnam (Peter Dale Scott): la jerce militaire est le plus apparent mais non pas nécessairement le plus efficace instrument de l'impérialisme.

C'EST ce que montre pour su part Cheryl Payer dans The Debt Trap (4), où elle s'attache à cerner les Cheryl Paper dans The Debi Trap (4), où elle s'atlache à cerner les activités du F.M.J., « le gouvernement supranational le plus puissant du monde » qui fut l'« instrument choist au lendemain de la seconde guerre mondiale pour imposer la discipline financière impérialisée aux pays paqvres derrière une façada d'aide multilaterale et de compétence technique ». Car les fastitations internationales sont loin d'être politiquement neutres. L'objectioité de la technique économique derrière laquelle se retrunchent les experts du Fonds masque mai des choix politiques à seus unique. L'analyse de cas d'espèce en Asie (Indonésie, Philippines, Indochina, Inde), en Amérique latine (Brésil) et sa Europe (Yongoslavie) permet à Cheryl Payer de montrer par quels procèdés l'institution financière internationale s'attache à frustrer les efforts des pays de montrer par quels procéés l'institution financière internationale s'attache à frustrer les efforts des pays
pauvres qui tentent de (rejagner
quelque contrôle sur leur économie
nationale. Economique et politique
étant interdépendants, on peut à bon
droit rendre responsable le P.M.I.,
parmi d'autres institutions en-dessus
de tout soupcon, du maintien des militaires au pouvoir en Indonésie par
exemple ou de l'aggravation des disparités régionales au Brésil au en Tougoslavie — phenomènes qui, à première
vue, sembleraient relever davantage de
la politique intérieure des pays concernés, Quant au Chili ou au Ghana,
également étudiés ici, on suit de quel
prix ils ont du payer leur textative de
se défaire des « requins du crédit
international ». Chemin faisant, c'est
à l'autopsie d'un rêve que se lure
Cheryl Payer: ceini d'un tiers-monde
non aligné qui aurait su esquiper les
écueils du capitalisme et du socialisme
tolafilaire. Le rêve était filmion. Il v'y
a pas de troisième voie, Le danger était
de faire du F.M.I. et des autres institutions internationales l' « emend
principal », la cause première des maur
du tiers-monde. L'auteur rappelle justement qu'ils ne sont que les instruments des « gouvernements capitalistes
et des sociétés multinationales, les
ennemis naturels de l'indépendance du
tiers-monde ». Ce libre est un excellent
complément à celui de Teresa Hayter,
qui instruisait, voilà quatre ans, le
même procès, mais à propos de la
Banque mondiale et de ses activités en
Amérione lutine (5). Amérique latine (5).

jars.
(2) Open Secret, The Kissinger-Nizon Doctrine in Asia, Why we are never leaving, sous is direction de Virginia Brodine et Mark Selden, Ferennial Library, Harper & Row, New-York, 1972, 218 pages, 150 dollar. (3) America's Asia, Dissenting Essays on Sian-American Relations, sous la direc-

(3) America's Asia, Dissenting Essays on Asian-American Relations, sous is direction d'Edward Friedman et Mark Selden, Vintage Books, Bundom House, New-York, 1971, 458 pages, 246 dollars.
(4) The Debt Trap, The IMF and the Thirld World, Cheryl Payer, Peoguin Books, Londres, 1974, 251 pages, 60 pence.
(5) Aid as Imperialism, Terem Hayter, Penguin Books, coll. « Pelican », Londres, 1971.

EUROPE

HISTOIRE DE LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE. Gabriel Jackson

— Gabriel Jackson

* Editions Rusdo Ibérico, Paris, 1975, 212 pages, 33 °F

En 1965 déjá, l'historien G. Jackson (professeur à l'université de Californie) publis une étude sur la guerre d'Espagne intituée The Spanish Republic and the Civil War, qui recut le prix de l'Association des historiens américains su meilleur livre d'histoire européanne. Toutefols, le linguiste Noam Chomaky, l'ayant lu, accusa Jackson de donner une version trop libérais de la guerre, présentée comme une l'utte frontaie entre la République démocratique et le fascisme, et de négliger ainsi l'aspect social de la révolution.

C'est parce qo'il admit cette critique et pour réparer que G. Jackson entreprit l'ouvrage qui paraît aujourd'hui, où il parvient à tresser la description ince des événements militaires et l'analyse approfondie de la révolution sociale dans la zone républicaine et de la contre-révolution dans la zone nationaliste.

L'auteur dispose en tableau bous les aspects qui caractérisant la guerre civile espagnole: ses origines dans les oppositions sociales et religienses et dans les luttes des minoriète nationales; ses répercussions internationales ainsi que le rôle ambigu du comité de non-intervention.

Un des aspects sur lequel G. Jackson apporte un éciairage définitait est calul cussions internationales ainsi que le rois
ambigu du comité de nou-intervention.

Un des aspects sur lequel G. Jacisson
apporte- un éclairage définitir est calui
de l'intervention étrangère; il chiffre
avec quasi certitude la participation allemande et italienne, mais aussi portugaise,
jusqu'à présent peu connue. Il donne
également des précisions extrémement
intéressantes sur l'aide américaine au
général Franco (la compagnie Teraco
assura durant toute la guerre les livraisons de pétrole à l'armée franquiste;
Furd, Studebaker et General Motors
ilvrérent plus de douze mille camions).
Par silleurs, l'ouvrage est illustré d'une
très grands quantité de photos et surtout
de reproductions d'affiches qui permettent
de comprendre que cette guerre fut la
première où la participation des « media »
fut aussi massive et brutale que celle

PROCHE-ORIENT

ARABIA WITHOUT SULTANS. — Fred Halliday ★ Penguin Books, Pelican Books, Lou-dres, 1975, 527 pages, 1 livre.

Pred Halliday, uo des animateurs de la nouvelle gaucae prizamique, s'attaque lui à toute une mythologie. A travers une analyse de classe des différents régimes de la péninsule Arabique (avec, en prime, nu chapitre pertinent sur l'Iran), il montre le communauté d'intérêts qui existe entre les couches dirigeantes des pays pétrollers arabes et celles des nations impérialistes occidentales : al les promitées des mations de produites des mations de produites des mations de produites de produites des mations de produites des mations de produites de produites des mations de produites de produites des mations de produites de prod pétroliers arabes et calles des nations impérialistes occidentales: al les premières chercheut à « meximiser » leurs profits, respelle-t-il, elles o'ont e ancane intentium d'affaiblir la capitalisme mondial et sout des concurrents, plutôt que des ennemis, des lutérêts dominants aux états-Unis, en Europe et ao Japon n. Fred Halliday, qui s'est rendu par deux fois au Dhofar aux côtês des militants du Pront populaire de libération d'Omao et du gulfe Arabique, s'ettaché en outre à readre compté des mouvements révolutionnaires eo Oman, au Yémen do Nord et au Yémen do Sod, de ces « guerres révolutionnaires qui font rage en Arabie depuis 1962 (et) constituent la face cachée de la crise de l'énergie ». Dans tonte la région, des peuples, des minorités se révoltent pour s'affranchir de leurs rois et de leurs cheikhe et pour vivre enfin dans une « Arabie sans sultans ». Excellente étude d'ensemble d'une régioo qui demeure urbs mai connue en Europe, et en France eo particulier. M. Bg.

por dor

resç SSU: l'ég.

gou

dent prése

n o

50US

ment Paris

ON CHRETIEN FACE A ISRAEL - Michel

* Robert Laffont, Paris, 1975, 304 pages, 30 F. particuliàrement dans leur attitude race à l'hitlérisme et à la e solution finale ».

a l'intierisme et à la e solution finale ». Certaina pialdoyers, que le R.P. Riquet ne pouvait guère na pas pronocer, prèterunt à la contestation, notamment sur les silences du Vatican.

Pour le présent, le philosémitisme et l'amitié pour Israël n'empêchent pas les jugements sur le « drame palestinien «, Y.P.

LA GAUCHE ISRAELIENNE. — Peretz Merhav. * Anthropos, Paris, 1974, 498 pages, 52 F.

L'un des dirigeants du Mapain et auteur d'une Histoire du muuvement ouvrier international, P. Merhav avait toute autorité pour écrire une histoire plus particulière : celle du mouvement ouvrier israélien. Markist fidèle à la atricte méthode dislactique, et exprimant le point de vue de la gauche israélienne, il s'efforce à une présentation objective des idées et positions différentes ou opposées. Y. F.

MAGHREB

LA VOIE ALGERIENNE. - Kader Ammour, Christian Leucate, Jean-Jacques Moulin. * Maspero, Paris, 1974, 178 pages, 8,50 F. mique présentent d'abord la situation économique de l'Algérie en 1962 et la politique économique memée depuis lors : industriailsation, planification, valorisation des hydrocarbures, problèmes agricoles et révolution agraire. Ce bilan révèle un projet industrialiste e bourgeois », et l'Algérie ue possède donc la maîtrise ni de son développement économique, mi de sa démographie, ni de sou émigration. Une seconde partie s'ouvre alors, qui analyse les insuffisances en termes de lutte des classes, soulignant la nature (petite) bourgeoise de l'État dont le chef, Eoumedième, est assimilé à un Bonaparte algérien.

Les analyses des limites de la politique industrielle « industrialisante », des dangers de la technocratie, du poids de la dépendance économique, de rôle politique limité des masses populaires dans la direclimité des masses populaires dans la direc-tion de la lutte de libération sont intétion de la lutte de libération sont inté-resantes, quoique counnes.

Mais la présantation sconomique resta fragmentaire alors qu'une telle entreprise exigant qu'ancun élément ne soit négligé, en particulier la politique des prix et des salaires, les direulits de distribution, la fiscalité, et surtout la structure de l'Estat, dont le bouleversament radical est pour-tant en cours. L'étude des classes est sou-vent escamotés, la plupart des conflits étant altués à l'intérieur d'une classe « bourgecise » divisés en couches sociales successivement qualifiées d'agrarienne, de jeune, de moderne, de techniciste, d'indus-trialiste.

L'INSURRECTION MALGACHE DE 1947. -

Jacques Tronchon

** François Masparo, « Textes à l'appui,
Histoire », Paris, 1974, 399 pages, 45 f.

Mars 1947: une insurrection éclate
dans les campagnes malgaches, gagne
ràpidement une large partie de l'ièpoque
(M.R.P., S.F.I.C. et P.C.P.) tente d'abord
de minimiser l'événament, puis de le
supprimer: « procès des parlementaires »
(l'ile, dirigée par un heut commissaire
trançais, a trois représentante à la
Chambre, dont l'immunité est levée);
répression sangiante sur place. Il faudra
plus d'un an d'opérations policières et
militaires pour ramener la « grande île »
à l'ordre colonial.

Jacques Tronchon ressuscite opportu-

militaires pour ramener la «grande île » à l'ordre colonial.

Jacques Tronchon ressuscite opportunément est épisode dont on a vouiu faire une crévoite maiheuveue « dernier sursaut d'une civilisation condamnée, mate qui frappe au contraire par sa viralité et son clan et qui trouvera un aboutissement dans les événements de mai 1972 (chute du régime Trianana en place depuis 1960 et révision des rapports privilégies avec la France).

A partir de témoignages et de documents solides et souvent insulta, ce « premier essai d'interprétation historique » s'efforce de débroussailler les mensonges officials par lesquels la IV République a couvert un de ses actes les pine honteux. La politique d' « Upion Trançaise» — défense des intérêts des pius gros colons et ancraye d'une certaine présence française dans l'ocèan Indien — trouve lei une illustration exemplaire. Mais tont aussi importante est la restitution à ce peuple de son historie, dans sa richesse et dans sa vigueur contestataire.

M. Bg.

AFRIQUE

Jacques Tronchon

W. Rochet, J.-P. Sartre, Canos anan-gheis, E. Debray, ainsi que de nombreux autres écrivains ou leaders politiques tout aussi connus sont présents à cette expo-sition de mode. Elle nous dunne cepen-dant un désir : celul de mieux savoir ce qu'il en est du marxisme sujourd'hui ce qu'il en est du marxisme sujourd'hui HISTOIRE DES GAUCHES EN PRANCE 1940-1974, par François-G. Dreg-fus (Gresset, Paris, 1975, 378 pages. • LA REPUBLIQUE RADICALE? 1888-1914, par Matelethe Reberious (Le Seuil, coll. « Histoire », Paris, 1875, 283 pages, 10,40 F). ● LA PROTECTION INTERNATIONALE
DE LA LIBERTE SYNDICALE, par Démêtre C. Yamnopoulos (Librairis sanérais de direit et de jurisprudence, Prihon
et Durand-Auxias, Paris, 1873, préface de
Michel Virally, 274 pages, 45 F). LES FEMMES FRANÇAISES FACE AU POUVOIR POLITIQUE, par Albert Brimo (Editions Montchrestien, Paris, 1975, 129 pages, 20 F).

inter-livres 4

38-40, avenue des gobelins 75013 paris

S.O.S. CULTURE!

livres et disques français

Résidents à l'étranger,

ouvrez un compte par une provision de 150F minimum

ou équivalent en devises. Vous commonderez livres et disques dispanibles lls vaus parviendrant dans les meilleurs délais, au maindre caût (détaxe de 6,5% sur les livres -

remise de 10% sur les disques et cassettes)

Envois en recommandé. Pos de frais de dossier pour toute commande supérieure à 100F (sinon 4,50F)

Frais réels de port (avion ou surface à votre choix).

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité renouvelle pour trois mois le mandat de la Force d'urgence dans le Sinai

DAR une résolution votée le 17 avril, le l'Oonseil de sécurité a décidé de prolonger pour trois mois, jusqu'au 24 juillet 1975, le mandat de la Force d'urgence des Nations unies (FUNU) dans le Sinal. Treize des quinze membres du Conseil ont voté pour, l'Irak et la China parant mes peri ser services. membres du Conseil ont voté pour, l'Irak et la Chine ne prenant pas part au scrutin.

La résolution exprime l'inquiétude du Conseil devant l' « état de tension » en Proche-Orient et demande aux parties en cause d'appliquer immédiatement sa résolution de 1973 sur le Proche-Orient. M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, devra présenter un rapport sur l'évolution de la situation à l'expiration du nouveau mandat, comme il venait de le faire le 14 avril avant le vote du Conseil de sécurité. Dans son rapport, M. Waldheim rappelait que les effectifs actuels de la FUNU dans le Sinai étalent d'environ quatre mille deux cents hommes, ce qui lui semblait suffisant pour permettre à la Force de s'acquitter de ses tâches. Il notait cependant les restrictions apportées à la liberté de mouvement de certains contingents, malgré les efforts déployés pour le régler.

La coordination de Paide à PIndochine

chine

Après consultation avec les directeurs exécutifs du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) et du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (qui avaient des activités des deux côtés du conflit vietnamien), le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel le 31 mars réclamant une aide humanitaire en faveur des « millions d'êtres qui se trouvent dans une situation tragique due aux privations et à la souffrance ». Il a invité les gouvernements à contribuer aux deux organismes d'assistance. Un bureau de coordination de l'assistance à toute l'Indochine a été établi à New-York le 4 avril, sous la direction de Sir Robert Jackson, et un fonds spécial a été ouvert pour recevoir les contributions.

Le secrétaire général de l'ONU estimait à 100 millions de dollars les sommes nécessaires pour faire face aux besoins essentiels des populations de l'Indochine, besoins alimentaires exclus, mais les sommes réunies ne dépassaient pas 17 millions de dollars au 28 avril, date à pas 17 millions de dollars au 26 avril, date à laquelle on attendait de nouvelles contributions. L'UNICEF et le haut commissariat pour les réfuglés se sont entendus pour combiner leurs opérations sur le terrain. Des avions ont apporté leurs cargaisons de secours à Hanoi et à Saigon. Un fonctionnaire de la FA.O... M. Raymond Aubrac, avait été envoyé à Hanoi pour conférer avec les autorités nord-vietnamiemes et les représentants du G.R.P. sud-vietnamien.

PROBLEME DE CHYPRE — Le secrétaire gén PROBLEME DE CHYPRE. — Le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel aux États membres le 2 avril, leur demandant de donner les moyens (inanciers nécessaires au fonctionnement de la Force des Nations unies à Chypre (UNFICYP). Le déficit cumulait! s'élevait à 21,5 millions de dollars au 15 décembre dersier, et, sur les 13,7 millions de dollars un écessaires pour couvrir les dépenses des six mois se terminant le 15 fain prochain, une seule contribution avait été reçue à la date du care

seule contribution avait été reçue à la date du 2 avril.

Charjé d'autre part d'une mission de bons offices entre les représentants des deux communautés chaptriotes, le secrétaire général a annoncé le 8 avril, à l'issue de ses premiers entratiens, que les négociations entre les deux parties intéressées reprendraient

DECOLONISATION, — Devant le comité de la décolonisation, une vission tratrée àu Cop-Vert a préconisé le 25 mars une assistance internationale sur une vaste échelle, pour éviter une situation catastrophique dans ce territoire. Un appel a été lancé en ce sens le 26 mars par le secrétaire général des Nations unies. Le Comité a décidé de as réunir d Lisbonne en puin et, sur l'invitation du pouvernement espaçaol, d'envoyer une mission au Sahara occidental en mei.

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RA-CIALE, — Le comité pour l'élimination de la dis-crimination ruciale a tenu sa onzième session à Neu-York du 11 mars au 18 avril. Il a d'abord supprimé de son ordre du jour la question de la discrimination raciale dans les territoires adminis-trés par le Portugal. Il a aussi examiné les rapports présentés par les Etats parties à la convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale sur l'Observation des dispositions de cette convention.

SANCTIONS CONTRE LA RECORSIS. — Dans un appel lancs le 3 avril, le comité chargé par le Conseil de sécurité de veiller à l'application des canctions économiques contre le régime rhodésien de dannadé su gouvernement américain de faire cesser l'importation illégale de différents minerais en provenance de la Rhodésie.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le Conseil CONNEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le Conseil économique et social a ouvert sa cinquante-huitième session le 8 avril. A son ordre du jour figuraient l'étude des activités de la commission du développement social, l'adaptation de la stratégie du développement aux objectifs du « nouvel ordre économique international », la sécherusse en Afrique, les violations des droits de l'homme au Chili, etc.

PAYS LES PLUS TOUCHES PAR LA CRISE ECO-NOMIQUE. — Le conseil des gouverneurs du fonds spécial des Nations usies pour les pays les plus touchés par la crise économique a siégé du 31 mers au 8 avril d New-York. Il a mis au point son règle-ment et le programme de ses opérations financières. ment et le programme de ses operations finducieres.

DESARMEMENT, — La conférence du counté du dénuruement, qui à tenu sa soizante-sirième session plénière à Genève la 25 mars, a mis sur pied un groupe spécial d'experts gouvernementair pour étudier la question des nones exemptes d'armes nucléaires dans tous ses aspects.

D'autre part, la comité ad hoc pour la conférence du désarmement a siégé à New-Fork du le au 4 april. Il se réunire à nouveau le 20 juillet.

4 april. Il se réunira à nouveau le 20 juillet.

BEPAUE EXTRA-ATMOSPHERIQUE. — Le souscomilé acientifique et technique du comité de l'espace extra-atmosphérique a tenu sa douzième session à New-York du 21 april eu 2 mai. Il a envisagé
la possibilité d'établit, sous les euspices de l'ONU,
un contre international où senient réunies les
informations obtenues grâce à la télédétection. Autre
thème de ses travaix : la télédétection des ressources terrestres.

RESOURCES NATURELLES. — Réuni à Tokyo du 24 mars en élbut d'avril, la comité des ressources naturelles s'est notemment consecré aux problèmes de l'énergie et à la préparation d'une conférence sur l'eau qui se tiendra sous l'égile des Nations usues à Bucros-Aires en 1967.

• COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE. — Le 27 mers a expiré le délai fixé par le président de la Cour internationale de furtice (C.I.J.) pour la renise d'exposés éarits au sujet de la demande d'avis consultatif sur le Sahara occidental présentée de la Cour par l'Arsamblée pénérale des Nations unies. Once Etats out adressé à la Cour des communications écrise: le Calif. l'Expagne, la France, le Guatemala, le Marve, la Mauritanie, le Nicaragna, Panana, la République Domisicaine, le Costa-Rice et l'Equateur.

• ETFANCE. — Le Fonds des Hations unies pour l'enfance (UNICEF ou PISE) à annoué fin mars son intention de laucer un programme spécial de réinstallation dans les régions éprouvées par la sécherase en Somalie... si les fonds nécessaires (2 millions de dollars) peutent être trouvés.

e REFUGIES. — Le haut commissariat des Nations unies pour les réjugiés à lancé un appel le 12 mars en vue du financement d'un programme de 4 mû-lions de dollars destiné au rapatriement et à la réinstallation de quelque cent cirquante mille réju-plés et personnes déplacées en Guinée-Bissays. giés et personnes déplacées en Grainée-Rissau.

• COMMINSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE.

— La trentième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C. E., ONU) s'est tenue à Gemève du 15 au 25 auril. L'une de ses préoccupations essentielles fut d'envisages la nouveau rôis qu'elle pourrait joues dans l'organisation de la coopération économique sur la continent, à la suite de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Comme à habitude, le rapport annuel qui lui était présenté portait sur la situation économique actuelle de l'Europe, à l'Ouest et à l'Est, Selon ses auteurs, el l'on peut s'attendre à une reprise de l'activité économique, de grares problèmes resteront encore à régler.

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

La conférence de Lima adopte une déclaration et un plan d'action présentés par le « groupe des 77 >

A deuxième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), réunie à Lima (Péron) depuis le 12 mars, s'est terminée le 27 mars par l'adoption d'une déclaration et d'un pian d'actiou sur le développement industriel et la coopération. Ces documents, qui reprenneut l'essentiel du texte mis au point à Alger au mois de février par le « groupe des 77 », ont été adoptés par 32 voix coutre une (Etats-Unis) et avec 7 abstentions (Belgique, Canada, Allemagna fédérale, Israel, Italie, Japon et Grande-Brefagne). Ils énoncent les principes de base et les objectifs de l'Industrialisation en tant que moyen de parvenir à l'indépendance économique et préconisent que la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale passe, dans la fin du siècle, des 7 % actuels à 25 %.

La déclaration définit les principes concernant le rôle de l'industrie, la nécessité de mesures concertées aux niveaux national, régional, interrégional et international, la souveraineté sur les ressources nationales, les besoins des pays les plus pauvres et la révision du système monétaire.

Aux termes du plan d'action, les pays en voie de développement des plus pauvres et la révision du système monétaire. présentés par le « groupe des 77 »

transferer certaines industries dans les pays en voie de développement, contribuer au financement de l'Industrialisation et empêcher les sociétés multinationales de porter préjudice aux pays hôtes. Le plan d'actiou énonce en outre les mesures à prendre en faveur de la coopération entre pays en voie de développement et entre ces pays et les pays industrialisés; il recommande uotamment l'adoption de mesures spéciales en faveur des pays sans littoral et des pays insulaires. des pays insulaires.

des pays insulaires.

Enfin le plan d'action préconise, à l'intention de l'Assemblée générale des Nations unies, la transformation de l'ONUDI en une institution spécialisée et la création d'un fonds du développement industriel qui augmenterait les res-sources de l'Organisation et renforcerait son

CONTRATS PASSES EN 1974. — En 1974, l'ONUDI a commandé du matériel et négocié des contrats pour un montant total de 6,5 millions de dollars, soit environ le double du montant dépensé au cours de l'exercice 1973.

Santé

Les conséquences de l'apartheid en Afrique du Sud L'ORGANISATION mondiale de la santé

L'ORGANISATION mondiale de la senté (O.M.S.) a annoncé le 20 mars la publication d'un rappout préliminaire sur les conséquences de l'apartheld sur la santé. Le document révèle que les conditions sanitaires de l'Afrique du Sud sont telles que « le niveau de vie et la qualité des soins médicaux sanitaires offerts aux Blancs sont élevés, tandis que le reste de la population, c'est-à-dère la majorité, est plus ou moins vouée à la pauvreté, à la misère et à la maladie ». Selon les auteurs, et le rapport médecin-nombre d'habitants est de un pour quarre cents chez les Blancs, il est de un pour quarrante-quatre mille quatre cents dans la population noire. D'autre part, les taux de mortalité infantile étaient à Johannesburg en 1970 de 20,26 0/00 chez les Blancs, et de 95,48 0/00 chez les Noirs.

BILAN DE L'ANNEE 1974. — Dans un rapport à l'iniention de l'Assemblée mondiale de la santé, qui doit s'ouvrir à Genève le 13 mai, l'O.M.S. indique que, malgré l'instabilité économique qui a caractérisé l'année 1974, elle a pourraitoi ses elforts dans la codre de son programme général concernant six grandes activités: développement des services et des personnels de santé publique, amélioration de la santé de la famille et de la salubrité de l'environnement, l'atties contre les maladies et coordination des recherches médicales.

AIDE À L'AFRIQUE. — Le 26 mars, l'O.M.S. et les Etats-Unia, représentés par l'Apence internatio-nale pour la développement, ont signé à Brazzaulle un accord d'assistance financière destiné au renfor-cement des systèmes de prestation des services de santé publique en Afrique pentrale et occidentale.

Sept candidats pour le poste de directeur général

directeur général

SEPT candidats ont été officiellement proposés par leurs gouvernements pour le poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), dont le titulaire actuel, M. Addeke Boerms (Pays-Bas), doit prendre sa retraite à la fin de l'année. Il s'agit (par ordre alphabétique) de MM. Francisco Aquino (El Salvador), W. David Hopper (Canada), Eric M. Ojala (Nouvelle-Zélande), Josef Okuniewali (Pologne), Edouard Saouma (I.San), Samuel Sey (Ghana) et Bukar Shaib (Nigéria).

En 1971, la conférence générale de la F.A.O. avait décidé que les directeurs généraux seraient désormais nommés pour un unique mandat de six ans, non renouvelable. Elle se prononcera

sur les candidatures en novembre prochain, lors de sa prochaine session ordinaire.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — A FISSUS de la sersion qu'il à tenue du 17 au 25 mars, le comité interpouvernemental du Programme alimentaire mondial (PAM) a fast supoir qu'une aide alimentaire phobale de plus de 129 millions de alimentaire phobale de plus de 129 millions de dollars avait été approuvée. Compte tenu de nouveaux engagements de contributions, le programme pourra dépasser son objectif de 440 millions de dollars d'aide en espèces, en aliments et en services pour 1875-1976.

Le 6 avril, le PAM a décidé en outre d'expédier poir 6 millions de dollars d'aide alimentaire d'urgence en Indochine.

AGRUMES. — Des mesures internationales ont été recommandées pour relances la commerce mondial des agrumes, au terme de la troisième session du sous-groupe directeur du Groupe international sur les agrumes de la F.A.O., réunt à Rome du 18 au 21 mars.

GRAINES OLEAGINEUSES ET MATTERES GRASSES. — Pour 1975, la production mondiale des principales matières grasses, de même que celle des tourieaux et des farines, devrait accuser une certaine beisse par rapport aux niveaux records atteints l'an dernier : cette prévision correspond à une réduction de 20 % de la récolte de soja aux Etats-Unia à la fim de 1974, due à de mauvaises conditions météorologiques. En repanche, on enregistre une expansion marquée dens les pays en voie de développement, notamment pour le soja au Brésil, l'huite de palme en Malaisie et l'huile de coco aux Philippines. Telles sont les conclusions du groupe intergouvernemental sur les graines oléagineuses et matières grusses qui a tenu sa neuvième session au siège de la F.A.O. à Bome fin marz.

ENGRAIS. — Le Comité consultatif de la F.A.O. et de l'industrie des engrais, qui s'est réuni à Rome du 17 au 21 mars, s'est précocupé de la pénurle d'engrais dans les pays pauvres, due en partis aux prix élevés sur le marché.

Les représentente de l'industrie au sein du comité ont promis pour 1975 une contribution en espèces de 255 000 dollars. Ils ont également promis d'augmenter leur contribution en engrais pour un montant qui sera déterminé plus tard.

PESTICIDES. — Une réunion gouvernementale ad hoc sur l'utilisation des pesticides en agriculture et dans le domaine de la santé publique, s'est tenue le 7 avril à Rome sous les auspices de la F.A.O.,

de l'ONUDI et des industries des pesticides. La conférence, qui traitait des multiples aspects des pesticides en agriculture, de leur usage, de leurs bienfaits et de leurs dangers, avait été recommandée par la conférence mondiale de l'alimentation, tenue à Rome en novembre.

NOMINATION. — M. Molse Mensalt, représentant régional pour l'Afrique de la P.A.O., a été nommé le 14 auril vice-président et seorétaire exécutif du groupe consultatif sur la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en voie de développement. Ce groupe de création récente est parrainé à la fois par la F.A.O., la Banque mondiale et le PNUD.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIRNCE ET LA CULTURE. — L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a annoncé au début d'auril qu'elle va consacrer 1957 000 dollars à l'amélioration ou à l'établissement de services de documentation et d'information scientifique et technique dans chaq pays: Bulgarie, Colombie, Guinée, Inde et Soudan.
— Le Comité américain pour Borobudur, organisation privée chargée de recuellir des jonds, a remis, le mois dernier, à l'UNESCO, un chèque de 1275 000 dellars à titre de participation à la sauvegarde du sanctuaire de Borobudur, en Indonérie.

vegarde du sanctuaire de Borobudur, en Indonésie.

• TRAVAIL. — Plus de trois cents déléguds, conseillers gouvernementaux et syndicaux, ont participé à Genève, du 7 au 18 avril, à une conjérence technique sur la jonction publique, organisée par l'Organisation internationale du traveal (O.I.T.). La conférence a recommandé l'adoption d'une norme internationale garantissant la liberté syndicale des jonctionnaires et leur assurant van protection efficace contre la discrimination entisyndicale en matière d'emplol. Les conelusions de la conférence ne mentionnent pas directement les grèves dans les services publics.

prèves dans les services publics.

• AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Deux cent vingt spécialistes venus de quarante pays membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AJEA.) ont participé à un colloque international sur la fiabilité des centrales nucléaires, organisé à Innsbruck (Austiche) du 14 au 18 avril. Les débuts ont porté sur l'accroissement de la sératé des centrales par l'analyses systématique des causes des défaillances de matériel et leur élimination dans la conception, la construction et l'exploitation des ventrales.

— L'AJEA a réuni à Vienne, du 14 au 18 avril, un groupe consultatif chargé de mettre au point les recommandations relatives à la protection physique des matères nucléaires qui acaient été établies en 1972. Vingt-sept experts ont ainsi mis au point de nauvelles déjmitions des abjectifs des systèmes nationaux de protection, ainsi que des propositions pour limiter les possibilités de retrait non autorisé et de sabotage dans les installations nucléaires.

NAVIGATION MARITIME. — L'Autriche est devenue, le 2 avril, le quatre-vingt-neuvième membre de l'Organisation interpouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.L.).

Dec. Nones Preprint

Fonds monétaire international

Les nouvelles conditions de l'accès à l'aide du « mécanisme pétrolier » L'il Fonds monétaire international a annonce le 6 avril les conditions dans lesquelles les pays membres pourront avoir recours en 1975 à son «mécanisme pétrolier» (mis en place en 1974, grâce surtout à la contribution des pays producteurs de pétrole). On sait que le mécanisme est destiné à aider certains pays à faire face aux difficultés de balances des paiements face aux difficultés de balances des paiements provoquées par la hausse du prix du pétrole. Désormais, les emprunts seront fonction du jugement porté par le Fonds monétaire sur les politiques suivies par les emprunteurs pour résoudre à moyen terme leurs problèmes de balances des paiements. En outre, chacun devra faire état des mesures qu'il aura prises pour la conservation du pétrole ou de ses efforts en vue de développer d'autres sources d'energie. Les pays membres pourront emprunter au maximum 125 % de leur quote-part au F.M.I., ou jusqu'à 85 % de l'augmentation du coût de leurs importations pétrolières.

La durée des emprunts demeure inchancée: des paiements

La durée des emprunts demeure inchangée : de trois à sept ans. Les intérets prélevés seront les suivants : 7,5/3 % les trois premières années, 7,3/4 % la quatrième année et 7,7/6 % de la

7.3/4 % la quatrième année et 7,7/6 % de la cinquième à la septième année. Le montant des ressources dout disposera le Fonds en 1875 au titre de ce mécanisme a déjà fait l'objet d'entretiens avec les bailleurs de fonds éventuels, en particulier les pays pétro-liers, dont la contribution pourrait être moins forte que le Fonds ue l'escomptait. Ce fut aussi et the des disposers avec les De Witters des disposers avec les de la Propertie de la laceur de le les des disposers avec les de la laceur de laceur de la laceur de laceur de la laceur de laceur de la laceur de laceur de la laceur de la laceur de la laceur de laceur de la laceur de laceur de la laceur de la laceur de laceur de la laceur de laceur de la laceur de la laceur de la laceur de la laceur de laceur de la laceur de laceur de la laceur de la laceur de laceur de la laceur de laceur de la laceur de la laceur de la laceur de laceur de la laceur de la laceur de la laceur de la laceur de le thème des discussions qu'a enes le Dr Wit-teveen, directeur exécutif du F.M.L., avec les représentants des principales banques centrales à Bâle le 8 avril. On envisagerait de créer un fonds spécial de subvention des intérêts au profit des Etats les plus pauvres.

EMPRUNTS AU TITRE DU « MECANISME PE-TROLHER ». — Entre le 6 mars et le 6 avril, sept pags membres du F.M.I. ont eu recours au « mécanisme pétroller » : le Burundi a emprunté pour 1 200 000 D.T.S.; le Pakistan: 27 060 000 D.T.S.; la République centrafricaine : 645 000 D.T.S.; la Sri Lanka : 9 500 000 D.T.S.; la Turquis : 113 200 000 D.T.S.; le Ricaragua : 12 190 000 D.T.S. et la République populaire démocratique du Yémen : 2 494 000 D.T.S.

Banque mondiale

Sept prêts de la BIRD

Sept prêts de la BIKD

A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale
ou BIRD) a récemment approuvé plusieurs prêts
en faveur des pays et organismes suivants:

— République de Corée, trois prêts: 100 millions de dollars, le 27 mars, pour le financement
d'un programme de développement du secteur
industriel privé du pays; 22 500 000 dollars, le
27 mars également, destinés à favoriser le développement des établissements spécialisés dans la
formation professionnelle (agricole, technique,

maritime); le 10 avril : 100 millions de dollars qui permettront d'augmenter la capacité du réseau national des chemins de fer coréens pour faire face à l'accroissement du trafic;
— Société indienne de crédit et d'investissement industriels, le 3 avril : 100 millions de dollars pour le développement des grandes et moyennes entreprises, surtout dans les secteurs non traditionnels de l'industrie;
— Indonésie, le 3 avril : 65 millions de dollars pour la réalisation de reseaux d'irrigation dans la partie orientale de Java;
— Philippines, le 10 avril : 25 millions de dollars pour financer un programme de déve-

dollars pour financer un programme de déve-loppement destiné à augmenter la production et les revenus des exploitants agricoles dans l'île de Mindoro;
— Guatemala, le 16 avril : 26 millions de dollars pour le financement partiel d'un projet de développement des télécommunications.

CREDITS DE L'IDA A L'AFGHANISTAN ET A L'INDE. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a consenti la 18 avril un crédit de 13 millions de dollars à l'Afghanistan pour l'aider à augmenter sa production de céréales viorières. Le même jour, l'inde a reçu de l'IDA un crédit de 75 millions de dollars pour le financement partiel d'un programme de crédit agricole.

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.L. — La Société financière internationale (S.F.I.) a effectué la 25 mars un investissement d'un montant de 3 200 000 dollars dans la Société fordanierme industrielle des engrais pour l'aider à augmenter sa capacité de production. Autres opérations réalisées par la S.F.I.

en avril :

— Une participation de 6 600 000 dollars (le 2 avril) au capital de la Société coréenne de financement des valeurs mobilières, spécialisée dans le financement des opérations de népocionis en valeurs mobilières et d'investisseurs individuels;

— Un prêt de 6 900 000 dollars (le 17 avril) à la Tong Yang Nylon Company de la Corée du Sud et une prise de participation de 2 100 000 dollars au capital de cette société, au titre d'un projet de développement visant à augmenter la capacité de production de tolle cordée pour pneumatiques de la principale usine de exite société située à Ulsan.

Banque africaine de développement

Six prêts

L a Banque africaine de développement a L effectué au cours des dernières semaines une série d'opérations de prêts:

— Gabon, le 28 février: 4 millions d'u.c. (1) (pour quinze ans), pour le financement du coût en devises du système de télécommunications et de signalisation du premier tronçon du Transgabonais;

Transgabonais;

— Autorité du développement intégré de la région du Liptako-Gourma, le 28 février:
400 000 u.c. pour financer les études de factibilité et d'exécution de la route Dori-Téra-Niamey en Haute-Volta et au Niger;

— Sierra-Leone, le 6 mars: 1,4 million d'u.c.

(1) 1 u.c. = 1,20 dollar, ou 278 france C.F.A.

VIENT DE PARAITRE :

CORRESPONDANCE ET PAPIERS D'ÉTAT DU CARDINAL DE RICHELIEU

par Pierre GRILLON. — Un volume de 626 pages format 16 X 24 171,20 F T.T.C. EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Paris-5'. — Tél.: 033-05-97

- Zaire, le 1ºr avril : 1,636 million d'u.c. (pour dix ans), pour financer le coût en devises de la construction d'un pout sur la rivière Inkisi;

rivière Inkisi;

— Côte-d'Ivoire, le 1st avril: 5 millions d'u.c. (pour douze ans), pour un projet d'adduction d'eau dans cinq centres urbains;

— Libèria et Sierra-Leone, le 1st avril: 1,3 million d'u.c. (pour quinze ans), pour la construction d'un pont frontalier sur le fienve Mano à la frontière des deux pays.

Les prèts de la Banque portent intérêt au taux de 6 % l'an, plus une commission statutaire de 1 % et une commission d'engagement de 0,75 % sur les soldes non décalssés commençant à courir quatre-vingt-dix jours après la signature de l'accord du prêt.

Opérations du Fonds africain de développement

De son côté, le conseil d'administration du Fonds africain de développement a approuvé au cours de ses réunions des mols de février et de mars les cinq prêts suivants:

— République Centrafricaine, le 17 février : 5 millions d'u.c. (pour quarante ans), destinés à l'assainssement de la ville de Bangui;

— Lesotho, le 1º mars : 5 millions d'u.c. (pour quarante ans), qui contribueront à la région de Phuthiatsana;

— Togo, le 15 mars : 4,480 millions d'u.c. (pour cinquante ans), qui financeront le coût en devises des travaux d'amélioration de la route reliant les villes de Sokodé et Bassar;

— Lesotho, le 25 mars : 900 000 u.c. (pour dix ans), pour financer les études d'un projet routier;

routier:

— Tanzanie, le 25 mars: 5 millions d'u.c. (pour cinquante ans), pour la réalisation d'un programme qui comprend, d'une part, les études de préinvestissement pour la construction de huit ponts et, d'antre part, la construction de deux ponts, l'un sur la rivière Mara et l'autre sur la rivière Ruyuvu.

Les crédits du Fonds africain de développement sont accordés sans intérêt, seule est perçue une commission administrative de 0,75 %.

Trois prêts au titre du Fonds spécial arabo-africoin

Le Cameroun et la Guinée-Bissau ont reçu des prêts du fonds spécial algérien crée an titre du Fonds spécial arabo-africain de 200 miltitre du Fonds spécial arabo-africain de 200 mil-lions de dollars (que les pays arabes produc-teurs de pétrole ont mis à la disposition des pays africains, à des conditions privilégiées, pour attènuer les conséquences de la hausse des prix din pétrole) dont la gestion est assurée par la Banque africaine de développement. Un accord de prêt a été conclu le 5 mars avec le Cameroun pour un montant de 2 565 000 dollars. Quant à la Guinée-Bissau, deux accords signés les 17 janvier et le 6 mars lui ont assuré signés les 17 janvier et le 6 mars lui ont assuré respectivement des crédits de 250 000 et 750 000 dollars, soit au total 1 million de dollars.

AUGMENTATION DES RESSOURCES DU FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — La troisième réunion consultative en une de mobiliser des resaurces supplémentaires pour le fonds africain de développement a terminé ses travaux le 10 mars à Marrakech. Outre les représentants de la Banque stricuine de développement et des Etais participent au Fonds africain de développement (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Dancmark, Espagne, Finlande, Japon, Norvève, Peys-Bas. Royaume-Uni. Suède, Suizze et Yougoslavie), des abservateurs représentont l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Autriche, la France, l'Italie et le Fonds de développement d'Abou-Dhabi ont également assisté à cette réunion consacrée au problème de l'augmentation des ressources du Fonds africain de développement pendent la pramière période d'activités (1973-1976) et au-dell.

Les représentants des Etats participants suivants :

Les représentants des Etats participants suivants : Brésil, Canada, Danemark, Norvège, Roysume-Uni, Suède et Espagne ont annoncé, au cours de cette esssion, la décision de leurs gouvernements de

principer à la reconstitution extraordinaire des ressources du Fonds. La République jédérale d'Alle-magne et la Suisse avaient déjà décidé d'augmenter leurs souscriptions initiales. La réunion a également anregistré certains progrès en vue de l'adhésion de nouveaux participants, en particulier l'Italie, l'Agentine et l'Arable Saoudite, Les ressources du Fonds passeraient ainsi de 80 mil-lions à 125 millions d'u.c.

REUNION DES DIRECTEURS CENERAUX DES INSTITUTIONS DE PINANCEMENT DU DEVELOP-PEMENT DE L'APRIQUE. — La troisème réunion des banques de développement et des institutions africaines qui se consacrent au financement du développement s'est tenue du 4 au 7 mars à Abidjan,

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME

ET DE CONGRES Allie au prestige de ses munuments anciens

l'énergie souriente d'une jeune cité qui, dans

au élas sans relôche, construit son avenir

IPh 4TZINGER.

ELLE VOUS OFFRE

LE PALAIS DES PAPES: LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson ses combreux édifices civils et religieux.
 LES TRESURS DE SES MUSERS;
 DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE;
 SON FOLKLORE (danses et vieilles traditions).

tions) .

UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théatra chorégraphie, cinéma mu-

DES SALLES DE REUNION.

DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS

e autos-couchettes e aller et retour su départ
de PARIS ETAPLES (LE Touquet). BOULOGNE, LIEGE BEUZELLES, AMSTERDAM.

DISSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUHE;
SON-DIMPUETANT MARCHE QUOTIDIEN DE
FRUITS ET PRIMEURS;
DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands crus (Châteauneuf-duPape, Côtes-du-Rhône, Gigordes, Tavel, etc.);
LE PALAIS OES EXPOSITIONS avec son
équipement pour contes les manifortations et
conférences, de restaurant, son 1 m m e a se
parking.

parking. Visitez AVIGNON e La Souneuse de jois l... »

Renseignements . Matson du Fouritme, cours Jean-Jaurès

sous l'égide de la Banque africaine. Les discussions ont porté en particulier sur la création éventuelle d'une association pana/ricaine de ces institutions.

Banque asiatique de développement

Emissions d'obligations et de bons Emissions a obligations et ae dons

A Banque asiatique de développement a
annonce le 26 mars une émission d'obligations d'un montant équivalant à 70 millions
de dollars placées auprès de vingt-neuf banques
régionales et non régionales de pays membres.
Ces obligations, intitulées « Emission à deux ans
de 1975 venant à échéance le 1 avril 1977 », ont
èté vendues au pair ; elles portent intèrêt à
6.65 % l'an, payable deux fois l'an, les 1 avril
et 1 octobre 1975.

D'autre part, le 10 avril, la Banque à effectué

le 1° octobre 1975.

D'autre part, le 10 avril, la Banque a effectue une émission publique de bons aux Etats-Unis d'un montant de 75 millions de dollars. Ces bons portent intérêt à 8,75 % et ont été offerts à 99 % du pair ; ils viendront à échéance le 15 avril 1980 et ne peuvent être remboursés par anticipation. L'opération a été réalisée par la First Boston Corporation and Kuhn et Loeb and Co.

REUNION ANNUELLE DU CONSEIL DES GOU-VERNEURS. — La huitième session annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque asiatique s'est tenue à Mauille du 21 au 25 auril, sous la présidence de M. Tizzard (Nouvelle-Zélande).

PRET AU BANOLADESE. — Un prêt de 30 mil-lions de dollars (à l'aide du jonds d'opérations spéciales, pour quarante ans) a été attribué par la Banque le 20 jévrier au Bangladesh pour financer un programme de développement de la production d'engrais.

d'engrais.

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA BIRMANIE, AO LAOS ET A LA SAMOA-OCCIDENTALE. —
La Banque asiatique a annoncé le 13 mars sa participation, sous la forme d'un don d'assistance technique, dans l'étude d'un projet de développement
des industries jorestières en Birmanie. Il s'agit du
don d'assistance technique à es pays membre depuis
avril 1973.

D'autre part, la Banque a accepté le même jour
d'agir en qualité d'intermédiatre du Programme des
Nations unies pour le développement (PNUD) en
dressant pour le Laos une liste des projets socioeconomiques d'extrême urgence qui seront financés
par des paye donateurs et des organismes internationaux. Enfin elle a accordé le 18 mars un don
d'assistance technique de 1 million de dollars au
gouvernement de la Samoa-Occidentale, considérée
encore comme un des paye membres les moins encore comme un des paye membres les moins développés, pour aider à financer le coût en devises étrangères que nécessitement le francement de pro-jete agricole et industriel prévus pour 1975 et 1976. ADOMENTATION DU TAUX D'INTERST DES PRETS. — Le conseil d'administration de la Banque a décidé le 19 lévrier de porter le taux d'intérêt des prêts linancés à l'aide des ressources ordinaires de 8.25 % à 8,75 % par an, y compris la commission de 1 % l'an.

Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie

L A Banqne européenne d'investissement (BEL) a octroyé à l'Italie, le 1er avril, cinq prêts d'une contre-valeur totale de 72,2 milliards de lires (soit 89,8 millions d'u.c.) an taux d'untérêt de 9 7/8 %:

— Un prêt de 24,1 milliards de lires (30 millions d'u.c.), d'une durée de douse ans à l'Ente Nazionale per l'Experie Elettrics (ENEL), pour

lions d'u.c.), d'une durée de douse ans, à l'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL) pour sa centrale nncléaire en cours de réalisation à Caoiso, près de Plaisance;

— Deux prêts, d'un montant total de 39 milliards de lires (48.5 millions d'u.c.), consentis pour douze ans à l'Istituto Mobiliare Italiano (IMI) qui en rétrocédera le produit à la Società Italiana per 10 Sviluppo Telefonico (SIP), pour l'extension des réseaux téléphoniques dans le sud de l'Italia;

— Un prêt de 1.5 milliard de lires (1,9 mil-

sud de l'Italia;

Un prêt de 1.5 milliard de lires (1.9 million d'u.c.) attribué pour dix ans à la Cassa per il Mezzogiorno, pour contribuer an financement par ISVEIMER (Istituto per lo Svilnppo Economico dell'Italia Meridionale) de l'agrandisse-

nomico del l'agla Meridionale) de l'agrandissement d'une usine pharmaceutique du Gruppo Lepetit S.p.A. à Anagni (Frosinone);
— Un prêt de 7,6 milliards de lires (9,4 milliards de lires (9,4 milliards de lires (9,4 milliards de lires (1,4 milliards de lires); (SITAF), pour aider cette société à financer sa quote-part du nouveau tunnel du Frénie.

BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX. — Réunis la 7 avril à Bâle pour leur session mensuelle, les gouverneurs des banques centrales ont envisagé l'association éventuelle de la Suisse au serpent » monétairs européen. Approuvant les conclusions de leurs experts, ils auraient recommandé une suite isvorable aux demandes helvétiques.

tiques.

• BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — La Banque interaméricaine de développement (BID) a eu recours à l'emprant à deux
reprises le mois dernier. Le 2 avril, une lique de
crédit de 12 millions de dollars lui a été ouverte
par l'Ufficio Italiano dei Cambi pour dix ans, au
taux de 3,114 %. Le 16 avril, la Banque a placé en
dehors des Etats-Unle pour 55,5 millions de dollars
d'obligations à court terme, qui ont été achetées
par des banques cantrales ou agences gouvernementales de seixe pays membres. Appelées « Obligations
à court terme en dallars, dirième émission », ces
obligations viennent partle à échéance en avril
1977 (avec un intérêt de 6,3/4 %); le reste, à cinq
ans d'échéance, porte intérêt à 7,50 %.

— La Banque interaméricaine a eccordé la 10 avril
un don d'assistance technique an Honduras d'un
montant de 370 000 dollars pour finances les études
préliminaires en vue de la préparation d'un projet
d'irrigation de la vallée du Quimiston, su Hondurus,
aiusi que la restructuration àu bureau des études
sectorielles du secrétariat aux ressources naturelles.

Conseil oléicole international

Bilan de la trente-deuxième session

JES travaux de la trente-deuxième session L du Conseil olétoole international (C.O.I.), qui se gont déroulés à Madrid du 14 au 17 avril, ont été conservés aux problèmes relatifs à l'amélioration de la production olétoole et à la normalisation du marché mondial de l'huile d'olive. Le C.O.I. a adopté une resolution sur la mise en œuvre à partir du le janvier 1977, d'un projet régional d'amélioration de la production pour l'ensemble des pays olétroles du Bassin méditerranéen et du Proche-Orient, mals qui pourrait être étendu à certains pays d'asse et d'Amérique latine.

Le Conseil a d'autre part procède à l'établissement du bilan olétrole pour la campagne 1973-1974 et du bilan prévisionnel pour l'actuelle campagne 1974-1975. Il a constaté à ce propos que le marché de l'ensemble des huiles végétales fluides alimentaires (y compris l'huile d'olive) se caractérise par une hausse importante des prix internationaux : le Conseil a canc adopté une résolution définissant un programme d'action en vue de la normalisation du marché international de l'huile d'olive et qui recommande la conclusion de contrats à moyen et à long terme entre producteurs et consommateurs.

Marché commun centraméricain

Reprise du commerce intracommunautaire

A U cours d'une réunion consacrée à l'examen A de l'économie des cinq pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.), le 12 avril, le secrétariat de l'intégration a auronce 12 avril, le secrétariat de l'intégration a annonce la reprise des échanges commerciaux intracommunautaires, qui ont dépessé pour la première fois en 1974 le seuil de l'année 1968 : les
exportations intrarégionales ont en effet représenté 25.50 % de l'ensemble des exportations des
cinq pays membres. Les balances commerciales du Guatemala et d'El Salvador restent
largement excédentaires, celle du Nicaragua
s'est encore détériorée, tandis que les soldes
négatifs du Honduras et du Costa-Rica sont
en légère diminution.

negatifs du Honduras et du Costa-Rica sont en légère diminution.
Quant à la structure du commerce, on constate la part croissante qui revient aux produits finis et semi-finis (80 % du total) ; celle de l'agriculture et de l'élevage continue de s'amenuiser. En revanche, les exportations des pays membres vers l'extérieur restant largement tributaires de l'agriculture (85 % du total).

ment tributaires de l'agriculture (85% du total).

REUNION DES VICE-MINISTRES DE L'ECONOMIB. — A Guatemala, les 25 et 25 mars, les ticcministres de l'économis du M.C.C.A. ent débatiu
des mesures d'encouragement fiscal au dévelappement industriel, et de la renégociation des tari; à
douaniers dont l'adoption mont été différée por le
consell exécutif. Les vice-ministres se sont sussi
appliqués à régler une série de problèmes techsiques, comme les contingents ouverts par le Guacimala et El Salvador aux exportations de produits
extiles et de la chaussure en procenance du
Nicarugua et du Costa-Rica (qui bénéficient d'un
régime particuller au sein du M.C.C.A., en raison
de la situation de leurs marchés intérieurs). Les
quotes d'importation de latt en poudre ont été assigués à chaque page pour 1975. Bajin les prix du
coton brut sur le marché régional ont été firés.

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — Le groupe d'experts da crédit à l'exportation de la Conférence des Nations unies sus le commerce et le développement (CNUCED) a tenu su première session à Genève, du 14 au 18 suril, pour préparer un rapport sur l'établissement d'un système international de garante du crédit à l'exportation, sous l'égide d'institutions financières internationales et régionales et des banques régionales de développement.

e COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST. — Les chels d'État des pays membres de le 'Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.A.O.), qui se sont rencontrés à Niumey au début du mois d'avril, ont examiné les possibilités de création d'un ensemble régional plus vaste que l'actuelle Communauté. Sur le plan économique, les chels d'État ont institué une taxe de conération régionale qui, prélexée sur les économique, les chels d'Etat ont instilué une taxe de coopération régionale qui, prélevée sur les recettes à l'importation, à partir de janvier 1976, devra alimenter le Fonds de développement communautaire (906 millione de francs C.F.A. pour 1975). Ils ont également examiné le conflit frontailer qui oppose le Maii à la Haute-Volta : une mission de bons affices composée de quelques chefs d'Etat a été chargée de proposer un projet d'accord acceptable par les deux parties.

e COMMUNAUTE DES CARAIBES. — Le bureau de l'éducation de la Communauté des Caraîbes a siègé à Georgetown, le 16 mars, pour examiner certains aspects du programme de coopération régionale dans le domaine de l'éducation et de la culture, qui doit entrer en application cette annéc, avec l'assistance du PNUD.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. —
Face à la réduction de la demande internationale et à la baisse des cours de l'étain, le Conseil international de l'étain, réuni du 15 au 18 avril à Londres, a décidé de jiser à 25 560 tonnes le montant maximum tatal des exportations des page producteurs d'étain pour la période allant jusqu'au 30 juin.

• ASSOCIATION DES PATS EXPORTATEURS DB FER. — Onze pays exportateurs de mineral de fer ont paraphé, à Genève, le 3 auril, un accord aréant une association dont le siège sera à Londres et qui veproupera l'Algèrie, l'Australle, le Brésil, le Chili, l'Inde, la Mauritanie, le Pérou, la Sierra-Leone, la Suède, la Tunisie et le Venezuela. Le Canada, les Philippines et le Libéria, qui parti-cipalent aux négociations, n'ont pas signé l'accord qui entrera en vigueur après ratification par sept pays.

o ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS
DE PETROLE. — La commission économique de
l'Organisation des paye exportateurs de pétrale
(OPEP), réunis de Vienne le 1e avril, a recommand l'abandon du dollar comme monnaie de
compte dans le calcul des prix du pétrole et son
remplacement par les droits de tirage spéciaux ou
par un e cocktail de monsaies. » Cette proposition
sera soumise à le réunion ministérielle prévue pour
la 8 juin à Liberville (Gabon). Les experts éconamiques de l'OPEP ont également examiné les conséquences de la balsse de la démande mondiale de
pétrole et de la réduction consécutive de la production.

Bill I was

Groupe andin

L'évolution des échanges intérieurs R EUNI le les avril à Lima, le comité (la R junta) du Groupe andin a analysé les résultats du commerce entre les six pays membres cinq années après la signature de l'accord

La valeur des échanges, calculée sur la base des exportations, est passée de 148 millions de dollars en 1968, à 603 millions de dollars en 1974, Maís, si les exportations à l'intérieur de la sous-région se sont multipliées par quatre, environ du total des exportations (toutes zones comprises) du Groupe andin. En ce qui concerne les importations, on note la même évolution : dans la période considérée, leur valeur est passée de 91 millions de dollars à 270 millions passée de 91 millons de douars a 210 millons de dollars. Mais dans ce cas aussi leur part dans le total des importations (toutes zones moderne : 5.3 % (1). comprises) reste très modeste : 5,3 % (1).

Les échanges à l'intérieur de la sous-région restent entravés par l'insuffisance de l'offre de certains produits, la complexité des mécanismes du commerce extérieur des six pays, le

manque d'information et les insuffisances Du point de vue da la structura des échanges

Du point de vue da la structura des échanges, on note un développement significatif du commerce de produits finis et semi-finis, moins important en ce qui concerne les produits pétroliers et les minerais. Les progrès dans ces secteurs s'accompagnent d'ume baisse relative de la part des produits agricoles.

La ventilation par pays des échanges intérieurs fait ressortir la progression assez spectaculaire, en pourcentage, des ventes de la Bolivie et de l'Equateur (+ 70 % et + 40 % respectivement) et l'aggravation du solde déficitaire du Chili et du Pérou.

TRAVAIL ET EMPLOI. — L'importance du chômage et du sous-emploi a été longuement évoquée par les ministres du travail du Groupe andin rassemblés à Lima du 14 au 18 april. Selon la comité du Groupe andin, en éfet, la population en dge de travailler a atteint dans l'ensemble de la sous-région en 1974 le chitire de 38 millions. Or la population active totale ne dépasse pas 24 millions, dont 50 % environ de travailleurs (soit 12 millions) sont sous-employés.

RDUCATION. — Le sizième réunion des ministres le l'éducation du Groupe andin s'est tenue à Vina-del-Mar du 7 au 11 avril. Les ministres ont fait le point des actioités récentes et poursuivi l'étude des mesures d'harmonization des systèmes d'enseignement dans les six pays.

PRET DU CANADA. — Le Centre de recherche sur le développement international du Canada a attribué un don de 383 500 dollars au Groupe andin le 15 mars pour financer un projet de développement technologique duns le domaine de l'esploitation des (orêts tropicales. On prêt du gouvernement canadien de 480 000 dollars complète cette opération.

(1) Ces chiffres s'entendent sans le Venezuela, qui est resté à l'écart de l'accord pendant les qua-tre premières années de son fonctionnement.

O.C.D.E.

Signature de Paccord créont le fonds de soutien financier de 25 milliords de dollars

Les ministres des finances des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) ont signé, le 9 avril à Paris l'accord conclu le 16 mars sur la création du fonds de soutien financier dont le principe avait été fixe au mois de l'availle au cours de managaires monétaires de l'availle au cours de managaires monétaires de janvier au cours des rencontres monetaires de Washington. Seul le représentant de la Turquie n'avalt pas signé l'accord.

Ce fonds, d'un montant de 25 milliards de dollars, est destiné à accorder des prêts aux pays membres qui connaissent des difficultés de financement da leurs déficits de balance des

palements, à condition qu'ils s'engagent à suivre des politiques économiques appropriées (et notamment des politiques de coopération visant à favoriser l'acuroissement de la production et les économies d'énergie). La part des pays dans le financement des prêts ainsi que le montant de leurs éventuels emprunts sont déterminés à partir des quotes-parts respectives des pays. Les prêts du fonds erront financès de deux manières; 1) les Etats pourront assurer un financement direct ou donner une garantie individuella aux emprunts du fonds sur les marchés de capitaux; 2) le fonds pourra emprunter sur les marchés de capitaux pourra emprunter sur les marchés de capitaux avec une garantie collective des Etats membres. L'accord entrera en vigueur lorsque quinze pays représentant au moins 60 % des quotes-parts auront déposé leur instrument de qualification.

AIDE AD DEVELOPPEMENT. — Le montant total de l'aide publique fournie en 1974 aux page au voie de développement par les page membres du Comité d'aide au développement (CAD) est évalué à 11.3 milliards de dollers, contre 9,4 milliards en 1973; ce chiffre représente 0,33 % du P.N.B., contre 0,30 % en 1973. De teur côté, les pags membres de l'Organisation des page exportateurs de pétrole (OPEP) auraient consacré, en 1974, 2,5 milliards de dollars à l'aide eu développement, soit environ 1.8 % de leur P.N.B.

RECENTES PUBLICATIONS • Royaume-Uni. dans la série « Etudes éco-

Adjustme-Unit dans in serie « Evudes economiques ».
 Les rues piétonnes : études de cas de limitation de la circulation dans les nones urbaines et de création de zones réservées cux piétons. 137 pages, 1975.

Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre

Réduction de 15% de la production et des exportations

tion et des exportations

A conférence des ministres du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC), réunie en session extraordinaire du 9 an 11 avril à Paris, a décidé une réduction de 15 % de la production et des exportations de cuivre des quatre principeux pays producteurs (Chili, Pérou, Zaîre et Zambie). Cette mesure, qui a pris effet le 15 avril, intervient après une première réduction de 10 % décidée en novembre 1974. La conférence des ministres a d'autre part poursuivi l'examen des moyens à mettre en ceuvre pour le contrôle à long terme du cours du cuivre. terme du cours du cuivre.

Marché commun

Accord sur le vin

T ES ministres de l'agriculture des Neuf se sont mis d'accord le 15 avril sur le finan-cement par le Fonds agricole européen d'une nouvelle tranche de distillation des excédents

nouvelle tranche de distillation des excédents de vins français et italiens.

La distillation pourra être effectuée à un prix voisin de celui du marché (1,56 unité de compte par degré hecto) durant une période de cinquante-cinq jours. En outre, la France a éte autorisée à financer le stockage de 1,5 million d'hectolitres d'excédents pendant trois

A la suite de cet accord, la France a annoncé qu'elle antoriserait immédiatement la reprise des importations de vin italien.

Les ministres étaient réunis à Lauxembourg Les ministres étaient réunis à Laixembourg à la demande de l'Italie, qui n'avait pas accepté, fin mars dernier, la décision française de ne plus importer de vin italien. Les récettes qui leur ont été proposées par la Commission de Bruxelles pour remédier aux difficultés du marché du vin ont reçu un accueil favorable de la phipart des délégations, mais elles posent des problèmes de financement ardus:

A court terme, il s'agit de l'élimination, par distillation, d'environ 5 millions d'hecto-litres d'excédents de vin de basse qualité;

inst resc sou: l'ég. gou Ш deni prėso u,a Chu Tous terme 50US Paris. vietni direct

faisai

هكذامن رلامل

2) A plus long terme, des changements à apporter à l'organisation du marché européen du vin devraient avoir pour effet de rationaliser le production et d'éviter la formation de nou-tre production.

Canada Process

la production et d'éviter la formation de nou-veaux excédents.

Les observateurs notent que, dans le cas du poisson comme dans celui du vin, le situation du marché fait apparaître l'inadéquation des règie-ments européens. Ces règlements ont été conçus ionsque la C.E.E. était déficitaire pour ces deux productions. Or, actuellement, le monde occi-dentsel fait face à une surproduction acciden-telle de poisson congelé (qui pèse sur le marché du poisson frais) et la C.E.E. a enregistré en 1973 et 1974 deux récoltes de vin pléthoriques alors qu'aucune précaution n'avait été prise pour décourager la production des vins de mauvaise qualité.

Le budget du Fonds régional eurobéen

Le Royaume-Uni a apposé son veto le 15 avril à l'axembourg à l'adoption d'un accord entre le conseil des ministres des Neuf et le Parlement européen sur la nature de la procédure budgétaire qu'il convient d'appliquer aux dépenses du Fonds régional européen. L'absence d'accord est sans conséquences financières pratiques, puisque le Fonds régional européen ne commencera à distribuer de l'argent qu'à l'autonne prochain. Elle pose cependant des problèmes institutionnels et politiques aux ministres des Neuf, qui devront, si leurs représentants permanents ne trouvent pas une solution rapidement, tenir une nouvelle session consacrée à cette question.

Le Royaume-Uni considère que, puisque le « sommet » de Paris, en décembre 1974, a arrêté le montant du Fonds régional (1,3 million d'unités de compte, soit 7,15 millions de francs français) pour trois ans, le Parlement européen n'a plus à revenir sur ce type de

européen n'a plus à revenir sur ce type de

L'embargo sur l'uranium américain

La Commission du Marché commun n'est pas parvenue jusqu'à présent à obtenir des Etats-Unis que s'ouvre le dialogue sur les besoins prioritaires des centrales nucléaires européennes,

qui risquent d'être à court d'uranium enrichi provenant des Etats-Unis. Selon les services officiels d'information des Etats-Unis, la commission américaine, qui a décidé de soumettre à un réexamen les licences d'exportation de combustible nucléaire afin de faire respecter les règles de sécurité en matière de transport, a tenu compte des besoins priori-taires de certaines ceutrales européemes, no-tamment en Allemagne fédérale et au Danemark.

Huis clos à Dublin

Réunis près de Dublin au cours du week-end des 12 et 13 avril, les ministres des affaires étrangères des Neuf ont notamment parlé en comité restreint des finalités de la construction

a Le débat s'est déroulé sans qu'on envisage que la Grande-Bretagne puisse qui tite le Mar-ché commun », a indique M. Tindemans, pre-mier ministre belge. M. James Callagan, le ministre britannique des affaires étrangères, « y n participé très largement », a-t-il ajouté.

LES MARGES DES COMPAGNIES PETROLIERES.

Les marges bénéficiaires des compagnies pétrolières opéreut sur le marché européen, « n'out pas été exagérées en 1974 », constats une étude réalisée per la Commission de la C.E.E. » er l'évolution pour la Communausié européenne des conditions d'accès au pétrole brut et des prix des produits pétrolière d la consommation en 1974.

Cette étude estime notamment que les bénéfices nels des compagnies pétrolières ou été en 1974 largement inférieurs à 50 ceuts par baril. Les experts de le Commission reconnaissent toutefois qu'il existe d'importantes différences entre les compagnies de dierre pays.

PREPARATION DE LA CONFERENCE SUR L'ENERGIE. — Les Neuj étalent tombés d'accord le 4 avril pour adopter une position de conclitation lors de la conférence préparatoire sur l'énergie qui a eu lieu en arril à Paris.

Quant au nombre des participants, les « Neuj » avaicrs estimé qu'il ne devait pas être trop important mais que, à autre part, la conférence devait être représentative des producteurs et consommateurs de nétrale. Cer eliquis n'ont pas réussi, on le sait, d pétrole. Ces elioris n saurer la conférence de l'échec.

CECA

Bruxelles refuse de déclarer la sidérurgie en « état de crise manifestes

DEUT-ETRE l'appei de M. Jacques Ferry, président de la sidérurgie française, à Bruxelles, pour que la Commission européenne déclare cette industrie en « état de crise manifeste » n'était-il qu'um ballom d'essai, destiné à sonder la CEE et à attirer l'attention de Paris sur la gravité de la situation (voir notre précédent numéro). Les autorités de Bruxelles ont en tout cas refusé de la suivre dans es désentants itsus.

Bruxelles ont en tout cas refuse de le suivre dans se démonstration.

Si la situation est jugée mauvaise, elle ne l'est cependant pas au point de déclarer la sidérurgie en crise. Jusqu'à — ce que prévoit le traité de Paris qui régit la CECA — instituer des quotes de production d'acter à faire respecter par les forges des Neuf et à fixer des contingents d'importation d'acters étrangers. Les services communautaires suivent de très près l'évalution du marché mais écartent, au près l'évolution du marché mais écartent, au stade actuel, le recours à des mesures protec-tionnistes que l'état du marché ne rend pas

NICE capitale de la Côte d'Azur centre mondial des congrès



- distractions.
 All centre do in Côte d'Asur, desservie par un aéroport international des liaisons ferrovisires, routières el maritimes le reliant à toutes les

EN TOUTES SAISONS
EN TOUTES SA OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'RITHATIVE. Edici-des-Postes - Tél. 85-1 Télez : Accusé Mice : 460-42.

indispensables. Celles-ci seraient, pense-t-on à Bruxelles, attaquées par les pays tiers devant le GATT. Les contraintes qui résulteraient à l'intérieur de la Communauté de la mise en place du dispositif de « crise manifeste » scraient en outre mal accueilles au Royaume-Uni.

Uni.

L'analyse de la situation que l'on fait à Bruxelles n'est pourtant pas optimiste. En mars, la production d'acter a été inférieure à celle de l'an dernier de 26 % en Allemagne, de 22 % en Belgique, de 14 % aux Pays-Bas et de 3 % en Italie. Seule la Grande-Bretagne fait mieux que l'an dernier (+ 18 %), mais c'est parce qu'en mara 1974 la gréve ralentissait sensiblement l'activité des forges anglaises. Ce recul européen est maintenant beurcoup plus fort que celui des Etats-Unis (— 7 %) ou du Japon (— 11 %).

(— 11 %).

L'espérance d'une « reprise de printemps » envolée, on se demande maintenant si le « nouveau départ » aura lieu avant l'été, à l'autonne ou... plus tard. La chute actuelle des recettes des actéries inquiète fort les dirigeants des entreprises qui se sont entretenus le 28 avril avec M. Spinelli, membre de la Commission européeune. Le patronat ne s'attend pas à une amélioration significative de la demande avant six mois au moins. Dans ces conditions, les taux d'utilisation des capacités de production d'acter brut tomberaient sensiblement en dessous du niveau de 1974 : 85 % en moyenne dans la CECA. En dehors de la diminution sensible de la production effective d'acter, il faudra tenir compte, en effet, de l'accroissement de l'ordre de 11 milions de tonnes des capacités de production en 1975. Le taux d'utilisation des capacités de production tomberait sensiblement en dessous de 30 %.

Anssi les services communautaires, hostiles à

Aussi les services communautaires, hostiles à la médecine hrutale des quotas, s'orientent-ils vers une thérapeutique plus souple;

o intervention auprès des gouvernements pour qu'ils stimulent et régularisent la demande d'acier;

• fixation éventuelle de prix mínima, pour éviter l'effondrement des tarifs.

EXPORTATION DR FERRAILLES. - Les Neui EXPONITATION DE PERRAILLES. — Les Neur ont décide l'octrol, pour le deuxième trimestre, d'un contingent d'exportation de Jerreilles d'un volume global de 340 000 tonnes, ainsi réparti ; Allemagne ; 100 000 tonnes ; Damemark : 20 000 ; France : 80 000 ; Benelux : 80 000 ; Royaume-Uni : 60 000.

Benelux: 80 000; Royaume-Uni: 60 000.

CONCENTRATIONS AUTOBISKES. — Bruxelles a autorisé l'achat par les acidries Krupp (4,3 millions de tonnes d'acier par an) de la majorité des acidries Sudwestjalen (d'Huttental-Geisseit), important producteur d'aciers fins et spéciaux, dont la capital social se trousait à concurrence de 96 % entre les mains de la AGRICOLA Verwaltungsgesellschaft de Munich. La concentration permettra ou groupe de la Produire environ 10 % des acters spéciaux de la Communauté. Pour les laminés marchands en acters alliés, F.K. et S.S.W. jormeront le plus important producteur de la Communauté; pour les fauillaris en acters alliés et les tôles fines laminées à jroid, ils seront le deuxième.

seront le deuxième.

La Commission européenne a autorisé également le groupe lorrein de Wendel (C.L.I.F.) à prendre le contrôle de Marine-Firminy. L'outre groupe qui s'était mis sur les rangs. Empaix-Schneides, devra contenier d'une participation de 10 % dans Marine (contre 32 % nequère). En revanche, Bruxelles u réservé sa position en ce qui concerne la réusion. sous l'égâte de Marine-Firminy, des deux producteure français de ler-blanc, J.-J. Car-

naud et Ferembal : la constitution d'un tel ensemble sonai jugé peu compatible apec le main-tien d'une concurrence normale. UN NOUVEL EMPRUNT DE LA CECA a été placé a Allemagne, pour 150 millions de DM, à 10 ans : 8,5 %. Il porte le total des emprunts lancés par e pool » charbon-acier à 1 190 millions d'unités de

AIDE A LA RECONVERSION. — Le Conseil des Neuf a autorisé l'octroi d'un prêt de reconversion industrielle de 4,6 millions de Horins à la société néerlandaise Ornatez pour faciliter l'extension de l'ustne de Kerkrade Kest, spécialisés dans le traite-ment des libres synthétiques.

DIMINUTION BE L'AIDE AUX CHARBONNAGES, — L'enchérissement du charbon communautaire, consécutif d la hausse des priz du pétrole, a permis de réduire en 1974 l'aida aux housières de la CECA. Celle-ci est tombée de 855 à 800 millions d'unités de compte pour les Six et de 517 à 180 millions pour la Grande-Erstagne (—5% et —7% respective-

Parlement européen

De la recherche à la « guerre du

Les parlement européen a consacré une séance Les parlementaires, réunis pour une session de eing jours au Centre européen de Luxembourg, ont approuvé un certain nombre de propositions de la Commission et sévèrement critique l'indé-cision du conseil des ministres en ce qui concerne le Centre commun de recherche

Le Parlement européen a ensuite examiné le problème de la protection des travailleurs en cas de fusion des sociétés qui les emploient. L'Assemblée a approuvé les propositions de la Commission an conseil des ministres en la

matière.

Mais c'est surtout le débat d'urgence engage
à la suite du biocage des importations de vins
italiens en France qui a retenu l'attention.
Il s'est déroulé sous le signe de la modération.
M. Pierre Lardinois, membre de la Commission
européenne, a notamment déclaré que la décision française constituait « l'une des infractions
les sous aistentes en et en constituent » les plus sérieuses qu'ait connues l'histoire du Marché commun agricole » et a exprimé l'espoir de voir le conseil des ministres de l'agriculture prendre les mesures adéquates de telle sorte que la frontière française puisse de nouveau être curierte.

êire ouverte.

En outre, M. Lardinois attend de la part du conseil un engagement sur la révision, avant les vacances d'été, des règiements régissant le marché commun du vin.

e ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — Le déficit commercial de l'ensemble des, pays de l'Association européenne de libre-échange (AE-LE.) à doublé en 1974, indique le builetin menruel de l'AE-LE. publié la 3 april d'Genève. Le déficit des opérations visibles s'ast élevé l'aunée dernière d 10 milliards 26 millions de dollars contre 5 milliards 540 millions en 1973.

Une croissance plus rapide des importations, dus essentiellement à l'augmentation des prix du pétrole et de plusieurs matières premières, est, note le builetin, d l'origine de l'accroissement du déficit commercial.

En 1974, les importations des pays de l'AE-LE, ont totalisé 53 milliards 874 millons de dollars, soit une augmentation de 37,7 % par resport à 1973, et les expariations ont atteint 48 milliards 848 millions de dollars, en houses de 31,3 %.

cement des frais du centre spatial de Kourou (Guyane) : la France fournira les trois quarts des 30 millions de francs annuels.

Croix-Rouge

Activités en Indochine

FACE à l'accroissement du nombre des personnes civiles en besoin d'assistance an Vietnam du Sud et au Cambodge, le Comité international de la Croix-Rouge (CLCR.) et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge ont lancé un appel le 3 avril pour obtenir 30 millions de dollars correspondant à des programmes de secours pour les trois prochains mois. Cet appel s'ajoute à celui du 25 mars qui avait permis de réunir 5 millions de dollars et d'acheminer des secours de première urgence dans l'ensemble du Vietnam du Sud.

Répondant à une demande d'assistance éma-

Répondant à une demande d'assistance éma-

Netnam du Sud.

Répondant à une demande d'assistance émanant du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud pour une aide aux populations civiles sous son coutrôle, la Croix-Rouge internationale avait déjà engagé plus de 6 millions de francs suisses à cet effet. Des délégués de la Croix-Rouge internationale se sont rendus, le 19 avril, à Hanoi pour mettre au point, avec les autorités nord-vietnamiennes et celles du G.R.P., les modalités pratiques relatives à l'expédition des secours.

Au Cambodga, la Croix-Rouge internationale maintenat en République khmère au début du mois d'avril un effectif d'une quarantaine de personnes : six équipes médicales travalliaient à Phnom-Penh et en province. Vers le 15 avril, le C.I.C.R. a établi dans la capitale une zoue sanitaire et de sécurité pour les blessés, les malades et le personnel médical à l'hôtel Royal-Phnom. Le Comité a porté ces dispositions à la connaissance des deux parties, en leur demandant le respect de cette zone sans objectif ni personnel militaires.

AU EURDISTAN IRAKIEN. — Le C.J.C.R. a annoucé le 3 avril qu'à la demende du gouvernement trakien il avait da se récoudre à nettre un terme à l'action de secours entreprise en javeur des victimes du conflit dans la Eurdistan trakien. Il a également renoncé à superviser les rapatriements vers l'Irak des réjugiés kurdes en Iran.

Transport aérien

Modification de l'accord sur les tarifs transatlantiques

ES représentants des compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) se sont réunis à Genève du 7 au 9 avril à la suite d'une demande du Bureau américain de l'aviation civile (CAB) visant à modifier l'accord conclu le 27 janvier au sein de l'IATA sur les tarifs applicables à partir du 1s avril pour les vois au-dessus de l'Atlantique uord; le CAB ne donnait son approbation à l'accord du 27 janvier que jusqu'au 1s mai et demandait une révision de certains tarifs entre le continent américain et certains tarifs entre le continent américain et l'Europe.

Le 10 avril, les compagnies sériennes portu-gaises et espagnoles refusaient l'augmentation des tarifs de groupe entre l'Amérique et la péninsule Ibérique. En revanche, les compagnies acceptaient la demande américaine de baisse de certains tarifs entre les aéroports européens d'une part, et Scattle et Mismi (vis New-York)

• ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS.

— A la demande du gouvernement américain, la date d'ouverture de la cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'O.E.A., prévue à Washington le 16 avril, a été reportée au 8 mai. L'Assemblée devra élire le successeur de M. Galo Plaza, secrétaire général de l'Organisation. A la date du 8 mai, le fauteuil présidentiel du conseil permanent sera occupé par le représentant de la République Dominicaina.

— Les responsables de l'agriculture des pays membres des différents groupements économiques latino-américains faisant en même temps partie de l'O.E.A. se sont réunis le 7 coril à Bogota. A leur ordre du jour : l'agriculture régionale, les organismes étatiques de commercialisation, le rôle des accords par produits dans l'accroissement des échanges, éto.

e ORGANISATION OU TRAITE DE L'ATLAN-TIQUE NORD. — Le vice-amiral J. D. Treacher remplacera l'amiral Sir Terence Levin au poste de commandant en chef de la Manche et de la zone orientals de l'Atlantique, à dater d'octobre 1975, avec grade et prérogatives d'amiral. Il occupe actuellement le poste de sous-chef d'état-major de la marine au ministère de la déjense à Londres.

Londres.

• ORGANISATION OU TRAITE CENTRAL.—
La commission militaire de l'Organisation du truité central (CENTO), qui s'est réunic les 2 et 3 avril d'Rawaipindi (Pakistan), a examiné les problèmes de défense de la zone, les activités de l'Organisation dans le domaine militaire en 1974 et les projets de programmes pour 1975, 1976 et 1977. A l'issue de ses travaux, la commission a élaboré un rapport sur les activités militaires du CENTO, d'intention de la réunion du conseil des ministres qui se tiendra à ânkara au mois de mai.

De son côté, la commission économique, réunis à Londres du 8 au 10 avril, a passé en revue le programme économique de l'Organisation en 1974 et a examiné les propositions de développement de ses activités présentées par ses étverses sous-commissions.

• ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE OU SUD-EST. — L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thallande, qui composent l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est asiatique (ASEAN), ont présenté, le 18 avril, une déclaration commune portant reconnaissance du nouveau gouvernement cambodgien.

Organisation de l'unité africaine

Réunion extraordinaire sur la

situation en Afrique du Sud L A conférence des ministres des affaires étran-gères des pays membres de l'Organisation de

L gères des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), réunie en session extraordinaire à Dar-Es-Salsam (l'anzanie) du 7 au 11 avril, a adopté une déclaration sur l'Afrique méridionale et deux résolutions séparées sur la Namble et l'Afrique du Sud, qui seront soumises à la conférence annuelle des chefs d'Etat prévue pour la fin du mois de juillet à Kampala.

La déclaration stipule que «l'Afrique accepte de contribuer à de véritables négociations pour faciliter le transfert de pouvoirs à la majorité africaine », mais e doit rester à tout prix vigilante et se préparer à l'intensification de la lutte armée, si les moyens politiques échouaient ». Les débats de la conférence ont été dominés par les interventions de la Tanzanie, du Botswana et de la Zambie qui, avec l'appui du FRELIMO (Mozambique), sont parvenus à FRELIMO (Mozambique), sont parvenus à convaincre la conférence du hien-fondé des initiatives prises depuis la fin de 1974 pour tenter d'aboutir à un règlement en Rhodesie sur la base de l'accession au pouvoir de la majorité africaine.

En revanche les ministres des affaires étran-

En revanche, les ministres des affaires étrangères ont recommandé un durcissement de la politique visant à isoler l'Afrique du Bud et la eréatiou au sein de l'O.U.A. d'une commission spéciale chargée de promouvoir de nouvelles sanctions économiques et commerciales contre l'Afrique du Sud : les ministres ont souhaité le renforcement de l'embargo arabo-africain sur le pétrole à destination de ce pays, l'interdiction à tous les pays membres de l'Organisation d'autoriser l'entrée sur leur territoire des touristes sud-africains, et le refus de toutes facilités aux navires sud-africains ainsi qu'aux navires et avions étrangers qui font escale en Afrique du Sud; ils proposent également que les Etats frontaliers de l'Afrique du Sud limitent progressivement l'émigration de leurs travailleurs vers les mines sud-africaines. En revanche, les ministres des affaires étranles mines sud-africaines.

CONFERENCE DES MINISTRES DU TRAVAIL. —
Les ministres du travail des pays membres de
l'O.U.A., réunis à Libreville à la fin du mois de
mars, ont décidé de présenter de la conférence es
momet » de Kampala une proposition visant à
transformer la conférence des ministres du travail
en une institution spécialisée de l'O.U.A. Ils ont,
d'autre part, estimé que les compagnies muitinationaice exerçant leurs activités en Airique devraient
désormais intégrer leur action dans les plans locaux
de développement.

Lique des Etats arabes

Médiation dans le différend irakosyrien

Syrien

Le conseil de la Ligue des Etats arabes, réuni
Le au Caire du 22 au 27 avril, a décidé de
former une commission technique de médiation
dans le différend qui oppose la Syrie et l'Irak
à propos des eaux de l'Euphrate. Dans une
résolution adoptée à l'unanimité, le conseil
lance un appel pressant pour le règlement du
conflit et invite les deux pays à cesser leurs
campagnes de propagande.

Les ministres n'oni pu se metire d'accord sur
le lien et la date de la prochaine conférence
au sommet » des pays membres de la Ligue
arabe. Ils se sont contentés de demander à la
Somalie — cù la rencontre devait se tenir à

l'origine — de prendre contact avec les autres Etats de la Ligue pour régier le problème. Mais le 1st mai, la Syrie s'est retirée des négo-ciations organisées par la Commission de médiation de la Ligue arabe pour tenter de résoudre

Conseil de l'Europe

Réunion des ministres des affaires étrangères et de l'Assemblée

étrangères et de l'Assemblée

L'ES ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de l'Europe sa sont réunis à Strasbourg le 17 avril pour examiner la situation au Portugal, l'état des travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et les progrès de la coopération européenne (notamment sur la base de rapports des présidents des Communautés européennes, de l'Association européenne de libre-échange et du secrétaire général du Conseil de l'Europe).

De son côté, l'Assemblée parlementaire a tenn la première partie de sa vingt-septième session à Strasbourg du 21 au 25 avril. Les principales questions politiques à l'ordre du jour concernaient la crise du Proche-Orient et la situation au Portugal et à Chypre.

M. Karl Czernetz (Autriche) a été élu président de l'Assemblée en remplacement de M. Giuseppe Vedovato.

M. Giuseppe Vedovato.

M. Giuseppe Vedovalo.

DROITS DE L'HOMME. — Au cours de la session qu'elle a tenue da 13 au 21 mars, la commission européenne des droits de l'homme a examiné l'irgumentation écrite présentée par les parties dans l'ajfaire Chypre contre Turquite. Elle a également pris note qu'une deuxième requête a été introduite le 21 mars par le gouvernement requérant : Chypre allèque en ajfet d'autres violations par la Turquie de la convention européenne des droits de l'homme depuis la 19 septembre 1974, date d'introduction de la première requête.

D'autre part, la commission a déclaré resouble l'ajfaire qui oppose le Sunday Times au gouvernement britennique.

— Le comtié des ministres du Conseil de l'Europe a décidé que, dans l'ajfaire Kamma contre les Pays-Bas, il u'y avait pas eu violation de la convention européenne des droits de l'homme, se conformant ainsi d'avais de la commission.

ANNEE DU PATRIMOINE ARCEITECTURAL.

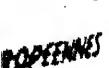
ANNEE DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL. —
Dans la cadre de l'Année européenne du patrimoine
erchitectural 1975, le Conseil de l'Europe a organisé
du 21 au 24 avril à Krems (Antriche), un congrès
sur la revitalisation de la ville qui réunissait environ deux cents urbanistes, architectes, conservateurs
et responsables politiques.

Recherche spatiale

Création de l'Agence spatiale euro-

TES ministres européens chargés des questions spatiales, réunis en conférence spatiale la 15 avril à Bruzelles, ont approuvé le texte de la convention de l'Agence spatiale européenne (ESA), dont ils avaient décidé la création en juillet 1973. L'Agence, qui succède à l'Organisation européenne de recherches epatiales (ESRO) et à l'Organisation européenne pour la construction de lanceurs (ELDO), entrera en activité à la date d'ouverture de la convention à la signature (une conférence se réunira à cet effet à Paris à la fin du mois de mai). Les ministres sont parvenus à un accord sur Les ministres sont parvenus à un accord sur le choix du directeur général de la nouvelle agence en la personne de M. Roy Gibson (Grande-Bretagne), ainsi que sur la partici-pation des Etats membres de l'Agence au finan-





MADAGASCAR

Secousses politiques et contradictions de la bourgeoisie

Par FRANCIS PARTANT

E procès qui se déroule à Tananarive devant un tribunal militaire, é la suite de l'assassinat du colonal Ratsimandreva, chef de l'Etat pendant aix jours seulement (du 5 eu 11 février 1975), ne peut que contribuer e elourdir un climal politique qui e'est considé-reblement dégradé depuis trois ane (1). Cer-taines déclerations des prévenus, faisant état les gendarmes chargés des enquêtes, sont déjà de neture e bouleverser l'opinion publique. Aux deux cent quatre-vingt-seize personnes tradulles en justice - parmi lesquelles les principaux responsables du parti responsables du parti socialiste maigache (P.S.M.), en particulier l'ancian président Tsiranana et M. André Resampa — vont demain se joindre quelques personnalités éminentes de la bourgeoisie tananarivienne, traditionnellement hostiles au P.S.M. Toutes les révélations mettent du pays depuis le eculèvement populaire de mai 1972, mais de troublantes alliences de fait entre forces organisées et idéologiquemant

Paradoxalement, la nocivité de ce procès tient eu fait qu'il n'est pas « politique ». Les juges ont pour mission de découvrir et de punir des coupebles, non de démasquar les nombreux groupes de pression qui, du seul fait qu'ils pouvalent utiliser politiquement un ettentat contre le chef de l'Etat, rendaient cet attentat vraïsemblabte. Aucun assainissement du contexte politique n'est donc à espérer. Le directoire militaire qui a pris le 12 février un pouvoir leissé vacant est idéologiquement beaucoup plus éloigne de la victime que des divere groupes da pression qui se trouvent virtuellemant, sur le banc des eccusés. Reflétant les divisions qui existent dans le pays comme au sein des forces armées elles-man toire est condamné à l'Immobilisme. Mals s'il ne peut pas utiliser la procès pour asseoir una politique, ce dernier peut faire éclater ses propres divisions, donner une dangereuse dynamique à des tendances qui, aujourd'hui, se neutralisant. Or ces tendances e'appulent précisément sur des forces armées.

MENEE à intervenir dans les affaires de A MENEE a injervenir dans les affaires de mai 1972 (et à la demande du président Talrenana, jui-même contraint de sulvre les conselle de le France), l'ermée malgache e faussé un jeu politique déjé fort compliqué.

Elle ne parvint pas à jouer un rôle d'arbitre, mais devint, tout au contraire, une nouvelle elle laissa son chef, le général Ramananteos, diriger pendant près de trois ans un gouver-nement da militaires et de techniciens qui, avec entraîne la pays vers une faillite globale.

Aujourd'hul, l'économie malgache est complèurbains, la pénurie eévit et porte eur des pro-duits de première nécessité. Le chômage e augmenté dans des proportions effrayantes.

après avoir prélevé tous les fonds disponibles dans les calsses chargées de stabiliser tes prix des produits d'expontation (ce qui laisse présager de serieux problemes e court terme, le coure mondial de ces produits étant é la baisse), fait de plue en plus appet é des avances de le Banque centrale.

Enfin l'endettement extàrieur du pays e'est considérablement eccru, tandis que le solde déficitaire de la balance des pelements représentait, é te fin de 1974, un montant supérieur é

celul des avoire en devises détenus en juin 1973, dete de la sortie de la zone franc. La jeune monnale malgeche n'a plus de couverture, et le paya,
plus de moyens de paisments extérieurs. Or,
cette année encore, le blian alimentaire est luimême gravement déficitaire, une serie de
cyclones syant dévasté les cultures vivrières.
Environ 150 000 tonnes da riz devront être
importées, à des cours largement supérieurs
au prix fixé pour la consommation interneinsupportabla cherge pour la budget de l'Etal
comma pour la balance des échanges extérieura, ces importations pourront-elles être réalisées ? D'ores et déjà, la plupert des banques
occidentales refusent da confirmer les crédits
ouverts par les banques malgeches. dete de la sortie de la zone franc. La jeune mon-

E bijen de fellijte est à mettre eu compte de le bourgeoisle administrative qui, depuis mai 1972, déilent la réalité du pouvoir politique, donnant eu programme gouental un contenu - technique - et concret, parvenant ainsi à l'orienter en fonction de ses intérêts propres. Refusant de tirer les conséquences àconomiques et sociales de la rupture des eccorde de coopération avec la France, elle e'employa à maintenir à son profit l'ordre socio-économique instauré par cette dernière.

Sous le bannière de le - malgechisation », la bourgeolele nationale prit partout où elle le pouvail les postes de commande, soit en e'asso-ciant eux intérêts étrangers présents dans le - et assurant du même coup à ceux-cl une certaine sécurité que les événements de mai 1972 eveit compromise, — soit en élergis-sent les pouvoirs de l'edministration publique. en bureaucratisant l'économie. Cette bureaucratisation aut pour première conséquence d'endiguer la politique menée par le colonel Ratsimandrava, elors ministre de l'intérieur, qu tentalt de réorganiser le psysannat eur des basea démocretiques en faisant revivre le fokonofona, cellule de base de la société maigeche traditionnelle. La « maîtrise populaire du developpement », objectif officiel du régime, se heurtait à la bourgeoisie, détentrice du pouvoir économique à l'échelle nationale.

Mais cette bourgeoisie n'était nullement prétence fit caricaturalement ressortir l'inadaptation de cet ordre socio-économique, qu'elle voulsit meintenir, à le société à laquelle il était imposé. L'extension de son champ d'activité et de contrôle favorisa en affet une flambée de le corruption, fléau maieur dont on voit mat comment il pourrait être aliminé pulsque c'est l'administration ette-même, civile ou militaire, qui est chargée de le combattre. De ce point de vue, le blian du gouvernement Ramanantsoa est ancore plus négatif qu'eu plan économique : ce n'est pas seulement l'économie malgacha

Cependant, du aeul fait qu'elle favorisait les mbitione de le bourgeoiele edministrative et économique, la politique gouvernementale met-tait gravement en danger l'unité nationale. Cer cette bourgeolele est largement dominée par les àlltes intellectuelles issues da l'ethnie merina, à laquelle appartenalt le chet de l'Etal lui-même. Les antagonismes ethniques, moyen de gouvernement de le France et du présidant Tsiranana, servalant désormels l'opposition. Mettent les erreure et les abus du régime au compte da l'ethnie merina, et non de sa bourgeolsie dirigeante, certains notables d'origine côtière pouvaient espèrer canaliser le mécon-tentement populeire à leur profit, leur propre

P. 15:

polds politique tenant moins à leur programme qu'à leur qualité de « représentant » d'une président Tsiranana et de M. André Resampa, leur parti, le P.S.M., devenant en feit un regrouperment de » côtiers », possible alternative au « pouvoir merine ». Tout eu long de 1974, la rapidement, on put creindre des troubles graves, n'importe quelle révolte contre l'ordre établi sein qua le maiaise se concrétisa. En décembre 1974 était déjoué un complot (la - complot du 31 décembre ») organisé par un groupe d'officiers còtiars, réunis eutour du colonel Brechard Rajeonerison, conseiller militaire du général Ramanantsoa. Quelques jours plus tard, ce demier se résignait enfin à dissoudre son gouvernement. Puis II était lui-même contraint de démissionner et de déléguer ses pleins pouvoire à son ministre de l'Intérieur, le colonet

E nouveau chef de l'État bénéficialt Incontestablement d'une audience popolaire à l'échelle nationale. Son origine modeste le plaçait eu-dessus de ces problèmes ethniques, qui eujourd'hui recouvrent essentiellement des surtout à l'usage qu'en font les différentes factions de la bourgeoleie malgeche. Enfin, son patient travail en faveur des « fokonolone » lui evait ettiré le sympathie du petit peuple, en particulier dans les campagnes. Mais le peuple représentant une force obsolument inorganisée nàme les syndicats sont contrôlés par la petite tiourgeoisle), c'est surtout sur la gendarmerle, dont il était le chef, que comptait le colonel

S'il pouvait ainsi compter eur un apput milltaire, au demeurant beaucoup moins monolithique qu'il ne le croyait, il avalt è faire face eussi blen les intérêts étrangere que les différentes factions de la bourgeoiela nationale, dont une partie au moine pouvait s'eppuyer eur l'armée. Bien Imprudemment, il avait tenté de an tous domaines à le gendarmerie des pouvoirs de contrôle et de répression hors de proporplus en droit de l'accuser d'avoir entraîné le réclime vera l'arbitraire que le cadre légel et les règles du jeu économique demeuralent inchangés. Ses méthodes autoritaires et son souci d'efficacité à court terme lut avalent er outre aliéné la sympethile d'un des rares partis de gauche authentiquement poputaire, le MDNIMA de M. Monje Joane. Ce dernier aurait certainement pu oublier la eanglante répression de la révolte du Sud malgache, en avril 1971, révolte déclenchée par son parti et au coure de laquelle quelque trois mille paysens furent difficilement comprendre que le nouveau chef d'Etat fasse de la gendarmerie l'instrument

Et pourtant il est certein que cette révolu-tion, commencée en mai 1972 et aussitôt enrayée par la bourgeolsie netionale, le colonel Rataimandreva entendeit la mener à bien. A cet egard, toutes ses déclarations étalent précises et cohérentes ; de nouvelles orientations devalent atre données à l'àconomie, et celles-ci impli-quaient un remodelage social. La 11 février, é le sortie d'un conseil des ministres, le

A balle de l'assassin n'était évider pas destinée à un homme, male à sa politique. Avec l'homme, l'option politique qu'il incamait a-t-elle été éliminée ? Elle vissit à donner aux masses populaires un rôla nouveau dans la société et dans l'économie, parce que le peuple ne peut être le moieur d'un développement que s'il en est aussi le principal bénéficieire. Elle est par conséquent à l'opposé de la politique jusqu'ici adoptée par des gouvernements moins dissemblables qu'il ne le paraît, et qui permit à le bourgeoisia de concerressources nationales, les fragiles équilibres internes ne couvant être assurés que par une répartition de ces pouvoire et de ces ressources entre les notables des différentes régions. Cette dernière politique, suivie à Medagascar comme. Li est vral, dana le quasi-totalité des pays du tiers-monde, e abouti eux résultats atastrophiques qu'on constate aujourd'hui. L'option inverse est donc imposée par la situetion même. Maia aucune force organisée n'est plus aujourd'hul an mesure de la prendre.

Quend le colonel Brechard Rejaonerison veut expliquer, devant le tribunal militaire de Tenanarive, les raisons du « complet du 31 décembre » et sa rébellion contre le régime précédent, il rappelte que l'armée est dirigée essenen accord evec le directoire, poisqu'un équiune certaine conception de la gestion de l'Etal. Mais catte conception oblige le pouvoir à agir au profit d'une bourgeoisie divisée an vient d'affirmer son intention de mettre en œuvre le programme défini par te général Ramale pays à la faillite. Cependant, sa volonté de continuité se heurte précisément à cette réalité qu'est la failitte. Certains choix s'imposent à court terme. C'est pourquoi des tendances commencent déjé à se manifester au sein du

l'errivée d'un nouvel ambassadeur de France peut laisser supposer qu'une fraction du direc-toire est favorable à un repprochement svec l'ancienne puissance coloniale. A ce chaleu-reux accuell, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, ancien ministre des affaires étranne participalt pas. Son absence reppelle qu'en ce domaine des divergences de points de vue existent, divergences qui reproduisant un peu celles qui existent dans le pays, seul le P.S.M. du président Telranane osant préconiser un retour au statu quo ante.

ARMEE n'est pas et ne peut pas être un bloc politiquement homogène. En revanche, la gendarmerie semble au premier abord en être un. Représentée au sein du directoire et chargés des enquêtes sur l'assassinat politique que le procès peut consolider — du moins l'espère-t-elle. Les officiers qui désonnais la dirigent se présentent comme les héritlers là, — ils ont tout intérêt à demeurer solidaires pour les défendre, efin de bénéficier d'un appui populaire et de ne pas laisser aux autres corps militaires im pouvoir qu'ile étalent sur le point d'obtenir. Enfin. à des références idéologiques qui peuvent ainsi ne constituer que des attitudes tactiques, s'ejoute une réalité utilisable en cas de besoin : les torces de police et de gendar-merie sont eujourd'hul constituées en majorité de - côtiers -, en face d'une armée qui demeure dominée par les Merinas. Un autre clivage existe donc au sein des forces armées, clivage qui peut servir les embitions des officiers au

It est exclu que poisse être poursuivie la politique initiée par le général Ramanantsoa, la capitulation que représenterair un retour à un néo-colonialisme classique n'étant pas davantage réaliste. Pourtant eucun renversement radical de politique ne peut être tenté, puisqu'il imposerait le renoncement è un système d'équilibre qui feit reposer le pouvoir d'Etat sur la bourgeoisie, civile ou militaire, et puisque le peuple demeure une torce inorganisée, divisée par ees propres élites. Il est donc impossible d'aller de l'avant, alors que la conjoncture économique et sociale interdit l'immobilisme. Quoi que fasse ou décide le directoire militaire, c'est à de graves secousses qu'il faut s'attendre, secousses eu sein de le population comme des forces armées. Soue un régime militaire, les contradictions du pouvoir obligent parfols è des coups d'Etat. Mais elles peuvent aussi déboucher sur le guerre civile, quand elles reflètent les divisions qui existent dans

(1) Reproduit in extenso par un quotidien de Tananarive, l'article que le Monde diplomatique d'avril 1374 consecra aux problèmes malgaches souleva à Madagascar une tempète de polémiques. Pour avoir analysé les fondements des antagonismes ethniques, l'auteur était accusé de les attier. Pour avoir décrit une évolution économique fort inquétante — et qui a abouti aux résultats que l'on observe aujount'hui — on lui reprochait de l'aggraver et de soutenir un vaste complot impérialiste. On voit mai pourquoi les puissances impérialistes auraient tenté de renversar le gouvernement du général Remanantsos qui n's porté aneune atteinte à leurs intérêts économiques fondamentair. C'est d'allieurs blen pourquoi, à estre époque, M. McNamara approuvait is politique canti-impérialistes de Madagascar, estimant qu'elle était Lavorable aux investissements frangers, c'est-à-dire aux intérêts internationaux qui avancent dans le sillage de la Banque mondiale. Quant sux antagonismes ethniques, les efforts du nouveau régime militaire pour les sumontar démontrent qu'ils existent. Mais c'est précisément leurs fondaments actuels que la hourgooide maigache préfère ne pas voir, par craints d'être obligée de se mettre elle-même en quastion.

Dans ce numéro :

ins

res.

sou l'èg gou

cun

n'o

Tou:

term

ment Poris

AUTOPORTRAIT DE M. KISSINGER. P. 2 à 4: UNE NOUVELLE DOCTRINE DE L'IM-PERIALISME, par Equal Ahmad. La fonction et les formes de la francophonie, par M. Bg. Elections législatives et nouveaux gou-P. 5:

LU.R.S.S. et la guerre mondiale, par le général Nikolai Chekhovisov et Grigori ARABIE SAOUDITE : L'eccession eu P. 6: pouvoir du roi Khaled, par Pierre Pean; L'intégration des Bédouins à l'économie

moderne, par Frédéric Langer. Les pays socialistes et les pétrodollars, par Nicolas Fakiroff; L'U.R.S. eprès P. 7: le départ de M. Chelepine, par Bernard

PORTUGAL : La grande confusion des campagnes, par Alain-Marie Carron. P. 8; P. 9 à 14:

LE VIETNAM «VIETNAMISE» : Une nouvelle définition du réalisme politique, par C.J.: Banqueroute morale et bonne conscience américaines, par T.D. Allman: L'obstination des «faucons» è Washington, par Ngo Vinh Long; L'irrésistible chute de Nguyen Van Thieu, par Nguyen Khac Vien: La longue lutte des militants de la paix en Amérique, par Alex Knopp L'histoire du communisme vietnamien et les perspectives de la réconciliation nationale », par G. Boudarel, P. Brocheux et D. Hemery : Fin de l'article de Navan R. Chanda: Le néo-isolationnisme am ricain : chantage ou bluff? par Devid

Des « modèles » pour sortir des guerres sans fin ? par Alain-Marie Carron, THAILANDE : Agitation sociale et situation économique explosive, par Richard

Morgan. Le carnet des ambassades,

ESPAGNE : La «Junte démocratique» P. 16 et 17; et la transition pacifique à la démocratie, par Sanfiago Carrillo, Rafael Calvo

Serer, Enrique Tierno Geivan, Karl Michael.

La longue marche de Roger Garaudy, P. 18: par Yves Florenne. Dans les revues_

Correspondance.

CINEMA POLITIQUE : Films d'histoire, P. 19: par Ignacio Ramonet, Daniel Percheron. Serge Daney.

IRAN : RENAISSANCE D'UN EMPIRE. P. 20 à 24: reportage de Marcel Barang. Fin de l'article de Pierre Bell sur le

P. 25:

POLITIQUE ET LITTERATURE : L'itinéraire de la contestation en Afrique noire, par Jacques Chevrier.

P. 26: Les livres du mois

L'activité des organisations internatio-P. 27 à 29 :

Mai 1975

ALTHARD DES